Le Journal de l'Armée du Canada

10.2 été 2007

La guerre des 33 jours — un exemple de lutte psychologique de l'âge de l'information
M. Pierre Cyril Pahlavi, PhD

« C comme dans contact » : un officier observateur avancé avec la Force opérationnelle Orion
Capitaine Andrew Charchuk

Se déployer sans compagnie d'administration — le système d'échelons du GT de la FO 306 durant l'opération MEDUSA
Capitaine Simon Parker

La guerre à trois volets : ses causes et son rôle dans la construction de la paix
M. Vincent J. Curtis

Les FC et les soldats autochtones affectés à la protection du territoire canadien : les « leçons retenues » des instructeurs des Rangers
M. P. Whitney Lackenbauer, PhD

Le chemin de l'enfer, 2e partie : le Canada au Vietnam, 1954-1973
Lieutenant-colonel Shane B. Schreiber

Note au dossier — Afghanistan : ce que nous pensions que nous savions de l'expérience soviétique
M. Sean M. Maloney, PhD

Critiques de livres

Canada

Défense nationale National Defence

LE JOURNAL DE L'ARMÉE DU CANADA
LE JOURNAL PROFESSIONNEL DE L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA

Le Journal de l'Armée du Canada est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre qui paraît tous les trois mois. Le choix des articles s'effectue par un comité de lecture en fonction des réflexions et des échanges qu'ils peuvent susciter. Ce périodique présente les opinions réfléchies de professionnels sur l'art et la science de la conduite de la guerre terrestre et il constitue un moyen de diffusion et de discussion des concepts liés à la doctrine et à l'instruction, un instrument grâce auquel le personnel de l'Armée de terre et les civils qui s'intéressent à ces questions peuvent faire connaître leurs idées, leurs concepts et leurs opinions. Les auteurs sont invités à soumettre des articles qui traitent de sujets tels que le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Le Journal de l'Armée du Canada est un outil essentiel à la santé intellectuelle du personnel de l'Armée de terre et à l'élaboration de nouveaux concepts et de nouvelles doctrines et politiques d'instruction valables dans l'avenir. Il permet à tous les militaires et à tous les membres du personnel de l'Armée de terre, des autres éléments, des organismes gouvernementaux et du milieu universitaire intéressés aux questions liées à l'Armée, à la défense et à la sécurité de parfaire leur éducation et de se perfectionner sur le plan professionnel.

Rédaction

Directeur de la rédaction — DGDCFT, Colonel J.R.A, Tremblay, OMM, CD
Réviseur en chef — DCDFT, Colonel J.B. Simms, CD, MA
Rédacteur en chef — Major Andrew B. Godefroy, CD, PhD
Rédacteur en chef adjoint — M. Robert Boyer, BSc, MA

Comité éditorial

Directeur — Concepts et doctrine de la Force terrestre — Colonel J.B. Simms, CD, MA
Directeur — Instruction de l'Armée de terre — Colonel D.J. Milner, CD
Directeur — Environnement synthétique de l'Armée de terre — Lieutenant-colonel R.R. Bassarab, CD
CFC Toronto, M. J.C. Stone, PhD
CMR, M. M. Hennessy, PhD

Bureau d'édition de l'Armée de terre

Éditrice de l'Armée de Terre — Major H.D. Grodzinski, CD, MA
Coordinatrice — Sergent Christina Tripp, CD, BA, BEd
Agent des services linguistiques — M. Robert Boyer, BSc, MA
Conceptrice graphique — Mme Patricia Bridger
Site Web du Journal de l'Armée de terre du Canada — administrateur du site Web du SDIFT

Correspondance

La correspondance, les articles et les commentaires doivent être envoyés à l'adresse suivante : Le Journal de l'Armée du Canada, aux soins du rédacteur en chef, Direction générale–Dévéloppement des capacités de la Force terrestre, C.P. 17000, succ. Forces, Kingston, Ontario, Canada, K7K 7B4. Téléphone : (613) 541-5010, poste 8721; télécopieur : (613) 540-8713; courriel : Godefroy.AB@forces.gc.ca.

Diffusion et abonnement

Le Journal de l'Armée du Canada (ISSN 1713-773X) est diffusé à la grandeur de l'Armée de terre et à certains destinataires du quartier général de la Défense nationale, du Commandement maritime, du Commandement aérien et de la Direction des opérations des systèmes d'information.

Des exemplaires sont aussi distribués à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements au sujet de la diffusion ou de la façon de s'abonner et pour nous aviser d'un changement d'adresse, il faut s'adresser au rédacteur en chef adjoint, à Boyer.RL@forces.gc.ca. Consultez notre site Web: Journal de l'Armée du Canada, à http://www.army.forces.gc.ca/caj/.

Soumission d'articles

Les articles manuscrits, les notes de recherche, les critiques de livres et les communiqués sur des sujets d'intérêt sont les bienvenus en tout temps. Les articles devraient compter de 5000 à 7000 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les notes de recherche devraient compter de 1500 à 2500 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les comptes rendus et les critiques de livres devraient compter de 500 à 1000 mots; et les communiqués sur des sujets d'intérêt ne devraient pas dépasser 1000 mots. Les articles doivent être rédigés dans l'une ou l'autre des langues officielles. Les auteurs doivent y joindre une brève biographie. Les tableaux, diagrammes, cartes et images à l'appui des articles doivent être fournis à part, sans être intégrés au texte. Les articles doivent être soumis par courriel ou par la poste. Ils sont revus par un comité de rédaction et le rédacteur en chef se chargera de tenir les auteurs informés. Pour obtenir plus de renseignements sur la façon de procéder pour soumettre un article, consultez le http://www.army.forces.gc.ca/caj/.

Avis de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement les politiques du Ministère ou des Forces canadiennes. Les textes traitant des derniers développements en matière de doctrine et d'instruction ou dans un domaine quelconque ne confèrent à personne l'autorité d'agir à cet égard. Tous les documents publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et ne peuvent être reproduits qu'avec l'autorisation écrite du rédacteur en chef.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2007

Les points de vue et les opinions exprimés dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement les politiques du Ministère ou des Forces canadiennes. Les textes traitant des derniers développements en matière de doctrine et d'instruction ou dans un domaine quelconque ne confèrent à personne l'autorité d'agir à cet égard. Il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du rédacteur en chef.

Couverture : Le sapeur Eric Eisenmenger, d'Edmonton, en Alberta, fait le guet depuis une tourelle à la base d'opérations avancée de Ghundi Gar. Le sapeur Eisenmenger fait partie de l'équipe de combat de la compagnie Hotel du groupement tactique (GT) du 2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (RCR), établi à cet endroit dans le cadre de l'Op Hadrian. Le GT du 2 RCR est un élément intégré de la force opérationnelle en Afghanistan. Caméra de combat AR2007-A051-0194 photo Sgt Craig Flander.

Le jeune Ranger canadien d'un jour Leon Taureau, de Fort Good Hope, prépare son poste radio en vue de vérifier les transmissions. Le Ranger Wrigley fait partie d'un groupe de Rangers qui proviennent de Fort Good Hope et de la région de Tulita et qui participent à l'opération Narwhal 07. Caméra de combat LX2007-0399d photo Sgt Brad Phillips.

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial — Retour vers le passé 3
Major Andrew B. Godefroy, CD, PhD

Célébration du 60e anniversaire du Journal de l'Armée du Canada 5

Nouvelles de l'Armée — l'identification au combat : une question d'efficacité au combat 6
Major Robert G. Hart

La guerre des 33 jours — un exemple de lutte psychologique de l'âge de l'information 13
M. Pierre Cyril Pahlavi, PhD

« C comme dans contact » : un officier observateur avancé avec la Force opérationnelle Orion 27
Capitaine Andrew Charchuk

Se déployer sans compagnie d'administration — le système d'échelons du GT de la FO 306 durant l'opération MEDUSA 39
Capitaine Simon Parker

La guerre à trois volets : ses causes et son rôle dans la construction de la paix 52
M. Vincent J. Curtis

Les FC et les soldats autochtones affectés à la protection du territoire canadien : les « leçons retenues » des instructeurs des Rangers 71
M. P. Whitney Lackenbauer, PhD

Le chemin de l'enfer, 2e partie : le Canada au Vietnam, 1954-1973 89
Lieutenant-colonel Shane B. Schreiber, CD, MSM

Note au dossier — Afghanistan : ce que nous pensions que nous savions de l'expérience soviétique 107
M. Sean M. Maloney, PhD

Critiques de livres 112
World On Fire: How Exporting Free Market Democracy Breeds Ethnic Hatred and Global Instability
Critique préparée par le Lieutenant-colonel Michael Rostek, CD 112
Saints, Sinners, and Soldiers: Canada's Second World War 115
Critique préparée par le Major Helga Grodzinski, CD
British Commandos : 1940-1946 117
Critique préparée par le Lieutenant-colonel Robert S. Williams, MSM, CD
The Red Man's on the Warpath: The Image of the "Indian" and the Second World War 118
Critique préparée par le Capitaine Darren Bromley
Pourquoi a-t-on fermé le Collège militaire de Saint-Jean? 119
Critique préparée par M. Roch Legault, PhD
I is For Infidel: From Holy War to Holy Terror 121
Critique préparée par M. Craig Stone, PhD
Citizen of the World — The Life of Pierre Elliot Trudeau Volume One: 1919-1968
Washington Diaries, 1981-1989 123
Critique préparée par le Major Gord P. Ohlke, CD
Sahib: The British Soldier in India 124
Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, PhD
Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam: Learning to Eat Soup with a Knife 126
Critique préparée par le Capitaine Nils N. French
Gibraltar, 1779 – 1783: The Great Siege 129
Critique préparée par le Major John R. Grodzinski, CD

Tribune libre

Façonner l'histoire : les forces d'opérations spéciales du Canada 131
M. Ken Joyce
Rapetisser pour croître : gestion de la disponibilité opérationnelle, restructuration de la Force et débat nécessaire 135
Capitaine Jonathan Hubble
Commentaires sur: Note au dossier — l'évolution du soutien du renseignement au sein de l'IFOR 137
Major Christopher Young, CD

ÉDITORIAL — RETOUR VERS LE PASSÉ

Major Andrew B. Godefroy, CD, PhD

Même si six ans se sont écoulés depuis les attaques du 11 septembre, certaines personnes ont encore du mal à croire que l'Armée canadienne s'est déployée en Afghanistan. Pourtant, tout comme les Balkans semblaient une destination peu probable pour l'Armée des années 1990, l'entrée dans le théâtre d'opération de l'Afghanistan a simplement réaffirmé que peu importe les efforts que nous mettons à essayer de prédire l'avenir, nous devons toujours élaborer des concepts, une doctrine et une instruction qui permettront à l'Armée canadienne d'atténuer le plus possible les risques associés à une action imprévue, où que le conflit ait lieu. Lorsqu'il est question d'une région telle que l'Afghanistan et de son héritage de conflits, il faut tirer des leçons et les analyser, étudier les histoires opérationnelles et arriver à bien comprendre ce qui s'est passé antérieurement. Après tout, puisque que nous n'avons jamais été là avant, mieux vaut en apprendre le plus possible sur cet endroit, mais apprenons-nous quelque chose?

Lorsque l'on commence à peler les couches de l'oignon qu'est l'Afghanistan, on découvre vite que beaucoup de Canadiens y ont servi avant 2001. On peut soutenir que ces personnes ont presque toujours été au service de quelqu'un d'autre, mais il est intéressant d'étudier la question et de voir jusqu'où cet attachement historique remonte. Prenons par exemple le Lieutenant William Bell Whiteford, un jeune homme de l'Ontario qui a combattu deux ans en Afghanistan. Le Lieutenant Whiteford est né à Simcoe, Canada-Ouest, le 15 octobre 1849, et était le fils du révérend George Bell de Kingston, en Ontario. Le 15 juillet 1868, à l'âge de 19 ans, il a réussi à obtenir une commission de lieutenant au sein des Royal Engineers et une affectation à Chatham, en Angleterre, où il a servi jusqu'au 15 juillet 1870, après quoi il a été muté à Kirkee, en Inde, pour prendre le commandement d'une compagnie des « Bombay Sappers and Miners ».

Au début de la Seconde Guerre d'Afghanistan, en 1878, le Lieutenant Whiteford et ses sapeurs ont été appelés en service actif. En raison d'un manque d'officiers, il commandait à la fois la compagnie numéro 2 et la compagnie numéro 5 des Bombay Sappers and Miners, qui étaient alors la force du génie de la division de réserve et qui ont été en action dans le Bolan de janvier à novembre 1879. La force du génie du Lieutenant Whiteford a par la suite été affectée de novembre 1879 à juillet 1880 au chemin de fer de l'État de Kandahar, après quoi il a été muté de nouveau pour devenir le capitaine-adjudant des Royal Engineers de la 2e Division de la Force de campagne du sud de l'Afghanistan. Là, le Lieutenant Whiteford a servi jusqu'en octobre 1880 sous les ordres du Général Wilkinson et a durant cette période accompagné le Général Phayre à Kandahar. Il est ensuite retourné au chemin de fer de l'État de Kandahar jusqu'à la fin de la guerre. Le Lieutenant Whiteford a fait du bon travail durant la guerre; il a été cité et a obtenu un brevet. Il a été officiellement promu capitaine le 22 septembre 1880 et enfin major, quelques années plus tard, le 25 juin 1887. Le même été, il est revenu au Canada pour se marier, mais il a vite été de nouveau muté en Inde, où il a passé le reste de sa vie.

Les recherches à ce sujet révèlent encore un nombre croissant de Canadiens qui ont durant cette période servi avec l'armée britannique en Afghanistan et à la frontière du Nord-Ouest et beaucoup d'entre eux ont rendu compte de leurs expériences par écrit. Les diplômés du Collège militaire royal du Canada qui ont servi dans ces théâtres au cours des années 1880 et 1890 sont souvent retournés au CMR et ont visité d'autres associations militaires canadiennes pour parler de leurs expériences et transmettre les leçons tirées de ces dernières à des collègues qui devaient peu après y aller eux aussi. Bien avant la Bibliothèque électronique de l'Armée de terre et même le *Journal de l'Armée du Canada*, des officiers et des hommes de troupe publiaient leurs récits dans des périodiques tels que la *Canadian Militia Gazette* et plus tard la *Canadian Military*

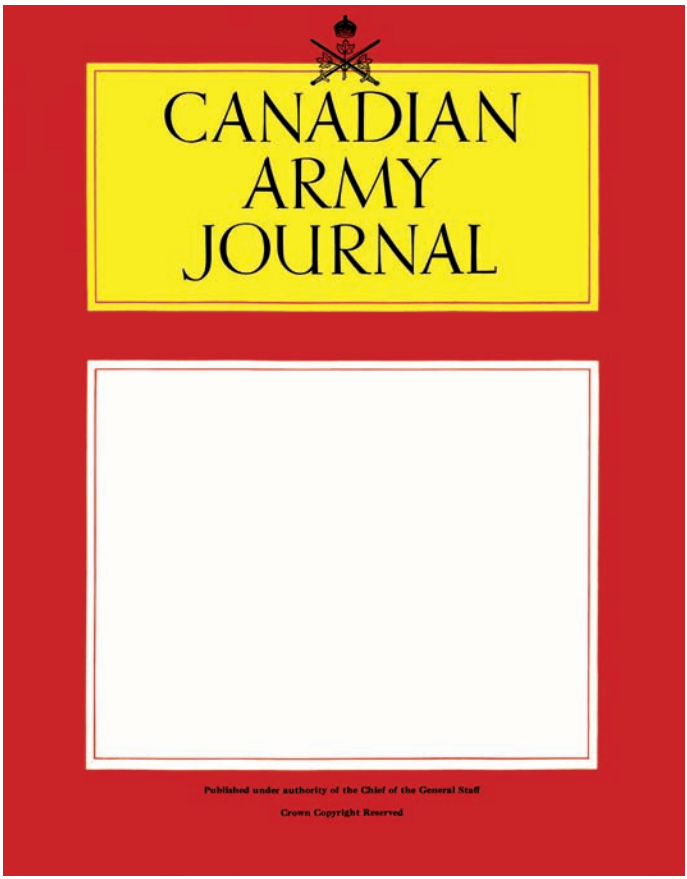
Gazette (1885-1943), le *VRI Magazine* (1894-1897) ou même les magazines *Canadian Field* et *Canadian Defence* (1909-1916). Ce qu'il est important de noter à propos de tout ceci, c'est que les militaires publiaient leurs récits et que nous pouvons aujourd'hui retourner en arrière et encore tirer de nos prédécesseurs des leçons découlant de leur engagement personnel à partager leurs expériences et à contribuer au dossier historique.

Le dernier numéro incluait un éditorial du Lieutenant-colonel Ian Hope, rédigé à titre de collaboration spéciale, dans lequel il partageait quelques observations personnelles sur son service en Afghanistan (*Journal de l'Armée du Canada*, volume 10, numéro 1, printemps 2007, p. 5-10). Je reçois encore, au moment où je termine le numéro de l'été, des messages nous remerciant de sa publication et de nombreux commentaires traitant de son caractère opportun, de sa substance et de sa pertinence. Plus important peut-être, des personnes ont salué sa publication à titre de contribution de grande valeur au dossier des activités de l'Armée canadienne dans un théâtre de guerre que des gouvernements, des professionnels, des chercheurs et des universitaires de l'avenir vont un jour étudier en détail, même le grand public, à qui ce genre de compte rendu permet de continuer à s'intéresser de près aux réalisations de notre personnel en uniforme. Je présente donc dans le présent numéro un autre article de ce genre, celui-ci écrit par le Capitaine Andrew Charchuk, et je poursuis ce qui, je l'espère, va revenir régulièrement dans le *JAC*. J'aimerais dans chaque numéro publier un compte rendu personnel décrivant non seulement les éléments fondamentaux d'un déploiement opérationnel mais aussi ses caractéristiques, car, comme nous le savons tous, ce sont les détails qui comptent et les observations personnelles communiquent ces détails mieux que n'importe quelle autre forme.

Le présent numéro du *Journal de l'Armée du Canada* renferme un bon éventail de textes d'opinion mêlés à des expériences récentes. Nous présentons en particulier la deuxième partie de l'étude du Lieutenant-Colonel Shane Schreiber, récompensée par la médaille George Bell, sur le Canada et la guerre du Vietnam de même qu'un examen critique du conflit israélo-palestinien de 33 jours de l'été dernier rédigé par M. Pierre Pahlavi, du Collège des Forces canadiennes de Toronto. Nous présentons de plus un certain nombre d'autres articles incitant à la réflexion de même qu'un large éventail de critiques de livres plus une réponse particulièrement inspirée de Ken Joyce à une critique. J'espère comme toujours que vous aimerez le présent numéro au moment où nous continuons à célébrer les 60 ans du *Journal de l'Armée du Canada* et je continue d'accueillir favorablement vos commentaires et vos réactions.

CÉLÉBRATION DU 60e ANNIVERSAIRE DU JOURNAL DE L'ARMÉE DU CANADA

Ainsi que certains de nos lecteurs le savent déjà, *Le Journal de l'Armée du Canada* (JAC) a d'abord été publié en 1947; il l'a été sous la direction de M.J.G. DeProse jusqu'en 1965 lorsque, au même titre que les deux autres journaux militaires, le magazine *Sentinelle* l'a remplacé. Lorsque mon prédécesseur, le Major John R. Grodzinski, a en 1998 rétabli *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, l'Armée de terre a repris le chemin menant à un journal professionnel en bonne et due forme qui permet de partager les idées relatives à l'Armée et d'en débattre. Le *JAC* est maintenant devenu le premier journal militaire professionnel au Canada et il est largement reconnu à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. En reconnaissance de cet immense héritage, le prochain numéro du *Journal de l'Armée du Canada* va arborer une page couverture « rétro » en l'honneur des premiers numéros publiés il y a soixante ans. Ce numéro va aussi inclure une section spéciale examinant les origines et l'évolution du journal et certains de ses moments les plus intéressants et parfois controversés de même qu'une réédition de différents articles sur ce qu'anticipait l'Armée pour l'avenir. Outre ce volet spécial, le *JAC* va présenter son cortège habituel d'éditoriaux, d'articles, de notes au dossier et de critiques de livres de grande qualité, et plus encore. Surveillez l'édition anniversaire spéciale du *Journal de l'Armée du Canada* qui paraîtra cet automne.

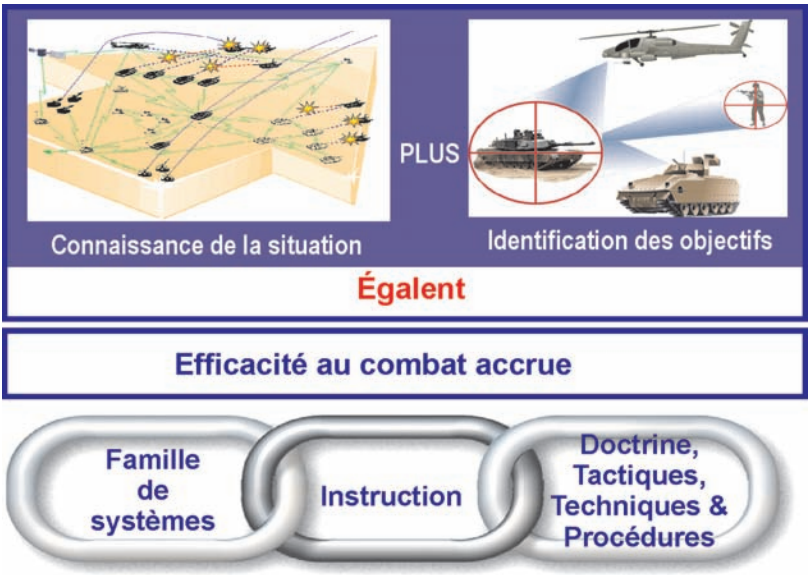


NOUVELLES DE L'ARMÉE — L'IDENTIFICATION AU COMBAT : UNE QUESTION D'EFFICACITÉ AU COMBAT

Major Robert G. Hart, CD

Pendant que l'Armée de terre et les alliés du Canada au sein de la coalition poursuivent le combat contre les insurgés en Afghanistan, des engagements « bleu contre bleu » et des tirs fratricides continuent de se produire. Face à cette situation, les armées du monde entier investissent beaucoup pour réduire ces incidents et notre Armée de terre participent étroitement aux efforts de pointe faits par la coalition pour démontrer des solutions faisant appel à la technologie et aux procédures et capables d'aider les soldats et les commandants sur le champ de bataille.

Identification ami/ennemi (IFF)[1] et tirs fratricides sont les deux expressions les plus couramment utilisées pour parler des problèmes d'identification au combat (ID cbt) et, dans le bon contexte, ils sont tout à fait appropriés. Cependant, l'Armée de terre cherche prioritairement à développer l'identification au combat grâce à l'amélioration et à la combinaison des capacités de connaissance de la situation et d'identification des objectifs. L'état final visé est d'augmenter l'efficacité au combat. « L'identification au combat (ID cbt) n'est ni un système ni un processus, mais bien une capacité qui combine doctrine, tactiques, techniques et procédures (TTP) et règles d'engagement (RDE), et intègre des systèmes compatibles pour améliorer la connaissance de la situation et permettre l'identification en temps opportun des objets détectés dans l'espace de combat »[2].



Le travail de l'Armée de terre pour améliorer l'efficacité au combat se fait sur quatre lignes d'opération : premièrement, la doctrine — une norme a été élaborée pour la version provisoire de la B-GL-334-001/FP-002 Instructions permanentes d'opération de l'Armée de terre et est actuellement à l'étape de la mise au point en opérations; deuxièmement, l'instruction — la Direction de l'instruction de l'Armée de terre (DIAT) a reçu le mandat d'acquérir un programme informatique d'instruction sur la

reconnaissance des véhicules pour l'Armée de terre; troisièmement, développement et acquisition d'outils technologiques — la Direction des besoins en ressources terrestres (DBRT) travaille sur deux grands projets se rapportant particulièrement à l'ID cbt : le dispositif embarqué d'identification d'objectif coopératif (DEIOC) et le système du soldat. Naturellement, il y a beaucoup de chevauchement avec d'autres projets et par conséquent, la résolution des conflits et l'unité d'effort sont des enjeux clés. Quatrièmement, l'intégration — l'Armée de terre est en rapport étroit avec les FC et ses partenaires de la coalition grâce à sa participation active au groupe de travail sur l'identification au combat des Forces canadiennes (GTICFC) et à la démonstration de technologie de pointe en matière d'identification au combat de la coalition (CCID ACTD) du Commandement allié Transformation de l'OTAN.

Doctrine

La B-GL-334-001/FP-002 *Instructions permanentes d'opération de l'Armée de terre* qui doit paraître bientôt (en remplacement des IPO d'unité) renferme un chapitre détaillé sur ce sujet. En étroite collaboration avec l'École de l'infanterie (alors centre d'excellence en la matière), du travail a été fait pour améliorer les IPO sur l'IFF du 2 RCR. Cette publication comporte des rubriques sur les domaines suivants : IPO sur l'identification au combat, procédures de marquage des personnes, procédures de marquage des véhicules et aide-mémoire tactique, lequel renferme une section formative sur les dispositifs communs actuellement utilisés ou proches de l'étape de production et connus sous le nom de dispositifs d'identification des objectifs sur le champ de bataille. Parce que l'utilisation de la technologie pour faciliter l'ID cbt est une arme à double tranchant, ce sera toujours le commandant qui décidera du genre de dispositif technologique et de la nature des procédures à utiliser. Le commandant du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT) a donné instruction à toutes les unités qui se déploient d'utiliser lesdites IPO et la Direction de la doctrine de l'Armée de terre (DDAT), par l'intermédiaire du Centre des leçons retenues de l'Armée (CLRA), est actuellement à la recherche, par l'intermédiaire de ses officiers de liaison présentement dans le théâtre, des dernières améliorations opérationnelles apportées aux IPO.

Instruction

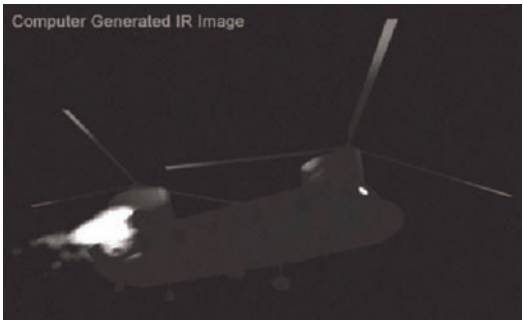


Figure 1 : Représentation Insight du CH-47

Le DIAT a reçu pour mission, lors de la réunion du Conseil de développement des capacités de l'Armée de terre (CDCAT) du 20 juin 2006, de faire l'acquisition d'un système d'instruction sur la reconnaissance pour l'ensemble de l'Armée de terre. Dans le passé, plusieurs trousses d'instruction sur la reconnaissance des véhicules et des aéronefs ont été créées. Cependant, la technologie a progressé au point ou l'instruction assistée par ordinateur peut fournir une vaste gamme de représentations diverses (représentation thermique, infrarouge, etc.) de véhicules mobiles ou stationnaires dans différentes conditions climatiques et d'éclairage, sous divers degrés d'obscuration simulée du champ de bataille. De plus, ces nouveaux programmes sont rapidement adaptables à une opération particulière si bien qu'en préparation à cette opération, ou une fois qu'elles sont déployées, les unités peuvent s'adapter à différentes conditions. Cette capacité sera particulièrement utile lorsque de nouveaux partenaires arrivent dans le théâtre avec des véhicules, des uniformes et des

insignes de grade différents. Les efforts se poursuivent auprès de nos alliés pour avoir accès à des systèmes d'autres pays comme le système américain de reconnaissance des véhicules de combat [US Recognition of Combat Vehicles (ROC-V)] ou pour évaluer d'autres programmes du secteur privé comme le système d'instruction Insight.

Figure 2 : Système Insight d'instruction sur la reconnaissance des véhicules

L'Armée de terre a toujours eu des procédures d'ID cbt, quoique sous un autre nom, dans sa procédure de combat et ses techniques de campagne. Avant de partir en mission ou en opération, il est impératif d'établir les itinéraires de la patrouille, les limites, les lignes de contrôle, les mots de passe et les signaux de reconnaissance de nuit. Les nouvelles technologies envisagées viendront s'ajouter aux méthodes éprouvées et des IPO seront élaborées pour les intégrer dans notre rythme des combats normal. L'objectif clé de l'instruction sera d'intégrer les IPO et les technologies dans le fonctionnement de l'Armée de terre par l'entremise de l'éducation et de l'expérience pratique offertes dans nos unités, nos centres d'instruction et nos écoles. À cette fin, le cmdt SDIFT a désigné l'École de la tactique du CIC Gagetown comme centre d'excellence en matière d'ID cbt.

Le but de l'instruction sur l'ID cbt est d'améliorer la capacité du soldat d'identifier rapidement les objets présents sur le champ de bataille et d'ainsi lui permettre de prendre des décisions plus rapidement pour augmenter son efficacité. Pour atteindre cet objectif, un certain nombre de concepts devraient être intégrés à l'instruction, comme une revue des principes, de la théorie et de la doctrine pertinents, l'identification des situations à haut risque de tirs fratricides, les procédures touchant les mots de passe et l'authentification, les signaux de reconnaissance de nuit, l'instruction sur la reconnaissance des véhicules (adaptée à l'opération en cause), les procédures de gestion de l'espace de combat, les règles d'engagement, les mesures de contrôle de l'appui-feu, les caractéristiques des dispositifs alliés d'identification au combat, les mesures à prendre lorsqu'on est la cible de tirs amis (bleus) et les comptes rendus à faire en cas de tirs fratricides.

Développement et acquisition d'outils technologiques

Figure 3: Un convoi de véhicules blindés anglais, américains, italiens, suédois, canadiens et français se dirige vers la position de combat 1 dans le secteur d'entraînement de la plaine Salisbury, R.-U. (Courtoisie du service des affaires publiques de l'armée américaine, photo de : Marie La Touche)

« Le but du projet de dispositif embarqué d'identification d'objectif coopératif (DEIOC) est d'acquérir, d'installer, d'intégrer et de mettre en œuvre un dispositif d'identification au combat embarqué sur les plateformes de tir direct et certaines plateformes de soutien au combat. Ce projet devra se conformer à la technologie commune/interopérable d'identification des objectifs décrite dans le STANAG 4579 *Dispositifs d'identification des objectifs sur le champ de bataille (BTID)* de l'OTAN, lequel favorise l'interopérabilité avec d'autres systèmes coopératifs d'identification des objectifs à ondes millimétriques dont l'installation sur les plateformes d'armes et véhicules terrestres de nos alliés est planifiée »[3]. Une bonne part du

travail sur le projet de dispositif embarqué d'identification d'objectif coopératif (DEIOC) s'est fait en association avec le CCID ACTD. En septembre 2005, l'Armée de terre a envoyé un QG de cie et un peloton du 3e Bon R22eR participer à l'Ex Urgent Quest, une démonstration de technologie de pointe regroupant 10 pays dans le secteur d'entraînement de la plaine Salisbury au R.-U. Le CCID ACTD a évalué l'utilité militaire des technologies émergentes dans le domaine de l'ID cbt dans le cadre d'une série de démonstrations opérationnelles menées entre 2003 et 2005 dont le point culminant a été l'Ex UQ (sept-oct 05, R.-U.). Après l'exercice, une évaluation de l'utilité militaire pour la coalition (ÉUMC) a été préparée et présentée à un comité conjoint de la US Army et du USMC. Ce comité a accepté les conclusions de l'ACTD et la US Army et le USMC envisagent d'investir dans deux des quatre principales technologies de l'ACTD, soit le BTID et le dispositif d'identification au combat par radio (ID cbt rad). L'Armée de terre suit de près les progrès de ces technologies.

Figure 4 : Panneau d'identification thermique (PIT)

Figure 5: Soldats canadiens portant les pièces infrarouges / viseur PEQ 2A (Ex Urgent Quest)

Le projet DEIOC n'est qu'un des nombreux efforts déployés par le DBRT et d'autres organisations des FC pour améliorer les capacités d'identification des objectifs et de connaissance de la situation. Ainsi, un aspect du projet d'équipement intégré du soldat (PEIS) du DBRT 5 mentionne que : « Un logiciel de connaissance de la situation appuiera l'identification au combat sur le champ de bataille (BCID) pour les fins du commandement et contrôle, et assurera la connectivité avec les capteurs actuels et futurs du champ de bataille mis à la disposition du combattant dans le cadre du projet de Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR), ainsi qu'avec les capteurs portables du soldat acquis dans le cadre du système intégré du soldat »[4]. Il est projeté que le PEIS intégrera un système radio à préciser lorsque le système sera défini. Ces projets sont liés aux projets de Prolongation de la durée de vie des systèmes de soutien du commandement de la Force terrestre (PDV SSCFT), de Système de surveillance, d'acquisition d'objectifs et d'observation nocturne (STANO) d'unité, de Système de commandement de la Force terrestre et de Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR) de la Force terrestre, pour n'en nommer que quelques-uns. Mais tout n'est pas haute technologie dans ce domaine; de nombreuses acquisitions comme les panneaux d'identification thermique (PIT) et les balises infrarouges sont déjà en service en Afghanistan. L'Armée de terre travaille à établir une approche plus holistique en rassemblant les nombreux différents aspects du grand domaine de l'identification au combat au sein du groupe de travail sur l'identification au combat de l'Armée de terre (GTICAT) qui assurera la coordination, l'orientation et la mise en relation des diverses activités menées dans ce domaine au sein de l'Armée de terre et des FC.

Intégration

Du point de vue de l'Armée de terre, l'intégration est un élément crucial de l'amélioration de notre efficacité au combat. Dans l'espace de combat contemporain, il faut non seulement pouvoir coopérer avec d'autres éléments des FC, mais également

pouvoir combattre côte à côte avec nos partenaires de la coalition. Les capacités présentes au sein de la structure actuelle de la coalition diffèrent grandement d'une nation à l'autre et il nous faut donc travailler à établir des normes minimales d'interopérabilité acceptables pour toutes les nations participantes.

Dans la perspective holistique des FC, la principale tribune pour discuter de l'identification au combat est le groupe de travail sur l'identification au combat des Forces canadiennes (GTICFC). Ce groupe est constitué de représentants de toutes les armées, des communautés scientifique et technique, et des organisations qui travaillent sur des projets ayant une incidence directe ou indirecte sur les projets d'identification au combat. Actuellement, le DPCFI 6 (État-major interarmées stratégique des FC) dirige le groupe de travail et les projets des FC visant à améliorer nos capacités en matière d'identification au combat. De plus, au sein de l'Armée de terre, la communauté qui s'intéresse à l'identification au combat participe au projet du SDIFT et de la 1 DAC visant à combler les insuffisances qui affectent l'appui aérien rapproché fourni aux opérations terrestres.

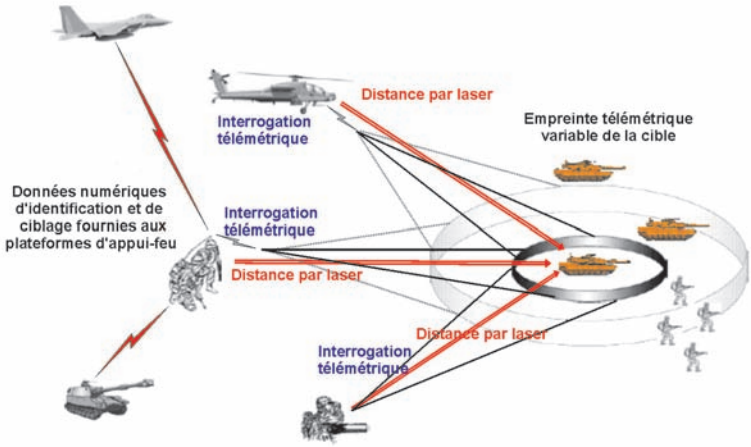


Figure 6 : Concept d'ID cbt par radio

Après l'affaire de la ferme Tarnak et d'autres incidents fratricides, l'OTAN s'est embarquée dans une série de démonstrations de technologie de pointe (ACTD) pour promouvoir des solutions faisant appel à la doctrine, aux procédures et à la technologie pour éviter d'autres incidents bleu contre bleu. Le principal objectif de l'Ex Urgent Quest, un essai au niveau du groupement tactique, était de faire une évaluation minutieuse de l'utilité militaire des technologies de l'ACTD et des TTP connexes dans l'environnement opérationnel le plus réaliste possible. Les principales technologies mises à l'essai étaient le **Dispositif d'identification des objectifs sur le champ de bataille (BTID)**[5], le **Système d'identification au combat par radio (ID cbt rad)**[6] et les **Étiquettes à radiofréquence (RF Tags)** développées à partir de systèmes coopératifs de faible technicité[7] comme les marqueurs et balises thermiques et à infrarouge. Cette démonstration a été particulièrement utile à l'Armée de terre en ce qu'elle lui a fourni les données d'évaluation technique requises pour le projet DEIOC. Malgré tout, même si les systèmes mis à l'essai ont bien performé, l'Armée de terre va poursuivre son évaluation et attendre la décision finale de l'armée américaine avant d'adopter un système coopératif comme le BTID.

L'Ex Bold Quest (Ex BQ), la reprise de la série d'ACTD, vise à évaluer l'utilité militaire des technologies air-sol émergentes. Cette évaluation portera également sur d'autres dispositifs pertinents déjà en service ou émergents qui appartiennent à la

famille des systèmes d'identification au combat — de suivi de la force bleue/Connaissance de la situation interarmées de la force bleue (ID cbt-SFB/CSIFB). Les dispositifs sol-sol embarqués vont continuer d'être utilisés afin d'étoffer les leçons retenues de l'Ex UQ. L'Armée de terre du Canada s'intéresse particulièrement à la recherche sur l'utilisation des technologies numériques pour l'appui aérien rapproché (AAR) comme dans le système ROVER[8]. L'Ex BQ est prévu pour septembre 2007 à Fort Irwin, Californie, base d'appartenance du Centre d'instruction national de l'armée américaine, et à la base des forces aériennes Nellis. Grâce à la présence de plus de 45 aéronefs (A-10, Tornado, Mirage, F-15, F-16, F-18 Hornet, F-22 Raptor, Joint Star, AWACS de l'OTAN, E2 Hawkeye et un B-52) provenant de sept pays et fournissant l'AAR et l'interdiction aérienne à un groupement tactique de la coalition, cet exercice d'une durée de 10 jours sera la source d'une immense quantité de données sur les technologies émergentes. L'Armée de terre planifie de fournir un quartier général de compagnie de VBL de la coalition, un peloton d'infanterie, un détachement antiblindés et une équipe de contrôleurs aériens avancés.

Par ailleurs, le GTICFC a l'intention d'organiser une démonstration des FC dans le cadre plus large de l'exercice. Avec la mise à niveau du VBL III grâce à la version 2 du système[9], les FC visent à utiliser le BTID pour identifier des forces terrestres amies précédemment inconnues de notre système de connaissance de la situation et à emmagasiner cette information dans une base de données. Elles pourront ensuite transmettre cette information et nos propres données de connaissance de la position aux forces terrestres et aériennes de la coalition. Ce faisant, nous allons intégrer la mise à niveau du système version 2, ce qui offrira des solutions pour combler l'écart d'interopérabilité en matière de connaissance de la situation, et nous allons établir avec nos partenaires de la coalition des TTP adaptées à l'utilisation efficace de ces technologies émergentes.

Conclusion

L'identification au combat n'est pas seulement affaire de gadgets et de technologie. Elle vise à habiliter les soldats et les commandants à prendre rapidement des décisions tactiques correctes. La manière la plus efficace de parvenir à cette fin est de s'appuyer sur des concepts de doctrine éprouvés pouvant servir de base à des TTP efficaces. Pour que l'Armée de terre devienne plus efficace au combat, elle devra continuer à améliorer la qualité de ses techniques d'instruction et à augmenter la quantité d'exercices. La mise en service d'aides de faible technicité comme les dispositifs thermiques et IR élargira les options qui s'offrent aux commandants, mais ce ne sont là que des outils parmi d'autres qui n'enlèvent rien à la pertinence des procédures

traditionnelles d'identification comme les mots de passe, les signaux de reconnaissance de nuit, les limites, les mesures de contrôle du tir, le marquage des soldats et des véhicules, etc. Au fur et à mesure que les dispositifs coopératifs (sommation/réponse) comme le BTID et le dispositif ID cbt rad deviendront disponibles et seront acceptés par nos alliés, ils seront aussi adoptés, au besoin, par l'Armée de terre pour que nous soyons en mesure de respecter nos engagements opérationnels envers la coalition.

L'identification au combat est une priorité pour l'Armée de terre[10] et le travail dans ce domaine se fait en liaison avec nos alliés afin que nous puissions opérer au sein d'une coalition et collaborer à partir des informations tirées des opérations et des démonstrations comme celles de l'Ex Bold Quest. Il est impératif de trouver des solutions pour prévenir les tirs fratricides. Dans son cheminement sur les quatre axes d'opération — doctrine, instruction, développement et acquisition d'outils technologiques, et intégration, l'Armée de terre est en harmonie avec les FC et avec les principaux projets de nos partenaires clés de la coalition. Perfectionner les IPO au gré des opérations, développer un système informatique d'instruction sur la reconnaissance des véhicules et aéronefs, et participer à l'Ex Bold Quest sont des activités cruciales de l'approche holistique que nous avons adoptée pour combler nos besoins de capacités. Ultimement, c'est le soldat qui doit être capable d'identifier les objets du champ de bataille et, si la situation et les règles d'engagement le justifient, doit répondre à la question fondamentale : Tirer ou ne pas tirer?

Notes

1. IFF est une fausse appellation pour l'Armée de terre. L'identification d'un ennemi est impossible à l'aide de la technologie actuelle. Les systèmes actuels permettent d'identifier les amis et les inconnus sur le champ de bataille. Les inconnus peuvent être des amis qui n'ont pas de transpondeur ou dont le transpondeur ne fonctionne pas, ou des ennemis.
2. CCID ACTD *Operational Concepts For Combat Identification In Coalition Operations* Version 2.7 du 1 mars 2006
3. Base de données d'investissement concernant les capacités (BIC) — Description du projet de dispositif embarqué d'identification d'objectif coopératif (DEIOC).
4. Base de données d'investissement concernant les capacités (BIC) — Description du projet d'équipement intégré du soldat (PEIS).
5. « Le BTID est un système d'identification au combat à ondes millimétriques qui augmente l'efficacité au combat en minimisant les erreurs de ciblage, ce qui réduit les tirs fratricides ou les pertes au combat dues à des tirs amis. Il fournit une capacité autonome de réseautage protégée pour appuyer les applications de suivi de la force bleue utilisées dans les petites unités. Le BTID est conforme au STANAG 4579 de l'OTAN, ce qui assure sa compatibilité avec l'équipement semblable des forces de l'OTAN et de la coalition durant les opérations interarmées et multinationales. » www.Raytheon.com
6. « Le dispositif d'identification au combat par radio (ID cbt rad) repose sur un logiciel de mise à niveau des radios de combat FM qui permet de confirmer la présence de forces amies équipées du ID cbt rad dans les zones de tir hostiles. Il pourrait être utilisé par les soldats qui coordonnent l'appui-feu, ou encore par les observateurs avancés et les contrôleurs aériens avancés qui font des demandes d'identification dans le cadre de leurs procédures d'autorisation et de coordination des feux. » www.jfcom.mil/about/fact_ccid.html
7. Systèmes coopératifs/Non coopératifs — Les systèmes coopératifs exigent une sommation et une réponse entre deux systèmes, tandis que les systèmes non coopératifs comportent des caractéristiques spéciales qui permettent une identification rapide. Par exemple, un panneau thermique sur un VBL III permet la reconnaissance rapide d'un véhicule ami par les soldats qui utilisent un viseur thermique.
8. Le ROVER — récepteur vidéo télécommandé (Remote Operated Video Enhanced Receiver) — relie les forces terrestres à des caméras installées à bord des aéronefs d'appui aérien rapproché et des UAV pour leur permettre de voir ce que les caméras voient pendant que les appareils parcourent leur tracé final jusqu'à l'objectif. Cette capacité permet aux contrôleurs aériens avancés d'orienter rapidement l'aéronef d'appui vers l'objectif ciblé. Le signal vidéo est acheminé à un ordinateur portable par l'équipement de télécommunication transporté par les contrôleurs. Pour aider le pilote à repérer l'objectif, le contrôleur aérien avancé peut écrire sur l'écran de son portable et le pilote voit alors les marques inscrites à l'écran, ce qui lui confirme visuellement la position de l'objectif.
9. La version 2 du système est une diffusion systématique des technologies au point. Cette version inclut le module de connaissance de la situation 5 (MCS 5), la radio moyenne portée (RMP), la base de données opérationnelles (ODB) et le logiciel Battleview.
10. 1600-1(SDIFT/CLRA) Liste de sujets critiques de la Force terrestre 2007/2008 datée du 31 janv 07 point 10.

LA GUERRE DES 33 JOURS — UN EXEMPLE DE LUTTE PSYCHOLOGIQUE DE L'ÂGE DE L'INFORMATION

M. Pierre Cyril Pahlavi, PhD

Durant l'été 2006, les forces de Tsahal et celles de la milice chiite Hezbollah se sont affrontées militairement de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise. Les trente-trois jours de combats se sont soldés par un échec politico-militaire pour le camp israélien qui jouissait pourtant d'une supériorité militaire évidente. Au cours des semaines suivant la fin des hostilités les observateurs, occidentaux, arabes, ou israéliens, reconnaissaient de manière unanime que l'État hébreux avait non seulement échoué dans la réalisation de ses objectifs initiaux mais que son adversaire avait, en outre, remporté une « victoire symbolique » — pour avoir su résister aux assaut de la cinquième puissance militaire au monde. Cette guerre de trente-trois jours s'ajoute ainsi à la liste, déjà longue, des conflits asymétriques modernes qui comme ceux d'Indochine, du Vietnam, d'Afghanistan ou, plus récemment, d'Irak ont abouti à une victoire inattendue de David contre Goliath.

Cette fois encore, l'issue de l'affrontement suscite un certain nombre de questions. Il s'agit notamment de tenter de comprendre les raisons de l'échec d'Israël face à une organisation terroriste indiscutablement inférieure en termes de puissance militaire. Un agrégat de facteurs permet de produire une explication de ce résultat surprise. Les lacunes et imperfections de l'opération israélienne au niveau du renseignement et de la logistique, les difficultés techniques inhérentes à toute action anti-insurrectionnelle de basse intensité ou encore le seuil de satisfaction extrêmement bas du Hezbollah — sont autant de facteurs certainement pertinents, qu'il n'est pas question de réfuter.

Cette étude se concentrera cependant sur une autre dimension qui a, sans aucun doute, joué un rôle essentiel dans l'issue du conflit; il s'agit de la dimension psychologique. Il s'agira donc d'analyser les capacités respectives des deux protagonistes sur le front des médias et des opinions publiques et de déterminer si leurs performances respectives dans ce domaine ont pu contribuer à favoriser « l'échec » d'Israël ou « la victoire symbolique » du Hezbollah. Démontrant que l'information a servi d'arme — dans un conflit qui s'est joué autant sur le terrain des opérations que sur celui de l'opinion publique — l'argument tendra à confirmer l'idée que sans une stratégie de relation publique destinée à légitimer, complémenter et faciliter la conduite des opérations militaires, la suprématie technique est, aujourd'hui, de moins en moins une garantie de victoire.

Chronique de trente-trois jours de conflit

Pour comprendre le *surprenant* bilan matériel et psychologique de la « sixième guerre israélo-arabe »[1], il convient de revenir brièvement sur le déroulement chronologique du conflit : suite aux événements de fin juin 2006 à Gaza[2], le Hezbollah bombarde des localités frontalières du nord d'Israël, attaque une patrouille, tue huit soldats et en enlève deux autres. La riposte ne se fait pas attendre. Le 12 juillet, l'état-major israélien lance une opération d'envergure incluant des actions terrestres, le bombardement de positions clefs comme l'aéroport de Beyrouth et l'imposition d'un blocus généralisé sur tout le Liban. Le gouvernement israélien fait le pari que cette démonstration de force permettra d'« infliger une leçon » à la milice chiite et contribuera à réduire durablement son influence et celle de ses alliés iraniens sur

l'échiquier régional. La suite des événements allait décevoir les espoirs de la partie israélienne.

Contre toute attente, le Hezbollah oppose une résistance organisée appuyée par des moyens logistiques insoupçonnés. L'armement sophistiqué fourni par ses alliés lui permet de riposter par des tirs massifs de roquettes et de missiles sur les zones israéliennes limitrophes. Selon Tim Garden la milice chiite possédait notamment « jusqu'à huit ou neuf drones produits par l'Iran »[3] — l'un de ces appareils ayant même été abattu par l'Armée israélienne au-dessus des eaux territoriales de l'État juif.

L'effet de surprise produit par cette riposte met en évidence les lacunes du renseignement israélien, lacunes par exemple dans le renseignement tactique : le Hezbollah avait édifié un véritable réseau de fortifications et de bunkers équipés d'ordinateurs et de systèmes vidéo high-tech permettant une surveillance des mouvements adverses; un véritable labyrinthe fortifié, enterré à des dizaines de mètres sous terre, que l'Armée de l'air israélienne se montra incapable de détruire. La suite des événements met également en exergue l'état d'impréparation des forces israéliennes et le caractère improvisé de l'opération lancée au Liban. Tant au niveau de l'armée que du gouvernement et des ministères, tous les échelons de la chaîne de commandement semblent avoir été pris au dépourvus. Dans certains entrepôts militaires, faute d'équipement disponibles pour les unités de réservistes, ce sont des parents qui se sont cotisé pour acheter des casques ou des gilets pare-balles aux soldats. La défense passive israélienne a été prise de cours par les tirs ennemis et il fallut quelquefois, comme à Haïfa, une semaine pour mettre en place un système d'alerte. La gestion de la crise par l'administration civile illustre tout autant cette impréparation : des centaines de milliers d'Israéliens réfugiés dans le centre du pays pour fuir les salves de roquettes du nord, n'ont trouvé comme seul soutien que l'aide des associations caritatives.

Si tous ces éléments aident à comprendre la tournure du conflit au détriment des Israéliens, ni l'effet de surprise, ni les moyens technologiques sophistiqués dont a disposé le Hezbollah, ni l'impréparation de la partie adverse ne permettent d'expliquer de manière complète la déconvenue politico-militaire et diplomatique subie par Israël. Si les aspects stratégiques ou économiques ont bel et bien joué un rôle important dans la défaite israélienne, l'importance de la dimension psychologique semble également incontournable pour comprendre correctement l'issue de ce conflit.

Un bilan negatif pour Israël

Bilan militaire et matériel

Sur le plan militaire, Israël a dû se résoudre à accepter un accord de cessation des hostilités très éloigné des objectifs qu'il s'était fixé au déclenchement des opérations et qui comprenaient notamment la libération des militaires captifs et l'affaiblissement durable du réseau terroriste chiite. L'État hébreux n'a obtenu ni la libération inconditionnelle des militaires enlevés par le Hezbollah, ni le contrôle direct de la frontière syro-libanaise, ni la neutralisation de la milice chiite, ni le démantèlement ou même l'affaiblissement de son système de rampes de lancement de missiles. Comme l'a souligné Mouin Rabanni, collaborateur au *Middle East Report* : « Le Hezbollah a réussi à empêcher Israël d'atteindre tous ses objectifs stratégiques et la plupart de ses objectifs tactiques. »[4] L'État hébreux, selon lui, a été contraint de réviser constamment à la baisse ses objectifs militaires — de l'éradication pure et simple du Hezbollah, à son désarmement, à son refoulement au nord du fleuve Litani et, finalement à la création d'un *no-man's-land* en attendant l'arrivée des forces internationales. À l'arrivée des courses, une guérilla relativement peu armée a mis en échec une grande armée conventionnelle, équipée de blindés, d'avions de chasse et d'une artillerie *high-tech*.

À peine la passe d'arme interrompue, il apparaissait que la déconvenue militaire se doublait d'une déconvenue économique. Les premières estimations indiquaient que le coût de la guerre des trente-trois jours pour les Israéliens dépassait les 4 milliards d'euros, soit l'équivalent de 10 % du budget de l'État, et environ la moitié du budget de la Défense.[5] La Banque d'Israël confirmait l'ampleur du désastre financier en y additionnant les pertes reliées aux activités industrielles et touristiques — environ 1,2 milliard d'euros, soit plus de 1 % sur les prévisions du produit intérieur brut (PIB) pour l'année 2006[6] — dues, outre les destructions matérielles, à la fermeture d'entreprises localisées près de Haïfa, à la baisse de la fréquentation touristique, ou à d'importantes annulations de commandes.

Bilan psychologique

C'est toutefois sur le plan moral que la bataille d'août devait avoir les conséquences les plus fâcheuses pour Israël. À ce chapitre, il est possible d'affirmer que l'État hébreu a perdu le bras de fer psychologique sur tous les fronts : domestique, régional ou international.

En Israël d'abord, le résultat au niveau populaire a été désastreux. L'équipée libanaise a non seulement été vécue comme une défaite et une humiliation pour la nation toute entière, mais elle a en outre provoqué une perte de confiance de l'opinion publique dans ses chefs politiques et militaires. La capacité des dirigeants à définir clairement et de manière réaliste leurs objectifs a été vivement remise en question, de même que leur capacité à mettre en œuvre adéquatement les moyens nécessaires pour les atteindre. « L'opinion est légitimement frustrée, estime Dan Yatom, un ancien chef du Mossad. On lui a annoncé des objectifs virtuels, et elle y a cru. Israël allait 'changer la carte politique du Liban, éradiquer le Hezbollah', ce que nous n'étions pas parvenus à faire en dix-huit ans d'occupation (du Liban sud, 1982-2000). »[7] L'échec de ces objectifs a ainsi provoqué une immense déception au sein de la population. Un sondage publié par le journal *Yediot Aharonot* montrait que la majorité des Israéliens considérait que leur armée n'avait pas rempli les objectifs de l'opération, que la résolution du Conseil de l'ONU constituait une défaite morale pour Israël et que leur pays avait perdu cette guerre. De manière générale, l'armée était vivement critiquée, de même que le gouvernement à qui l'on reprochait son « arrogance », le fait d'avoir sous-estimé la résistance du Hezbollah, surestimé la puissance de ses forces, fixé des objectifs « présomptueux », et mal préparé l'arrière[8].

Cette opinion a été largement partagée ***hors Israël, au Liban, en Palestine et dans les pays limitrophes*** où l'insuccès de l'État hébreu a été unanimement interprété comme une victoire du Hezbollah. L'échec, même perçu, de l'opération israélienne a contribué au renforcement du prestige du mouvement chiite et à l'accentuation de l'influence de sa propagande auprès des populations arabo-musulmanes. C'est bien là que réside le véritable succès du Hezbollah — même s'il reste difficile d'affirmer que ce fut là son principal objectif opérationnel. Comme le notait le Secrétaire d'État américain, Henry Kissinger au lendemain de la guerre du Vietnam, la lutte contre-insurrectionnelle moderne est ainsi faite : « [l]'armée conventionnelle perd si elle ne gagne pas. La guérilla gagne si elle ne perd pas. »[9] Quelques heures à peine après le cessez-le-feu, le secrétaire général du Hezbollah, le Cheikh Hassan Nasrallah proclamait une « victoire stratégique historique » sur l'État d'Israël s'imposant du même coup comme l'un des champions de la rue arabe, territoires palestiniens compris. « Qu'on le veuille ou non, Hassan Nasrallah est adulé dans la région », remarquait Michel Naufal du *quotidien Al-Moustaqbal*, « car, dans ce conflit, il met en échec […] les objectifs affichés par Israël. »[10] Au sein des populations de la région, cette « victoire » a assit le Hezbollah dans une position de force; celle du champion capable des venger

« l'humiliation » des Arabes et de débarrasser les Palestiniens d'Israël. En fait la victoire symbolique de l'été 2006, nouveau fer de lance de la lutte anti-israélienne, aurait même permis de surmonter les divisions confessionnelles qui séparent traditionnellement la milice chiite et les populations sunnites. Ceci a été particulièrement sensible auprès de la population palestinienne. Dès août, l'étendard vert et jaune du parti chiite libanais fleurissait dans les rues de Gaza tandis que Nasrallah était louangé comme le nouveau héraut de la « résistance » à Israël. Les diatribes du leader chiite, exacerbées par des images d'explosions de Katioucha sur les villes israéliennes de Haïfa ou Nahariya, soulevaient l'enthousiasme et suscitaient un mélange d'incrédulité et de fascination au sein d'une population en mal de succès et de « zaïm » (chef) depuis la mort de Yasser Arafat.

A l'échelle régionale enfin, Israël a également essuyé un revers important dans la guerre psychologique qui l'oppose à ***l'Iran*** depuis la révolution islamique de 1979. L'opération libanaise ne peut être convenablement interprétée sans être replacée dans le cadre de la volonté d'endiguement de l'influence de la République des mollahs. L'objectif de la guerre déclarée au Hezbollah s'inscrivait dans cette optique : en frappant le Hezbollah, bras armé de Téhéran au Proche-Orient, Jérusalem voulait endommager le centre du réseau d'alliances noué par l'Iran et enrayer le développement d'une sphère pro-iranienne au Proche-Orient. Les analystes ne s'y sont pas trompés : « La bataille en cours au Liban va déterminer la place de l'Iran au Proche-Orient et son rôle au sein des états arabes » écrivait, dès les premiers jours des affrontements, un commentateur militaire dans le quotidien *Haaretz*.[11] « Ce qui arrive en ce moment au Liban est le début de la première guerre irano-israélienne » commentait au même moment à Moscou, le Dr. Yevgeny Satanovsky. Ce dernier insistait sur l'importance stratégique de ce conflit dans la relation israélo-iranienne : « Les évènements du Liban sont pour l'Iran l'occasion de tester sa capacité d'action à travers le Hezbollah avant de devenir une superpuissance régionale... L'Iran obtiendra, dans un futur proche, d'importants bénéfices de cette crise et continuera par conséquent à soutenir le Hezbollah. »[12] De ce point de vue, on peut comprendre que la « non-réussite » de l'opération israélienne s'est avérée doublement contre-productive pour Jérusalem. À posteriori, il apparaît qu'une *impression d'échec* sur le plan media/opinions risquait d'être beaucoup plus lourde de conséquences qu'un échec sur le champ de bataille conventionnel. D'où le fait que Téhéran ait été, l'une des premières capitales à clamer la victoire du Hezbollah. Cette victoire emblématique *par proxy* lui permettait, sans aucun doute possible, d'accroître son prestige idéologique, de nuire durablement à Israël, de détourner l'attention de la communauté internationale de son programme nucléaire et de s'imposer comme un des acteurs incontournables de la scène régionale. Bref, aussi indirecte qu'ait été cette « victoire symbolique », l'histoire risque de la retenir comme un glissement notable dans la balance de sympathie régionale au profit de la République islamique. « Si l'attaque de la patrouille israélienne le 12 juillet était destinée à provoquer ce résultat », note Daniel Schorr du *Christian Science Monitor*, « le succès est considérable ».[13] Du point de vue iranien, la résistance du Hezbollah à une offensive israélienne destinée à l'éliminer, confirme en tout cas à quel point son alliance stratégique avec le Parti de Dieu est gagnante.

En définitive, il s'avère que l'important n'a pas tellement été que Tsahal ait « perdu » cette guerre dans les faits mais que les opinions publiques en aient, elles, été persuadées — à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières israéliennes. *Vox Populi Vox Dei*. À l'âge de l'information de masse et de la politique spectacle, le vieil adage est plus pertinent que jamais.

La guerre psychologique : les faiblesses de l'approche Israelienne

L'ironie est qu'Israël a tenté de d'inclure la dimension psychologique dans la conduite de l'opération libanaise. Faisant face à la complexification croissante des mouvements insurrectionnels, l'État hébreu a, comme beaucoup de puissances conventionnelles, commencé à adapter son approche au phénomène des guerres asymétriques et à inclure dans ses doctrines militaires les « dimensions virtuelles » du combat telles que la psychologie, la culture et les médias.[14] Depuis plusieurs années déjà, sa stratégie politico-militaire a intégré la notion de conflit à basse intensité selon les lignes tracées par un *think tank* de généraux de réserve installé dans l'École de formation des officiers supérieurs.[15] À l'occasion de la guerre des 33 jours l'Armée israélienne réactivait son Unité de guerre psychologique et s'engageait dans une série d'opérations psychologiques. La question qui se pose donc est de comprendre pourquoi l'approche israélienne de la « guerre psychologique » n'a pas été suffisamment performante pour contrer celle de son opposant ou, à l'inverse, pourquoi l'approche du Hezbollah a été plus efficace.

Durant ce conflit Israël a été particulièrement actif sur le front de la guerre psychologique. Au cours des raids de représailles, par exemple, les Israéliens procédèrent à des lâchés de pamphlets anti-Hezbollah à partir d'avions de combat ou d'hélicoptères.[16] De nombreux témoignages ont rapporté de larges nuages de tracts dispersés au-dessus de la ville portuaire de Saïda enjoignant la population à ne plus soutenir le Hezbollah et à ne pas revenir dans la région au sud du fleuve Litani désignée sous le nom de *Hezbollahland*. L'Unité de guerre psychologique s'est également attachée à pirater les lignes téléphoniques et à transmettre des messages invitant la population à dénoncer les combattants et les partisans du Hezbollah tout en expliquant les raisons de l'opération israélienne, ou prévenant simplement les civils de bombardements imminents. Les Israéliens ont également porté l'offensive psychologique sur le front de l'Internet en piratant des sites Internet arabophones[17] ou en encourageant les ressortissants israéliens et les membres de la diaspora à défendre l'opération sur les *blogs* et les *chat rooms*[18]. D'autres initiatives ont également consisté à fournir à la presse étrangère des sujets de reportages à l'avantage de la partie israélienne comme des interviews des victimes des bombardements du Hezbollah.[19]

La principale cible de la guerre psychologique israélienne a été *Al-Manar*, la chaîne satellite du Hezbollah, et cela est d'autant plus révélateur de la nature du conflit que celle-ci a été visée dès les tous premiers instants de l'offensive israélienne. À peine les hostilités avaient-elles été ouvertes que l'aviation portait un premier assaut (13 juillet) sans parvenir cependant à neutraliser la forteresse médiatique de la milice chiite. Une seconde tentative permit aux techniciens israéliens de pirater la transmission satellite de la chaîne pro-iranienne et de remplacer son bulletin d'information par un spot de 90 secondes s'ouvrant sur une caricature du Cheik Nasrallah regardant le sol. Le clip était entrecoupé de trois coups de feu et surmonté d'une légende disant : « Ton jour arrive, arrive, arrive. »[20] Selon un ancien membre des Forces israéliennes, si le but de ce spot était de « dissocier le civil innocent du terroriste, qui l'utilise et le trompe en opérant dans des zones fortement peuplées », l'efficacité du message résidait plus encore dans la preuve donnée que Israël pouvait s'emparer du plus important outil de propagande du Hezbollah : « Détruire Al-Manar, que nous savons tous être une plate-forme destinée à faire de l'agitation psychologique, est une chose. Mais l'utiliser contre eux est bien plus efficace », ajoutait-il.[21]

Pourquoi alors, malgré toutes ces tentatives entreprises par Israël dans le domaine de la guerre psychologique, la bataille de l'information, des médias et des opinions

publiques a-t-elle été remportée si facilement par le camp adverse ? Une partie de la réponse réside dans le fait que l'outil psychologique n'a pas été employé par Israël dans tout son registre de capacité mais seulement comme une arme servant à répondre au *terrorisme* du Hezbollah par la *terreur et l'intimidation*. Cette fonction restrictive apparaît clairement dans la doctrine officielle de guerre à basse intensité de Tsahal. L'objectif assigné par cette doctrine à l'arme psychologique est de « graver dans la conscience » de l'ennemi que le prix de l'agression sera de l'exposer à l'anéantissement physique, en le persuadant par la peur à travers la démonstration de la force et de la suprématie israélienne.[22] C'est selon cette conception qu'ont été conduites les opérations psychologiques de l'été 2006. « L'un des aspects était d'instiller la peur » confirme un membre des Forces Israéliennes; ceci étant « essentiellement destiné aux opérateurs du Hezbollah. »[23] L'approche israélienne en matière d'opérations psychologiques s'est donc résumée à cultiver l'appréhension chez les adversaires, à installer la peur dans leurs esprits de manière à les dissuader par la crainte et l'appréhension des représailles maximales. Israël a misé sur la crainte suscitée moins chez la population des non-combattants que chez ses ennemis directs, à savoir chez les combattants du Hezbollah.

La dimension psychologique du conflit appliquée par Israël est ainsi restée subordonnée à la confiance dans sa suprématie militaire. Cet aspect de la stratégie d'influence israélienne et les lacunes qui la caractérisent se reflètent aussi bien au niveau des opérations d'information que de son programme de diplomatie publique.[24] Or, l'emphase sur le potentiel de terreur, distingue la manière de faire israélienne de celle qui prévaut aujourd'hui dans le domaine des stratégies d'information et d'action psychologique. En effet, l'approche la plus répandue à l'heure actuelle consiste au contraire à gagner l'appui des populations en installant la confiance et la sympathie. Ceci est non seulement vrai pour les alliés d'Israël[25], mais également pour ses ennemis, dont la milice chiite qui tire sa force de sa capacité à cultiver la sympathie des opinions publiques. Ceci introduit un autre élément d'explication primordial pour comprendre l'issue de la confrontation de l'été 2006 : les facteurs externes, au nombre desquels le plus important est sans doute l'efficacité et la réussite des initiatives rivales.

Une asymétrie à l'avantage du Hezbollah

Un certain nombre de facteurs laissent croire en effet que cette guerre psychologique a été autant perdue par Israël que gagnée par le camp adverse. La question que se posent à juste titre les observateurs est alors de comprendre *comment une poignée de guérilleros islamistes est parvenue à imposer sa volonté à une puissance régionale comme Israël?* Pour Ron Schleifer de l'Université Bar Ilan, la milice pro-iranienne a développé un savoir-faire dans les techniques de communication, de formulation de son message, dans le ciblage des populations et les méthodes de diffusion — s'assurant ainsi un avantage clef sur son puissant adversaire malgré son déficit de force brute. Pour le politologue israélien, le bras de fer entre Israël et le Hezbollah illustre de manière très nette la possibilité dont disposent les challengers, dans un tel cas de guerre psychologique asymétrique, de tourner le rapport de force à leur avantage et de prendre l'initiative sur la puissance conventionnelle.[26]

Contrairement à Israël, le Hezbollah a résolument opté pour une approche psychologique du conflit consistant à obtenir en priorité une victoire symbolique aux yeux des différentes opinions publiques. À défaut d'armes de destruction massive, le Hezbollah maîtrise l'utilisation des armes de persuasion massive. Le Parti de Dieu possède un véritable système de guerre psychologique à la tête duquel se trouve une unité de guerre psychologique spécialisée dans la promotion de la doctrine et de l'image de la milice. Comme le note un porte-parole de l'Armée israélienne, cette organisation, qui supervise notamment *Al-Manar*, a acquis au cours des dernières années une

expertise irréfutable dans l'art d'agir sur le moral des différentes populations.[27] Contrairement aux Israéliens qui concentrent leur effort sur les combattants ennemis, cette unité se spécialise dans le ciblage des non-combattants civils qu'ils soient israéliens ou arabo-musulmans. L'une des raisons qui pourrait expliquer le fait qu'Israël n'arrive pas efficacement à susciter la sympathie et le support, serait ainsi que ses rivaux sont tout simplement meilleurs en matière de conquête des esprits et d'influence. Al-Qaeda et le Hezbollah, par exemple, se sont montrés maîtres dans l'art de galvaniser les masses contre Jérusalem à travers l'utilisation des médias et des opinions régionales. Pour David Hoffman, c'est d'ailleurs cette stratégie des régimes moyen-orientaux de martèlement de messages anti-occidentaux par le biais des médias qui entraîne aujourd'hui de manière plus générale, la défaite américaine sur le front de la guerre des opinions.[28]

La chaîne de télévision câblée *Al-Manar* constitue en ce sens la pièce maîtresse du dispositif d'action psychologique de la milice chiite. Dès son lancement dans les années quatre-vingt-dix, la station affichait clairement sa vocation dans ce domaine : « *Al-Manar* est le premier établissement arabe à mettre en scène une guerre psychologique concrète contre l'ennemi sioniste » pouvait-on notamment lire sur le site Internet de la chaîne pro-iranienne. Le Hezbollah utilise depuis longtemps sa chaîne satellite comme médium pour conquérir les cœurs et les esprits et entretenir ses supporters au Liban mais aussi dans tout le monde arabe. Au cours de la guerre des 33 jours, Al-Manar a d'ailleurs joué un rôle central dans la boîte à outils de guerre psychologique du Parti de Dieu. Elle a été la première à annoncer l'enlèvement des soldats israéliens sur la frontière libanaise. Après le cessez-le-feu ce fut elle également qui diffusa le discours de Nasrallah clamant la « grande victoire stratégique et historique », le « triomphe » dû aux combattants du Hezbollah. L'audience et l'influence dont elle dispose aujourd'hui font de cette chaîne une arme décisive dans l'arsenal de guerre asymétrique du Hezbollah. « Al-Manar fait apparaître Al-Jazeera comme une *Girl Scout cookie infomercial* », commente Avi Jorisch expert en média-terrorisme[29]. Miles Hughes fait la même analyse, estimant que le réseau câblé du Hezbollah est en passe de devenir l'acteur médiatique dominant de la scène régionale et confère à ses parrains politiques une capacité d'influence considérable et un poids capital sur l'issu psychologique du récent conflit.[30]

Mais l'action psychologique du Hezbollah ne s'est pas limitée au plan strictement médiatique. La milice s'est également efforcée de faire fructifier sa popularité en cultivant ses liens de proximité avec les masses agissant ainsi en véritable parti politique — « parti populiste » diront ses détracteurs. Dès la fin des combats, le groupe musulman militant Shia supervisa la mise en place, sur les piles de débris causées par les raids aériens, de douzaines de bannières rouges clamant des messages sardoniques tels que : *Made in the US*, « bombes intelligentes pour imbéciles » ou « cibles extrêmement précises ». Ce type d'initiative ponctuelle a été doublé par une campagne de relations publiques particulièrement efficace consistant à promettre de l'argent pour les victimes des bombardements et un refuge pour les populations déplacées en raison de « l'agression israélienne ». Le secrétaire général Nasrallah s'est présenté comme le bienfaiteur et le père du peuple libanais en déclarant via les médias que : «Quiconque a perdu sa maison recevra à partir d'aujourd'hui du Hezbollah un logement meublé gratuit pendant un an. »[31] À l'inverse de la méthode israélienne, les stratèges de l'organisation chiite ont donc mis l'emphase sur la promotion de l'image et non sur l'impression ou la crainte suscitée par la force militaire.[32] « Le Hezbollah ce n'est pas seulement des missiles et des combats, sinon le peuple nous aurait abandonné depuis longtemps. » déclarait Ghassan Darwish l'une des têtes pensantes du mouvement.[33]

Il est intéressant de souligner que les méthodes de guerre psychologique du Hezbollah reposent largement sur les leçons transmises par l'Iran, passé depuis longtemps déjà maître dans l'art de la persuasion asymétrique et de la diplomatie publique.[34] Le Brigadier-géneral Mohammad-Ali Jaafari, commandant des Gardiens de la Révolution islamique rappelait récemment par l'intermédiaire de l'agence de presse iranienne IRNA que : « Puisque l'ennemi est bien plus avancé que nous du point de vue technologique, nous nous sommes tourné vers ce que l'on appelle généralement les 'techniques de guerre asymétrique'. Nous nous sommes entraînés adéquatement et nos forces sont désormais très bien préparées pour les mettre en œuvre. »[35] Cette approche n'est pas nouvelle pour le régime iranien et semble avoir porté fruits. Comme le souligne une étude du *think tank* londonien Chatham House, l'Iran a su activement et efficacement instrumentaliser les crises reliées à la « guerre contre le terrorisme » pour accentuer sa place sur la scène régionale.[36] De manière plus générale, l'investissement en matière de stratégie d'influence lui aurait permit d'accentuer son rôle non seulement dans la région mais également d'étendre l'influence du pays et de ses alliés bien au-delà de leurs frontières géographiques.[37] Quoiqu'il en soit, l'aide apportée par l'Iran, comme modèle et comme soutien, a sans aucun doute favorisé la « victoire psychologique » du Hezbollah dans le récent conflit l'opposant à Israël.

Force est de reconnaître que la milice chiite est parvenue à marquer des points cruciaux sur tous les fronts où elle a porté sa lutte psychologique. Le soutien idéologique apporté par l'Iran, son propre système de propagande, ses outils de communication, son arsenal informationnel et la maîtrise professionnelle de l'art de la persuasion dont ont fait preuve ses cadres ont ainsi constitué des atouts décisifs dans le conflit de l'été 2006. Les uns après les autres, les sondages d'opinions réalisés au sortir du conflit ont indiqué une hausse sensible de sa popularité, une hausse à laquelle a d'ailleurs correspondu une antipathie accrue à l'égard du camp adverse. Si l'on en croit ces sondages, la plupart des Libanais, quelque soit leur appartenance religieuse, en sont venu à soutenir le Hezbollah dans le conflit qui l'oppose à Israël.[38] Plus encore, au lieu de tenir ce dernier responsable du conflit à cause du kidnapping des soldats israéliens, les Libanais blâmaient majoritairement Israël et les États-Unis accusés d'utiliser la violence de manière abusive : au sortir du conflit ils étaient seulement 8 % à penser que les États-Unis les avaient soutenu (ils étaient 38 % six mois auparavant).[39] Sans que personne ne s'en soit véritablement rendu compte, les rôles de David et de Goliath s'étaient inversés, laissant entrevoir une nouvelle forme d'asymétrie au bénéfice de la petite milice chiite qui avait, grâce à l'arme psychologique, pris l'ascendant sur le poids lourd israélien.

Le front de l'opinion publique internationale

Pendant trente-trois jours de guerre psychologique, les protagonistes de l'une des premières *info-guerre* du siècle, Israël et le Hezbollah, se sont affrontés à l'échelon tactique, opérationnel et régional mais aussi, âge de l'information oblige, sur le plan global. Comme en Irak ou au Vietnam en d'autres temps, une dimension décisive pour l'issu du conflit a en effet été la capacité des belligérants à transposer leur lutte sur l'échiquier mondial pour obtenir le soutien de l'opinion publique internationale. À ce jeu, c'est une nouvelle fois le Hezbollah qui a marqué le plus de points.

La capacité du mouvement chiite à établir des relations de travail privilégiées avec les correspondants de la presse internationale s'est révélée être un atout crucial que n'a pas su égaler l'État hébreux. De fait, des efforts considérables ont été déployés par le Hezbollah pour influencer la couverture médiatique des évènements en sa faveur. Des soupçons de manipulation ont même lourdement pesé sur lui, comme ce fut le cas dans

les affaires de falsification de clichés de l'agence Reuter ou le décompte erroné des victimes de bombardements fournis à la presse lors des épisodes de Tyr et de Cana.[40]

Le principal tour de force de la milice chiite a été sa capacité à encadrer le flux d'informations à destination du marché global. Les photographes étaient accompagnés dans des zones sinistrées qui, quelque fois apparaissaient clairement être des mises en scènes destinées aux médias, agrémentées par exemple de bruyants et ininterrompus cortèges d'ambulances que les photographes ne pouvaient pas manquer. Les membres du Hezbollah ont en outre censuré un certain nombre de sujets, comme les tirs de roquettes Katioucha. Antonia Rados, grand reporter à Radio Télévision Luxembourg (RTLTV), a pu témoigner des pressions subies par les journalistes étrangers autours de la couverture de cet épisode : « Ils [les équipes d'Al-Manar] nous interrogeaient, raconte-t-il, sur le contenu de nos cassettes et tentaient de nous décourager de diffuser les tirs de Katioucha ».[41] De nombreux journalistes ont témoigné de semblables pressions dans les grands centres de presse, comme les sièges des équipes de la BBC, CNN, ou même d'Al-Arabyia. Il était interdit de filmer ou photographier les bunkers du Hezbollah ou les boucliers humains tandis que les médias diffusaient en masse des photos de tanks israéliens : « C'est de toute façon l'armée des ombres », commentait le directeur du *desk photo* à Beyrouth pour l'Agence France Presse.

S'il est difficile de mesurer l'impact direct de la campagne d'opérations psychologiques du Hezbollah sur la couverture médiatique du conflit et sur l'opinion publique internationale, il est indiscutable en revanche que ces deux dernières ont évolué à l'avantage de la milice chiite contribuant largement à son succès symbolique face à Israël. Les grands médias de l'allié principal d'Israël, les États-Unis n'ont pas hésité à présenter le Hezbollah dans le rôle du résistant héroïque et victorieux avec des titres tels que *A Disciplined Hezbollah Surprises Israel with its Training, Tactics and Weapons*; *Hezbollah Unleashes Fiery Barrage*; *Among Militia's Patient Loyalists, Confidence and Belief in Victory*. Un article du *New York Times* daté du 5 août ajoutait à cette image celle d'une organisation charitable venant en aide à la population libanaise. Le journal Mexicain, *El Economista* allait jusqu'à dresser un parallèle peu flatteur entre l'État hébreu et le régime nazi; parallèle repris en Europe où le quotidien norvégien *Dagbladet*, imprimait des caricatures comparant le chef du gouvernement israélien à un commandant *SS* de camps de concentration. Ailleurs, le *Sunday Times* d'Afrique du Sud ou *The Age* d'Australie représentaient Ehud Olmert comme un chef de guerre assoiffé de sang avec un couteau de boucher à la main. En Nouvelle Zélande, le célèbre caricaturiste Tom Stott dressait une analogie entre Israël et Al-Qaeda. Le mouvement d'opinion et des médias en faveur du Hezbollah fit dire à certain analystes qu'au cours de ce conflit, « [l']État hébreu combat non pas un mais deux ennemis : le Hezbollah, et ceux qui colportent sa propagande. »[42] Aux quatre coins du globe, le tir de barrage était si unanime qu'il était inutile de se trouver près des lignes de combat pour constater qu'Israël avait perdu le duel psychologique sur le front de l'opinion publique internationale.

Dans les mois suivant le conflit, les condamnations virulentes émanant d'organismes influents comme Amnistie internationale et aussi les sondages de popularité d'Instituts comme le *Pew Research Center*, *Crop* ou *Zogby* montraient la dégradation sensible de l'image d'Israël sur la scène internationale — confirmant l'échec cinglant qu'il avait subi sur le plan symbolique. Évidemment il est difficile d'établir une corrélation certaine entre la campagne psychologique du Hezbollah et la perception globale des événements d'août 2006 — mais il est incontestable que la milice a fait preuve d'une grande dextérité dans la première — une capacité qui a sans doute contribué à sa victoire dans le bas de fer psychologique avec l'État hébreu.

Les leçons du défi asymétrique

Dès le lendemain des confrontations, les leaders israéliens entamaient un vaste travail d'introspection sur les failles de leur approche opérationnelle et d'analyse de la nature singulière d'une nouvelle forme de lutte dont la logique déroutante échappait à leur conception classique de la guerre.

Au cours des dernières décennies l'état-major avait misé sur une stratégie très largement axée sur l'usage de la force brute et l'exploitation de la suprématie militaire israélienne. L'État hébreu s'était contenté de mener une politique de sécurité orthodoxe fondée sur la certitude que sa puissance militaire lui permettait d'imposer ses décisions à des adversaires dits « faibles ». Pour le Général Uri Saguy, ex-chef des renseignements militaires, cette conception surannée est définitivement remise en cause par le revers de 2006 : « Cette guerre, espère-t-il, devrait amener nos dirigeants à comprendre les limites de la force »[43]. Beaucoup d'éléments d'analyse convergent dans cette direction. Stratégiquement, l'usage systématique de la force aérienne a démontré ses limites. Les bombardements effectués lors des quelques cinq mille « sorties » de l'aviation israélienne aux cours des opérations n'ont en rien diminué la combativité du Hezbollah, et ont même, au contraire, eu l'effet pervers de nuire à l'image d'Israël à travers le monde. Pour Robert Pape, spécialiste de l'Université de Chicago, l'état-major israélien a été forcé de reconnaître que la suprématie aérienne n'est pas une panacée dans ce type de confrontation : « Dans les prochaines semaines, ajoute-t-il, on se rendra compte que la force terrestre ne sera pas plus efficace. Le problème n'est pas que les Israéliens ne disposent pas d'assez de puissance militaire, mais plutôt qu'ils n'ont pas compris la nature de leur ennemi. »[44] Tsahal fait face à un nouveau défi qui impose une modification profonde de sa conception stratégique de la guerre.

S'efforçant de tirer les leçons de sa défaite face au Hezbollah, une partie de l'état-major israélien entamait au lendemain des évènements de 2006 un solide examen de conscience.[45] Pour Dan Yatom, ancien chef du Mossad, « [t]outes les priorités stratégiques de Tsahal sont à revoir. […] Les objectifs étaient erronés, la méthode aussi. Face à des organisations terroristes ancrées dans la population comme le Hezbollah ou le Hamas, l'idée de 'rétablir notre capacité de dissuasion' est un non-sens. Ces guerres-là sont asymétriques ».[46] Ce diagnostic est primordial pour comprendre la guerre des 33 jours. Stratégie du faible au fort, l'asymétrie est le fruit de la dissymétrie de la force matérielle; c'est-à-dire qu'elle résulte de l'inégalité des capacités militaires classiques. Mis en infériorité sur le plan militaire, l'outsider tente d'annuler la dissymétrie en créant une situation d'*a-symétrie*, c'est-à-dire en portant la lutte sur un plan alternatif et en exploitant les faiblesses de l'autre à son avantage. Dans ce cas-ci, la milice chiite s'est efforcée de combler ses carences dans les espaces traditionnels de la confrontation militaire en transportant la lutte dans l'espace humain (opinion publique, psyché des masses populaires) et l'espace hertzien celui de la communication et des médias.

Prise au dépourvu par le caractère asymétrique du conflit, la prodigieuse machine de guerre israélienne et son *total spectrum dominance* se sont avérés inopérants. Malgré son indiscutable supériorité matérielle, l'Armée israélienne a donc été mise en échec parce qu'elle na pas pu ou pas su adapter son combat à cet ennemi insaisissable menant son combat selon les principes de la guerre psychologique et de la guérilla révolutionnaire. À noter que, dans des circonstances similaires, c'est le même constat d'impuissance auquel avaient aboutis les stratèges de l'Armée française durant les guerres d'Indochine et d'Algérie : « limitée sur le seul plan strictement militaire l'action de l'armée était condamnée à un échec à peu près irrémédiable : privées de contact avec la population musulmane, démunies de renseignements, les forces de l'ordre s'épuisaient en vains coups de butoir contre un adversaire insaisissable. »[47] Durant le

dernier siècle, de manière à la fois ironique et logique, la guerre asymétrique a été un corollaire du développement de la suprématie obtenue par l'Occident dans le domaine de la puissance technologique et militaire; plus ces derniers ont accru leur supériorité dans les domaines traditionnels de la puissance, plus ils ont contraint leurs adversaires à opter pour une forme de lutte asymétrique leur permettant d'éviter le combat frontal[48]. Or, à ce défi récurrent, n'a pas encore correspondu une réponse contre-insurrectionnelle appropriée.

Conclusion

Bien plus qu'une dispute territoriale ou qu'une querelle de clochers transfrontalière, la guerre des 33 jours restera comme un cas de référence sur le phénomène des nouvelles guerres asymétriques de l'âge de l'information. Le triomphe psychologique du Hezbollah sur Israël montre d'abord la capacité déconcertante avec laquelle ce type de mouvement insurrectionnel a su s'adapter au nouveau contexte opérationnel de l'âge de l'information et combler ses carences dans le domaine de la puissance traditionnelle pour jouer à son avantage dans la sphère des idées, du message et de la communication de masse. Le Hezbollah a démontré qu'il était passé maître dans l'art de provoquer un ennemi plus fort sur le plan militaire pour le défaire sur le plan des opinions publiques. À l'instar d'Al-Qaeda, la milice chiite a su exploiter le nouvel arsenal né de le révolution des *mass medias* pour conduire sa lutte à *l'échelle du virtuel et du global* — alors que son challenge adversaire s'éreintait à l'échelle du militaire et du local — pour remporter une campagne d'une ampleur dont n'aurait jamais pu rêver les révolutionnaires de la génération de Mao.[49]

Ce que dévoile ce conflit, c'est l'apparition d'une nouvelle forme d'insurrection s'appuyant sur les nouvelles technologies de communication et le marché global de l'information pour atteindre des objectifs que Brigitte Nacos qualifie de *media-dependant objectives* c'est-à-dire, pour capter l'attention d'audiences clefs aussi bien en dedans qu'en dehors de leur espace opérationnel, pour attirer sur leur cause l'attention et la sympathie du plus grand nombre et, enfin, pour être reconnu comme des interlocuteurs légitimes et à part entière du jeu international.[50] Au vu du succès que permet d'obtenir ce type d'approche insurrectionnelle face aux puissants acteurs westphaliens, il est fort à parier que cette forme lutte sans front véritable — dont les champs de bataille sont ceux des écrans et dont les enjeux ne sont plus seulement le gain de territoires et l'asservissement des populations mais la conquête des esprits et l'adhésion du *vox populi* — ne se propage comme une traînée de poudre.

Au delà de l'échec qu'elle a connu, Tsahal s'est frottée à une ère nouvelle où l'intelligence et la ruse surpassent la puissance des armements, une ère où l'art de la guerre, révolutionné, repose avant tout sur l'utilisation de l'information, du savoir et de la culture. Elle devra apprendre à troquer, lorsque cela s'avérera nécessaire, l'esprit de conquête pour la conquête des esprits. À travers cette guerre éclair, cette puissante armée a fait l'expérience du choc des guerres du futur, c'est-à-dire qu'elle est entrée de plein pied dans ces guerres de demain qui « utilisent de plus en plus la force cérébrale plutôt que la force brute. »[51] Avec le développement des moyens modernes de communications, il s'agit d'une dimension de la guerre appelée à jouer un rôle crucial au cours du siècle qui s'ouvre. En Bosnie, en Serbie, en Afghanistan ou en Irak, la dimension psychologique est devenue une donnée vitale de la guerre. La capacité à domestiquer l'information sans la contrôler, à impressionner les foules, à séduire les opinions publiques et à remporter des victoires morales est un nouvel enjeu pour les stratèges. C'est en essayant d'innover sur ce terrain que Tsahal capitalisera sur l'avenir et non en continuant de calquer sa stratégie sur les opérations de police héritée de l'âge colonial.

En ce début de XXIème siècle, dans la lutte qui les oppose au terrorisme global, les états westphaliens se trouvent confrontés à une forme de guerre inusitée. Pour leur gouvernement, leurs services secrets et leurs états-majors, le défi est de taille : mener une guerre sans fronts ni frontières, et sans adversaire clairement identifiable. Ces grandes puissances constatent avec amertume à quel point leur force conventionnelle et nucléaire est de peu d'utilité contre cet ennemi disséminé, insaisissable et résolu. Elles doivent adapter leur lutte en la menant sur tous les fronts et combiner la technologie moderne avec des tactiques militaires anciennes. Voila plus de cinquante ans, certains officiers français d'Algérie s'évertuaient à faire comprendre à qui voulait bien les entendre que dans le cadre d'une guerre contre-insurrectionnelle, il est absurde et dangereux de ne pas employer les même techniques que l'ennemi.[52] Les analystes réalisent aujourd'hui que dans le cadre des conflits asymétriques modernes de l'âge de l'information globale hésiter à utiliser la réponse « œil pour œil » est une erreur fatale.[53] Face à l'agression et au harcèlement psychologique — dont la terreur est une forme — les armées modernes doivent réapprendre à riposter par des actions psychologiques. Les guerres ne se décident plus seulement sur les champs de bataille, elles se décident aussi dans les cœurs et les esprits des populations à travers le monde.

Au sujet de l'auteur...

Pierre Pahlavi est professeur assistant au département des Études de la Défense et président adjoint du département d'Opérations et planification militaire au Collège des Forces canadiennes de Toronto. Ses champs de spécialisation incluent les politiques d'influence (diplomatie publique et opérations psychologiques), l'évolution des concepts de sécurité et de pouvoir, et l'utilisation stratégique des nouvelles technologies d'information et de communication; il est également un spécialiste de l'Iran et du Moyen-Orient. Il est notamment l'auteur de La Guerre révolutionnaire de l'Armée française en Algérie (l'Harmattan) et de Mass Diplomacy (thèse de doctorat en cours de publication)

Notes

1. Alexandre Adler, 2006, « Une sixième guerre israélo-arabe », *Le Figaro*, 20 juillet 2006.
2. Le 25 juin, un commando se réclamant des Brigades Ezzedine Al-Qassam (branche armée du Hamas) s'était déjà infiltré en territoire israélien et avait mené une attaque contre un poste militaire à la lisière de la bande de Gaza : un soldat israélien, Gilad Shalit, avait été capturé. Trois jours plus tard, Israël lançait l'opération terrestre « PLUIE D'ÉTÉ » dans la bande de Gaza, visant « à ramener sain et sauf chez-lui » le soldat capturé et à stopper les tirs de roquettes contre les localités israéliennes voisines de la bande de Gaza.
3. Tim Garden, 2006, Chatham House, Institut royal des affaires internationales cité sur le site du International Institute for Strategic Studies (IISS), http://www.iiss.org/whats-new/iiss-in-the-press/press-coverage-2006/august-2006/un-effet-psychologique-, consulté en Novembre 2006.
4. Thalif Deen, 2006, « Israel's Military Invincibility Dented by Hezbollah », *Inter Press Service*, 8 août 2006. Traduit par l'auteur.
5. Si l'on additionne au coût des frappes aériennes et à celui des opérations maritimes et terrestres menées par Tsahal, celui des dégâts causés par les 3 970 roquettes du Hezbollah tombées sur le nord du pays. *Yediot Aharonot*, 15 août 2006.
6. L'association de l'industrie israélienne, pour sa part, estimait que le PIB serait amputé de 1,9 %.
7. Sylvain Cypel, 2006, « Vif débat en Israël sur la 'faillite' de la guerre au Liban », Le Monde, 18 août 2006.
8. La démission du ministre de la Défense, le travailliste Amir Péretz, était réclamée par 57 % des sondés, et celle du chef d'état-major, le Général Dan Haloutz, par 42 %.
9. Henry Kissinger cité par Greg Mills and Terrence McNamee, 2006, « Challenges and choices », *Armed Forces Journal*, Novembre 2006.
10. Sibylle Rizk, 2006, « Le Hezbollah : un placement fructueux pour l'Iran », *Le Figaro*, 10 août 2006.
11. Ze'ev Schiff , 2006, « For Israel, the conflict in Lebanon is a must-win situation », *Haaretz*, 27 juillet 2006.
12. Dr. Yevgeny Satanovsky, Directeur du Middle East Research Institute (Moscou), cité par *Al-Watan*, 10 août 2006. Traduit par l'auteur.
13. Daniel Schorr, 2006, « Game point : Hizbullah wins sympathy », *The Christian Science Monitor*, 4 août 2006. Traduit par l'auteur.
14. Conscients de leur inadaptation face à ce type de conflit, les États-Unis ont, par exemple, commencé à repenser leur

stratégie contre-insurrectionnelle et à y réintégrer notamment des éléments « soft »; voir United States, 2006, Headquarters Department of the Army, *Counterinsurgency* (FM 3-24/MCWP 3-33.5), Décembre 2006.
15. Israël, Ministère de la Défense, 2004, *Ha Imout Ha Mougbal* (Le conflit limité), Tel-Aviv, Ed. Ministère de la Défense, 2004.
16. Parmi ces tracts on pouvait trouver par exemple des caricatures du chef du Hezbollah représenté sous la forme d'une marionnette tenant 2 missiles, ou d'une araignée au centre d'une toile, ou encore se cachant pendant que des civils libanais étaient tués par des explosions... La plupart de ces tracts sont reproduits sur le site PsyWar.org, http://www.psywar.org/israellebanon.php.
17. Une opération de « propagande grise » aurait notamment consisté à usurper le contrôle du site All4Lebanon.org et à y poster une page en arabe, anglais et français, appelant les visiteurs à collaborer à l'éradication du Hezbollah; SGM Herbert A. Friedman (Ret.), « Psychological Operations during the Israel-Lebanon War 2006 », PsyWar.org, http://www.psywar.org/israellebanon.php- mis en ligne le 16 août 2006.
18. *London Times*, 28 Juillet 2006.
19. À Beyrouth, les journalistes ont fait part de leur agacement vis-à-vis de ces méthodes. « Textes, courriels et messages téléphoniques explicatifs et persuasifs se multiplient sur nos téléphones et ordinateurs », déclarait Antoine Perruchot, correspondant de Radio France cité dans Paule Gonzales, 2006, « Les médias, l'autre arme de la guerre du Liban », *Le Figaro*, 11 août 2006.
20. Traduit par l'auteur. Le spot se poursuivait sur les images d'un discours du Cheik Nasrallah — une voix de fond disant : « Il n'y a aucun doute qu'il s'agit de l'aviation la plus puissante da le région. Et nous ne pouvons pas lui faire face » — suivaient des images de bombardiers israéliens frappant des cibles libanaises, et le spot se terminait en un message d'avertissement : «Nasrallah connaît la vérité, mais il continue, c'est sa méthode, d'entraîner le Liban vers la destruction, de vous aveugler avec du sable. »
21. *The Sun*, 18 août 2006.
22. Israel - *Ha Imout Ha Mougbal*, p. 242.
23. *The Sun*, 18 août 2006
24. Sur ce point se référer notamment à Carnes Lord, 2006, *Losing Hearts and Minds? Public Diplomacy and Strategic Influence in the Age of Terror*, Londres, Praeger Security International, 2006, pp. 44-45; voir aussi Eytan Gilboa, 2007, « Public Diplomacy: The Missing Component in Israel's Foreign Policy », papier presenté à la 48ème Convention annuelle de l'ISA, Chicago, Février 2007.
25. Voir notamment Canada, *Joint Psychological Operations Doctrine* (B-GJ-005-313/FP-001), 2004; US, Joint Publication 5-0, 2006; *Joint Operation Planning*, décembre 2006; p. IV-35, disponible à l'adresse http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jp5_0.pdf.
26. Ron Schleifer, 2006, « Psychological Operations: A New Variation on an Age old Art: Hezbollah versus Israel », *Studies in Conflict and Terrorism*, Volume 29, Numéro 1, Janvier-février 2006.
27. Olivier Rafowicz, porte-parole militaire d'Israël explique : « Le Hezbollah a une unité spéciale spécialisée dans la communication et la guerre psychologique. Cette unité travaille avec *Al-Manar* pour la promotion de l'image du Hezbollah. Depuis plusieurs années ils ont été très fort dans l'utilisation de la télévision pour tenter de miner le moral des soldats et de la population d'Israël. Ils filmaient leurs opérations de terreur, par exemple. Une équipe était d'ailleurs spécialisée dans le tournage des opérations. Quand ils étaient victorieux, le film était distribué à travers le monde. », *The Sun*, 18 août 2006. Traduit par l'auteur.
28. David Hoffman, 2002, « Beyond public diplomacy », *Foreign Affairs*, volume 81, no. 2, 2002; Donald Rumsfeld, Secrétaire de la Défense américaine, cité par BBCWS, 2006, « US 'losing media war to al-Qaeda' », *BBC World Service*, BBCWS, 17 février 2006.
29. Avi Jorisch, 2004, *Beacon of Hatred: Inside Hizballahs Al-Manar Television*, Washington, Washington Institute for Near East Policy, 2004, 106 pages.
30. Hugh Miles, 2005, *Al-Jazeera: The Inside Story Of The Arab News Channel That Is Challenging The West*, New York, Grove Press, 2005, 438 pages.
31. Adrien Jaulmes, 2006, « Le Hezbollah se place pour la reconstruction », *Le Figaro*, Août 2006.
32. La stratégie opérationnelle du Hezbollah est tellement axée sur la recherche de l'influence que même l'utilisation d'armements sophistiqués dont elle s'est dotée serait subordonnée à des objectifs psychologiques. Les spécialistes s'accordent notamment pour dire que le drone abattu au dessus du territoire israélien pendant le conflit était utilisé avant tout comme une arme de persuasion et non de destruction. Tsahal prétendait à ce propos que l'appareil, non armé, « servait à la propagande » du mouvement. Les experts militaires confirment d'ailleurs que l'intérêt de ces drones est surtout psychologique : « Ces modèles sont conçus pour la reconnaissance et le renseignement », explique Tim Garden, de l'Institut royal des affaires internationales, à Londres. « Ils pourraient porter de petites charges explosives, mais ne sont pas faits pour cela. » Ils ont un rayon d'action de 50 à 150 km, une envergure de 3 m, et sont « relativement lents ». « Le Hezbollah ne tente pas de gagner militairement contre Israël », indiquait Peter Brookes, de l'Institut international d'études stratégiques (IISS).
33. Martin Asser, 2006, « Hearts and minds. Hezbollah wages a propaganda war in the rubble of south Beirut », *BBC*, 18 août 2006.
34. Hamidreza Assefi, 2001, « Foreign Ministry's Success is in Changing World Public Opinion », *Iran* (Morning Daily), 23 mai 2001; Iran, Ministère des Affaires étrangères, Dr. Hamidreza Assefi, 2002, « Mass Media Play a Pivotal Role in Modern World », 15 octobre 2002. Disponible à l'adresse http://www.mfa.gov.ir/News/Index.htm; Islamic Republic of Iran Broadcasting News, 2004, « Leader stresses importance of news », IRIB, 11 janvier 2004.

35. *Asia Times*, 31 janvier 2006. Traduit par l'auteur.
36. Robert Lowe and Claire Spencer (eds.), 2006, *Iran, its neighbors and the regional crises. A Middle East Programme report*, Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), 2006.
37. Lowe and Spencer, *Iran, its neighbors and the regional crises. A Middle East Programme report*, p. 6.
38. « Poll Finds Overwhelming Majorities in Lebanon Support Hezbollah, Distrust U.S. », *World Public Opinion*, 2 août 2006.
39. Nicholas Blanford, 2006, *Christian Science Monitor*, 28 juillet 2006.
40. On peut notamment penser au cas, désormais célèbre de ce photographe de l'agence Reuter, accusé d'avoir, pour le compte du Hezbollah, trafiqué des photos pour y accentuer les nuages de fumée s'échappant d'immeubles touchés par des frappes israéliennes dans la banlieue de Beyrouth. Voir notamment Eytan Gilboa, 2007, « New Media and New Conflict », 48ème convention annuelle de l'ISA, Chicago, Février 2007, 2007. On a en fait, rapporté de nombreux cas de trucages photo pendant ce conflit, parmi lesquels les plus frappants sont peut-être celui de ces deux clichés d'une même femme arabe pleurant la destruction de sa maison par les Israéliens devant deux ruines différentes à une semaine d'intervalle (*Associated Press*), ou celui de ce « combattant du Hezbollah » près d'un soi-disant jet israélien abattu, qui n'est visiblement qu'un tas de pneus en flammes (*U.S. News & World Report*). On peut également mentionner la mise en scène de « touches émotionnelles » censées accentuer l'effet dramatique des clichés : on a rapporté au moins quatre cas de photos — publiées par de grosses agences de presse *(Reuters* ou *Associated Press*) — de sites bombardés devant lesquels sont mis en évidence à même les ruines des jouets (oursons en peluche, Mickey Mouse..) ou une robe de mariée, tous immaculés.
41. Paule Gonzales, 2006, « Les médias, l'autre arme de la guerre du Liban », *Le Figaro*, 11 août 2006.
42. Tom Gross, 2006, « The media war against Israel », *National Post*, 2 août 2006.
43. Général Uri Saguy, 2007, cité dans *Le Monde*, 17 août 2007.
44. Robert Pape, 2006, « What we still don't understand about Hizbollah », *The Observer*, 6 août 2006; voir également R. Page, 2006, *Dying to Win: Why Suicide Terrorists Do It*, Londres, Gibson Square, 2006.
45. « Nous devons procéder à une étude réfléchie de nos succès et de nos erreurs. Nous devons tirer des leçons professionnelles au fur et à mesure que nous faisons face à de nouveaux défis... Il s'agit d'un test qui nous concerne tous, de moi jusqu'au dernier soldat », remarquait le chef d'état-major de l'Armée israélienne, le Lieutenant-général Dan Halutz; « Israel army chief admits failures », *BBC*, 24 août 2006.
46. Sylvain Cypel, 2006, « Vif débat en Israël sur la 'faillite' de la guerre au Liban », *Le Monde*, 18 août 2006.
47. Raoul Girardet, 1964, *La crise militaire française 1945-1962 — Aspects sociologiques et idéologiques*, Paris, Armand Colin, coll. Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, n°123, 1964, pp. 186-187.
48. Colin S. Gray note que « [l]e [mouvement insurrectionnel] le plus intelligent utilisera des méthodes de guerre qui ne mettront pas au défi les atouts américains. » Dans Colin S. Gray, 2005, « How has War changed since the end of the Cold War? », *Parameters*, printemps 2005, p. 21.
49. J. Mackinlay, 2005, *Defeating Complex Insurgency: Beyond Iraq and Afghanistan*, Londres, The Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, 2005, p. 27. Voir aussi, Bard O'Neill, 2005, *Insurgency and Terrorism*, Washington, DC, Potomac Books, 2005.
50. Brigitte L. Nacos, 2006, « Terrorism and Media in the Age of Global Communication », dans *Terrorism and International Relations*, sous la direction de Daniel S. Hamilton, Washington DC, Center for Transatlantic Relations, 2006, pp. 84-87.
51. Sylvaine Pasquier, 1994, « Entretien avec Alvin Toffler : Le choc des guerres du futur », *L'Express*, n°2229, 31 mars 1994, p. 46.
52. Général Chassin et Colonel Trinquier cités dans Pierre C. Pahlavi, *La Guerre Révolutionnaire de l'Armée Française en Algérie*, Paris, l'Harmattan, 2004, p. 26 et 143.
53. Pour une analyse complète de ce sujet voir Roger W. Barnett, 2003, *Asymmetrical Warfare. Today's Challenge to US Military Power*, Washington DC, Brassey's, 2003.

« C COMME DANS CONTACT » : UN OFFICIER OBSERVATEUR AVANCÉ AVEC LA FORCE OPÉRATIONNELLE ORION

Capitaine Andrew Charchuk

Le présent document était à l'origine un courriel envoyé à des amis, au Canada. Je n'ai pas, à ce moment, compris tout l'intérêt qu'il susciterait chez les gens. Tandis que ce courriel circulait au sein des Forces canadiennes (FC), j'ai vite constaté que j'avais sans le vouloir produit un effet sur de nombreuses personnes qui étaient au pays. Comme plusieurs mois se sont maintenant écoulés depuis que je l'ai rédigé, je vais prendre quelques moments pour « faire un topo ». Le 17 mai 2006, le Capitaine Nichola Goddard, qui était un officier observateur avancé (OOA) de la batterie A du 1st Regiment Royal Canadian Horse Artillery (1 RCHA) attaché au groupe-compagnie (gp cie) C du 1st Battalion Princess Patricia's Canadian Light Infantry (1 PPCLI), de la force opérationnelle (FO) Orion, a été tuée au combat (TAC) dans le district de Panjwaii de la province de Kandahar. Le Capitaine Goddard était une bonne amie à moi et une des meilleures amies de ma femme. J'ai été déployé peu après pour la remplacer et à mon arrivée, me suis joint au gp cie C et au détachement d'OOA de Nichola en opérations. L'opération (Op) ZAHAR et par la suite l'op AUGUSTUS, dont le présent document traite, faisaient toutes deux partie de la beaucoup plus vaste opération MOUNTAIN THRUST, réalisée dans le Commandement régional — CR[E]st et le CR(S)ud. J'ai eu la chance d'être entouré de leaders et de soldats incroyables tels que le commandant de la compagnie (cmdt), le Major Bill Fletcher, EVM[1], le sergent-major de compagnie (SMC), l'Adjudant-maître S. D. Stevens, MSM[2], et le détachement d'OOA dont j'ai assumé le commandement. Comme le montre le caractère informel du texte, ce courriel avait pour but de raconter les expériences que j'ai vécues durant ces deux semaines et n'a jamais eu celui de faire part des leçons retenues ou de commenter ce qui a bien ou mal été. Il montre toutefois que notre matériel et nos drills fonctionnent. En un mot, le soldat canadien est le meilleur. J'ai évolué au sein d'une armée souffrant de ce que le Major Fletcher appelle « l'envie du coalisé », mais ce mythe a volé en éclats durant mon service en Afghanistan. Nous avions la force la mieux équipée, la mieux entraînée et la mieux dirigée en Afghanistan et je ressens encore de la fierté lorsque je repense à ce que les soldats, les sous-officiers (s/off) et les officiers qui m'entouraient ont accompli. Cela dit, j'espère que les personnes qui liront ceci comprendront mieux comment les opérations se déroulent dans un théâtre au niveau de la compagnie.

Un courriel envoyé au pays

Pour commencer, excusez la longueur de ce courriel, car il renferme l'équivalent de deux semaines de plaisir en Afghanistan. Je vais bien et, pour être très franc, j'ai bien aimé les deux semaines qui viennent de s'écouler. Mes sept années d'instruction viennent de culminer en 14 journées pleines d'action. Au début, je n'avais pas l'intention de donner beaucoup de détails sur ce qui s'est passé parce que cela risquerait de troubler certaines personnes. Toutefois, lorsque je suis retourné à l'aérodrome de

Kandahar et que j'ai lu les reportages moins qu'adéquats sur la plus grande opération à laquelle des Canadiens ont pris part depuis la guerre de Corée, j'ai vraiment senti que je devais tout mettre par écrit.

On nous a avertis, quand nous étions dans notre base d'opérations avancée, que nous allions prendre part à une opération de grande envergure du groupement tactique d'une durée de trois jours (*Ha! Ha!*). Ce serait la plus grande opération réalisée par le Canada depuis la guerre de Corée. Lorsque nous sommes revenus à l'aérodrome de Kandahar pour recevoir les ordres, nous avons découvert que nous allions à Pashmul, dans le district de Panjawai de la province de Kandahar. C'est une nouvelle qui a ébranlé mon équipage, car c'est la ville où le Capitaine Nichola Goddard a été tuée et où le Bombardier Chris Gauthier (qui servait avant mon arrivée comme transmetteur au sein du détachement d'OOA) avait été blessé dans une embuscade. Les groupes-compagnies (gp cie) A, B et C, les deux troupes d'artillerie de la batterie A et la totalité des détachements d'observateurs, un escadron du génie, deux compagnies de l'armée nationale afghane [plus la totalité de leurs équipes d'instruction intégrées (EII) américaines] prenaient part à cette attaque, en plus d'un très grand nombre d'aéronefs à voilure fixe et tournante américains et britanniques.

La nuit du 7, vers 2200 h, heure locale, le groupe-compagnie C (dont votre humble serviteur était l'OOA) s'est mis en route pour Pashmul. En approchant de la zone de l'objectif, nous avons vu les femmes et les enfants quitter la ville… Ce n'était pas bon

Camera de combat AS2006-0309a 01 mai 2006 Province d'Helmand, Afghanistan

Un soldat de la compagnie C du 1 PPCLI fait la sentinelle à bord d'un VBL III à un poste d'observation périmétrique de la base avancée d'opérations Robinson. La BAO Robinson sert de base protégée pour étendre les opérations de Kandahar.

signe. Nous avons poursuivi notre route et, à environ trois kilomètres (km) de la ligne de départ d'où nous devions lancer l'opération, nous sommes tombés dans une embuscade tendue par des combattants talibans. Vers 0030 h, je commandais mon véhicule blindé léger (VBL), la tête hors de la tourelle, à l'aide de mon dispositif monoculaire de vision nocturne. Deux grenades propulsées par fusée (RPG) ont explosé au sol avec un grand fracas à environ 75 m de mon VBL. Pendant environ une demi-seconde, j'ai fixé l'endroit du regard en me disant : « Ah, c'est donc ça une RPG. » Le son d'un tir ennemi de 7,62 mm crépitant tout autour du convoi m'a d'un coup ramené à la réalité; je suis vite rentré dans la tourelle et nous avons aussitôt commencé

Camera de combat AS2006-0311a 02 mai 2006 Province d'Helmand, Afghanistan

Dans une région désertique de la province d'Helmand à l'ouest de Kandahar, le Major William Fletcher donne des ordres au groupe-compagnie C. Après quoi, le groupe-compagnie se sépare afin d'accomplir plusieurs missions simultanément.

Camera de combat AS2006-0317a

à chercher l'ennemi. Il était des deux côtés, ce qui ajoutait à la confusion. Nous avons fini par déterminer où tous les éléments amis étaient et les endroits où il fallait commencer à tirer conformément à nos règles d'engagement (RE). Nous avons tiré des rafales à l'aide de notre canon de 25 mm et de notre mitrailleuse de 7,62 mm. Durant le combat, je m'apprêtais à sortir pour utiliser la mitrailleuse sur pivot mais, en sortant la tête du VBL, j'ai constaté que l'ennemi nous tirait encore dessus et que le VBL canadien du génie qui était à côté de nous tirait au canon de 25 mm directement au-dessus de notre plage avant. Je suis rentré en vitesse, réalisant que c'était probablement une des idées les plus idiotes que j'aie jamais eues. Le premier engagement des troupes au contact a duré environ deux heures. Je n'avais jamais entendu des réseaux radio bourdonner autant et nous avons constaté que les compagnies A et B, de même que le peloton de reconnaissance, avaient été attaqués simultanément, ce qui indique un niveau de coordination jamais vu jusque-là en Afghanistan. L'impression, au sein de la compagnie, était que c'était probablement la fin de l'engagement, car l'ennemi se contentait ordinairement d'escarmouches. Faux, archifaux! Nous avons continué à avancer vers notre LD et, moins de cinq minutes plus tard, au moment d'un virage, j'ai vu la compagnie B, sur notre flanc gauche, atteinte par une salve d'environ 20 RPG explosant tous en l'air au-dessus des VBL. C'était une scène irréelle. Il était maintenant clair que ça ne serait pas du gâteau.

Nous sommes entrés dans la ville derrière le commandant de la compagnie, qui suivait le peloton de tête. Après quelque 300 m, notre peloton de tête a été attaqué depuis un bâtiment servant à faire sécher le raisin au milieu de ce que l'on ne peut décrire que comme une zone bâtie. Le commandant de la compagnie a alors donné rapidement une série d'ordres fragmentaires et j'étais sur le point de prendre part à ma première attaque de compagnie à vie. Il m'a signalé de débarquer et de le suivre. Il n'était pas rassurant de sortir de la tourelle, car il faut nécessairement passer par le haut pour le faire. J'étais probablement à 15 pieds au-dessus du sol tandis que les projectiles amis et ennemis sifflaient et claquaient tout autour dans les airs. Inutile de dire que je

Camera de combat AS2006-0319a 02 mai 2006
Province de Kandahar, Afghanistan

Un soldat du groupe-compagnie C du 1 PPCLI garde le périmètre de sécurité pendant une réunion des chefs avec les anciens de Garmabak, un village éloigné à l'ouest de Kandahar.

suis descendu vite. Je suis allé à l'arrière de mon VBL et j'ai cogné à la porte pour signaler que nous débarquions. Lorsque le bombardier-chef a ouvert la porte, il a pâli, car nous n'étions qu'à 20 m de l'endroit où il était précédemment tombé dans une embuscade et où le Capitaine Nichola était morte. Nous avons néanmoins continué. Nous avons pris nos radios et avons suivi le commandant de la compagnie. Nous sommes entrés dans une enceinte qui était en fait celle où mon ami Howie avait largué une bombe de 1000 lb après l'attaque de mai. Nous sommes montés jusqu'à un rebord situé au premier étage d'un mur en boue et le commandant de la compagnie a indiqué une enceinte et m'a demandé : « Pouvez-vous bombarder ça? » J'ai mesuré la

Camera de combat IS2006-0307 08 juillet 2006 District de Zjarey, Afghanistan

Un soldat de la compagnie A, 1er peloton, 1er Bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry des Forces canadiennes, patrouille le périmètre dans le district de Zjarey à l'ouest de Kandahar dans le cadre d'une opération de sécurité conjointe de l'armée nationale afghane (ANA)/coalition destinée à chasser les forces talibanes de la région.

distance du bâtiment au laser et découvert qu'il était à seulement 89 m. Je me suis assis et j'ai fait les calculs (si vous êtes de ceux qui connaissent mes aptitudes mathématiques, vous êtes probablement en train de grincer des dents!). Je l'ai regardé et lui ait dit que, en théorie et mathématiquement, ça irait où nous étions, mais je lui ai demandé de faire reculer un des autres pelotons de 150 m. Pour l'anecdote, tandis que je faisais mes calculs, un capitaine américain d'une EII affectée à l'ANA m'a regardé et a dit : « Il n'y a pas d'ANA devant nous. » J'ai répondu « Compris », après quoi il a dit « Bien », a tiré trois coups et a dit « Je l'ai eu ». J'ai alors compris qu'il m'avait posé une question et qu'il n'avait pas énoncé un fait. À cause de tous les tirs, je n'avais pas remarqué l'inflexion de sa voix. Je l'ai regardé et lui ai dit : « Hé, je n'ai aucune idée de l'endroit où *vos soldats* de l'ANA sont. Vous êtes censé prendre soin d'eux! » Heureusement, il n'avait pas tiré sur des forces amies.

Lorsque nous avons commencé la mission de tir, le premier obus est tombé à environ 350 m de ma position. Le bruit des obus sifflant et explosant si près était presque assourdissant; le cours d'OOA ne m'avait certes pas préparé à cela! Le bombardier-chef et moi avons discuté de la correction pendant une seconde et avons fini par nous entendre sur une diminution de 200 m, principalement parce qu'il nous fallait toucher cette enceinte DQP, car nous étions la cible de tirs intenses. L'obus est arrivé et est tombé un peu à gauche de l'enceinte. Nous avons mesuré la distance du point d'impact au laser et découvert qu'il était à 105 m de nous. Nous avons envoyé une petite correction et avons demandé un tir d'efficacité constitué à 50 % d'explosions au sol et à 50 % d'explosions aériennes. Les obus sont tombés à 85 m de nous, en plein sur l'enceinte. Je n'ai vraiment pas apprécié le tonnerre effrayant et impressionnant des obus à fusée de proximité (les obus qui explosaient dans les airs). J'ai ensuite vécu le pire moment de ma carrière militaire lorsqu'une des sections a commencé à crier « Halte au tir, halte au tir! » à la radio, après quoi son commandant

Camera de combat IS2006-0333 09 juillet 2006 District de Zjarey, Afghanistan

Le commandant de peloton au sein du 1er peloton, compagnie A, 1er Bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, attend des renseignements pendant la fouille d'une enceinte dans le district de Zjarey, à l'ouest de Kandahar, dans le cadre d'une opération de sécurité conjointe de l'armée nationale afghane (ANA)/coalition visant à chasser les forces talibanes de la région.

Camera de combat IS2006-0334 9 juillet 2006 District de Zjarey, Afghanistan

Un soldat des Forces canadiennes porte une grenade propulsée par fusée après la fouille d'une enceinte dans le district de Zjarey, à l'ouest de Kandahar, dans le cadre d'une opération de sécurité conjointe de l'armée nationale afghane (ANA)/coalition destinée à chasser les forces talibanes de la région.

de peloton a vite dit qu'elle avait subi des pertes et a demandé qu'on prépare un « message de neuf lignes » (demande d'évacuation sanitaire aérienne). En fin de compte, les deux événements n'étaient pas liés, mais j'ai cru pendant un moment que j'avais blessé ou, pire encore, tué un Canadien. En fait, la section qui a demandé que le tir cesse était à vrai dire celle qui, de toute la compagnie, était la plus éloignée des obus et elle avait pris panique (ce qui a provoqué beaucoup de taquinerie et de moquerie de la part des autres membres de la compagnie qui étaient tous plus proches). Le « message de neuf lignes » concernait un soldat de l'ANA qui avait été touché cinq minutes avant. Si malheureux que cela ait été, j'étais tout à fait soulagé d'apprendre ça.

Le reste de la première journée a été marqué de plusieurs autres petites escarmouches alors que je me déplaçais d'une enceinte à l'autre pour établir des postes d'observation (PO) d'où je pouvais appuyer les mouvements de la compagnie. Je

n'avais jamais pensé que, au cours de ma carrière, j'enfoncerais littéralement des portes et dirigerais un groupe de trois personnes, nettoyant une pièce après l'autre pour atteindre mes PO.

Nous avons terminé la journée, au cours de laquelle nous avions été au contact 12 heures d'affilée, en dormant environ une heure par terre à côté de notre véhicule, avec tout l'attirail de combat tandis que des puces de mer nous mordaient. La puce est la bestiole la plus bête et la plus contrariante qui soit. La matinée du lendemain a commencé par ce qui semblait être une tâche simple. Nous étions censés nettoyer les champs de vignes situés au sud de notre zone d'objectif. D'après le service du renseignement, il n'y avait personne à cet endroit et nous aurions assez d'une heure ou deux pour accomplir la tâche. Environ une heure après le début de l'opération de nettoyage, nous avons établi le contact avec une enceinte très fortifiée. Malheureusement, le Cpl Boneca, du peloton 8 de la compagnie C, a été tué tôt au cours de l'engagement lorsque l'infanterie a essayé de prendre l'enceinte d'assaut. Elle a fait face à une résistance beaucoup plus vive que prévu. (Je ne connaissais pas personnellement ce jeune soldat, mais je me rappelle l'avoir trouvé audacieux une semaine plus tôt lorsque je l'ai vu faire à la course le tour de l'enceinte britannique avec le drapeau du Portugal tout de suite après la défaite de l'Angleterre en Coupe du monde. Ses collègues et amis et le professionnalisme dont ils ont fait preuve après sa mort m'ont impressionné.) Après la tentative d'assaut contre l'enceinte, le commandant de la compagnie a décidé de l'attaquer en recourant au tir indirect. Tandis que je formulais un plan à cette fin, un indicatif d'appel que je n'avais jamais entendu avant a communiqué avec nous. Il s'avère que c'était un véhicule aérien sans pilote Predator armé d'un missile Hellfire. J'ignore comment il a su que nous avions besoin d'aide ou la fréquence que nous utilisions et, franchement, ça m'est égal; il tombait très bien. Lorsque le commandant de la compagnie m'a demandé quelle était la distance de sécurité du Hellfire, j'ai littéralement dû consulter le manuel de référence (Manuel sur le tir interarmées) que j'ai avec moi parce que je n'en avais jamais vu un avant et que je n'avais aucune idée de ce dont il était concrètement capable. Je lui ai indiqué la distance de sécurité et lui ait dit que nous étions en deçà de cette distance. Le Hellfire est arrivé et c'est la chose la plus bruyante que j'ai jamais entendue de toute ma vie. Trois bruits distincts : le départ du missile, son passage au-dessus de nous et l'explosion. Pendant environ 30 secondes, nous ne pouvions rien voir d'autre qu'un nuage de poussière. Puis, lorsque la poussière est retombée, les membres des pelotons ont commencé à crier et à hurler. L'enceinte était même presque méconnaissable. (À ce moment, la journaliste Christie Blatchford du Globe and Mail, qui était avec nous, en a eu assez et nous a quittés — j'imagine qu'on ne peut pas le lui reprocher.) La compagnie a une fois de plus essayé de nettoyer l'enceinte, mais elle a encore fait face à de la résistance. Nous avons donc tiré 18 obus d'artillerie à 82 m de nous (encore plus près que la veille) et fait ensuite venir deux hélicoptères d'attaque Apache. Au cours de la deuxième attaque à la roquette, le pilote a touché la cible avec sa première roquette et la deuxième, trop longue, a atterri juste de l'autre côté du mur de boue où nous nous trouvions. Les vapeurs d'échappement de la roquette nous ont enveloppés mais, heureusement, personne n'a été blessé. Lorsque le Hellfire a explosé, il a mis le feu à un petit bâtiment de l'enceinte et des explosions secondaires ont soudainement commencé à se produire dans une cache d'armes qui s'y trouvait. Tout s'est mis à exploser autour de nous et les deux gars qui ne m'avaient pas obéi et qui ne s'étaient pas collés au mur ont tous les deux été touchés par des éclats aux jambes. Un était le transmetteur du commandant de la compagnie, un Terre-Neuvien cinglé qui faisait des blagues même avec des éclats dans la jambe. L'adjoint médical s'est occupé de lui; je suis allé au capitaine américain de l'EII qui n'était qu'à quelques pieds de moi et j'ai commencé à lui donner les premiers soins. Il semblait en train de

tomber en état de choc, jusqu'à ce que son sergent américain arrive derrière moi et dise : Mon capitaine, il mérite à peine une Purple Heart pour ça! » J'ai été surpris de l'ampleur des techniques de premiers soins dont je me souvenais et le seul problème que j'ai eu, c'est lorsque j'ai essayé de couper le bas de son pantalon parce que la tenue de combat américaine est conçue de sorte qu'elle ne se déchire pas, ce qui la rend particulièrement difficile à couper! En fin de compte, nous avons pris l'enceinte et capturé un chef taliban de haut niveau que les fantassins ont trouvé caché dans une canalisation d'eaux usées, priant pour que les tirs d'artillerie cessent. Nous avons aussi trouvé une importante cache d'armes, que les sapeurs ont eu grand plaisir à faire sauter. Malheureusement, l'assaut nous a coûté un mort et deux blessés. Un commandant de section s'est blessé gravement au genou en lançant une grenade et quatre personnes ont été victimes d'un épuisement extrême dû à la chaleur.

La troisième journée s'est déroulée sans incident pour la compagnie C et nous nous sommes préparés à retourner à notre base d'opérations avancée, ce qui aurait été bien parce que j'avais attrapé un rhume — pas idéal pour aller au combat. Malheureusement, ce n'était pas dans les cartes. Une compagnie britannique du 3 Parachute (Para) Regiment avait été isolée et encerclée par des talibans dans la province de Helmand, dans le centre du district de Sangin. Ils commençaient à manquer de nourriture et en étaient réduits à faire bouillir l'eau de la rivière. La compagnie C a été chargée de procéder à un ravitaillement d'urgence immédiat de ses VBL. Nous avons pris la direction de ce qu'on ne peut pas qualifier autrement que de Far West. La compagnie (cie B) des parachutistes qui tenait le centre du district était attaquée de trois à cinq fois par jour. Nous y sommes arrivés après un long et pénible mouvement routier dans le désert. Lorsque nous sommes arrivés à Sangin, les habitants ont commencé à nous lancer des pierres et tout ce qu'ils pouvaient — ce n'était pas un endroit accueillant. Nous avons poursuivi jusqu'au centre du district et, dans les dernières centaines de

mètres, nous avons commencé à être la cible de tirs de mortier. On ne m'a jamais appris, durant mon cours de chef d'équipage de VBL, à commander un véhicule toutes écoutilles fermées, à l'aide de périscopes, en milieu urbain. Je l'ai vraiment fait à tâtons, ce qui signifie que lorsque nous touchions le mur à gauche, je disais au conducteur d'aller un peu à droite!! Nous avons ravitaillé les Britanniques et, malheureusement, la nuit est tombée; comme nous ne pouvions pas repartir, nous avons dû y passer la nuit. Nous avons été attaqués à l'aide d'armes légères, au RPG et au mortier trois fois durant la nuit; je ne peux toujours pas croire que les Britanniques ont vécu plus d'un mois dans ces conditions. Ils appartiennent à une unité fière et ils étaient reconnaissants mais gênés que nous ayons dû venir à la rescousse et, en bons Canadiens que nous sommes, nous n'avons pas cessé de leur répéter qu'ils devaient leur sauvetage à un groupe de coloniaux!

Nous sommes repartis de Sangin en pensant encore une fois que nous retournions à la maison. Nous avions parcouru environ 40 km quand nous avons été rappelés pour renforcer le centre du district et aider à prendre et tenir un site d'atterrissage d'hélicoptères. Tandis que nous attendions à cet endroit, nous avons reçu des ordres nous informant que nous étions dorénavant sous le contrôle du 3 Para en vue de l'opération qu'il préparait au nord de Sangin. Notre opération s'avérait être la plus longue opération de trois jours de tous les temps!!! En route, nous avons été engagés par un mortier de 82 mm tirant depuis l'autre côté d'une vallée. Je l'ai fait engager par notre artillerie, ce qui ressemblait beaucoup plus au tir à Shilo, car il était à 2,8 km, par comparaison aux 100 m ou moins de mes engagements précédents. Nous avons échangé avec lui coup pour coup au cours de ce que Rob, le commandant de la troupe d'artillerie qui nous appuyait, a appelé un duel de tir indirect. À la fin, il a dit que le pointage était Andrew 1, talibans 0, et qu'il ne fallait pas craindre que ce mortier se remette jamais à tirer. Nous avons roulé toute la nuit (avec, dans le cas de mon VBL, un pneu crevé) et sommes arrivés au moment même où les parachutistes exécutaient un assaut aérien contre l'objectif à l'aide d'hélicoptères Chinook. Il y avait des hélicoptères partout. La zone d'atterrissage était dangereuse et ils étaient soumis à des tirs intenses jusqu'à ce que nous arrivions avec des VBL; l'ennemi s'est alors enfui. C'était une opération différente, car nous étions habitués à un appui beaucoup plus rapproché assuré aux parachutistes par des chars. Il était impressionnant de les regarder; ce sont des soldats incroyables.

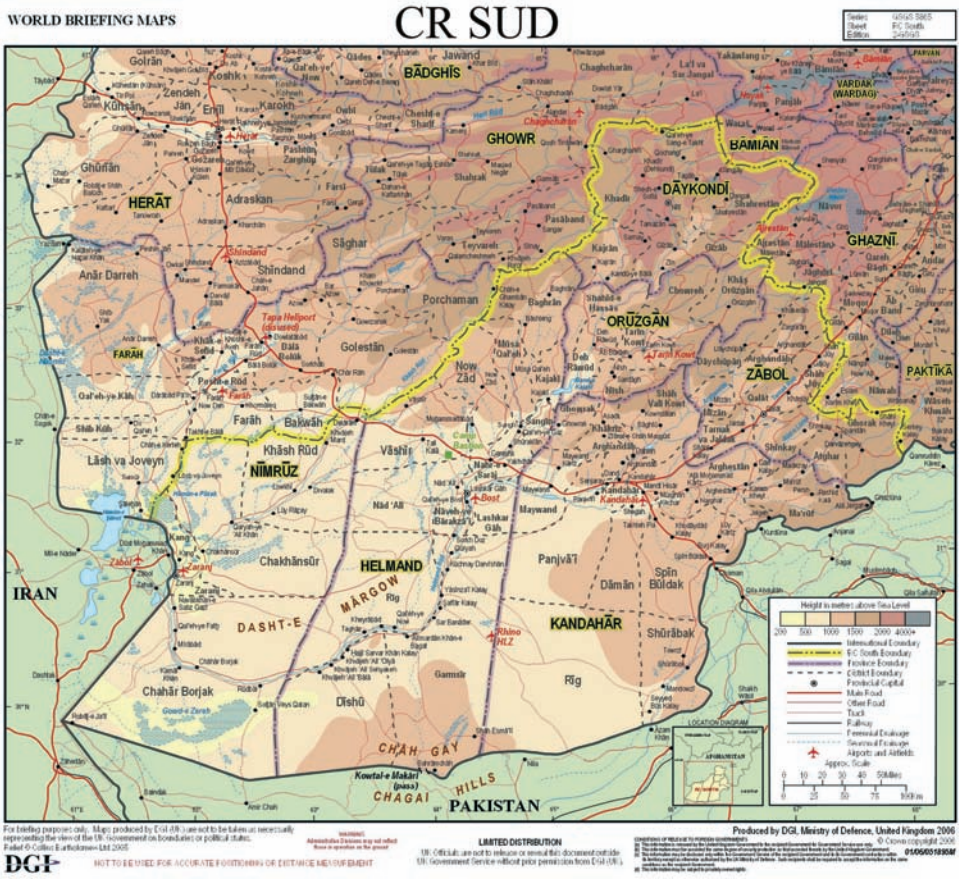
Nous avons quitté l'opération environ 25 heures plus tard (encore trois jours d'activité sans sommeil) et étions sûrs que cette « opération de trois jours » était alors terminée. Toutefois, tandis que nous exécutions un désengagement afin de prendre et tenir la zone d'atterrissage pour les Britanniques (sous le tir de roquettes de 107 mm et de mortiers de 82 mm), nous avons reçu des ordres fragmentaires (frag) nous chargeant d'assurer l'exploitation d'un site sensible où la division venait juste de lancer deux bombes de 1000 lb. La bonne vieille compagnie C, menant une fois de plus la charge!

Nous sommes allés au site et avons seulement vu des femmes et des enfants fuyant la ville. Je me suis dit : « Bon, ça recommence. » Heureusement, cette fois, j'ai trouvé un bon emplacement d'observation pour mon VBL et je n'ai pas eu à prendre part à l'attaque. La compagnie a vite été attaquée par un groupe plus tard estimé à plus de 100 combattants. Pendant environ 15 minutes, nous avons perdu les communications avec le commandant de la compagnie et toute une section d'infanterie, dont la position a essentiellement été submergée. La dernière fois que quelqu'un l'avait vue, la section entrait dans un fossé qui a par la suite été touché par une salve d'environ 15 RPG; je pensais que nous les avions tous perdus. J'ai demandé à des Apaches britanniques d'aller vérifier et ils ont repoussé l'ennemi de façon absolument brillante. Le seul problème est que, à cause de son accent, je ne comprenais pas un mot de ce que le

pilote disait! Heureusement, l'officier de liaison britannique était à l'arrière de mon VBL. En fin de compte, je me suis servi de lui (un major) comme interprète surpayé. Après environ une heure de combat, la compagnie a rompu le contact (mais a été fidèle au surnom que les soldats nous avaient donné, « C comme dans contact ») et nous avons fait détruire plusieurs bâtiments par l'artillerie. Par miracle, nous nous en sommes sortis sans une égratignure.

Nous avons encore une fois reçu l'ordre de retourner au centre du district de Sangin auprès du 3 Para et avons passé les jours suivants à combattre avec les parachutistes. Pendant quatre jours, je n'ai pas eu la possibilité d'enlever ma veste antifragmentation ou mon casque ou de changer de chaussettes, entre autres choses. Nous étions attaqués deux ou trois fois par jour et nous repoussions l'ennemi chaque fois de façon décisive. J'ai aussi découvert durant cette période qu'échanger des rations avec les Britanniques est une très mauvaise idée. Non seulement étaient-ils pris dans cet endroit misérable, mais leur nourriture est absolument immangeable!

Après avoir dit au revoir à nos camarades britanniques (l'ennemi a eu sa leçon et a enfin cessé d'attaquer l'endroit), nous nous sommes encore une fois préparés à retourner à la maison. Hélas, ce n'était pas encore pour cette fois. Nous avons reçu l'ordre d'aller vers le sud pour reprendre deux villes que les talibans venaient juste de prendre. Heureusement, cette fois, après 11 jours de suite au contact, la compagnie C était la réserve du groupement tactique. Nous nous sommes dirigés vers l'équipe de



reconstruction provinciale (ERP) britannique. À notre arrivée dans la ville, nous avons eu l'accueil le plus étrange jusque-là. Nous étions en territoire de la coalition. La population (contrairement à celle de Kandahar et encore plus à celle de Sangin) était excitée et heureuse de nous voir. Au lieu de quémander, les enfants nous offraient des friandises et de l'eau. On ne voyait pas de burqa. Les femmes portaient des robes colorées et leur visage était découvert. La ville était en plein développement, il y avait des boutiques partout et l'industrie était prospère. Nous avons rejoint l'ERP et la situation ne semblait même pas réelle. J'ai enlevé mon casque et ma veste antifragmentation, j'ai pris une douche et, pour la première fois en deux semaines, j'ai changé de vêtements. J'ai mangé une montagne de nourriture fraîche (à en avoir mal à l'estomac), après quoi je suis allé m'asseoir sur le rebord d'une fontaine, dans un jardin, et j'ai regardé une partie de volley-ball de plage entre les Britanniques et les Estoniens. J'ai ri en dînant et en regardant la BBC (British Broadcasting Company), selon laquelle nous avions repris les villes, mais il restait deux heures avant l'heure H; tant pis pour l'effet de surprise. Après ce que nous avions vécu, il était difficile de croire que nous étions dans le même pays. Ce soir-là, j'ai dormi (encore par terre à côté de mon VBL parce qu'il n'y avait pas assez de chambres) mieux que je pense l'avoir jamais fait avant dans ma vie. Les deux ou trois jours suivants ont été tranquilles pour nous, car on n'a pas eu besoin d'engager la réserve que nous étions. Le quatorzième jour de notre opération de trois jours, nous avons entrepris le mouvement routier de 10 heures qui nous ramenait à l'aérodrome de Kandahar, littéralement, clopin-clopant, car nos véhicules étaient tellement « maganés » (le mien est, dans toute la compagnie, celui qui était dans le meilleur état et le différentiel était cassé… encore une fois).

Il y a d'autres histoires que je pourrais vous raconter sur ces deux semaines, mais mon courriel est déjà assez long et, si je continuais, je n'aurais pas de faits d'armes à vous relater à mon retour au pays. Je vais terminer en vous disant que j'ai vraiment aimé cette expérience. Le combat est la plus grande épreuve pour un officier et en plusieurs occasions j'ai fait des choses dont je ne me savais pas capable. Je suis si fier de mon équipage et de tout le groupe-compagnie. Nous avons combattu fort et longtemps et nous avons montré à l'ennemi que se frotter aux Canadiens est une très mauvaise idée. Nous avons au cours des deux dernières semaines accompli quelque chose que les soldats canadiens n'ont pas fait depuis la guerre de Corée. Le gouvernement afghan, élu par les Afghans, nous a demandé notre aide et nous avons pu l'aider. Nous étions égaux sinon supérieurs à nos alliés dans tout ce que nous avons fait. J'espère vous avoir à tous donné une idée de ce que ces jeunes braves hommes et femmes font là-bas. À très bientôt.

Soyez prudents,
Andrew

Au sujet de l'auteur…

Le Capitaine Andrew Charchuk s'est enrôlé dans les Forces canadiennes en 1999. Il a obtenu son baccalauréat en science politique de l'université de Calgary en 2002. À la fin de son cours d'officier, le Capitaine Charchuk a été affecté à la batterie C du 1st Regiment Royal Canadian Horse Artillery, à la BFC Shilo, au Manitoba. Il a été envoyé en Afghanistan en juin 2006 afin de remplacer le Capitaine Nichola Goddard après que celle-ci a été tuée au combat. Le Capitaine Charchuk a passé le reste de sa période de service au poste d'OOA de la batterie A du 1 RCHA. Il est par la suite retourné à la batterie C à titre de capitaine de batterie.

Notes

1. Le Major William Hilton Fletcher a reçu l'Étoile de la vaillance militaire (EVM) en février 2007 pour son leadership et son courage désintéressé durant des opérations en Afghanistan en 2006.
2. L'Adjudant-maître S. D. Stevens a reçu la Médaille du service méritoire.

SE DÉPLOYER SANS COMPAGNIE D'ADMINISTRATION — LE SYSTÈME D'ÉCHELONS DU GT DE LA FO 306 DURANT L'OPÉRATION MEDUSA

Capitaine Simon Parker

On m'a raconté, pour l'histoire, durant une visite d'officiers d'état-major venus d'Ottawa dans le théâtre, qu'un système d'échelons n'avait pas été intégré à l'ordre de bataille (ORBAT) parce que les planificateurs ont supposé que seules des sous-unités allaient se déployer à un moment ou à un autre, que celles-ci allaient toujours partir de l'aéroport de Kandahar et que leur déploiement n'allait jamais dépasser 24 heures. Durant la rotation 2, le groupement tactique (GT) est parti de l'aéroport de Kandahar seulement deux heures après le transfert d'autorité de la rotation 1 à la rotation 2 et n'y est jamais revenu en tant qu'organisation de l'ordre de plus d'une sous-sous-unité et jamais pour plus de 24 à 48 heures. Le présent document était à l'origine une note de synthèse adressée à la chaîne de commandement afin de mettre en branle des changements visant à doter les sous-unités d'échelons pour les futures opérations.

Le groupement tactique (Force opérationnelle [FO] 306) du 1er Bataillon du Royal Canadian Regiment (1 RCR) a mené l'opération MEDUSA du 2 septembre à la fin d'octobre 2006. Durant cette opération, le GT s'est déployé en entier à l'avant, loin de sa base de soutien principale, c'est-à-dire l'aéroport de Kandahar. Durant cette

Caméra de combat AR2006-A026-0025a 12 juin 2006 Kandahar, Afghanistan

Un convoi à destination de la base d'opérations avancée Martello parti de l'aéroport de Kandahar traverse Kandahar afin de ravitailler le personnel qui appuie la base. La base d'opérations avancée Martello est au nord de l'aéroport, dans la région de Shah Wali Kot.

opération, l'élément de soutien national (ESN) avait pour tâche de soutenir le GT 24/7 au cours des opérations de combat dans le contexte de lignes de communications (L de C) longues et précaires. Il devait notamment fournir au GT et à ses sous-unités des échelons A1 et A2 et ravitailler automatiquement ces échelons à partir de l'aéroport de Kandahar. Le schème de manœuvre du GT avait une envergure et une souplesse limitées en raison de la structure de l'ESN et de sa capacité limitée de livrer des approvisionnements à l'avant à ces échelons. De fait, l'ESN est maintenant censé assurer et exécuter les fonctions de soutien intégral (SI), de soutien rapproché (SR) et de soutien général (SG) normalement associées à une force déployée. L'ESN, dont l'effectif est légèrement supérieur à 300 personnes, est censé fournir les ressources humaines et matérielles que l'on trouve normalement au sein de l'échelon de la sous-unité, de la sous-unité d'administration de l'unité, du bataillon des services en soutien rapproché et du bataillon de soutien général.

Contexte

Durant le séjour du GT du 3 RCR à Kaboul en 2003 dans le cadre de la rotation 0 de l'opération ATHENA, l'Armée a décidé de centraliser tout le soutien logistique du combat (SLC) au sein de l'ESN et de retirer du GT la compagnie d'administration et les échelons des sous-unités. Le SLC était dorénavant centralisé et ce modèle est devenu celui de tous les déploiements ultérieurs. Le succès de ce modèle est contestable et dépend de campagnes d'opérations d'information réalisées par le corps de la logistique et les armes de combat. Le compte rendu d'opération (CROP) de la rotation 0 de l'opération ATHENA affirme par exemple que le GT du 3 RCR, auquel le modèle ne plaisait pas, ne conseillait pas la centralisation du SLC. Malheureusement, cet aspect n'a pas été abordé dans d'autres documents et il manque donc d'effet[1]. À l'inverse, on trouve dans les *Dépêches* du Centre des leçons retenues de l'Armée des articles écrits par des officiers du SLC sur les succès de la centralisation durant l'opération ATHENA. La différence fondamentale entre les rotations de l'opération ATHENA et les rotations actuelles de l'opération ARCHER est cependant trop souvent négligée. L'opération

Caméra de combat AR2006-A026-0084d 12 juin 2006 Shah Wali Kot, Afghanistan

Un conducteur de matériel mobile de soutien (conducteur MMS) d'Edmonton, le Sdt Mark Pinseat, remplit des contenants de carburant près de la base d'opérations avancée Martello dans la région de Shah Wali Kot, en Afghanistan, au nord de l'aéroport de Kandahar.

Caméra de combat AR2006-G007-0028 2 septembre 2006 Centre du district de Zhary, Afghanistan

Chaque section de la compagnie Bravo du groupement tactique de la Force opérationnelle 3 06 (GT FO 3-06) va tour à tour se ravitailler en vivres et en eau pour les 48 heures suivantes à la base de patrouille Wilson (BPW). La BPW sert de zone d'étape durant l'Op MEDUSA.

ATHENA mettait l'accent sur les opérations réalisées à Kaboul, ville où les sous-unités peuvent se déployer pendant de courtes périodes à partir de la base d'opérations principale. Les forces de combat pouvaient opérer à l'extérieur de la base principale du Camp Julien et elles l'ont fait. Les lignes de communication étaient courtes et les opérations ne duraient pas longtemps. La rotation 2 de l'opération ARCHER englobe toute une province de la taille du Nouveau-Brunswick et de longues lignes de communications sans cesse soumises à des attaques. Des sous-unités et le GT au complet se déploient pendant des mois à la fois.

Au moment de la rédaction du présent texte, une sous-unité était déployée à l'extérieur de l'aéroport de Kandahar depuis cinquante-trois jours. Bien que les unités des armes de combat et les QG du niveau de la formation aient souvent et à plus d'une reprise demandé le rétablissement de la compagnie d'administration du GT au cours des opérations, les décideurs sont résolus à garder toutes les ressources de SLC centralisées à l'occasion des déploiements. Le présent article a donc pour but d'exposer la nécessité de rétablir un système d'échelons qui puisse pleinement soutenir les opérations du GT en Afghanistan et par la suite.

Le défi fondamental de l'ESN est le fait qu'il n'est ni configuré ni équipé pour constituer un système d'échelons qui satisfasse de façon adéquate les besoins du GT au cours d'opérations de combat prolongées. De même, le GT n'a pas la capacité ni l'équipement voulus pour constituer son propre système d'échelons de sous-unité ou d'unité. Le schème de manœuvre et la souplesse du GT s'en trouvent limités. De plus, le fardeau accru imposé à l'ESN pour ce qui est de fournir au GT les échelons A1 et A2 réduit la capacité qu'a l'ESN de produire les effets de maintien en puissance nécessaires pour soutenir une exécution fructueuse des tâches de la mission. Il faut se rappeler que l'ESN doit soutenir non seulement le GT, mais aussi l'équipe de reconstruction provinciale (ERP), l'élément de commandement national (ECN) et le reste du personnel canadien présent dans le CR (S) et à Kaboul; il doit également, à l'aide des capacités actuelles, soutenir les tâches et les fonctions associées à l'aéroport de Kandahar.

Caméra de combat AR2006-G007-0071 4 septembre 2006 Centre du district de Zhary, Afghanistan

Des membres du peloton 2 de la compagnie Bravo prennent position afin d'attaquer une enceinte où des talibans se sont cachés. Ils vont se mettre en mouvement dès que l'artillerie aura terminé sa mission de tir.

Selon le concept de soutien de l'opération MEDUSA, tout le soutien logistique devait être une responsabilité nationale. De fait, le soutien assuré par d'autres pays n'était pas vraiment possible et les restrictions nationales entravaient le soutien assuré d'un pays à un autre. L'effort logistique global était coordonné par le QG ESN. L'ESN assurait le soutien de niveau tactique et opérationnel dans le théâtre. On a recouru au maximum à des accords de soutien fourni par le pays hôte, à des accords de soutien réciproque et à des marchés commerciaux. L'ESN livrait les approvisionnements au GT depuis l'aéroport de Kandahar ou par l'entremise des marchés locaux existants (camions à clochettes). Lorsqu'il était déployé à l'avant, le GT était soutenu par un élément de soutien avancé (ESA), mis sur pied par l'ESN, qui assurait un contrôle et une coordination centralisés de tous les efforts logistiques. L'ESA ravitaillait le GT par l'entremise des échelons des sous-unités affiliées détachées de l'ESN et l'ESN, à l'aéroport de Kandahar, ravitaillait l'ESA par l'entremise de patrouilles logistiques de combat (PLC). Ces patrouilles étaient constituées de véhicules B chargés d'articles consomptibles escortés par un peloton de protection de la force se déplaçant à bord de RG 31. L'ESA coordonnait de plus la livraison des approvisionnements de combat à l'avant par des PLC aux forces incapables de se ravitailler à partir de l'ESA à cause du terrain et des L de C. Les PLC utilisaient les itinéraires existants pour rejoindre les sous-unités en vue d'un transbordement ou échangeaient des véhicules chargés d'approvisionnements contre des camions vides, qui étaient renvoyés à l'aéroport pour être préparés en vue de la livraison suivante. Par conséquent, essentiellement, l'ESN était la source de quatre échelons de sous-unité, d'un ESA, d'une PLC par jour (et parfois de deux) pour envoyer automatiquement les approvisionnements à l'avant et elle exerçait la fonction de deuxième ligne d'un bataillon des services tout en recevant et en administrant le matériel, l'équipement et le personnel qui arrivaient du Canada.

Du point de vue de la doctrine de maintien en puissance, la politique de distribution consiste simplement à veiller à ce que le matériel aille du niveau opérationnel au niveau tactique par la voie la plus directe. Les buts du système de distribution devraient être

de satisfaire les besoins de l'utilisateur, d'être assez souple pour s'adapter à l'évolution des conditions et d'utiliser de façon économique les installations, les moyens de transport, le personnel et les autres ressources[2]. Comme nous allons le voir, ce n'est pas le cas pour la rotation 2 de la FOA durant l'opération MEDUSA.

L'ESN avait la capacité qui suit pour mettre un système d'échelons sur pied en vue de l'opération MEDUSA :

- 12 véhicules logistiques lourds à roues, version à grue de manutention [(VLLR à grue) (neuf durant les trois premières semaines de l'opération; trois ont été en panne du début à la fin, c'est-à-dire hors d'usage (VHU)];
- un véhicule logistique lourd à roues, version véhicule de transport de troupes (VLLR VTT);
- deux remorques de ravitaillement en carburant dans la zone avant (RRCZA) de 2500 litres (une utilisée pour l'essence);
- trois véhicules de ravitaillement de zone avant de 7000 litres (un n'était pas blindé et ne pouvait pas quitter l'aéroport);
- deux véhicules de ravitaillement de zone avant de 10 000 litres;
- deux véhicules logistiques moyens à roues (VLMR) (utilisés à l'aéroport);
- huit systèmes de chargement sur palettes (quatre hors d'usage du début à la fin);
- quatre équipes mobiles de réparation lourdes [EMR (L)];
- trois équipes mobiles de réparation (EMR) (Bison);
- deux EMR auxiliaires (Bison).

On ne trouvait dans le théâtre que trois remorques de ravitaillement en eau [une associée à l'EPR pour la cuisine, une dans la base d'opérations avancée (BOA)

Caméra de combat AR2006-G007-0122 8 septembre 2006 Centre du district de Zhary, Afghanistan

L'équipage des véhicules 29 et 29A se prépare à prendre son petit déjeuner près de la ligne de front tout de suite après que la Force opérationnelle Grizzly a avancé.

MARTELLO pour l'hygiène et une autre]. Le GT ne disposait pas de ressources ou de personnel désigné pour constituer un système d'échelons. En fait, l'échelon de sous-unité était constitué du quartier-maître de la compagnie, de l'escadron ou de la batterie (QM cie / QM esc / QM bie) et, ordinairement, d'une ou deux autres personnes sans véhicules.

Dans la doctrine du SLC, la souplesse, l'économie et la coopération font partie des principes fondamentaux du maintien en puissance[3]. Même si l'ESN mettait ces principes en pratique dans son processus de planification à l'appui des opérations du GT, le caractère limité des ressources humaines et matérielles réduisait la marge de manœuvre du commandant de l'ESN et celle du commandant du GT. Pour soutenir les tâches du GT, l'ESN était obligé de réduire les niveaux de soutien dans d'autres domaines. Ainsi, des éléments de l'ESN installés à l'aéroport de Kandahar ont été temporairement inactivés afin de fournir les véhicules et les équipages nécessaires pour constituer des échelons de sous-unité et déployer un élément de soutien avancé (ESA) chargé d'assurer le commandement et contrôle (C2). Plus précisément, les éléments de réception et distribution, et de réparation et élimination ont été fermés afin de déplacer du personnel de manière à pouvoir exécuter différentes tâches, tandis que la capacité d'autres sections d'exécuter des tâches était grandement réduite. Il va également de soi que cet aspect précédait les réductions de personnel découlant du congé de mission spécial (CMS/IRCD). Non seulement les pelotons de l'ESN perdaient-ils du personnel en raison de ces congés, mais ils perdaient aussi leur commandant de peloton à différents moments lorsque ce dernier était affecté individuellement à l'ESA pour coordonner le soutien à l'avant.

Les deux fondements du maintien en puissance qui subissent les effets des ressources limitées des échelons sont que « les forces sont soutenues à l'avant » et que « le maintien en puissance doit soutenir et non entraver le plan du commandant »[4].

Caméra de combat AR2006-G007-0136 9 septembre 2006 Centre du district de Zhary, Afghanistan

Un hélicoptère américain Chinook atterrit juste à l'extérieur de la base de patrouille Wilson, que la poussière soulevée par les rotors a complètement recouverte.

Étant incapable de constituer un système d'échelons adéquat pour soutenir le GT à l'avant, l'ESN s'est retrouvé dans une situation où il envoyait des ressources à l'avant aux dépens d'autres tâches de l'ESN. À l'inverse, les restrictions actuelles touchant les ressources dans le théâtre peuvent entraver les plans des commandants et elles le font. Durant la planification de l'opération MEDUSA, les planificateurs du GT ont élaboré quatre plans d'action (PA). De ces quatre, un était complètement impossible à soutenir du point de vue de l'ESN, car les ressources nécessaires n'étaient pas disponibles, et c'est le PA que les planificateurs du GT avaient préféré à tous les autres. Durant l'opération MEDUSA, l'indicatif d'appel GRIZZLY 6, qui appuyait le GT, a dû retarder de 12 à 24 heures son heure H en vue du franchissement préparé d'une coupure humide exécuté sous le feu de l'ennemi lorsque le manque de ressources de l'échelon a empêché la livraison à l'avant des pièces destinées à un bulldozer. Les pièces étaient

Sous-unité	Échelon A1 / A2 actuel	Échelon A1 prévu dans la doctrine	Échelon A2 prévu dans la doctrine[10]	Ressources de l'ESN disponibles pour les échelons de sous-unité
Cie A	1 x QM cie 1 x cmdtA 2 x magasiniers 2 x VLMR 2 x remorques militaires EMR att Amb att	1 x sgt trsp 5 x cpl / sdt 2 x véh mun 1 x véh PP 2 x EMR 4 x tech 1 x amb 2 x TECH MÉD 2 x cpl / sdt	1 x SQMC 7 x cpl / sdt 4 x véhicules pour les PP, les mun, les bagages, les appro cbt et le matériel	2 x VLLR à grue avec équipage 1 x EMR
Cie B	1 x QM cie 1 x cmdtA 3 x magasiniers 2 x VLMR EMR att Amb att	1 x sgt trsp 5 x cpl / sdt 2 x véh mun 1 x véh PP 2 x EMR 4 x tech 1 x amb 2 x TECH MÉD 2 x cpl / sdt	1 x SQMC 7 x cpl / sdt 4 x véhicules pour les PP, les mun, les bagages, les appro cbt et le matériel	2 x VLLR à grue avec équipage 1 x EMR
Cie C	1 x QM cie 1 x cmdtA 2 x magasiniers 2 x VLMR EMR att Amb att	1 x sgt trsp 5 x cpl / sdt 2 x véh mun 1 x véh PP 2 x EMR 4 x tech 1 x amb 2 x TECH MÉD 2 x cpl / sdt	1 x SQMC 7 x cpl / sdt 4 x véhicules pour les PP, les mun, les bagages, les appro cbt et le matériel	2 x VLLR à grue avec équipage 1 x EMR
Esc d'ISTAR	1 x QM cie 2 x magasiniers 1 x VLMR Pas d'EMR de dispo Amb att	Pas de modèle dans la doctrine	Pas de modèle dans la doctrine	1 x EMR
Esc du génie	1 x QM cie 2 x magasiniers Pas de véhicule Pas d'EMR de dispo Amb att	Pas de modèle dans la doctrine	Pas de modèle dans la doctrine	
Cie SSS	1 x QM cie 1 x magasinier Pas de véhicule Pas d'EMR de dispo	Pas de modèle dans la doctrine	Pas de modèle dans la doctrine	

Bie artil	1 x QM bie 3 x magasiniers Pas de véhicule Pas d'EMR de dispo Pas d'amb de dispo	Pas de modèle dans la doctrine	Pas de modèle dans la doctrine	1 x EMR auxiliaire
Tp TUAV	1 x magasinier Pas de véhicule Pas d'EMR de dispo	Pas de modèle dans la doctrine	Pas de modèle dans la doctrine	
QG GT	Partage le QM cie et la ML avec l'esc d'ISTAR. Pas d'EMR de dispo	Pas de modèle dans la doctrine	Pas de modèle dans la doctrine	
Remarques		Les échelons A1 prévus dans la doctrine sont pour la mobilité et la protection de la force basés sur des Bisons blindés.		L'ESN dispose d'un total de 12 VLLR à grue pour toutes les tâches des échelons.

disponibles, mais les ressources nécessaires pour les amener à l'avant ne l'étaient pas, puisqu'elles étaient à l'avant avec les sous-unités.

Le niveau tactique du recomplètement, ou soutien intégral (SI), représente le soutien que les ressources des unités peuvent assurer. Le SI est assuré par l'entremise du système d'échelons[5]. Le système de recomplètement tactique doit être capable de ravitailler l'échelon A de la sous-unité.

À l'heure actuelle, le GT n'a pas de ressources ou de personnel qui lui soient propres pour exécuter un recomplètement du niveau tactique. Durant l'opération MEDUSA, l'ESN avait neuf VLLR à grue, dont six ont été, avec des équipages de l'ESN, envoyés aux sous-unités. Les trois autres ont servi à envoyer des approvisionnements à l'avant afin de procéder toutes les nuits à un ravitaillement par l'entremise de points de livraison, ce qui signifie que seulement trois des sous-unités majeures sur cinq ont obtenu un échelon. Les sous-unités avaient au minimum besoin de quatre VLLR à grue pour garder et transporter les approvisionnements et l'ESN aurait eu besoin de la totalité des neuf véhicules pour envoyer les approvisionnements à l'avant. Comme ces véhicules et ces équipages se déplaçaient sans cesse 24 heures sur 24 le long d'itinéraires où ils étaient constamment menacés par des embuscades ou par des attaques exécutées à l'aide de dispositifs explosifs de circonstance (IED), ils étaient soumis à un stress très élevé. La maintenance des véhicules a souffert du rythme des opérations. De plus, la batterie d'artillerie était totalement privée d'échelon. Étant donné l'endroit où elle était déployée (ZMA ORTONA), elle devait garder la totalité des articles consomptibles à bord de véhicules. Si elle avait été attaquée et obligée de se déplacer, elle aurait dû faire sauter sur place les stocks gardés au sol ou les laisser à l'ennemi. On a essayé de recourir à des camions du Royaume-Uni dotés du système de chargement par palettes, mais cette mesure n'a eu qu'un succès limité en raison des distances, de problèmes de protection de la force et de problèmes propres au R.-U.

Le SI s'applique aussi à la réparation et à la récupération. À l'époque de l'opération, l'ESN n'avait pas les ressources nécessaires pour fournir à chaque sous-unité de manœuvre une équipe de réparation mobile et conserver à l'aéroport de Kandahar une bonne capacité de maintenance. De plus, durant l'opération MEDUSA, l'ESA est allé à l'avant avec une équipe de maintenance qui pouvait offrir au GT un service de réparation

et de récupération près de la limite avant de la zone de bataille (LAZB). Ce service a exercé une ponction sur les ressources de maintenance de l'ESN et n'a pas pu être maintenu après les premières opérations de combat. La maintenance inclut aussi les besoins relatifs aux techniciens de systèmes d'information et de communications terrestres (SICT), aux techniciens en systèmes de conduite du tir (SCT) et aux techniciens d'armes. Lorsque les congés ont commencé, des groupes professionnels cruciaux tels que les techniciens en SCT ont été retirés des sous-unités et le bassin des techniciens de SICT et d'armes s'est retrouvé très réduit. L'ESN ne comptait pas un nombre suffisant de ces techniciens vitaux pour assurer à toutes les sous-unités de manœuvre un soutien adéquat. À un certain moment, durant le nettoyage des objectifs, deux des quatre VBL qui constituaient la réserve du GT sont devenus inutilisables lorsque les systèmes de leur tourelle sont tombés en panne et qu'ils n'ont pas pu être réparés pendant un minimum de 48 heures. Le seul technicien en SCT et le seul technicien de SICT disponibles ont travaillé sans arrêt sans s'occuper des autres véhicules. Un système d'échelons adéquat aurait pu permettre de réduire ces facteurs de stress.

Le soutien rapproché, ou SR, est le niveau assuré au niveau de la formation afin de satisfaire les besoins du niveau de l'unité. Les approvisionnements de combat de l'unité sont renouvelés au moyen de la dotation de subsistance que transporte le peloton (pon) d'approvisionnement et de transport[6]. Toutefois, durant cette opération, des camions qui transporteraient normalement la dotation de subsistance ont été détachés auprès du GT à titre d'échelons A1 et A2. Cette mesure a limité les ressources de transport dont le peloton d'approvisionnement et de transport disposait pour conserver les approvisionnements et les livrer à l'avant. De plus, c'est l'ESN qui a fourni les équipages de ces camions. Une fois le programme CMS/IRCD commencé, ce dernier, combiné à la nécessité d'exécuter d'autres tâches de l'ESN à l'aéroport de Kandahar, a fait disparaître le personnel disponible pour former l'équipage de ces véhicules. Le GT n'avait pas les soldats nécessaires pour former l'équipage de ces véhicules. Les fusiliers, les sapeurs, les artilleurs et les équipages de VBL auraient dû abandonner leur tâche principale pour former l'équipage des véhicules des échelons à la place. Souvent, les véhicules attachés restaient immobiles sans équipage pendant que les soldats jouaient leur rôle principal. Les soldats des compagnies qui avaient les qualifications nécessaires pour conduire ces camions étaient de façon générale des soldats ayant plus d'ancienneté et exerçant des fonctions de conducteur et de canonnier de VBL. Cette pénurie est devenue encore plus critique lorsque du personnel est arrivé pour remplacer les pertes. Comme ces remplaçants étaient des soldats sans aucune expérience, tout frais sortis de l'école de combat et sans qualification de conducteur de quelque genre que ce soit, ils devaient servir comme fantassins. Les soldats qui auraient pu former l'équipage des véhicules à grue devaient par conséquent, plus que jamais, conduire les VBL et les utiliser au combat.

On appelle dotation initiale la quantité d'approvisionnements que garde normalement une unité (niveau du SI) et qui est requise pour soutenir cette unité durant les opérations pendant une période précise sans recomplètement. Dans la doctrine, la dotation normale correspond à une dotation initiale de trois jours d'approvisionnements de combat et à 15 jours d'approvisionnement (JA) de pièces de rechange et de matériel général et technique[7]. Comme aucune capacité de transport n'est attachée en permanence aux sous-unités et à l'unité, la souplesse est limitée au cours des opérations. L'absence de système d'échelons au sein du GT empêche ce dernier de garder la dotation initiale. L'articulation du l'ESN et du GT, l'un par rapport à l'autre, doit constamment être modifiée pour garantir que chaque sous-unité dispose de ressources permettant le transport de la dotation initiale. Comme la dotation actuelle du théâtre en camions de marchandises était limitée, les sous-unités n'avaient pas toutes des véhicules pour garder la dotation initiale, ce qui entrave le schème de manœuvre du commandant de la sous-unité. La batterie d'artillerie et même l'escadron d'ISTAR

n'avaient pas les ressources nécessaires pour garder la dotation initiale, car ils n'avaient pas d'échelon A1 ou A2 et l'ESN n'avait pas non plus de véhicules ou d'équipages aptes à exercer cette fonction. La manœuvrabilité de la batterie d'artillerie et de l'escadron d'ISTAR était limitée parce que leurs lignes de communications étaient au mieux précaires, pour ce qui est de l'approvisionnement. Si ces éléments avaient été isolés pendant une longue période, leur capacité de se soutenir aurait été douteuse et des résultats désastreux auraient été à prévoir.

Pour sa part, la dotation de subsistance est la quantité d'approvisionnements chargés sur véhicules au niveau du SG / du SR dans le bataillon des services (bon svc) de SR du groupe-brigade indépendant ou dans le bataillon de transport du GSD pour renouveler la dotation initiale de l'unité. Elle correspond normalement à un jour d'approvisionnements de combat[8]. S'il n'y a pas de bataillon des services de SR, c'est l'ESN qui assure cette fonction, mais l'ESN n'a ni en principe ni en pratique le personnel ou l'équipement nécessaires pour jouer le rôle de bataillon des services. Si la majeure partie de la capacité de transport de l'ESN est détachée au profit du GT, l'ESN ne peut pas garder la dotation de subsistance chargée sur véhicules et prête à soutenir le GT. Si l'ESN réserve des véhicules particuliers pour la dotation de subsistance, sa capacité de soutenir les autres organismes qui dépendent de lui, comme l'EPR ou l'ECN et l'aéroport de Kandahar, se trouve limitée ou nulle. Des véhicules cruciaux sont alors retenus et d'autres tâches sont négligées. Ce problème est devenu plus grave lorsque l'ESN a assumé des tâches de plus grande envergure liées à l'exploitation de l'aéroport de Kandahar et au chargement et au déchargement des approvisionnements, de l'équipement et du personnel qui partent pour le Canada et qui en arrivent. L'ESN n'a simplement pas la configuration voulue pour jouer simultanément le rôle du bataillon de SG, du bataillon de SR, de la compagnie d'administration et des échelons de cinq sous-unités.

Le système de recomplètement doit être conçu de manière à satisfaire les besoins des forces de combat qui sont le plus loin à l'avant en fournissant les approvisionnements et en assurant les services au moment et à l'endroit où ils sont requis. Un système d'échelons adéquat assure automatiquement le maintien en puissance à l'avant. Malheureusement, le GT et l'ESN n'avaient ni l'un ni l'autre des véhicules et un personnel suffisants pour établir un système d'échelons adéquat. Si un échelon était attribué à toutes les sous-unités, l'ESN n'aurait plus les ressources voulues pour livrer les approvisionnements à l'avant. De plus, le GT et l'ESN n'avaient ni l'un ni l'autre le personnel requis pour former l'équipage de tous ces véhicules.

Les remorques de ravitaillement en carburant dans la zone avant (RRCZA) et les remorques à eau ne semblent pas nécessairement constituer un matériel important, mais les deux auraient valu leur poids en or. Elles permettraient aux commandants des sous-unités de planifier plus librement leur manœuvre. Dans les circonstances, toutes les activités de ravitaillement en carburant ont dû être faites par un véhicule à grue configuré en camion de jerricans; des VBL ont aussi dû retourner de façon individuelle aux bases d'opérations avancées (BOA) se ravitailler auprès de véhicules de ravitaillement de zone avant (VRZA) et à l'aide de bidons SWAN. Sans RRCZA, les sous-unités sont liées aux BOA. La reconfiguration des véhicules à grue constitue un problème lorsqu'il s'agit d'emblée d'une ressource rare. Comme elles n'avaient pas de remorques à eau, les sous-unités n'avaient aucun moyen de transporter de l'eau en vrac. Des sous-unités ont été obligées de compter sur des livraisons d'eau en bouteille, qui prenait un espace précieux à bord des camions de ravitaillement. De plus, sans eau en vrac pour la toilette, l'hygiène est devenue un problème lorsque les sous-unités étaient déployées à l'extérieur d'une BOA pendant de longues périodes. Les puits locaux étaient en général inutilisables et la présence d'un virus gastro-intestinal transmis à cause des mauvaises conditions sanitaires a aggravé la situation. Les soldats étaient

temporairement hors d'état à cause de la gravité des maux d'estomac et la présence d'une remorque à eau aurait pu, en permettant la toilette, aider à atténuer ce problème.

Comparaison des ressources du théâtre et des exigences de la doctrine

Le tableau qui suit montre la dotation actuelle des sous-unités du GT, compare les exigences de la doctrine applicables à un échelon A1 et à un échelon A2 et indique la dotation réelle de l'ESN9. Notez que les VLLR à grue blindés représentent les ressources actuelles présentes dans le théâtre. Le système d'échelons devrait toutefois, à cause du risque d'IED ou d'embuscade, être principalement, mais pas exclusivement, composé de Bison blindés pour la protection de la force, la souplesse et la manœuvre. Nous avons consulté le Navigateur en ligne des effectifs des Forces canadiennes (NELE), mais il donne seulement des schémas et ne précise pas la dotation en véhicules. Notez que l'escadron d'ISTAR et la compagnie du SSS n'existent pas dans la doctrine.

Recommandation

La recommandation est claire. Le GT a besoin d'un système d'échelons qui le soutient loin à l'avant et qui ne limite pas la liberté de manœuvre tout en réduisant la pression sur les ressources de l'ESN[11]. Si le GT déployé n'inclut pas une sous-unité de soutien qui lui est propre, deux plans d'action permettant de constituer un système d'échelons qui peut être soutenu sont recommandés. Le premier PA propose un accroissement de la dotation de l'ESN en matériel et en personnel. Le second propose un accroissement des effectifs et des ressources du GT qui lui permettrait de constituer son propre système d'échelons. Comme, au Canada, le personnel de SLC est limité, le premier PA n'est pas recommandé. Le second est préférable parce qu'il procure au GT une plus grande liberté de mouvement et une plus grande souplesse pour ce qui est des opérations menées par les sous-unités et les unités dans un espace de combat vaste et complexe.

Les sous-unités ont besoin de véhicules assez robustes pour circuler sur des pistes en gravier ou en terre de même que sur des routes à surface revêtue. Les véhicules des échelons doivent être capables de suivre les VBL au cours des déplacements. Ils doivent avoir la capacité de transporter la totalité des articles consomptibles qui sont nécessaires pour soutenir des forces de combat pendant de longues périodes (atteignant au besoin 53 jours). De plus, l'équipage des véhicules en question devrait principalement provenir de l'effectif spécialisé de la sous-unité, ce qui donnerait davantage de profondeur à la sous-unité lorsqu'elle subit des pertes ou qu'elle perd du personnel en raison du programme CMS/IRCD. Cette mesure limiterait aussi la pression sur le personnel de SLC au Canada.

Cet accroissement permettrait au COMFEC de fournir au GT l'effectif suivant.

Conclusion

Le GT et l'ESN de la rotation 2 de la FOA essaient de mener des opérations de combat dans un espace de combat très vaste et très complexe. Les ressources maintenant disponibles ne favorisent pas la liberté de manœuvre et la souplesse, en particulier pour ce qui est de la planification et de l'exécution d'opérations prolongées. Un système d'échelons doit être créé et utilisé au sein du GT afin de rendre le commandant du GT et celui de l'ESN autonomes. L'existence de ce problème a été établie durant la rotation 1 de la FOA. L'Armée le reconnaît officiellement dans le rapport 06-032 sur les leçons retenues du CLRA, selon lequel il est essentiel de « fournir (en vue du SI) une capacité adéquate relativement aux échelons A1 et A2 afin de fournir une

Sous-unité	Personnel	Véhicules
Cie A	12 x cpl / sdt (Fant) 2 x TEC V 1 x TEC A 1 x TSCT 1 x TEC SICT 2 x TECH MÉD	Éch A1 (1 x véh mun, 1 x véh appro cbt, 1 x véh PP, 2 x véhicules d'EMR, 1 x amb Bison) Éch A2 (3 x véhicules pour les PP, les mun, les bagages, les appro cbt et le matériel, 1 x remorque à eau)
Cie B	12 x cpl / sdt (Fant) 2 x TEC V 1 x TEC A 1 x TSCT 1 x TEC SICT 2 x TECH MÉD	Éch A1 (1 x véh mun, 1 x véh appro cbt, 1 x véh PP, 2 x véhicules d'EMR, 1 x amb Bison) Éch A2 (3 x véhicules pour les PP, les mun, les bagages, les appro cbt et le matériel, 1 x remorque à eau)
Cie C	12 x cpl / sdt (Fant) 2 x TEC V 1 x TEC A 1 x TSCT 1 x TEC SICT 2 x TECH MÉD	Éch A1 (1 x véh mun, 1 x véh appro cbt, 1 x véh PP, 2 x véhicules d'EMR, 1 x amb Bison) Éch A2 (3 x véhicules pour les PP, les mun, les bagages, les appro cbt et le matériel, 1 x remorque à eau)
Esc d'ISTAR	12 x cpl / sdt (Blindes / Fant) 2 x TEC V 1 x TEC A 1 x TSCT 1 x TEC SICT 2 x TECH MÉD	Éch A1 (1 x véh mun, 1 x véh appro cbt, 1 x véh PP, 2 x véhicules d'EMR, 1 x amb Bison) Éch A2 (3 x véhicules pour les PP, les mun, les bagages, les appro cbt et le matériel, 1 x remorque à eau)
Esc du génie	12 x cpl / sdt (génie) 2 x TEC V 1 x TEC A 1 x TSCT 1 x TEC SICT 2 x TECH MÉD	Éch A1 (1 x véh mun, 1 x véh appro cbt, 1 x véh PP, 2 x véhicules d'EMR, 1 x amb Bison) Éch A2 (3 x véhicules pour les PP, les mun, les bagages, les appro cbt et le matériel, 1 x remorque à eau)
Cie SSS	4 x cpl / sdt (sans distinction)	2 x véh pour les bagages et le matériel
Bie artil	14 x cpl / sdt (Artil) 2 x TEC V 1 x TEC A 1 x TSCT 1 x TEC SICT 2 x TECH MÉD	Éch A1 (2 x véh mun, 1 x véh appro cbt, 1 x véh PP, 2 x véhicules d'EMR, 1 x amb Bison) Éch A2 (3 x véhicules pour les PP, les mun, les bagages, les appro cbt et le matériel, 1 x remorque à eau)
Tp TUAV QG GT	1 x adj / sgt (s/off matériel) 1 x adj (QM cie) 1 x sgt (sgt trsp) 10 x cpl / sdt (Fant) 2 x TECH MÉD Le QG GT a besoin d'un SQMC qui lui est propre. Il ne devrait pas le partager avec l'escadron d'ISTAR.	1 x véh mun, 1 x véh pour le matériel / Éch A1 (1 x véh mun 1 x véh PP, 1 x amb Bison) Éch A2 (3 x véhicules pour les PP, les mun, les bagages, les appro cbt et le matériel)
Remarques	Le GPM préféré est celui de la sous-unité d'appartenance pour favoriser la communauté de compétences.	Le Bison blindé est dans la plupart des cas le véhicule préféré pour la protection de la force et la mobilité dans un espace de combat complexe et dangereux. Notez que chaque sous-unité doit inclure une remorque à eau en raison des problèmes de santé et d'hygiène associés à des déploiements de longue durée dans des conditions rudimentaires.

composante à chaque sous-unité qui se déploie pour mener des opérations de contre-insurrection dans un contexte où les L de C sont longues (traduction) »[12]. Le maintien du statu quo va uniquement prolonger le problème et continuer à limiter l'exécution d'opérations de combat dans toute la zone des opérations et la capacité du Canada de réaliser ses objectifs de mission.

Il est impératif d'éviter que jamais, durant la rotation 2, le GT se retrouve privé de quelque article consomptible que ce soit ou obligé de rationner ou limiter l'utilisation d'articles consomptibles. Le GT n'a jamais manqué de rien. L'ESN a fait des miracles pour ce qui est de soutenir le GT, mais à quel prix? Des convois ont chaque jour, sans repos, couru le risque d'être la cible d'embuscades et d'attentats suicides. Des membres d'équipage blessés un jour dans des attentats suicides suivaient littéralement, quelques jours plus tard, les mêmes itinéraires pour livrer du ravitaillement à l'avant. Le véhicules en nombre limité ont été soumis à un immense effort parce que la maintenance prévue n'était pas possible, car les véhicules étaient sans cesse en mouvement. Les membres d'équipage ont souffert de niveaux de stress supérieurs en raison du rythme accru des opérations. Si un système d'échelons cohérent avait existé, les convois de l'ESN auraient pu être réduits et, en conséquence, les pertes et les dangers pour la vie. Malheureusement, les succès des soldats de l'ESN portent à tort à croire que ce modèle fonctionne bien et qu'il faudrait le maintenir. Pour revenir à une observation faite antérieurement dans le présent document au sujet des opérations d'information, certains vont claironner que ce modèle est un succès, mais à quel prix?

Au sujet de l'auteur...

Le Capitaine Simon Parker est un officier d'infanterie affecté au 1er Bataillon, The Royal Canadian Regiment en qualité de cmdtA de la compagnie Foxtrot. Il a fait partie de la rotation 2 de l'opération ARCHER, étant affecté à titre temporaire à l'ESN en qualité de cmdtA de la compagnie de SLC et de S4 du GT de la FO. Il a un BA en science politique et en philosophie de l'Université de Victoria, à Victoria (C.-B.), et s'est enrôlé dans la Réserve en 1995 en qualité de commandant de peloton. Après son cours d'officier d'infanterie, il est passé à la Force régulière et a été affecté au 1 RCR, à Petawawa. Durant son affectation au 1 RCR, il a occupé les postes de commandant de peloton de fusiliers, de commandant du peloton de reconnaissance, de cmdtA d'une compagnie de fusiliers, de capitaine-adjudant technicien et d'officier d'instruction. En 2004, il a occupé les postes de commandant de la compagnie Echo et enfin de cmdtA de la compagnie Foxtrot. Son expérience opérationnelle antérieure inclut une affectation au Kosovo, en 1999, en qualité de commandant du peloton de reconnaissance. Durant l'opération MEDUSA, il a commandé le premier élément de soutien avancé de SLC déployé à l'avant en soutien du GT dans des opérations de combat prolongées.

Notes

1. DRLR — Home/POR/Intl/ATHENA/ATHENA RO0 Ph 4-5/4/Employment/Command and control (C2)/Question S.64 – Efficacité du SLC (traduction).
Dépêches du Centre des leçons retenues de l'Armée
2. B-GL-300-004/FP-002 — *Maintien en puissance de la Force terrestre*
3. Ibid.
4. Ibid.
5. Ibid.
6. Ibid.
7. Ibid.
8. Ibid.
9. B-GL-321-007/FP-002 — *Tactiques de la compagnie de VBL* (version provisoire)
10. B-GL-321-006/FP-002 — *Les opérations de l'équipe de combat* (version provisoire)
11. B-GL-321-004/FP-002 — *Le groupement tactique au cours des opérations*
12. CLRA — Rapport synoptique sur les leçons (LSR 06-032) Observations de la rotation 1 de la FOA et leçons retenues dans le théâtre sur le SLC (traduction).

LA GUERRE À TROIS VOLETS : SES CAUSES ET SON RÔLE DANS LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

M. Vincent J. Curtis

[...] la paix, l'ordre et le bon gouvernement...

Extrait de l'article 91 de la *Loi constitutionnelle de 1867*

La guerre à trois volets est un tout nouveau phénomène dans l'histoire des conflits. Elle n'est officiellement apparue que dans les années 1980, quand les pays occidentaux ont commencé à envoyer leurs armées prêter main-forte lors d'opérations de secours humanitaire dans des États non viables. Il s'agit surtout d'un type de conflit politique en raison de la diversité des buts et des ambitions qui prédominent autant dans l'État non viable que dans l'opinion internationale. La composante politique du combat est une caractéristique dominante de la guerre à trois volets et ceci à des répercussions sur les opérations en campagne.

La thèse que sous-tend cet article est que pour qu'il y ait guerre à trois volets, il faut qu'il y ait eu une période prolongée d'injustice dans l'État non viable et que le règlement de paix définitif repose sur l'établissement dans cet État d'un gouvernement juste et limité, qui s'engage à traiter tous ses citoyens avec égalité et à respecter leurs droits naturels, qui dirige avec leur consentement et qui possède le monopole de la force coercitive. C'est pour ce type même de règlement que les Forces canadiennes (FC) sont actuellement déployées en Afghanistan.

La guerre à trois volets est le genre de conflits dans lesquels les FC seront engagées pendant encore de nombreuses années1. Il est donc utile d'en comprendre les causes et de bien saisir le règlement de paix auquel elle doit aboutir. En effet, il s'agit là du but suprême des opérations militaires en temps de guerre, et bien l'appréhender peut aider les soldats qui combattent et leurs commandants à éviter les écueils de la composante politique de la guerre à trois volets. Le commandant tactique dispose de la force nécessaire pour imposer certains arrangements politiques et pour interdire l'accès aux zones qu'il contrôle. Par conséquent, il se trouve dans une position qui lui permet de veiller à ce que l'évolution politique tende vers le règlement final recherché[2].

Une fois cet objectif atteint, ce n'est plus qu'une question de temps pour que le règlement soit suffisamment bien implanté pour résister à la corruption et à la réaction. Si restructurer politiquement un pays est souvent facile, faire en sorte qu'il résiste à la corruption et à la réaction est beaucoup plus laborieux et demande énormément de temps.

Dans cette étude, je commencerai par définir ce qu'est la guerre à trois volets, puis j'expliquerai les corollaires de cette définition. Ensuite, après un examen de l'éthique préliminaire, une description des mécanismes politiques des États me permettra de montrer pourquoi une injustice prolongée peut provoquer l'effondrement du gouvernement central et mener à une guerre à trois volets, et je décrirai le type de gouvernement permettant d'établir une paix durable et juste. Puis je vérifierai la théorie selon laquelle l'injustice et la guerre à trois volets sont liées en analysant les exemples les plus importants de ce type de conflit à ce jour. Enfin, je me pencherai sur ce que les forces militaires étrangères qui prennent part à une guerre à trois volets peuvent faire pour favoriser une paix durable.

La guerre à trois volets

Le premier article décrivant ce concept a été publié par le Général Charles C. Krulak dans *Marine Magazine*[3]. Le Général Krulak y définit la guerre à trois volets comme « des opérations militaires hors guerre, combinées à un conflit de moyenne intensité ». Selon lui, en raison de l'accroissement de l'urbanisation, les opérations militaires des conflits du futur auront lieu dans des villes. Il explique que dans la guerre à trois volets, il est possible de rencontrer la totalité de l'éventail des défis tactiques, qui s'étend de l'aide humanitaire à la guerre classique, en passant par le maintien de la paix, en l'espace de quelques heures et de trois pâtés de maisons. Krulak avance que les zones urbaines seront probablement le « champ de bataille du 21e siècle ».

Le Général Krulak cite les opérations en Somalie, en Bosnie et à Haïti comme exemples de guerres à trois volets. À cette liste, on peut ajouter l'Irak et l'Afghanistan. La crise au Darfour, au Soudan, pourrait aussi évoluer vers ce type d'affrontement si des armées étrangères faisaient leur entrée en force dans le pays pour rétablir la paix.

La définition de Krulak revient à dire que la guerre à trois volets est « la combinaison d'un conflit de moyenne intensité et d'opérations militaires hors guerre » parce que le phénomène repose sur une combinaison : la guerre plus un autre élément. Pour cette raison, l'objectif militaire de la guerre à trois volets est ambigu. S'il est de détruire l'ennemi pour ce qui est de la composante « conflit de moyenne intensité », dans l'autre composante, il est d'apporter la paix autrement que par les armes. Comme une seule composante de la guerre à trois volets est le combat proprement dit, il y a conflit entre les buts des différentes opérations militaires.

Dans sa définition de la guerre à trois volets, le Général Krulak n'indique pas que celle-ci doit absolument et principalement se dérouler dans les villes, même s'il pense que ce sera le cas. Il n'est pas non plus nécessaire que les trois volets soient présents pour qu'une guerre puisse être classée comme guerre à trois volets, car la conduite simultanée d'opérations de maintien de la paix et d'opérations militaires offensives est suffisante pour répondre à la définition — opérations militaires hors guerre, combinées à un conflit de moyenne intensité. En réalité, il est fort probable que les perturbations de la paix civile aient lieu en zone urbaine, car le terrain complexe des villes favorise l'éclatement de nombreux types de violences partisanes. Mais il n'est pas impératif que les villes deviennent le « champ de bataille du 21e siècle » pour que la théorie de la guerre à trois volets se vérifie.

En règle générale, la guerre à trois volets se produit sur le territoire d'un seul État, après que des armées occidentales y ont été envoyées. En effet, seuls les pays occidentaux et les coalitions dirigées par eux sont actuellement capables de s'engager simultanément dans des opérations militaires hors guerre et des conflits de moyenne intensité; et c'est l'effondrement d'un État qui incite des forces militaires étrangères à intervenir en vertu du droit international pour la protection des missions humanitaires et le maintien de la paix.

D'après sa définition, la guerre à trois volets ne commence officiellement que lorsque des forces étrangères s'engagent dans un conflit de moyenne intensité avec les milices à l'œuvre dans l'État non viable, car il faut qu'il y ait conflit de moyenne intensité et opérations militaires hors guerre pour qu'une intervention se transforme en guerre à trois volets. Elle prend officiellement fin lorsqu'une des deux composantes de cette combinaison cesse officiellement. Par conséquent, la guerre à trois volets est déclenchée au moment choisi par la puissance étrangère intervenante; elle n'est pas forcée. Le *choix* est l'autre condition nécessaire.

On peut conserver l'appellation que le Général Krulak a donnée au phénomène, même s'il s'agit d'une combinaison d'opérations — et non d'une guerre, parce qu'elle est

maintenant bien enracinée et que Krulak ne cherche pas à établir un système philosophique, comme tant d'autres auteurs militaires ont tendance à le faire. La guerre à trois volets de Krulak est une généralisation de l'intervention dans la guerre civile en Somalie dont l'épisode le plus fameux fut « Black Hawk Down ».

Opérations dans l'ensemble du spectre (OES) est le nom donné au contenu opérationnel de la guerre à trois volets assuré par les forces militaires occidentales déployées dans l'État non viable. Pour que les opérations se déroulent réellement « dans l'ensemble du spectre », elles doivent comprendre des opérations offensives — et les objets naturels des opérations offensives sont les partisans. Mais l'objet ne peut être l'armée organisée de l'État non viable, car un État en mesure d'opposer une armée à un envahisseur peut difficilement être considéré comme non viable. Les opérations militaires offensives qui ne visent pas à appuyer une certaine forme de gouvernement n'ont, bien évidemment, aucun sens.

Il ressort de la liste des exemples de guerres à trois volets un scénario commun : une période prolongée d'injustice a précédé l'effondrement du gouvernement central. Cette injustice était la négation des droits naturels d'une grande partie de la population du pays, y compris la liberté politique et l'égalité de traitement en vertu de la loi, et la perpétration par le gouvernement d'actes de violence non autorisée. La population était également privée des conditions économiques assurant une bonne qualité de vie. Bien que l'oppression fût généralisée, l'injustice a exacerbé les divisions naturelles de la société, notamment sur les plans ethnique, religieux, racial et tribal. La fonction publique et le système judiciaire furent identifiés à l'injustice, car ils en étaient l'instrument. L'armée était trop faible ou trop divisée pour qu'un homme fort puisse en émerger et rétablisse un certain ordre et une certaine paix. Un événement imprévu causa l'effondrement du pouvoir central et ce fut la déroute de l'État dans un enchevêtrement de méfiance, de haine et de rivalités entre factions. Cet enchaînement d'injustice et de crainte d'une injustice encore plus grande est à la base des combats qui suivirent l'écroulement du pouvoir central. Partout, les gens ordinaires désirent vivre en paix, gagner leur vie et profiter des loisirs que leur société est en mesure de leur offrir. Dans ce chaos et ce début de guerre civile, des seigneurs de guerre capables de combler ces désirs surgirent et gagnèrent rapidement des appuis : un leader transitoire proposant un bon programme emporta l'adhésion. Enfin, des puissances étrangères envoyèrent leurs armées dans l'État en déroute pour protéger les missions d'aide humanitaire ou pour maintenir la paix générale, et furent entraînées dans ce conflit civil.

Une coalition de pays qui envoie ses soldats dans une telle situation dispose de quatre options :

1) laisser couver le conflit politique et simplement veiller à ce que les besoins de première nécessité de la population soient comblés;
2) appuyer une faction ou une autre et imposer un despote qui, au moins, apportera la paix civile et permettra de rétablir l'ordre;
3) utiliser sa puissance pour établir et soutenir un gouvernement central fondé sur les principes de justice;
4) se retirer.

Si la coalition mène des OES, elle est, par définition, dans le cas 2 ou 3. Le risque de l'option 2 est que, forte de sa position despotique, la faction soutenue par les armées étrangères fasse usage d'une force non autorisée contre ses rivaux et perturbe ainsi la paix civile.

Le but des OES dans l'option 3 est d'agir dans l'intérêt du bien commun de la société dans son ensemble et, au bout du compte, du bien commun de cette société et des pays qui forment la coalition. Les OES visent à appuyer le gouvernement central nouvellement établi qui s'est engagé à agir avec justice et à s'opposer à ceux qui

voudraient contrarier les projets de la coalition. Autrement dit, une coalition qui choisit l'option 3 agit d'une façon qui correspond aussi à l'option 2.

Les opérations de coopération civilo-militaire (COCIM) soutiennent le bien commun de la société de l'État non viable. Bien conçues, elles servent en définitive le bien commun de la communauté et de la coalition. Cependant, les OES ne doivent pas forcément inclure des opérations COCIM pour viser globalement cet objectif. En effet, le conflit de moyenne intensité cherche déjà à rétablir et à maintenir la paix civile et l'ordre dans la société, et la paix civile et l'ordre sont les constituants les plus importants du bien commun.

Le fondement éthique de la politique

Aucune expression de la relation entre l'éthique, la politique, la justice et la guerre n'est aussi éloquente et aussi concise que ce passage de la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique :

> *Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux; ils sont dotés par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur.*
>
> *[N.D.T. : Traduction de Thomas Jefferson extraite de http://fr.wikipedia.org/wiki/Déclaration_d'indépendance_des_États-Unis_d'Amérique]*

En 1776, les colons américains furent poussés à la révolte par l'imposition d'une nouvelle taxe. Lasse des dépenses nécessaires à la protection de ses colonies par la Royal Navy et l'armée, la Chambre des communes du Royaume-Uni tenta de faire en sorte que les colons participent aux coûts de leur propre défense. Or, les colons ne disposaient d'aucun député à la Chambre des communes britannique. Sous la houlette de Benjamin Franklin, ils avaient bien essayé d'obtenir des représentants élus, mais avaient essuyé un refus. Ils étaient donc soumis à des taxes et à des amendements à la loi sans que leur avis leur soit demandé et sans leur consentement. C'est une attitude despotique de la sorte qui incita les barons anglais à se rebeller et à forcer le roi Jean sans Terre à signer la Grande Charte en 1215.

Après que les Treize Colonies eurent obtenu leur indépendance de la Grande-Bretagne à la suite d'une guerre et après une période brève et infructueuse de gouvernance par confédération, les représentants des colonies se réunirent en 1787 à Philadelphie pour établir et décréter une nouvelle constitution « [...] en vue de former une Union plus parfaite, d'établir la justice, de faire régner la paix intérieure, de pourvoir à la défense commune, de développer le bien-être général et d'assurer les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à notre postérité [...] »[4].

Les principes de la Déclaration d'indépendance, les causes de la Révolution américaine et les objectifs de la Constitution des États-Unis ne sont pas l'expression d'un trait culturel propre aux Américains ou, plus généralement, aux peuples d'expression anglaise. Le ressentiment à l'égard du despotisme est commun à tous les êtres humains, partout dans le monde, et l'émergence de la guerre à trois volets résulte de l'explosion de ces mêmes sentiments dans d'autres pays et parmi d'autres peuples dans le contexte de la structure actuelle des relations internationales et des

communications modernes. Alors que les colons américains s'affranchirent par leurs propres moyens du despotisme britannique, la guerre à trois volets survient dans des pays déjà indépendants, mais qui sont dirigés par un pouvoir despotique, voire pire. Cette section a pour objectif de démontrer, en se basant sur l'éthique, le besoin réel des êtres humains d'être gouvernés par une structure politique qui répond aux buts exprimés dans le préambule de la Constitution des États-Unis d'Amérique et dans l'article 91 de la *Loi constitutionnelle de 1867* (paix, ordre et bon gouvernement), ainsi que la raison pour laquelle la rébellion violente contre le despotisme est justifiée.

La démonstration éthique débute par la constatation que tous les peuples appartiennent à la même espèce biologique. De ce fait, ils ont les mêmes propriétés biologiques, les mêmes capacités naturelles élémentaires, les mêmes dispositions et les mêmes besoins propres à leur espèce. Leur psychologie est essentiellement la même. La nature fondamentale de tous les êtres humains est la même; les différences sont superficielles — il s'agit de degrés et non de genres[5].

L'humanité a des besoins propres à son espèce; elle partage certains d'entre eux avec les animaux de rang inférieur, mais d'autres lui sont uniques. Tous les êtres humains ont besoin d'eau propre, d'aliments frais, d'hygiène, d'un abri, de sommeil et de plaisirs; ils ont également besoin de liberté, d'amour et d'amitié, d'honneur ou de dignité dans leur société, de savoir, d'un minimum de richesse et de paix civile. En éthique, les biens qui satisfont les besoins naturels des humains sont appelés « biens véritables ». Les autres biens, les biens apparents, sont les choses que nous désirons avoir parce que, selon nous, le fait de les posséder nous rendra la vie plus agréable. Mais ces biens diffèrent d'un individu à l'autre et une personne ne doit pas nécessairement les posséder pour bien vivre. Tous les gens ont un droit naturel aux biens véritables qui satisfont les besoins propres à leur espèce — un droit naturel que tous les êtres humains possèdent de façon égale parce que tout individu est un être humain comme les autres. Les différences existant entre deux individus quelconques, différences d'accomplissements, d'intelligence, de talent ou autre, sont des différences de degré, pas de genre. Ce qui revient à dire que malgré les différences de race, d'ethnie, de sexe et de croyance religieuse, les êtres humains sont humains de manière égale et que, par conséquent, ils disposent des mêmes droits aux biens véritables dont tout humain a besoin pour bien vivre.

Les biens véritables sont également des biens communs (ou le bien commun), parce qu'ils sont les mêmes pour tous les êtres humains, puisqu'ils répondent aux besoins inhérents à la nature instinctive des humains. L'expression « biens communs » a deux sens : ces biens sont communs parce qu'ils sont les mêmes pour tous les individus et parce que tous les membres de la communauté peuvent participer au bien commun. C'est à ce dernier sens que correspond l'expression « bien-être général » dans l'extrait de la Constitution des États-Unis d'Amérique cité plus haut, et c'est pour promouvoir le bien-être général qu'on institue un gouvernement.

Naturellement, les gens recherchent leur bonheur. L'éthique a affiné notre perception de ce besoin humain en énonçant qu'il s'agit d'une fin en soi. De ce point de vue, le bonheur ne doit pas être confondu avec l'état temporaire de contentement psychologique qui survient à la suite de la satisfaction momentanée de besoins. Il découle de toute une vie bien vécue grâce à l'atteinte successive des choses réellement bonnes que nécessite un être humain. Le bonheur n'est pas un moyen d'accéder à quelque chose d'autre.

La conception éthique du bonheur est associée au principe du *totum bonum*. Le *totum bonum* (ou bien total) est l'ensemble des biens véritables que les gens sont censés rechercher durant une vie bien vécue. Le *totum bonum* est le bien intégral après

lequel il ne reste plus rien à désirer et qu'on recherche exclusivement pour lui-même. C'est à cette volonté humaine de trouver le bien total que fait référence la poursuite du bonheur dans la Déclaration d'indépendance américaine.

Les êtres humains ne sont pas en mesure par leurs seuls efforts d'obtenir la plupart des biens du *totum bonum*. Par contre, étant des créatures sociales, ils sont capables de coopérer pour acquérir ces biens qu'ils recherchent tous et dont chacun a besoin. Par exemple, l'un des principaux besoins humains fondamentaux qu'il est impossible de satisfaire uniquement par l'entreprise individuelle est la paix civile dans la société dans laquelle on vit. La paix civile est un bien commun; elle est un élément du bien-être général d'une société bien gouvernée. Un gouvernement qui protège la paix civile comble l'un des principaux besoins élémentaires de l'individu. La société et le gouvernement sont bons parce qu'ils sont un *moyen d'arriver à une fin qui est bonne*. Il s'en suit que si la société et le gouvernement ne parviennent pas à être le moyen d'arriver à une fin qui est bonne, ils sont sans intérêt pour l'individu et doivent être changés.

L'État juste

En philosophie politique, un État est défini de la façon suivante :

Un État est une association d'êtres humains — une communauté ou une société — qui :

1) étend son ancrage au-delà des liens du sang;

2) est autonome ou indépendante, inclut des familles, peut inclure des communautés tribales ou villageoises, voire des communautés politiques subordonnées parfois appelées « États »;

3) est assez peuplée et suffisamment avancée sur le plan technologique pour offrir les conditions économiques nécessaires à une bonne qualité de vie à une partie ou à la totalité de ses membres;

4) vise ou sert, avec une certaine efficacité, le bien d'une partie ou de la totalité de ses membres tout au long de leur vie;

5) par l'instauration de la primauté du droit ou d'un gouvernement constitutionnel, assure l'état de peuple libre et autoadministré et d'égalité à une partie ou à la totalité de ses membres[6].

Les critères 3, 4 et 5 sont des conditions essentielles à la guerre à trois volets, car elles ont trait à la justice de l'État, et les conflits où ces conditions sont en cause surviennent dans des États injustes durant de longues périodes. La justice d'un État se mesure par le degré auquel il procure le bien commun de façon égale à sa population. La justice consiste à traiter également les égaux et l'injustice comporte toujours la privation d'un certain bien. La lutte qui peut se transformer en guerre à trois volets commence lorsqu'un grand nombre de membres de la société, totalement privés d'un ou de plusieurs droits naturels, retirent leur consentement à la forme de gouvernement sous laquelle ils vivent parce que l'injustice dont ils souffrent est devenue intolérable. La dégradation de la situation économique, même si elle n'est pas suffisante pour entraîner l'éclatement de l'État, le prive d'une des raisons de son existence.

Gouvernement et État sont deux choses différentes. Le gouvernement constitue l'outil au moyen duquel la société et l'État prennent des décisions et réalisent les actions concertées visant le bien communément recherché par la société. Construire un réseau autoroutier, électrique ou scolaire public, bâtir un réseau centralisé d'alimentation en eau potable ou un réseau d'égouts ou maintenir un système monétaire, par exemple, serait

impossible sans les décisions et l'ensemble de mesures que le gouvernement apporte à l'entreprise humaine. Le gouvernement est également indispensable pour le maintien de la paix au sein de la communauté, car il fournit des règles à respecter. Certes, il est inévitable que des désaccords et des conflits surviennent sur des questions d'ordre public et privé. Mais un bon gouvernement possède des mécanismes lui permettant de trancher pacifiquement les différends et dispose de la force autorisée pour imposer les décisions de ses tribunaux s'il n'y parvient pas par la persuasion.

Il est possible de classer les gouvernements selon les injustices auxquelles ils sont enclins. Comme la nature de l'être humain est d'être libre, les contraintes que le gouvernement exerce sur lui pour régir sa conduite doivent être aussi légères que possible. Dans ce domaine, le gouvernement a pour objectif de maximiser simultanément l'égalité et la liberté, avec la justice comme critère décisionnel. Les êtres humains sont par essence politiques, ce qui signifie que, comme ils sont sociaux et veulent la liberté, ils doivent avoir leur mot à dire au sujet des règles sous lesquelles ils vivent, sinon ils risquent d'être envahis par un sentiment d'injustice. On doit donc faire une distinction entre un gouvernement *de facto* et un gouvernement *de jure* : le premier est un gouvernement constitué, qui dirige sans consentement — en violation des droits naturels des citoyens à être gouvernés comme des êtres libres et égaux — et par la force non autorisée; le second tire son autorité du consentement des gouvernés et fonctionne avec leur suffrage et leur participation.

Il existe trois types de gouvernements *de facto* : le despotisme, la tyrannie et le totalitarisme. Le despotisme consiste à commettre l'injustice de refuser aux gouvernés le droit d'être traités comme des êtres libres et égaux, donc à être administrés avec leur consentement et leur participation. Les gouvernements despotiques peuvent être justes en ce qui concerne certains droits naturels — droit de posséder des biens autres que la liberté politique et des biens économiques élémentaires décents, et droit à la paix civile par exemple. Tant qu'il ne sombre pas dans la tyrannie, le despotisme peut offrir une certaine justice en reconnaissant certains droits. Cependant, le despotisme tend toujours vers la tyrannie.

La tyrannie diffère du despotisme par le fait que le dirigeant agit pour son bénéfice personnel, aux dépens des gouvernés. Ces derniers en sont réduits à l'état d'esclaves, la propriété du tyran; aucun droit du citoyen n'est respecté. Bien que dans un régime tyrannique la paix civile semble parfois prévaloir, ce n'est qu'une illusion, car le tyran lui-même peut la perturber à n'importe quel moment. Le totalitarisme est, enfin, l'usurpation par le gouvernement d'un pouvoir qui ne lui appartient pas en propre.

Les gouvernements *de jure* peuvent être répartis en deux catégories : les républiques oligarchiques et les républiques démocratiques. (Les États monarchiques dans lesquels le souverain ne possède pas de réels pouvoirs, comme le Canada et le Royaume-Uni, appartiennent à l'une ou à l'autre de ces catégories.) La république oligarchique est une forme de gouvernement constitutionnel dans lequel un grand nombre de citoyens, mais en aucun cas la totalité, sont politiquement émancipés, c'est-à-dire aptes à voter et à assumer une charge publique. L'oligarchie qui contrôle la vie politique de l'État peut agir pour le bien de tous ou chercher à exploiter la classe politique défavorisée à son profit. Les États-Unis d'avant l'abolition de l'esclavage étaient un exemple de république oligarchique.

Dans une république démocratique, l'injustice inhérente à l'oligarchie est corrigée par l'extension de l'émancipation à tous ou presque tous les citoyens. Le Canada et les États-Unis sont devenus des démocraties lorsque les femmes ont obtenu le droit de vote dans les années 1920. Par contre, ce dernier pays n'a atteint une réelle égalité politique que grâce au mouvement pour les droits civiques, dans les années 1960. Il a donc fallu

presque deux cents ans pour que les aspirations et les promesses de la Déclaration d'indépendance et de la Déclaration des droits (*Bill of Rights*) soient entièrement respectées. Un témoignage de la difficulté avec laquelle, même dans une société engagée envers ces idéaux, il est difficile de parvenir à une véritable égalité et à une réelle justice.

Même justes, les gouvernements de jure ne sont pas exempts d'iniquités; ils peuvent, par exemple, outrepasser les pouvoirs que leur confère la constitution. Deux cas particuliers touchant la guerre à trois volets sont à noter. Premièrement, l'utilisation par le gouvernement d'une force non autorisée est un acte de violence qui justifie la violence comme légitime défense. En outrepassant son pouvoir d'utiliser la force pour imposer ses lois et ses décisions et pour maintenir la paix civile, le gouvernement rompt lui-même la paix et légitimise d'autres violations de celle-ci. Le deuxième cas concerne l'usage d'une force mortelle. Le droit à la vie interdit le meurtre. Un gouvernement *de jure* pourrait approuver l'homicide non provoqué perpétré par ses agents de police ou par ses soldats en campagne au motif qu'un tel acte dans l'exécution de leur devoir n'est pas un crime. Ce n'est pas une position qu'un gouvernement *de jure* peut avoir. Sinon, cela reviendrait pour lui à cautionner le meurtre et à outrepasser ses pouvoirs en niant une vérité morale au sujet de laquelle il ne peut y avoir de désaccord raisonnable. Par conséquent, l'usage excessif de la force et l'homicide non justifié par les agents de l'État constituent des actes de violence de la part du gouvernement, brisent la paix civile et justifient la violence comme légitime défense.

Une troisième façon pour un gouvernement *de jure* d'être injuste est de ne pas offrir à ses citoyens les moyens de résister aux injustices qu'il pourrait commettre et de modifier ou de réformer la loi et le gouvernement lui-même, au besoin, pour rectifier les torts que ce dernier leur cause. La population dispose d'un droit de réparation des injustices et une minorité a le droit d'être protégée contre la tyrannie de la majorité. Sans dispositif juridique de résistance et de réparation et sans le mécanisme de rectification des iniquités prévu dans la constitution elle-même, les citoyens qui veulent défendre leurs droits naturels n'ont pas d'autre choix que de recourir à la violence, laquelle trouble la paix civile. Lorsque ces moyens juridiques leur sont offerts, les gens peuvent défendre leurs droits par l'opposition pacifique et la désobéissance civile. Quand ce n'est pas le cas, les seuls outils accessibles à la population pour protéger ses droits est la violence, et la violence équivaut au retrait de son consentement au gouvernement.

La force coercitive que le gouvernement emploie pour contraindre sa population à l'obéissance peut être autorisée ou non autorisée. Elle est autorisée quand elle est utilisée pour faire appliquer des lois et des décisions qu'il a le droit d'édicter et de prendre. Lorsqu'un gouvernement fait usage de la force de coercition sans en avoir le droit, tout comme lorsqu'il outrepasse ses pouvoirs et tente d'imposer le respect de lois et de décisions qu'il n'a pas le droit d'édicter et de prendre, il y a emploi d'une force non autorisée, donc de la violence. Seul le gouvernement peut disposer de la force autorisée, donc l'autorité étatique doit avoir le monopole de la force coercitive dans l'État. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que le gouvernement a toujours le monopole de la force : une milice privée peut très bien s'opposer à la force gouvernementale. C'est la raison pour laquelle les milices privées sont intolérables dans un État juste — on ne peut pas leur faire respecter la justice contre leur gré et la force qu'elles utilisent n'est pas autorisée. (De par sa nature même, le gouvernement *de facto* ne dispose d'aucun droit d'édicter des lois ou d'employer la force coercitive autorisée, puisqu'il dirige sans consentement.)

Dans une société minée par la guerre civile, en l'absence de la confiance dans l'égalité fondamentale de tous les êtres humains et dans l'égalité de tous face à la justice, un gouvernement véritablement juste sera, dans les faits, difficile à former. Le

fonctionnement d'un gouvernement juste est facile à perturber, car dans une guerre civile, il ne dispose pas du monopole de la force coercitive que seul le gouvernement juste doit posséder. Une coalition qui mène des OES a pour mandat de récupérer ce monopole pour le nouveau gouvernement. Elle a donc le devoir moral de faire en sorte que l'autorité étatique qu'elle défend soit juste; sinon, elle combattra pour l'imposition de l'injustice à une société précisément en révolte contre l'injustice.

Application de la théorie à des cas particuliers de guerre à trois volets

Dans cette section, je chercherai à appliquer la théorie élaborée précédemment à des exemples précis de guerre à trois volets, afin de démontrer sa capacité à expliquer le phénomène. Les cas particuliers que je vais examiner sont la Yougoslavie, la Somalie, l'Afghanistan, l'Irak et le Soudan.

Yougoslavie[7]. La Yougoslavie fut créée à la Conférence de Versailles de 1918, par la réunion de la Serbie et des restes du défunt Empire austro-hongrois. Conçue comme une « Grande Serbie » en remerciement pour les services rendus par la Serbie à la cause alliée durant la Grande Guerre, la Yougoslavie fut dirigée comme un royaume jusqu'à ce qu'elle soit envahie par l'Allemagne nazie en 1941. En 1945, après une guérilla sans merci, Josip Broz Tito, un Croate, prit les rennes du pays à la tête des forces communistes. Il mena le pays en dictateur jusqu'à sa mort, en 1980, et le Parti communiste continua à diriger la Yougoslavie sans son chef charismatique jusqu'à l'effondrement de l'empire soviétique en Europe de l'Est. Privée de la pression que l'URSS exerçait jusque-là sur elle, la Yougoslavie commença à s'effriter, chaque groupe ethnique cherchant à se forger un État ethniquement pur. La crise économique qui précéda l'éclatement du pays se transforma en crise humanitaire en raison de la violence, de l'incertitude et des déplacements de population. Les forces étrangères intervinrent en Bosnie pour mettre fin aux exactions, pour collaborer à l'aide humanitaire et pour s'engager dans un combat de moyenne intensité. Quatorze ans après le début de la désintégration de la Yougoslavie, le Monténégro s'est séparé de la Serbie, ce qui a achevé la dislocation du pays; seul le statut du Kosovo reste encore à déterminer. On peut raisonnablement dire que la guerre est terminée.

Jamais au cours de son histoire la Yougoslavie n'a réellement formé une communauté unique ou une société bien dirigée par un gouvernement constitutionnel, avec le consentement des gouvernés. La dictature totalitaire communiste ne pouvait pas faire *avec le consentement des gouvernés* le type d'ajustements politiques nécessaires pour apaiser les tensions interethniques, promouvoir l'idéal d'égalité de tous quelle que soit l'origine ethnique et encourager une société unique et cohésive. Lorsque les gouvernés furent enfin libres de faire des choix politiques, la Yougoslavie n'était pas une « communauté ou société ». Quand il devint évident que la reconnaissance internationale servirait à la création d'un État ethnique et que la Serbie seule n'était pas assez forte pour imposer l'unité nationale par la force, le sort du pays fut scellé.

Bien que la purification ethnique, définie comme la séparation par la force des personnes d'origines différentes en enclaves ethniques, était injuste, elle a créé des pays dans lesquels la paix civile et la justice de l'égalité prévalaient. Les membres de ces sociétés étaient égaux dans le sens où ils avaient tous la même origine ethnique, et les tensions raciales furent réduites par l'expulsion des personnes n'appartenant pas au groupe ethnique. Le problème de l'incapacité des nouveaux États à fournir les moyens de subsistance à leurs citoyens (critère 3 de la définition d'un État) fut résolu par l'aide humanitaire.

En résumé, un pays qui n'avait d'État que le nom éclata et à sa place virent le jour plusieurs petits pays dans lesquels régnaient la justice du traitement égal, la paix civile et l'ordre. Les Accords de Dayton créèrent deux « entités » ethniques à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine.

Somalie. La Somalie actuelle est le fruit de la fusion de la Somalie britannique et de la Somalie italienne en 1962. Le Général Mohamed Siad Barre y prit le pouvoir à la suite d'un coup d'État en 1969 et dirigea le pays en tyran jusqu'en 1991, où son régime dictatorial fut renversé par des insurgés. Le pays fut alors le théâtre d'affrontements pour le pouvoir entre seigneurs de guerre. Le chaos qui s'installa déboucha sur une crise humanitaire, mais les opérations de secours furent entravées par les seigneurs de guerre qui cherchaient à prendre le contrôle de l'aide alimentaire en raison des avantages politiques qu'ils pouvaient en tirer. Les forces étrangères intervinrent donc pour protéger l'aide humanitaire et furent entraînées dans un conflit dont l'épisode le plus connu est « Black Hawk Down ». Cette mission prit fin en 1995 et avec elle, la guerre à trois volets officielle.

À ce jour, aucun groupe dirigeant n'a réussi à réunir la force militaire ou à obtenir la confiance de la population somalienne, ce qui lui aurait permis de former un véritable gouvernement national et non une entité qui n'en a que le nom. Quatre républiques ont proclamé leur indépendance sur diverses portions du territoire somalien, aucune d'entre elles n'ayant été officiellement reconnue. Il est à noter que les gouvernements de ces entités, tout comme les nombreux seigneurs de guerre mineurs, offrent la paix civile et l'ordre dans les régions qu'ils dirigent. Récemment, l'Union des tribunaux islamistes, née de la fusion de groupes extrémistes musulmans, proclama la charia et prit le contrôle de l'ancienne capitale, Mogadiscio. Toutefois, aucun gouvernement *de jure* ne peut s'appuyer sur l'imposition musclée de la loi islamique. Les non-musulmans résisteront et se battront ou quitteront le pays, et l'Union ne réussit à former un gouvernement pan-somalien que par la force et non la persuasion.

À la fin de décembre 2006, alors que les forces loyales à l'Union des tribunaux islamistes semblaient sur le point de l'emporter, l'Éthiopie s'immisça dans le conflit avec environ 4 000 soldats. En quatre jours, l'Union des tribunaux islamistes fut totalement mise en déroute et ses dirigeants fuirent le pays; les combattants islamistes qui n'avaient pas déposé les armes reprirent leur ancien rôle de défenseurs de leur clan et de leur voisinage. L'intervention éthiopienne montra que l'attrait de l'Union des tribunaux islamistes ne résidait pas dans son programme visant à imposer la charia et un régime musulman dur, mais dans le fait qu'il semblait disposer d'une puissance suffisamment importante pour rétablir une certaine forme de loi et d'ordre dans le pays. Lorsque les affrontements avec une armée structurée prouvèrent qu'il existait en Somalie une force organisatrice encore plus puissante, l'appui à l'Union des tribunaux islamistes s'évanouit. La fuite des dirigeants islamistes révéla que ceux-ci n'étaient ni des patriotes somaliens ni des musulmans pieux, mais plutôt des opportunistes politiques.

Afghanistan. L'Afghanistan a été formé en 1747 par Ahmend Shah Durrani, après l'unification des tribus pashtounes. En 1973, un coup d'État mit fin à une brève expérience démocratique et fut suivi par un contre-coup d'État communiste en 1978. L'Union soviétique intervint en 1979 pour appuyer la dictature communiste sur le point de s'effondrer; elle se retira du pays dix ans plus tard. À la chute du régime communiste, en 1992, une guerre civile éclata entre les factions moudjahidines. Les talibans, mouvement extrémiste soutenu par le Pakistan, émergèrent en 1994 et mirent fin à la guerre civile et à l'anarchie, sauf dans une petite partie du nord du pays, en 1998. Aidée par l'armée américaine, l'Alliance du Nord renversa le régime taliban en 2001, et un processus démocratique visant la reconstruction politique de l'Afghanistan s'enclencha. Au moment où ces lignes sont écrites, une nouvelle constitution a été adoptée, un

président élu et un parlement national inauguré. Néanmoins, les talibans continuent à opérer en Afghanistan et des armées occidentales, y compris celles du Canada, sont engagées dans des opérations offensives qui cherchent à détruire les forces militaires des talibans et dans des opérations de maintien de la paix visant à protéger le tout jeune gouvernement et la population civile contre les actes de violence perpétrés par les rebelles. Ces derniers cherchant à restaurer une conception brutale de l'islam dans le pays.

Les problèmes de fond de l'Afghanistan sont sa pauvreté et l'attrait politique de l'islam, qui refuse la notion d'égalité et de droits naturels de tous les êtres humains. Le critère 3 de la définition d'État exige que celui-ci soit en mesure d'offrir les conditions économiques nécessaires à une bonne qualité de vie à une partie ou à la totalité de sa population. Or, l'Afghanistan est pauvre et compte sur le commerce illégal de la drogue comme principale source des devises étrangères dont il a besoin pour faire sa place dans le monde. Poussé par ses alliés occidentaux, le nouveau gouvernement central s'oppose au trafic de drogue, ce qui menace le bien-être économique de nombre de ses citoyens. Il est significatif de noter qu'en dépit des interdits de la foi qu'ils prétendaient défendre, les talibans n'ont pas cherché à enrayer ce trafic lorsqu'ils étaient au pouvoir.

L'islam ne fait pas de distinction claire et nette entre la religion et la politique[8]. Proclamant un seul code juridique régissant tous les aspects de la vie, il affirme que la religion et la politique ne sont pas réellement différentes; les croyances de la religion encadrent l'exercice du gouvernement et ses principes modèlent la perspective politique des musulmans. Ce dogme ne reconnaît pas que les musulmans, d'un côté, et les infidèles, apostats et non-croyants (comme l'islam les appelle), de l'autre, sont égaux devant la loi; il ne considère pas non plus que la loi accorde aux hommes et aux femmes de cette religion les mêmes droits. Comme les talibans font appel aux préconceptions islamiques des Afghans, alors que le nouveau pouvoir politique, appuyé par les Occidentaux — généralement chrétiens, doit soutenir une vision contraire, les premiers continuent à disposer d'un appui dans tout le pays. Et ce, malgré leur nombrilisme, leur brutalité et la violence de la répression dont ils ont fait preuve lorsqu'ils étaient au pouvoir. Une amélioration rapide de la situation économique renforcerait la position du gouvernement.

Irak. L'Irak a été créé à partir d'une portion de l'Empire ottoman lorsque celui-ci s'effondra à la fin de la Première Guerre mondiale. Tout d'abord sous mandat de la Société des Nations, qui en confia l'administration au Royaume-Uni, l'Irak accéda au statut de royaume indépendant en 1932. En 1958, le roi fut déposé et une république proclamée. Le pays fut alors successivement gouverné par plusieurs hommes forts dont le dernier fut Saddam Hussein. Pendant trente-cinq ans, il fut dirigé par le parti Baas avec, au cours des vingt-cinq dernières, Hussein à sa tête. Lorsque les forces de la coalition envahirent un Irak affaibli par treize ans de sanctions économiques désastreuses et renversèrent le régime dictatorial, le gouvernement central, entièrement dominé par les baasistes, se désintégra complètement. Il n'y avait alors personne à qui la coalition pouvait remettre le contrôle politique du pays. Plutôt que de voir l'Irak sombrer dans le chaos, elle créa donc une autorité gouvernementale temporaire dans le but d'arriver à mettre sur pied une démocratie constitutionnelle. Pendant un moment, les Irakiens virent leur gouvernement national passer de la tyrannie à un despotisme piloté par des étrangers.

L'invasion n'a pas déclenché la vague de haine qui a déferlé sur le pays, mais elle l'a libérée, et depuis, l'Irak est étouffé par la violence nihiliste. Aucune crise humanitaire n'a touché le pays. Cependant, les forces de la coalition sont engagées dans des opérations de maintien de la paix visant à arrêter les violences sectaires, et dans des opérations militaires offensives cherchant à détruire la résistance armée — puissante et

organisée — qui trouble la paix civile et tente de faire tomber le gouvernement instauré sous les auspices des Occidentaux. La critique la plus sérieuse à adresser au nouveau gouvernement irakien est son incapacité à créer des conditions propres à la paix civile.

La société irakienne tolère la pathologie du crime de vengeance ou d'honneur (c.-à-d. le meurtre); un obstacle utile à la violence lui fait donc défaut. Outre ces causes intérieures, l'Irak est entouré d'États qui ont un intérêt stratégique à y alimenter et à y répandre la violence et qui fournissent argent, soutien technique et combattants à cette fin. La minorité sunnite irakienne, sur laquelle Saddam Hussein s'est largement appuyé, ne fait pas encore assez confiance au nouveau gouvernement pour croire qu'il n'utilisera pas la force dont il dispose pour se venger d'elle par le meurtre. Les milices privées ont infiltré la police, et la couverture que procure l'autorité gouvernementale sert couramment de ruse pour enlever, torturer et assassiner rivaux et ennemis. Le gouvernement irakien n'a pas le monopole de la force coercitive dont le régime de Saddam profitait et qu'il utilisait à mauvais escient. Craignant le nouvel ordre politique, les sunnites et les anciens baasistes cherchent à saper la nouvelle autorité en perturbant continuellement la paix civile, un des gains essentiels du gouvernement. Les pathologies sociales irakiennes et l'entretien de la violence par des puissances étrangères rendront difficile pour l'État de rétablir la paix civile. Néanmoins, l'avenir d'un Irak uni passe par un gouvernement dédié à l'égalité de traitement pour tous en vertu de la loi, à la liberté et à la démocratie. L'émergence d'un leader religieux ou militaire pourrait amener une paix civile semblable à celle qui régnait sous la férule du despote, mais un tel chef finirait par ramener l'Irak à une tyrannie semblable à celle établie par Saddam Hussein. Autrement dit, la violence meurtrière en Irak serait seulement plus ciblée, moins aveugle et moins destructrice pour l'infrastructure.

Soudan. Le Soudan est un très vieux pays qui remonte au temps de l'Égypte antique, mais ce n'est que récemment, en 1956, qu'il a accédé à l'indépendance. Depuis, la vie politique y est dominée par des régimes militaires favorisant des gouvernements islamiques. Le pays a été entraîné dans deux guerres civiles prolongées, une déclenchée en 1972, puis une seconde en 1983, laquelle dure toujours. Ces conflits ont eu comme origine la domination économique, politique et sociale de gens du nord sur les peuples du sud, largement non musulmans et non arabes. À ce jour, aucune coalition militaire occidentale n'a été déployée au Soudan. Mais si cela arrivait, les forces étrangères auraient à faire face à une crise humanitaire et devraient s'engager dans des opérations de maintien de la paix et dans des opérations militaires offensives pour mettre fin à la violence armée et pour protéger la population civile.

La crise au Soudan a son origine dans la croyance partagée par une partie importante de la société que tous les êtres humains ne naissent pas égaux. Certains sont sur Terre pour être exploités; le fait qu'ils sont chrétiens ou noirs en fait des êtres inférieurs. Face à des convictions comme celle-là conjuguées à la coercition, les victimes peuvent soit se soumettre soit résister avec brutalité. Il est alors entièrement justifié pour les exploités de combattre la violence par la violence. Le Soudan continuera à n'avoir d'État que le nom tant que l'égalité de traitement en vertu de la loi ne sera pas devenue une réalité, tant que le gouvernement soudanais ne fera pas la promotion du bien-être général pour tous ses citoyens et tant que la force de coercition étatique sera utilisée comme moyen d'imposer une loi islamique répressive.

La charia. Il est nécessaire de se pencher sur la charia (ou loi islamique) parce que son imposition est un élément déclencheur passé, actuel et futur de la guerre à trois volets. Il s'agit d'un ensemble de règles élaborées par des érudits musulmans à partir des textes sacrés et immuables de l'islam. Après avoir été instaurées en Iran et au Pakistan, les « républiques islamiques » se sont répandues dans tout le monde musulman en revendiquant la charia comme guide. À présent, des mouvements

islamistes radicaux font pression pour l'adoption de la charia en dehors de la sphère islamique.

Dans un gouvernement *de jure* ou dans une république constitutionnelle, la charia ne peut en aucun cas servir de loi fondamentale. Pour que la loi soit de jure, elle doit être promulguée selon le mécanisme prescrit par la constitution, et par des représentants dûment choisis des membres émancipés politiquement de la société. Elle doit en outre être amendable selon la même méthode. La charia étant une loi d'essence divine écrite par des érudits, elle n'a pas été adoptée par des représentants de la population et ne peut pas être amendée par eux. La loi islamique ne remplit donc pas un critère primordial pour être considérée comme une loi *de jure*.

La charia ne respecte pas non plus un second critère primordial, celui de la justice : elle ne considère pas que tous les êtres humains sont égaux devant la loi. La loi islamique répartit les gens en classes de mérite dans l'ordre décroissant suivant :
1) les musulmans de sexe masculin;
2) les musulmanes;
3) les chrétiens et juifs de sexe masculin;
4) les chrétiennes et juives;
5) les personnes qui n'appartiennent pas aux « gens du livre ».

La charia permet de juger de façon juste des différends entre hommes de religion musulmane et entre musulmanes. Mais elle ne permet pas de juger en toute équité les conflits entre un musulman et une musulmane, en raison de la différence de statut qu'elle établit entre les sexes. En outre, comme la charia est le produit de la foi musulmane, elle offre très peu aux chrétiens, aux juifs et aux individus non considérés comme « gens du livre ». Dans un pays à 99 p. 100 musulman, l'injustice propre à la charia ne saute pas immédiatement aux yeux. Mais derrière toute application de cette loi se trouve un religieux qui n'a de comptes à rendre à personne et qui se perçoit comme l'intermédiaire de la justice divine. Il ne s'agit pas là des conditions pour un gouvernement *de jure* — même dans un pays musulman. L'iniquité étant une cause fondamentale de la guerre à trois volets, les nations qui aident à reconstruire un État miné par l'injustice doivent se montrer vigilantes face à l'imposition brutale de la charia, même lorsqu'elle semble avoir été adoptée démocratiquement.

L'affirmation ethnocentrique. Les existentialistes, les sociologues et les anthropologues culturels soutiennent qu'il est impossible de formuler un jugement objectif sur une culture[9]. Ces théoriciens prétendent que toute évaluation — jugement de valeur — d'une culture autre que la nôtre a comme prémisses la justesse et la validité ou les mœurs et les valeurs de notre société ou culture. Selon eux, la critique faite ici de l'usage de la charia comme fondement de la loi dans une république démocratique et la description de certaines pratiques qui ont cours en Irak comme des pathologies sociales seraient l'expression des préjugés propres à l'affirmation ethnocentrique. En fait, ils considèrent également l'affirmation selon laquelle la république démocratique est la forme d'État la plus juste, et par conséquent, l'idéal à rechercher, comme l'expression de préjugés culturels occidentaux.

La thèse de l'affirmation ethnocentrique et de l'existence de différents systèmes de valeur tiendrait la route si tous les systèmes de valeurs étaient relatifs. Mais l'éthique et le système de valeurs présentés plus haut ont été bâtis sur la proposition selon laquelle tous les êtres humains, qui appartiennent à la même espèce biologique, sont fondamentalement semblables, ne différant que superficiellement par le degré de leurs traits caractéristiques. Ils ne s'appuient en rien sur la race, la religion, les particularités culturelles ou la société propres à un individu donné. Cette thèse nous fournit donc une norme qui s'élève au-dessus des systèmes de valeurs des diverses cultures humaines.

Elle est universellement applicable parce qu'elle est basée sur des éléments communs à toutes les sociétés et cultures — les êtres humains et la nature humaine.

Étant donné que cette norme s'élève au-dessus des spécificités culturelles, il est possible de juger objectivement une société ou une culture bonne ou mauvaise, meilleure ou pire. On peut estimer objectivement qu'un système de gouvernement est meilleur qu'un autre à partir de la justice de ce système. On peut évaluer objectivement si une culture ou une société est bonne ou mauvaise, ou si elle a fait des progrès ou pas, par la mesure dans laquelle cette culture ou cette société permet à ses membres d'avoir réellement une vie de bonne qualité et aide une partie ou la totalité de ses membres à atteindre le bonheur. Enfin, on peut juger une société ou une culture mauvaise selon le degré auquel elle empêche ou gêne la quête du bonheur d'une partie ou de la totalité de ses membres.

Si la thèse de l'affirmation ethnocentrique était vraie, nous n'aurions pas d'assise pour critiquer les pratiques barbares que sont l'excision, la sati, le crime d'honneur, les sacrifices humains, le travail des enfants, l'esclavage et le cannibalisme, pour n'en citer que quelques-uns. C'est précisément parce que nous savons ce qui est bon ou mauvais pour nous que nous sommes aptes à déterminer ce qui est probablement bon pour les autres.

Analyse

Dans tous les exemples de guerre à trois volets réels ou potentiels cités plus haut, aucun des pays n'a, au cours de son histoire, vécu sous un régime s'approchant de la démocratie politique moderne, à l'exception de l'Afghanistan durant une courte période avant 1973. L'élément commun à tous ces cas est le refus fait aux membres de la société du droit d'être émancipés, d'avoir leur mot à dire dans la rédaction des lois et dans la prise des décisions en vertu desquelles ils vivent et de choisir le gouvernement. Une telle négation, combinée à une situation économique empêchant de disposer des moyens d'une bonne qualité de vie, a créé des conditions politiques et sociales horribles. La machine gouvernementale fut compromise parce qu'elle était trop étroitement identifiée au gouvernement qui s'en servait pour faire exécuter ses décisions despotiques, et finit par être corrompue en raison de la durée de l'injustice. Lorsque le gouvernement central s'est disloqué, la totalité de l'appareil de l'État s'est écoulée avec. Privé de gouvernement et d'un mécanisme étatique pour régir les affaires privées et publiques, le pays sombra dans la guerre civile, parfois suivie d'une crise humanitaire. Dans le cas de la Yougoslavie, la mauvaise administration par le régime totalitaire a abouti à une urgence humanitaire qui a précédé l'effondrement du gouvernement. Dans une démocratie, pour soulager la pression politique, on remplace le gouvernement; dans un régime despotique, le soulagement s'obtient par son renversement.

Le rétablissement de la paix exige la mise sur pied d'un nouveau gouvernement et d'un nouvel appareil grâce auquel le gouvernement guide et régit les affaires privées et publiques. Mettre sur pied cette structure est relativement aisé; mais il est bien plus difficile de trouver un dirigeant qui incite à accorder à la nouvelle autorité le monopole de la force coercitive qu'un gouvernement juste doit posséder et qui soit capable de reconstruire la machine étatique de façon que le gouvernement puisse bien fonctionner et procurer le bien-être général et de lutter contre la réaction et la corruption. Surmonter ses pathologies peut prendre énormément de temps à une société : il a fallu pratiquement deux siècles aux États-Unis pour concrétiser les engagements de la Déclaration d'indépendance et de la Déclaration des droits.

Lorsque des armées occidentales interviennent dans un État non viable pour rétablir l'ordre et apporter la paix civile, elles doivent coopérer avec la société du pays pour

former un nouveau gouvernement. Ce dernier peut être juste ou injuste, selon qu'il administre ou non avec le consentement et la participation des gouvernés. Dans le cadre d'une guerre à trois volets, il est vain d'imposer un despote, car celui-ci manquera de ressources pour faire respecter son autorité et devra donc pour cela s'appuyer sur la coalition. Pour des raisons pratiques et d'obligation morale, la coalition doit donc agir comme facilitateur de l'établissement d'une forme juste de gouvernement.

Pourquoi des pays occidentaux comme le Canada se sentent-ils moralement obligés d'intervenir? La population canadienne a le droit de s'attendre à ce que, si du sang canadien doit être versé et si leur pays doit dépenser de l'argent au profit d'un pays étranger, ce soit pour une bonne cause. Et l'imposition d'un gouvernement injuste ne remplit pas les critères d'une bonne cause. De plus, eu égard aux pertes canadiennes, imposer une forme injuste de gouvernement est également futile; les gouvernements injustes sont instables[10].

Il est possible d'imposer un gouvernement juste à des pays qui n'ont jamais connu la culture occidentale. Le Général Douglas MacArthur contraignit le Japon à adopter une démocratie constitutionnelle, alors que ce pays possédait jusque-là un système politique quasiment féodal. Si l'on revient aux conditions d'un État juste, on peut voir qu'en forçant les critères 4 et 5 dans la société japonaise et en aidant cette dernière par une reprise économique garantissant le respect du critère 3, MacArthur a permis à la culture politique nippone de faire un bond de cinq cents ans en seulement cinq années. La stabilité politique de la démocratie japonaise, ainsi que des démocraties sud-coréenne et taiwanaise, prouve le besoin inné de justice et d'égalité de traitement chez les *êtres humains*. L'Allemagne, les États récemment libérés d'Europe de l'Est, l'Espagne, le Portugal et l'Afrique du Sud sont d'autres exemples de pays qui se sont rapidement rangés au principe de la démocratie politique. Dans le monde d'aujourd'hui, le fait pour une société de résister à une forme véritablement juste de gouvernement est un signe de pathologie.

Une méthode éprouvée pour s'assurer qu'un gouvernement soutenu par une coalition agit dans le meilleur intérêt de tous est l'administration indirecte. L'administration indirecte (*Indirect Rule*) fut la méthode utilisée par la Grande-Bretagne pour diriger les Indes durant trois siècles et a été brièvement employée en Irak par le Colonel Collins. Dans le cas d'une guerre à trois volets, l'administration indirecte suppose qu'un officier politique de la coalition, de préférence un commandant, veille à ce que le gouvernement qu'elle soutient agisse correctement. Si le dirigeant qui dépend de l'appui de la coalition ne se conduit pas de façon appropriée et refuse de réformer l'État, il est remplacé. Il ne s'agit pas d'une forme déguisée de despotisme, mais d'une garantie de justice, et la justice est le bien commun recherché par la coalition et nécessaire aux membres ordinaires de la société.

L'administration indirecte se justifie dans une situation de guerre à trois volets. Si la coalition internationale ne parvient pas à s'assurer activement que le gouvernement qu'elle soutient se comporte comme il le doit, elle peut donner l'impression de cautionner les abus d'une autorité centrale qui repose sur la force des canons étrangers, ceux de la coalition. Les opérations dans l'ensemble du spectre visent le bien commun de la société et de la coalition. Elles s'attaquent à ceux qui souhaiteraient s'opposer aux plans de la coalition, y compris aux personnes qui font une mauvaise utilisation de la puissance qu'ils ont acquise sous la protection de la coalition. Les OES ont pour objectif d'établir l'ordre et de préserver la paix civile, et les pays de la coalition profitent de cette paix et de cet ordre. Si l'officier politique fait preuve de vigilance dans sa tâche consistant à s'assurer d'un bon gouvernement, les échecs et les injustices demeureront rares et faciles à corriger.

Coopération civilo-militaire, opérations dans l'ensemble du spectre et bien commun

Les opérations de coopération civilo-militaire (COCIM), définies ici comme la construction de l'infrastructure par les forces de la coalition ou avec leur aide, sont un apport direct au bien commun de la communauté. Les opérations COCIM accomplissent ce qu'un gouvernement est censé faire. Les projets COCIM sont donc pour les milices opposées au gouvernement appuyé par la coalition des objectifs qu'il est naturel de détruire; ce qui est bon pour un parti ne peut être toléré par son adversaire. La destruction d'une réalisation de coopération civilo-militaire ne provoque pas toujours de ressentiment parmi la population locale si ce projet est perçu comme un cadeau auquel elle n'a pas participé ou comme un pot-de-vin pour acheter son soutien. Le bien n'est pas le fruit de son gouvernement ou de son travail. Les projets COCIM peuvent créer chez la communauté le sentiment qu'ils sont un droit ou la croyance qu'ils sont pour les puissances occidentales une sorte de façon de réparer l'injustice de leur grande richesse.

Pour atténuer ces perceptions, il faut mettre l'accent sur le bien commun qu'apportent ces réalisations : un bien commun à la population locale et à la puissance militaire étrangère. Le puits est creusé tout d'abord pour les troupes étrangères lorsqu'elles traversent la ville, ensuite pour la population locale. Les routes et les ponts sont construits premièrement pour répondre aux besoins militaires de la coalition, puis à ceux de la communauté. Pour les soldats, les écoles ont l'avantage de faire disparaître les enfants des rues et de les empêcher ainsi de gêner les opérations militaires. Les projets dont la coalition ne tire aucun avantage, comme la reconstruction après une bataille, doivent être laissés à la charge du nouveau gouvernement. Le bien commun résulte de la coopération des parties; la destruction d'un élément du bien commun est le signe d'un manque de volonté de collaborer avec la coalition et du désir de lui nuire.

Les OES profitent également à l'État et aux puissances militaires étrangères. Participer à la mise en place d'un gouvernement juste procure au Canada deux avantages : empêcher l'État de servir de base à des attaques lancées contre lui ou ses alliés et aider à assurer la paix dans le monde, ce qui profite à tous. On soupçonne toujours les pays qui interviennent à l'étranger d'avoir une arrière-pensée en tête, aucun pays ne souhaitant verser son sang et dépenser son argent pour que d'autres en profitent. Le bien commun qui résulte de l'intervention est une bonne arrière-pensée. Par conséquent, les actions qui s'attaquent au bien commun de la société et de la coalition sont, en toute logique, perçues comme un défaut de coopérer de la part de ceux que la coalition essaye d'aider; ce sont les responsables de ce manque de collaboration que ciblent les OES.

On ne s'attend pas à ce que les pays qui déploient leurs soldats à l'étranger pour mener des opérations dans l'ensemble du spectre le fassent par amour; ils ne doivent donc pas attendre de gratitude en retour. Pour que les effusions de sang soient justifiées, il faut que l'intérêt national soit en jeu, et cet intérêt est le bien commun de la nation et de l'État non viable. Les opérations strictement humanitaires, comme les interventions dans les zones dévastées d'Indonésie après le tsunami de 2004, sous-entendent qu'un pays apporte un bienfait à un autre en raison de leur amitié. Le maintien de la paix est vu comme une tâche qu'accomplit une nation pour le bien commun mondial. Mais les OES sont des opérations d'un tout autre ordre; elles n'obéissent pas à l'amour, à l'amitié, à un devoir à l'égard du monde ou à la recherche de gratitude. La composante « combat » de la guerre à trois volets vise ceux qui cherchent à contrecarrer la volonté d'une nation.

Résumé des conclusions

♦ La guerre à trois volets est une combinaison de conflit de moyenne intensité et d'opérations militaires hors guerre, comme le maintien de la paix ou l'aide humanitaire. Actuellement, les guerres de ce type sont menées par des armées occidentales et des coalitions qu'elles dirigent, car seuls les pays occidentaux sont capables de s'engager dans un conflit de moyenne intensité tout en exécutant des opérations militaires hors guerre. Comme une guerre à trois volets est une combinaison d'opérations, son objectif militaire est ambigu : détruire l'ennemi par des combats de moyenne intensité et veiller au bien-être général de la société autrement que par les armes. Les opérations dans l'ensemble du spectre sont le contenu opérationnel de la guerre à trois volets assuré par les puissances occidentales qui ont décidé de participer au conflit.

♦ La guerre à trois volets se produit sur le territoire d'un seul État dont le gouvernement central s'est effondré. Elle commence officiellement lorsque les forces étrangères interviennent pour atténuer la souffrance et sont entraînées dans la guerre civile. La guerre à trois volets prend officiellement fin lorsque les puissances étrangères cessent les OES.

♦ L'effondrement du gouvernement central de l'État est invariablement précédé d'une période prolongée d'injustice à l'encontre d'une portion importante de la population. À la pression politique viennent s'ajouter de mauvaises conditions économiques qui touchent le bien-être de la majeure partie de la société. Cette injustice — la négation des droits humains naturels — entraîne la corruption de la fonction publique et du système judiciaire de l'État. L'injustice prolongée du despotisme fait naître un sentiment de méfiance et de haine entre les groupes ethniques, religieux, raciaux et autres de la société. Ce manque de confiance et l'existence de milices rendent pratiquement impossible l'émergence d'un nouveau gouvernement central détenant le monopole de la force coercitive, autorisée ou non.

♦ Le terme « ensemble » de l'expression « opérations dans l'ensemble du spectre » signifie que des opérations militaires offensives sont possibles. Les opérations militaires offensives sont dirigées contre ceux qui voudraient contrarier les objectifs des puissances étrangères intervenant dans le conflit.

♦ La guerre à trois volets est menée par des forces étrangères dans le but d'appuyer le gouvernement central de l'État nouvellement formé par elles ou tout au moins sous leur protection. Un conflit de moyenne intensité qui ne chercherait pas à soutenir un nouveau gouvernement serait inutile.

♦ L'explication éthique et politique du déclenchement d'une guerre à trois volets se trouve dans le deuxième paragraphe de la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique.

♦ L'objectif essentiel des OES est d'apporter la paix, l'ordre et un bon gouvernement dans l'État non viable.

♦ La crainte que le pouvoir gouvernemental soit mal utilisé, par exemple à des fins de violence non autorisée, par un groupe ethnique, religieux, tribal, racial ou autre de la société contre un autre, sape la coopération nécessaire pour former un nouveau gouvernement central. Un bon leadership est indispensable pour surmonter ces soupçons et ces clivages.

♦ Partout, les gens ordinaires désirent vivre en paix, être en mesure de gagner leur vie et profiter des loisirs que leur société peut leur offrir. Au milieu du chaos et de la

guerre civile, un seigneur de guerre capable de combler ces désirs gagnera des appuis. Un leader transitoire proposant un bon programme emportera l'adhésion.

♦ Les pays occidentaux mènent des OES à la fois pour leur propre profit et pour celui de la société de l'État non viable. Le bien commun étant le fruit de la coopération, les actes dirigés contre lui laissent entendre l'absence de désir de coopérer avec la coalition et constituent une tentative de contrarier ses projets. Le même raisonnement s'applique aux opérations de coopération civilo-militaires. Collaborer avec la coalition signifie assurer la paix civile, l'ordre, l'égalité de traitement et un gouvernement juste pour la société.

♦ Établir un gouvernement sous la protection des armées étrangères est une chose, protéger ce gouvernement contre la corruption et la réaction, surtout dans les sociétés qui ont une longue histoire, en est une autre. Il a fallu presque deux cents ans aux États-Unis pour que les engagements de la Déclaration d'indépendance et de la Déclaration des droits (*Bill of Rights*) soient entièrement respectés dans les faits. Toutefois, les pays occidentaux engagés dans des OES ne doivent pas attendre aussi longtemps avant d'exiger du nouveau gouvernement et de son leadership qu'ils soient autonomes.

♦ Tous les gouvernements injustes sont instables et imposer une forme injuste de gouvernement est vain. La population canadienne a le droit de s'attendre à ce que, si du sang canadien doit être versé et si leur pays doit dépenser de l'argent au profit d'un pays étranger, ce soit pour une bonne cause. Le Canada doit également en tirer un certain avantage. L'imposition d'un gouvernement injuste ne remplit pas les critères d'une bonne cause.

♦ Les États et les gouvernements sont un moyen d'arriver à une fin juste, le bien commun que la société peut procurer à chacun de ses membres. Le principal élément du bien commun est la paix civile. Sans gouvernement central, il est impossible de protéger la paix civile; l'effondrement du gouvernement déclenche immanquablement la guerre et le chaos. Bien que certains États, formes de gouvernement et régimes politiques passent, l'État et le gouvernement *comme tels* continueront à exister tant que les êtres humains auront besoin de paix civile et des autres composants du bien commun, c'est-à-dire tant que l'espèce vivra. Contrairement à ce que certains auteurs militaires affirment aujourd'hui, le progrès politique humain, s'il en est, tend naturellement vers un gouvernement mondial, pas vers le chaos et vers une situation permanente de conflit de faible intensité.

♦ L'administration indirecte se justifie, et est même nécessaire, dans une situation de guerre à trois volets. Elle se justifie par le fait que si la coalition internationale ne parvient pas à s'assurer activement que le gouvernement qu'elle soutient se comporte comme il le doit, elle peut donner l'impression de cautionner les abus d'une autorité centrale qui repose sur la force des canons étrangers. Les opérations dans l'ensemble du spectre visent le bien commun de la société et des pays occidentaux, et les forces de la coalition ont un intérêt dans les efforts commun pour créer un gouvernement juste. Les OES s'attaquent à ceux qui souhaiteraient s'opposer aux projets de la coalition visant à mettre en place un bon gouvernement. Cela peut inclure les personnes qui utilisent à mauvais escient la puissance qu'ils ont acquise sous la protection de la coalition.

Au sujet de l'auteur...

Vincent Curtis est chercheur et auteur indépendant. Il collabore régulièrement au Journal de l'Armée du Canada dans le domaine de la théorie et de la stratégie militaires.

Notes

1. D'après les commentaires du Mgén Andrew Leslie à la conférence de Couchiching de 2005, les Forces canadiennes sont en Afghanistan pour vingt ans.
2. Tim Collins, *Rules of Engagement*, Headline Press, Londres, 2005. Les chapitres 8-19 sont particulièrement utiles, car ils montrent le rôle politique joué par le Colonel Collins dans les zones qu'il contrôlait au cours de la guerre de 2003 en Irak et comment il a utilisé la force de son commandement pour obliger le gouvernement local à veiller au bien commun de ses citoyens au lieu de permettre à des factions d'utiliser le pouvoir gouvernemental pour se venger de leurs rivaux.
3. Général Charles C. Krulak, *The Strategic Corporal: Leadership in the Three Block War*, Marines Magazine (janvier 1999).
4. Préambule de la Constitution des États-Unis d'Amérique [N.D.T. : Traduction attribuée au gouvernement des États-Unis par le site http://olivier.hammam.free.fr/imports/fondements/1787-usa-constitution.htm, entre autres].
5. Pour l'exposé philosophique et la défense au long des principes éthiques élaborés dans cet article, se reporter à Mortimer J. Adler, *The Time of Our Lives*, Fordham University Press, 1996. Un exposé simplifié de l'éthique se trouve dans Mortimer J. Adler, *Desires: Right and Wrong*, Maxwell-MacMillan Canada, 1991.
6. Mortimer J. Adler, *The Common Sense of Politics*, Fordham University Press, 1971. [Traduction]
7. Ces brefs historiques d'États ont été élaborés à partir de renseignements tirés de *The World Fact Book*, de la CIA.
8. Bernard Lewis, *What Went Wrong?*, Oxford University Press, 2002, p. 53 et 82-96.
9. Adler, Common Sense of Politics, loc cit.
10. Les tyrans et les despotes adopteront un comportement hostile face à l'Occident, afin de détourner l'attention de l'injustice à laquelle ils soumettent leur peuple. Voir Natan Sharansky, *The Case for Democracy*, Persus Books Group, 2004.

LES FC ET LES SOLDATS AUTOCHTONES AFFECTÉS À LA PROTECTION DU TERRITOIRE CANADIEN : LES « LEÇONS RETENUES » DES INSTRUCTEURS DES RANGERS[1]

M. P. Whitney Lackenbauer, PhD

Depuis soixante ans, les Rangers canadiens sont « les yeux et les oreilles » des forces armées en assurant une présence militaire dans les régions peu peuplées du Nord canadien, le long des côtes et dans des endroits isolés du pays qui ne peuvent pas être desservis adéquatement et de façon économique par d'autres éléments des Forces canadiennes (FC). Légèrement armés et équipés, ces militaires du rang de la Réserve se tiennent prêts à servir, mais ne sont pas obligés de suivre l'instruction annuelle. L'empreinte militaire unique des Rangers canadiens dans les collectivités nordiques et côtières du Canada tient à leur savoir autochtone et non à leur « militarisation » ou à leur conditionnement au moyen de l'instruction militaire générale. Les Rangers constituent un groupe flexible et pluriculturel qui assure à peu de frais une présence dans des régions éloignées tout en protégeant l'intégrité territoriale du Canada[2]. Les 4 000 Rangers des 168 patrouilles réparties dans tout le pays, depuis Terre-Neuve jusqu'à l'île d'Ellesmere et l'île de Vancouver, forment une véritable force nationale. Les Autochtones représentent plus de 60 % de l'effectif total des Rangers, ce qui illustre un partenariat solide et durable axé sur la coopération et la camaraderie entre l'Armée et les Autochtones.

Les instructeurs jouent un rôle essentiel dans ce groupe important de réservistes. Fondé sur une série d'entrevues réalisées avec le personnel des patrouilles de Rangers canadiens de 2000 à 2006, le présent document permet d'explorer pour la première fois les rôles, les responsabilités et les « leçons retenues » des instructeurs des Rangers, soit les sous-officiers (s/off) de la Force régulière et de la Réserve qui s'occupent de la formation des membres des patrouilles de Rangers dans leurs collectivités et dans les zones d'opération. Le document vise d'abord à déterminer les traits de caractère et les compétences en leadership nécessaires pour assurer efficacement la formation des membres des patrouilles de Rangers en tenant compte tout particulièrement des collectivités autochtones. En fait, il ne suffit pas d'adopter les mêmes méthodes de formation pour les Rangers que pour les autres unités de la Force régulière et de la Réserve du Sud du pays. En effet, les instructeurs, souhaitant s'adapter aux réalités et aux besoins des diverses collectivités, ont élaboré une approche souple qui prend en considération les différences culturelles. Les militaires que se portent volontaires pour être instructeurs des Rangers sont loin de partir pour un long voyage de chasse et pêche : ils assument de lourdes responsabilités dans un rude environnement physique et doivent apprendre à enseigner aux membres des patrouilles et à tisser des liens avec eux tout en s'adaptant à leurs réalités culturelles, linguistiques et générationnelles. Il vaut la peine de porter une attention particulière aux commentaires qu'ils ont formulés sur la formation des Autochtones dans ce groupe unique des FC.

Contexte des Rangers canadiens

Même s'ils constituent un des groupes les moins connus de l'Armée canadienne, les Rangers canadiens comptent de longs états de service. Inspirés des Rangers de la milice de la côte Ouest (en anglais : Pacific Coast Militia Rangers) formés en Colombie-Britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale, les Rangers canadiens ont officiellement intégré la Réserve en 1947. Recrutés parmi les populations locales, les Rangers offraient une solution rentable au gouvernement qui n'avait pas à poster des troupes de la Force régulière dans le Nord et les régions éloignées pour protéger le territoire et assurer la sécurité à l'époque de la guerre froide. Sans abandonner leur travail de bûcherons, de trappeurs ou de pêcheurs, des civils pouvaient devenir « les yeux et les oreilles » de l'Armée dans des régions où la démographie et le terrain empêchaient la présence d'une force militaire traditionnelle. L'objectif était de recruter des personnes qui ne pourraient pas faire partie d'autres unités en raison de leur âge, de leur état de santé ou de leur travail et qui pourraient ainsi demeurer dans leurs

Caméra de combat AS2006-0480a 10 août 2006 Shingle Point, Yukon Photo : Sgt Dennis Power

L'opération Beaufort est l'une des grandes opérations de protection de la souveraineté exécutées dans l'Arctique Ouest pendant l'été 2006. Elle fait partie d'une initiative plus vaste d'accroissement de la présence des Forces canadiennes dans l'Arctique. En plus des Rangers du 1 GPRC, des éléments de la Force aérienne, de la GRC et de la Garde côtière canadienne y prendront part.

régions en temps de guerre et de paix. Avec un minimum de formation et d'équipement, les Rangers pouvaient jouer le rôle d'éclaireurs et de guides, signaler les activités suspectes et, dans le cas où l'inconcevable se produirait, retarder l'ennemi à l'aide de tactiques de guérilla. Un fusil désuet de calibre .303 Lee Enfield, 200 munitions par an et un brassard étaient les seuls articles remis à chacun des Rangers. Depuis, ils ont aussi droit à un chandail en molleton, à une casquette de baseball, à un t-shirt et à un verrou de détente. Dès le départ, la structure de la force a été décentralisée et la diversité des rôles, des lieux et du terrain a rendu impossible la création d'un « effectif standard ». L'exploitation et l'administration de tous les pelotons des Rangers (qui sont maintenant désignés sous le nom de patrouilles) étaient assurées à l'échelle locale[iii].

Pendant la deuxième moitié du 20e siècle, les Rangers ont traversé une période où l'intérêt stratégique du Nord fluctuait en dents de scie. Aux environs de 1955, des unités ont été établies dans toutes les régions éloignées du Nord et le long des côtes, mais les Rangers ont presque totalement disparu de l'écran radar militaire quand le Canada et les États-Unis se sont tournés vers des merveilles technologiques comme le système de défense et de préalerte (DEW) pour faire face à la menace stratégique soviétique. Même s'ils sont presque « tombés dans l'oubli », les Rangers ont survécu parce qu'il coûtait très peu de les garder en poste. Les voyages du *Manhattan* en 1969 faisant renaître l'intérêt militaire à l'égard de l'Arctique, les Rangers « nordiques » ont été tirés de l'oubli pour assurer la protection du territoire. Le voyage du *Polar Sea* en 1985 a ranimé les inquiétudes en matière de souveraineté et par conséquent, le nombre de Rangers s'est accru de façon spectaculaire au cours des deux dernières décennies[4].

Ces deux périodes d'intérêt renouvelé faisaient suite à des menaces « alarmistes » concernant la souveraineté du passage du Nord-Ouest. Toutefois, le nouveau discours sur la sécurité mettant en parallèle les activités militaires et la santé socio-économique, culturelle et environnementale a également joué un rôle. À la fin des années 80, par exemple, la présidente du Conseil circumpolaire inuit, Mary Simon, a demandé à maintes reprises la démilitarisation de l'Arctique pour des raisons sociales et environnementales et a expliqué que la présence militaire constituait une menace à la sécurité des peuples autochtones. Ces idées ont poussé les gouvernements à évaluer les programmes en fonction de la sécurité de l'État et des grandes forces sociales et politiques. En conséquence, les gouvernements n'ont cessé, au cours des deux dernières décennies, d'insister expressément sur les avantages socio-politiques de la présence des Rangers dans les collectivités autochtones. Pendant les années 90, les affrontements, de la crise d'Oka aux vols à basse altitude en passant par les troubles à Gustafsen Lake et à Ipperwash, ont renforcé le besoin de tisser des liens positifs entre les militaires et les Autochtones. Dans un tel contexte, les Rangers ont été présentés aussi bien aux décideurs politiques qu'à la population comme un exemple de réussite militaire contribuant au rapprochement entre communautés et conciliant considératons traditionnelles et considérations de sécurité humaine au pays. Ainsi, il n'est pas surprenant que le nombre de Rangers se soit énormément accru au cours des quinze dernières années, particulièrement dans les collectivités autochtones éloignées.

Des données statistiques ne sont pas conservées officiellement sur les antécédents ethniques des Rangers, mais ils proviennent généralement des communautés et régions d'accueil. Cinq Groupes de patrouilles des Rangers canadiens (GPRC) coordonnent les activités des Rangers dans leurs domaines de responsabilité respectifs. Le 1 GPRC opère à partir de Yellowknife et est responsable des patrouilles dans le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut et le nord de la Colombie-Britannique. Les membres du groupe au Nunavut sont presque tous inuits et la plupart des opérations sont menées en inuktitut. Dans des collectivités comme celles de Talaoyak ou de Pangnirtung, où une grande proportion des Rangers ne parlent pas anglais, les instructeurs font appel à des interprètes. Une telle mesure ralentit peut-être la formation, mais constitue une réalité pratique qui doit être acceptée[5]. Les patrouilles dans les Territoires du Nord-Ouest sont à l'image des disparités linguistiques et de la dispersion géographique des peuples nordiques. En effet, la plupart des patrouilles au sud de la limite forestière comprennent des Gwich'in, des Dene, des Métis et des Allochtones alors qu'au nord de la limite forestière, elles sont composées d'Inuvialuit. Même si la plus grande partie des Rangers au Yukon sont allochtones, tout comme la population du territoire, plusieurs patrouilles sont en majorité composées d'Autochtones. Le 2 GPRC est situé au Québec et comprend en majorité des Inuits à Nunavik, des Cris le long de la Baie James et des Innu (Montagnais) près de Schefferville. Le 3 GPRC couvre le

nord de l'Ontario, où les Rangers sont généralement anishnawbe ou cris. Le 4 GPRC comprend des membres des collectivités autochtones de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Finalement, le 5 GPRC se situe à Terre-Neuve et au Labrador. Les Rangers au Labrador sont en majorité des Inuits et des Métis. Il faut pouvoir accepter la diversité, s'adapter aux cultures locales et aux conditions géographiques et connaître les priorités et pratiques locales pour bien travailler avec tous ces peuples.

Les tâches opérationnelles des Rangers demeurent axées sur le principe de base selon lequel ces citoyens-soldats fournissent une aide peu coûteuse et localisée pour garantir la souveraineté et la sécurité des régions éloignées et isolées. Voici certaines tâches officielles associées à la protection du territoire : signaler les activités suspectes, comme la présence d'un avion inhabituel, d'un navire ou d'un sous-marin inhabituel ou de personnes inhabituelles, recueillir des données qui appuient les opérations militaires de la Force régulière et mener des patrouilles de surveillance ou de protection du territoire (SOVPAT) conformément au plan de surveillance du Secteur du Nord des Forces canadiennes (SNFC)[6]. Dans la mesure de leurs capacités, les Rangers apportent de diverses façons une aide directe aux activités des FC : ils agissent à titre d'experts de la collectivité, ils conseillent les membres des FC sur les techniques de survie, en particulier pendant les opérations de protection du territoire (SOVOP), ils constituent un moyen local et peu coûteux d'inspecter et de surveiller le Système d'alerte du Nord (NWS), ils appuient le programme des Rangers juniors canadiens et ils participent aux activités de recherche et sauvetage au sol et aux activités de secours aux sinistrés. Par conséquent, les Rangers mènent la plupart du temps leurs missions dans le cadre de leurs activités courantes de « civils ». Le secteur d'opérations d'une patrouille couvre un rayon de 300 kilomètres autour de leur collectivité.

Les opérations mettent clairement l'accent sur la souveraineté, le secours aux sinistrés, l'intervention en cas d'urgence et le développement des collectivités. L'époque où les Rangers étaient des soldats de guérilla qui se tenaient prêts en temps de paix à prendre à partie et à contenir une invasion ennemie à petite échelle en attendant les troupes de la Force régulière est bel est bien terminée. L'abandon de ce rôle tient compte d'une évaluation réaliste des contributions possibles des Rangers. Après tout, les Rangers canadiens sont des miliciens volontaires atypiques. Les seuls critères d'enrôlement sont les suivants : être âgé d'au moins 18 ans, avoir la capacité physique de participer à des activités sur le territoire, posséder une bonne connaissance de la région entourant sa collectivité (ou vouloir acquérir cette connaissance) et ne pas avoir de casier judiciaire. Les Rangers peuvent abandonner le service en tout temps. Les Rangers sont différents à bien des égards des autres unités de la Force régulière et de la Réserve du Canada. L'âge d'admission moyen des Rangers est de plus de 30 ans et dans certaines collectivités, les recrues doivent attendre le départ de leurs aînés pour avoir un poste. De plus, il n'existe aucun âge limite (à l'exception du 5 GPRC qui impose une retraite à 65 ans) et quelques Rangers ont servi sans interruption durant 40 ans, voire 50 ans.

Instructeurs et formation des Rangers

Nous partons du principe que les Rangers canadiens sont bien équipés, qu'ils connaissent bien la vie de plein air, et qu'il suffit d'une instruction minimale pour adapter leurs compétences au profit de la collectivité et des Forces canadiennes. Les Rangers canadiens ne reçoivent donc qu'une instruction de base qui vise à étendre des connaissances déjà poussées en matière de survie. Les Rangers canadiens d'expérience peuvent choisir de participer à l'instruction avancée des chefs de patrouille et se qualifier ainsi pour diriger une patrouille. Les chefs de

patrouille sont responsables de l'instruction et de la conduite de tous les Rangers canadiens de leur patrouille et ils agissent comme point de contact pour les instructeurs de Rangers canadiens des GPRC (Groupe de patrouilles de Rangers canadiens)[7].

Les instructeurs des Rangers sont des membres de la Force régulière (1 GPRC) et de la Première réserve (tous les autres GPRC) qui s'occupent de la formation et de l'administration des Rangers dans tout le pays. Ils ne suivent aucune formation officielle pour devenir instructeurs, mais la plupart d'entre eux sont des spécialistes des armes de combat qui possèdent une vaste formation et de grandes compétences dans le domaine de la navigation ou de l'armement, par exemple. Sur le terrain, les instructeurs assument de grandes responsabilités. Ils s'occupent de nombreuses formalités administratives et assurent la liaison avec les collectivités avant le début de la formation des Rangers; ils planifient les ressources financières, les munitions, les armes, l'équipement et les rations; et ils préparent les exercices sur le terrain. Les plans et les prévisions reposent sur l'expérience pratique des instructeurs et non sur des évaluations officielles. Dès leur arrivée dans la collectivité, les instructeurs travaillent sans arrêt, et ce, jusqu'à leur départ; ils achètent des produits pétroliers (PP), mettent de l'ordre dans les vivres et enseignent à une trentaine de Rangers pendant dix jours (par rapport à huit ou dix stagiaires par section dans le Sud). Ils assument des responsabilités logistiques et administratives plus lourdes que les autres sergents des armes de combat qui sont affectés dans le Sud du Canada. Les instructeurs, et non les patrouilles, portent ainsi le fardeau. Ils sont à la fois responsables de la solde, quartiers-maîtres et « aumôniers quand un soldat ne se sent pas bien »[8]. Le Sergent Joe Gonneau du 2 GPRC a expliqué que les instructeurs devaient être autonomes puisque très peu de soutien externe est offert sur le terrain et que les instructeurs ne peuvent pas tout simplement se rendre jusqu'au magasin s'il manque quelque chose. « Quand je suis là-bas, je ne dépends que de moi-même »[9]. Après une formation annuelle ou un exercice, l'instructeur doit aussi prendre en note tout ce qui s'est produit afin que l'instructeur qui lui succédera puisse consolider les forces et corriger les lacunes des Rangers. Il s'agit d'un point important puisque la formation est annuelle et que les instructeurs ont très peu de temps pour travailler avec chacune des collectivités.

La collectivité sert de modèle aux patrouilles de Rangers et c'est la raison pour laquelle ces dernières fonctionnent en groupe. Le commandant local est un sergent, qui est secondé par un caporal-chef. Tous deux sont élus par les autres membres des patrouilles dans tous les GPRC sauf le 5 GPRC[10]. Les s/off des patrouilles sont les seuls membres des FC qui sont élus à leur poste. Par conséquent, les instructeurs doivent bien comprendre que les leaders des Rangers rendent compte directement aux autres membres de leur unité. Les membres détiennent leur grade à titre conditionnel. Les élections, qui se déroulent annuellement ou périodiquement dans la collectivité de la plupart des GPRC, illustrent bien l'auto-administration qui caractérise les Rangers.

Le « commandement », bien qu'il soit « hiérarchique » en théorie peut s'avérer moins rigide en pratique. Dans la plupart des communautés autochtones, tout comme dans les patrouilles, les décisions sont prises par consensus. Par exemple, des instructeurs ont expliqué que lorsqu'ils posent une question à un sergent des Rangers dans certaines collectivités du Nunavut, celui-ci (les sergents sont tous des hommes dans cette région) demandera conseil aux aînés de la patrouille avant de répondre. En ce sens, même si le sergent est en théorie à la tête de la patrouille, ce sont d'autres qui possèdent le « pouvoir ». À Igloolik (1 GPRC), un aîné qui jouit de la considération générale (il m'a été décrit comme étant « l'Aîné » et « le roi » de la collectivité) n'est qu'un simple Ranger. Ainsi, le sergent possède en théorie le pouvoir et l'influence, mais en pratique, ce simple Ranger « prend les décisions » sur la plupart des questions.

L'écart entre les structures de leadership officielle et officieuse est particulièrement frappant[11]. Compte tenu de ces considérations, les instructeurs doivent être prêts à soumettre leurs plans à tous les membres de la patrouille, qui ne peuvent pas être dirigés comme les membres d'autres unités militaires[12]. Dans la pratique, on n'attribue pas des tâches aux patrouilles des Rangers en pensant que tous les membres peuvent tout faire, mais qu'au moins un d'entre eux peut tout faire. Par conséquent, il est davantage utile d'évaluer les patrouilles comme des unités fonctionnelles plutôt que d'essayer d'évaluer chacun des Rangers comme s'il devait tout savoir (comme on le fait dans le Sud). L'efficacité des Rangers repose sur leur capacité collective de tirer profit des multiples connaissances des membres du groupe.

Caméra de combat AS2006-0506a 20 août 2006 Île Devon, Nunavut Photo : Sgt Dennis Power

Le Ranger Norman Simonie envoie à son poste de commandement situé à Iqaluit, à 150 km de distance, un rapport depuis son poste d'observation de l'île Devon. Il y a ordinairement au cours des opérations menées dans l'Arctique de vastes surfaces et de grandes distances entre les patrouilles et leur quartier général, ce qui nécessite de bonnes communications.

En acceptant ces pratiques inhabituelles qui sont à la base des valeurs des Autochtones, mais qui diffèrent de la culture militaire généralement décrite comme étant rigide, hiérarchique et inflexible, l'Armée démontre qu'elle peut faire preuve de souplesse et s'adapter, des caractéristiques qui sont rarement reconnues par les chercheurs. J'ai déjà soutenu que les Rangers constituaient une forme d'organisation militaire « post-moderne » qui repose sur l'inclusivité et l'acceptation[13]. L'esprit de coopération et l'adaptabilité permettent à l'Armée et aux communautés autochtones de se comprendre et d'apprendre l'un de l'autre. « Il faut traiter tout le monde avec respect et reconnaître que chacun a quelque chose à donner »[14], a expliqué l'Adj Pete Malcolm (4 GPRC). Il est aussi important de noter que les Rangers dans la région est de l'Arctique ont unilatéralement ajouté le mot « voix » à la devise officielle : ils se considèrent comme « les yeux, les oreilles et la voix » des FC dans leurs collectivités et dans le Nord en général[15]. Les Rangers ont intériorisé leur appartenance à la force, ce qui valide le statut des Rangers en tant qu'organisation bénévole du peuple et formation militaire nationale.

En raison des réalités géographiques, démographiques et opérationnelles des différentes régions ainsi que de la nature bénévole des Rangers, la formation est très souple. Selon le site Web des Rangers, « seuls les dix premiers jours de la séance d'orientation sont obligatoires à la formation des nouveaux Rangers canadiens. De la formation spécialisée peut également être donnée aux Rangers canadiens pour qu'ils maîtrisent et mettent en pratique une nouvelle capacité ». L'accent est mis explicitement sur l'autosuffisance et le leadership « ainsi que sur les capacités traditionnelles qui sont définies conformément aux pratiques culturelles et historiques de la collectivité locale »[16]. Comme les s/off des Rangers n'ont pas suivi de cours comme leurs homologues des autres unités des FC et ne doivent pas satisfaire aux mêmes critères en matière de scolarité, ils doivent apprendre comment l'Armée fonctionne. La formation permet aux patrouilles de s'acquitter de leurs fonctions officielles à l'appui de la souveraineté, d'agir à titre de guides, d'enseignants et de sources de connaissances locales pour les autres unités des FC et d'offrir à leurs collectivités des ressources de recherche et sauvetage et d'intervention en cas de catastrophe.

Parallèlement, les instructeurs des Rangers reconnaissent que la formation offerte permet non seulement de réaliser la mission nationale des FC, mais également de faciliter le transfert transgénérationnel des connaissances élémentaires de survie dans les collectivités du Nord. Des rapports et des articles publiés dernièrement ont souligné l'importance du temps passé sur le terrain à mettre en pratique et à renforcer les connaissances traditionnelles. « On note une nouvelle tendance qui pourrait nuire aux opérations à venir des Rangers, soit le déclin marqué du transfert des connaissances nécessaires pour vivre dans ces régions. » Selon une étude réalisée en 2000 sur les capacités des Forces canadiennes dans l'Arctique :

> Il est de plus en plus évident que les jeunes Rangers canadiens possèdent moins de connaissances que leurs homologues plus âgés en ce qui a trait à certains

Caméra de combat IS2004-2125a 20 août, 2004 Pangnirtung, Nunavut, Canada

Le Cplc Brian Durelle (à gauche), du 2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2RCR), et les Rangers canadiens Tommy Qaqqasiq (au centre) et Roger Alivaktuk (à droite), discutent de l'itinéraire qu'ils prendront dans le cadre d'une patrouille lors de l'Exercice Narwhal, qui se déroule du 13 au 24 août dans la région de la péninsule Cumberland de l'île de Baffin.

aspects de la survie dans le milieu sauvage de l'Arctique. Les changements culturels qui se produisent dans les collectivités autochtones peuvent expliquer une telle situation, mais pour le SNFC, cela signifie que les Rangers nécessiteront une formation plus complète pour rester efficaces[17].

Si on laisse les connaissances de survie traditionnelles des Autochtones dépérir, les capacités des Rangers s'affaibliront et les capacités opérationnelles dans le Nord déjà limitées des FC s'effriteront. Ainsi, les activités des Rangers constituent un moyen important de transmettre les connaissances de survie traditionnelles dans les collectivités autochtones. La perte possible de ces connaissances, qui sont inextricablement liées à l'identité des Autochtones, inquiète de plus en plus les peuples du Nord. Bien que la plupart des Rangers de plus de 40 ans possèdent certaines connaissances traditionnelles, la majorité des jeunes Rangers n'ont pas été autant mis en contact avec les traditions. Un sergent de 31 ans de l'île de Baffin disait ce qui suit au milieu des années 90 : « Les traditions ne sont souvent plus transmises à la jeune génération dans le Nord. Avant de devenir un Ranger il y a cinq ans, je pouvais à peine construire un igloo »[18]. À cet égard, la structure des Rangers permet le transfert des connaissances autochtones aux membres d'une patrouille et par conséquent, la conservation des connaissances traditionnelles dans une collectivité. De plus, le rôle des instructeurs des Rangers, qui est d'encourager le transfert transgénérationnel des connaissances de survie traditionnelles, est un rôle vital à l'intégrité opérationnelle future des FC, qui comptent sur les habitants du Nord pour obtenir des conseils sur la survie[19].

Formation des Rangers

La trousse de formation conçue pour les Rangers canadiens convient parfaitement à un programme souple. Par conséquent, la formation est donnée différemment d'une région à l'autre. Divers groupes de travail ont essayé de concevoir une formation normalisée pour les Rangers, mais les grandes différences culturelles, géographiques et régionales ont rendu la normalisation difficile. Par exemple, les instructeurs se sont aperçus que les collectivités autochtones de toutes les régions du pays avaient besoin de méthodes de formation différentes. Ainsi, les patrouilles au Yukon, qui sont composées d'un grand nombre de membres allochtones, aiment la hiérarchie militaire et le commandement direct, tiennent régulièrement des réunions même lorsque les instructeurs ne sont pas sur place et transmettent des rapports périodiques au quartier général. Par contre, les patrouilles au Nunavut, qui sont composées presque entièrement d'Inuits, acceptent mal le leadership autoritaire et se réunissent rarement à moins qu'il y ait des mesures incitatives évidentes[20]. La majorité des instructeurs soulignent que les structures de commandement hiérarchisées sont inefficaces dans les collectivités autochtones, où l'égalité est un principe fondamental et la prise de décisions en collégialité est la norme culturelle.

Des études réalisées sur les pratiques culturelles autochtones et les relations interculturelles aident à expliquer les principes que les instructeurs associent à une formation efficace et à des relations positives dans les collectivités des patrouilles. Rupert Ross, un avocat qui a travaillé en étroite collaboration avec des aînés ojibwa et cris dans le Nord de l'Ontario, a exploré la « réalité indienne » et les relations interpersonnelles entre les Autochtones et les Allochtones. Il précise cinq « règles des temps traditionnels » ou « commandements éthiques » dans la culture traditionnelle autochtone. Selon l'« éthique de la non-interférence », il est impoli et inacceptable du point de vue culturel de s'interposer. Ce serait une forme de confrontation. Bref, vous n'avez pas le droit de commenter le comportement de quelqu'un à moins qu'on vous le demande. Il ne faut pas montrer de colère ou d'hostilité et il faut éviter les conflits ouverts. De plus, Ross a expliqué que « la façon traditionnelle de montrer son

appréciation est de demander à l'autre de poursuivre sa collaboration au lieu de lui exprimer verbalement de la gratitude » ou de le féliciter individuellement. Il est préférable de vanter les mérites d'un groupe pour ne pas gêner une personne en la distinguant des autres et pour ne pas qu'elle soit perçue comme une menace à l'harmonie de la collectivité en s'élevant au-dessus des autres[21].

Pour expliquer comment les peuples autochtones se préparent à agir dans une situation dangereuse ou stressante, Ross parle de la « tactique de conservation/retrait », selon laquelle une personne ralentit délibérément « pour conserver ses énergies physiques et mentales » et réfléchit attentivement à la situation avant d'adopter une ligne de conduite particulière. Alors que la réponse culturelle euro-canadienne consiste à prendre des mesures immédiates, les Autochtones évitent traditionnellement les réactions incohérentes ou frénétiques, ce qui constitue le fondement de leurs stratégies de survie traditionnelles. Finalement, la notion du « bon moment » pour agir illustre le style de vie traditionnel basé sur la subsistance et la spiritualité. Selon Ross, dans une société de chasseurs-cueilleurs, « celui qui ne sait pas prévoir, s'adapter et agir quand les conditions sont les plus favorables reviendra les mains vides. Dans un contexte de survie, une telle situation peut être très dangereuse ». Les valeurs traditionnelles autochtones sont axées sur le besoin de prendre le temps de considérer diverses options, de recueillir de l'information et de peser les opinions avant de prendre une décision, qui est idéalement prise par consensus[22].

Même si les réflexions de Ross sont fondées sur l'étude d'une région et d'un groupe culturel particulier, de grandes généralisations sur la culture autochtone suggèrent des principes semblables. Bon nombre de ces observations transparaissent dans les commentaires des instructeurs, qui ont appris à travailler de façon constructive avec les collectivités autochtones. Au lieu d'enseigner officiellement leurs « leçons retenues », les instructeurs les transmettent plutôt de façon moins structurée, en accord avec l'information qu'ils ont fournie en entrevue et l'expérience qu'ils ont vécue avec les Rangers.

Le rythme des opérations dans le Nord est plus lent que dans les régions au climat tempéré et on doit pendre en considération cette réalité dans la planification. Autrement dit, on ne peut pas suivre la même cadence opérationnelle dans l'Arctique que dans le Sud. Le taux de défaillance de l'équipement est supérieur et toutes les activités exigent une planification attentive en cas d'imprévu. Le taux de blessures causées par le froid augmente quand les troupes s'arrêtent après avoir trop travaillé au point de transpirer. Le personnel qui transporte l'équipement de survie dans un climat froid brûle des calories à un rythme accéléré et doit prendre des repas compensatoires qui peuvent prendre plus de temps à préparer et à manger. Bien sûr, les enjeux sont exceptionnellement élevés dans l'Arctique :

> Le Nord canadien en hiver… n'est pas neutre, **c'est un ennemi**. À la moindre occasion, il blessera ou tuera un soldat de façon aussi efficace qu'un tir d'artillerie… Dans sa sagesse, le commandant doit réduire les pertes qui « ne sont pas attribuables au combat » s'il veut que son unité demeure opérationnelle. Avant que les soldats puissent combattre dans un tel environnement, ils doivent prendre deux mesures importantes. D'abord, ils doivent apprendre à y vivre. Puis, ils doivent apprendre à y travailler. Quand ils auront suivi cette courbe d'apprentissage, ils seront en mesure de mettre en pratique leurs connaissances professionnelles et de mener un combat[23].

Les soldats acquièrent des connaissances de survie grâce à l'expérience et aux conseils d'experts. Selon les instructeurs des Rangers, les soldats se préparent en classe à défaut d'avoir passé du temps dans le Nord. La formation sur les armes de combat est essentielle, mais les soldats doivent acquérir une expérience du Nord et

apprendre à vivre, à se déplacer et à travailler dans ce climat et cet environnement uniques.

Les Rangers existent parce qu'ils sont des experts locaux qui possèdent une connaissance de première main de l'environnement et du climat. Dans cet esprit, les instructeurs doivent prendre garde de ne pas forcer les membres des patrouilles à faire

Caméra de combat IS2004-2126a 20 août, 2004 Pangnirtung, Nunavut, Canada

Des Rangers canadiens attendent à l'extérieur du centre communautaire de Pangnirtung avant de participer à une patrouille conjointe avec des soldats des Forces canadiennes (FC) lors de l'Exercice Narwhal, qui se déroule du 13 au 24 août dans la péninsule Cumberland de l'île de Baffin.

des choses qui ne leur semblent pas naturelles. Si un instructeur insiste trop pour sortir ou aller en mer, même lorsque les conditions sont dangereuses, les Rangers l'écouteront probablement, mais contre leur volonté. Selon de nombreuses données non scientifiques, un tel comportement peut mettre les membres de la patrouille et l'instructeur en danger. Pour mener à bien des opérations dans les régions éloignées du Nord, il faut généralement savoir qu'en cas d'incertitude, un plan en cas d'imprévu, l'acceptation de retards imprévus et une attention à la sagesse locale sont de mise. Il faut absolument que les nouveaux instructeurs se rendent compte que même s'ils sont des soldats professionnels qui ont beaucoup à enseigner, ils demeurent probablement le plus grand fardeau et souvent le maillon le plus faible en ce qui a trait à la survie sur le terrain pendant des exercices ou des opérations. « Je suis un invité dans la région; de quel droit leur dirais-je comment survivre et se déplacer? », a indiqué l'Adj Pete Malcolm (4 GPRC)[24].

Il faut que les instructeurs apprennent à mieux écouter, à être bien conscients des différences entre la façon de prendre des décisions chez les Autochtones et chez les Allochtones et à ne pas formuler de recommandations claires qui dictent aux autres comment agir. Les Rangers autochtones n'offrent pas de suggestions directes. L'Adj Malcolm a remarqué [qu'] « il faut leur tirer les vers du nez »[25]. La prise de décisions comprend souvent de longues discussions au cours desquelles ils abordent une question sous différents angles et mettent subtilement l'accent sur des faits précis. Ils n'émettent pas d'opinions claires et ne tirent des conclusions qu'après un long processus de « distillation »[26]. Comme le Sergent Joe Gonneau (2 GPRC) m'a expliqué, vous ne pouvez pas fixer un horaire rigide, « on fonctionne à leur rythme »[27].

Les nouveaux instructeurs doivent réussir à faire preuve de souplesse et de patience. Quand ils sont affectés dans des unités de la Force régulière dans le Sud, les sergents apprennent à se faire obéir immédiatement et sans commentaires. Il y a une rigidité inhérente à la philosophie de commandement et d'obéissance stricte. Cette méthode militaire « dure » ne fonctionne pas avec les Rangers. Les instructeurs ne peuvent pas crier après les patrouilles conformément aux techniques normalisées des exercices militaires, « passer un savon » à ceux qui commettent des erreurs et les mettre dans une situation embarrassante ou encore exiger d'eux des réponses inconditionnelles et immédiates. Dans certains cas, des Rangers de longue date et même des sergents ont quitté le service sur-le-champ quand ils ont eu affaire à un instructeur trop zélé ou insistant. Des instructeurs « bien connus » auraient demandé à des Rangers arrivés en retard de faire des tractions au sol. On a décrit ces mesures comme étant « ridicules » compte tenu du besoin de traiter tous les Rangers également et du nombre d'aînés dans les patrouilles. Bref, comme l'Adj Malcolm a précisé, un instructeur doit faire preuve de tact, particulièrement dans les collectivités autochtones[28].

Les Rangers possèdent d'importantes habiletés, mais ils aiment aussi travailler avec les instructeurs parce qu'ils peuvent apprendre beaucoup des militaires. Par exemple, dans bon nombre de collectivités, les Rangers s'orientent de mémoire. Leurs repères sont des piles de roches, des bancs de neige et des amas de glace, mais ils ne connaissent pas les techniques nécessaires pour s'orienter sur un territoire autre que le leur. Les instructeurs leur enseignent à utiliser une carte et une boussole ainsi qu'un système GPS et leur apprennent à utiliser des moyens de communication, ce qui leur permet d'élargir leur secteur d'opérations. De plus, des exercices annuels sur le terrain donnent la possibilité aux Rangers de se rendre dans des régions de leur zone d'opérations qu'ils n'auraient peut-être jamais visitées. Ils participent à la planification de ces activités pour qu'elles répondent aux intérêts locaux. Les patrouilles de souveraineté, les patrouilles de souveraineté renforcées, les exercices de grande envergure, la formation sur le leadership et les compétitions de tir permettent aussi aux

Caméra de combat IS2004-2134a 21 août, 2004 Pangnirtung, Nunavut, Canada

Des Rangers canadiens écoutent attentivement un briefing sur la sécurité au champ de tir avant d'effectuer le zérotage de leur fusil Lee-Enfield de calibre .303 durant l'exercice Narwhal qui a lieu du 13 au 24 août, dans la péninsule de Cumberland de l'île de Baffin.

Rangers autochtones de rencontrer d'autres membres de leur groupe de patrouilles et de visiter d'autres coins de pays. Ces expériences peuvent les marquer profondément. Le Sergent Bill Lapatourelle (1 GPRC) a décrit la réaction d'un Ranger de la baie Resolute qui n'avait jamais vu d'arbres avant de se rendre au Yukon. Ce Ranger se plaignait qu'il « n'y avait pas de paysage dans le Sud » parce qu'il lui était impossible

de voir autour de lui sur des kilomètres. Il a dû retourner dans la toundra parce qu'il se sentait claustrophobe[29].

Les instructeurs des Rangers ont besoin d'une dose d'humilité et admettre qu'ils ne connaissent pas tout. La première chose que l'Adj Pete Malcolm (4 GPRC) a fait quand il a rencontré Kenny Johnson, un Ranger autochtone de Kitkatla (Colombie-Britannique) a été de lui demander de l'avertir s'il « faisait quelque chose de stupide », s'il ne respectait pas l'étiquette culturelle. À sa première visite dans la collectivité, Malcolm était le seul « homme blanc » du village, mais il a réussi à se faire des amis après un certain temps. Il a insisté pour rester avec les commandants des patrouilles, en particulier parce qu'il n'y avait aucun hôtel dans la collectivité à l'époque, et apprendre à mieux les connaître. Il aura fallu peu de temps avant que Malcolm soit invité aux cérémonies du village à l'école locale qui était remplie de nourriture et de présents. Il a joué au bingo à l'occasion d'activités de financement. Il a aussi été surpris de constater combien d'aînés autochtones avaient servi dans les guerres mondiales, ce qui confirmait que la collectivité avait de longs états de service dans les FC[30]. « Vous êtes là pour leur enseigner des choses et ils sont là pour vous en enseigner aussi », a sagement fait remarquer l'Adj Dave Gill, instructeur du 5 GPRC[31].

Les instructeurs doivent également avoir un esprit ouvert et être prêts à suivre une énorme courbe d'apprentissage. Le Sergent Dan Hryhoryshen (4 GPRC) a décrit le « choc culturel » qu'il a vécu quand il a mis sur pied la patrouille de Kitkatla. Il a fait le trajet en hélicoptère, qui a atterri sur un terrain de balle au milieu de la collectivité. Il est descendu et après avoir déchargé tout son équipement, il s'est senti très isolé. « Tout à coup, la situation s'était renversée, a-t-il déclaré. J'étais l'homme blanc de la ville, dans mon uniforme de combat, et je représentais le gouvernement fédéral. » Il a rapidement appris à se décontracter, à être plus familier et à tisser des liens. « Il importe de se lier d'amitié avec eux. Vous ne pouvez pas agir en bureaucrate », a-t-il précisé[32]. Le Sergent Cyril Abbott (5 GPRC) a donné des conseils semblables, soit d'être souple et de s'adapter à leurs besoins. Il a expliqué ceci : « J'ai remarqué qu'avec eux, il fallait les écouter. Ils connaissent les conditions météorologiques locales. » Au lieu de crier des ordres militaires aux Rangers, il a conseillé aux instructeurs de leur « demander, jamais ordonner, de faire quelque chose »[33].

Le Sergent Todd MacWirter, un instructeur du 5 GPRC, a noté que les Rangers du Labrador ne respectent pas des horaires établis. Les horaires militaires habituels posent donc problème. Pendant sa première visite à Postville, par exemple, plus de la moitié des membres de la patrouille sont arrivés une heure en retard à la formation. Quand ils ont entendu l'avion arriver un peu plus tard, ils se sont empressés d'aller chercher leur courrier et sont revenus après le dîner comme si de rien n'était. « Il faut oublier tout ce que vous avez appris dans l'Armée, a-t-il indiqué, de la ponctualité aux ordres directs. » Si les Rangers veulent manger six fois dans une journée, il ne faut pas s'en préoccuper en autant qu'ils accomplissent leur travail. Ils ne se « pressent » pas comme les membres des forces militaires dans le Sud. Il faut aussi en apprendre davantage sur les membres des patrouilles et vice versa. Il a expliqué que les patrouilles inuites prennent le temps de « s'habituer » à un instructeur et que l'ouverture d'esprit et le respect des limites des Rangers ont été profitables. Si une patrouille comprend des Rangers âgés, les marches forcées ne sont pas recommandées. De plus, les instructeurs doivent apprendre à adapter leurs méthodes d'enseignement et reconnaître que les Rangers ne possèdent pas tous le niveau de scolarité exigé des recrues de la Force régulière ou de la Réserve des FC. Les instructeurs ne peuvent pas expliquer à la hâte et doivent s'attendre à consacrer plus de temps aux explications. « Soyez vous-même », a expliqué MacWirter. « Mettez-vous à leur place et essayez de leur expliquer les choses dans leurs termes. » Finalement, il a insisté sur le fait que les instructeurs devaient être

ouverts aux façons de faire des Rangers puisqu'ils possèdent des habiletés particulières et connaissent le territoire. Il faut leur expliquer le résultat final et leur demander leur opinion. Les instructeurs qui ne veulent pas s'adapter et qui s'accrochent à un « ancien modèle militaire » de formation ne font pas long feu[34].

Il faut aussi avoir le sens de l'humour pour travailler avec les Rangers. Le premier exercice de formation organisé par le Sergent J.-F. Gauthier (2 GPRC) en janvier 1998 a été mémorable en raison d'un tour que les Rangers inuits de Salluit, au Nunavik, lui ont joué. Après avoir quitté la ville pour l'exercice en campagne, le groupe s'est arrêté pour prendre le thé. Le Sergent Gauthier a demandé s'il pouvait aller uriner et les Rangers lui ont dit qu'il n'y avait pas de problème. Il s'est éloigné et quand il a commencé à uriner, quelqu'un lui a crié : « Mais qu'est-ce que tu fais? C'est la terre de nos ancêtres! » Le Sergent Gauthier s'est excusé avec effusion. Les Rangers lui ont dit qu'il devait prendre un sac de plastique et un couteau et nettoyer après avoir terminé. « Cette terre est très importante pour nous », lui ont-ils dit. Quand le Sergent Gauthier s'est agenouillé et a commencé à nettoyer, tous les membres du groupe se sont tordus de rire. À son retour dans la ville cinq jours plus tard, tous les habitants de Salluit semblaient connaître l'histoire, car les Rangers l'avaient racontée par radio. Quand l'avion qui le ramenait chez lui a fait escale à Kuujjuaq, quelqu'un l'a même taquiné en lui rappelant cette histoire. Le Sergent Gauthier ne pouvait pas le croire, mais la situation lui a prouvé que les histoires courent vite dans le Nord. Encore aujourd'hui, quand il se rend à Salluit, on lui rappelle encore cette épisode. Il en rit de bon cœur[35].

Les bons instructeurs doivent prendre bien garde de ne pas embarrasser les Rangers autochtones. Les taquineries et les cajoleries font partie des façons d'enseigner qu'ont des Inuits et des autres peuples nordiques, mais mettre quelqu'un dans l'embarras est pris bien plus au sérieux que dans le Sud. Le silence et des commentaires « à voix basse » plutôt que des « histoires à n'en plus finir » et des « ordres bruyants » caractérisent les patrouilles. Les Rangers s'attendent à ce que le nouvel instructeur « agisse comme un homme blanc » au cours de sa première patrouille, mais la relation doit devenir plus personnelle par la suite. De plus, comme les peuples inuits apprennent par l'exemple, vous devez avoir un sens de l'observation bien aiguisé pour apprendre. L'instructeur peut poser des questions aux Rangers (auxquelles ils répondront), mais ils ne lui demanderont jamais de faire quoi que ce soit. Comme un instructeur l'a expliqué : « Si vous n'apprenez rien, c'est de votre faute, pas de la leur »[36].

Une approche souple qui tient compte des réalités culturelles, ainsi que la volonté de s'adapter à divers groupes sont tout aussi importantes. La plupart des instructeurs soulignent que l'apprentissage mutuel, la crédibilité et la confiance sont essentielles pour établir des relations efficaces avec les patrouilles. La meilleure façon de relever un défi présenté par les Rangers, selon l'Adj Kevin Mulhern (1 GPRC), est de s'asseoir avec eux et d'en discuter. Il croit que la mentalité « axée sur la mission » est contre-indiquée dans les rapports avec Rangers. Il est souvent préférable de leur expliquer ce que l'Armée souhaite réaliser et ensuite établir avec eux les moyens d'y arriver[37]. Pour être efficaces, les instructeurs des Rangers doivent accepter le fait que le compromis est une force et non pas une faiblesse. La même attitude doit être communiquée aux Rangers : essayer de bien lier la culture militaire et la culture locale exige des compromis mutuels[38]. Il n'y a pas deux patrouilles pareilles et les Rangers d'une patrouille ne forment pas un groupe homogène. « La diversité est toujours là, peu importe la patrouille, a expliqué l'Adj Gill (5 GPRC), et l'instructeur des Rangers ne peut pas être inflexible, il doit pouvoir s'adapter et faire preuve de souplesse »[39].

Les différences culturelles entre les instructeurs et les Rangers exigent un apprentissage mutuel et de la souplesse. Dave McLean (1 GPRC), ex-instructeur des

Caméra de combat IS2004-2136a 21 août, 2004 Pangnirtung, Nunavut, Canada

Des Rangers canadiens se dirigent vers leurs cibles après avoir tiré avec leur fusil Lee-Enfield de calibre .303 durant l'exercice Narwhal qui a lieu du 13 au 24 août, dans la région de la péninsule de Cumberland de l'île de Baffin.

Rangers, a expliqué que la culture pouvait nuire à la communication, mais qu'une politique « solide, amicale et équitable » donnait de bons résultats. Il a décrit plusieurs cas où les normes militaires conventionnelles en vigueur dans le Sud étaient remises en question. Les collectivités inuites sont régies par un concept fondamental : personne n'a le droit de dire à l'autre quoi faire. Bien qu'il soit déconcertant de voir les membres d'un groupe rester inactifs pendant qu'un autre membre du groupe se débat avec son traîneau, le « travail d'équipe » n'est pas une pratique culturelle comme dans le Sud[40]. Par conséquent, même si les Rangers possèdent des compétences individuelles qui sont adaptées à la région où ils vivent, les instructeurs apprennent aux membres des patrouilles à travailler en groupe.

Il est important de développer l'esprit d'équipe parce que les Rangers représentent souvent un des seuls groupes organisés dans la région pouvant aider à intervenir en cas d'urgence. « Les Rangers canadiens fournissent divers services spécialisés à la population de leur région, ce qui comprend l'aide humanitaire, la recherche et le sauvetage, l'intervention rapide en cas d'accident, comme un écrasement d'avion, et le soutien à l'évacuation en cas de catastrophe naturelle, comme un incendie de forêt et une inondation »[41], a expliqué le commandant des Rangers du Nord de l'Ontario. Ils agissent d'abord et avant tout en tant que membres de leur collectivité et attendent rarement des ordres officiels pour partir à la recherche de chasseurs égarés ou pour aider un village touché par une catastrophe. Le 1er janvier 1999, par exemple, des membres de onze patrouilles de Rangers du Nunavik ont immédiatement réagi à l'annonce d'une avalanche massive à Kangiqsualujjuaq. Des jours durant, leurs contributions ont été des plus essentielles; ils ont appuyé les autorités locales dans leurs efforts de sauvetage, ils ont assuré la sécurité de la région et ont aidé à préparer des funérailles. Des patrouilles situées à des endroits aussi éloignés que Coral Harbour, à quelque mille kilomètres à l'ouest, sont même venues en aide; elles ont capturé et expédié des caribous sur le site de la catastrophe. Le Chef d'état-major de la Défense a plus tard déclaré que « sans leur dévouement, les souffrances humaines auraient

sûrement été plus grandes… Le leadership et l'appui moral fournis par les Rangers pendant cette crise ont été d'une très grande valeur »[42]. Le 2 GPRC a reçu la mention élogieuse des Forces canadiennes à l'intention des unités pour ses efforts exceptionnels[43].

« Si vous êtes fermé et refusez d'ouvrir votre esprit, vous échouerez, m'a expliqué le Sergent J.-F. Gauthier (2 GPRC) pendant une entrevue téléphonique réalisée en mai 2006. Si vous voulez apprendre et partager, vous réussirez. » Les instructeurs se démarquent quand ils n'ont pas de préjugés à l'égard des Rangers ou de leurs collectivités. Les collectivités nordiques sont touchées durement par divers problèmes (taux élevé de suicide, crimes violents, alcoolisme et toxicomanie) qui ont fait l'objet d'études et de rapports gouvernementaux et qui sont souvent liés au colonialisme et au changement culturel forcé. Les instructeurs des Rangers doivent reconnaître que des remarques insultantes sur la source de ces problèmes ne sont pas propices à la bonne volonté et n'apportent aucun changement important. Les instructeurs doivent avoir une vision à long terme et se rendre compte qu'ils peuvent aider à établir les bases d'un engagement social constructif en étant ouverts à différentes cultures, collectivités et façons de vivre au lieu d'arriver en pensant qu'ils ont « réponse » à tout[44].

Dernières réflexions

Les Rangers canadiens jouent un rôle vital dans les collectivités autochtones, un rôle qui va au-delà des domaines militaires, socio-politiques, économiques et culturels. Ils démontrent que les activités militaires destinées à protéger le territoire ne causent pas nécessairement d'insécurité chez les peuples autochtones. Une patrouille de Rangers, gérée au niveau de la collectivité, s'appuie sur les connaissances naturelles de ses membres et non sur la « militarisation » ou le conditionnement de ses membres au moyen de l'instruction militaire donnée aux autres composantes des FC. Les Rangers constituent un groupe flexible et pluriculturel de la Réserve des FC qui offrent un bon exemple d'activités militaires qui servent au développement humain durable parmi les peuples autochtones. Les Rangers sont symboliques, pratiques et ancrés dans le partenariat. Voilà autant de variables importantes de la gestion durable et intégrée à une époque où règnent la conjecture et l'incertitude.

La menace d'une invasion du territoire du Canada est faible depuis plus d'un siècle. Néanmoins, le rythme des opérations militaires dans le Nord du Canada a commencé à s'accroître au cours des dernières années et selon les promesses électorales du nouveau gouvernement, elles continueront sur cette lancée dans les années à venir. Les changements climatiques augmentent les possibilités d'activités maritimes, les initiatives de développement des ressources, le tourisme et les survols commerciaux, tout comme les risques posés par les groupes terroristes, le crime organisé, les immigrants illégaux et les contrebandiers, ce qui oblige à une plus grande attention militaire dans ces régions éloignées. Les FC doivent maintenir une relation de travail positive avec les peuples autochtones afin de mener des opérations soutenues et de garder leur crédibilité. Les instructeurs des Rangers qui interagissent avec les Rangers dans leurs collectivités constituent le lien le plus commun entre les FC et les populations locales. Leur professionnalisme a permis d'établir des relations de confiance avec les collectivités nordiques. À mesure que l'organisation des Rangers se développe, les représentants des FC veilleront à ce qu'elle évolue d'une façon qui convient à l'Armée et à ces collectivités.

À l'été 2002, l'historien Marc Milner a écrit dans la *Revue militaire canadienne* que « peu de Canadiens ont la chance de voir un soldat canadien, encore moins d'en connaître un »[xlv]. Cette situation ne s'applique pas aux collectivités autochtones qui ont une patrouille de Rangers. Il est fort probable que tous les membres de la collectivité

connaissent un Ranger ainsi que des instructeurs de la Force régulière ou de la Réserve qui s'y aventurent annuellement. La formation et les exercices donnent aux Rangers la possibilité de mettre en pratique leurs connaissances et compétences uniques et d'accroître les capacités collectives des patrouilles. En ce sens, le rôle positif et la présence des Rangers signifient que la formation militaire contribue également à la santé et à la viabilité des collectivités et cultures. En tant que lien vital entre l'Armée et ces « soldats autochtones de la protection du territoire », les instructeurs des Rangers méritent que soient reconnues leurs contributions uniques à la souveraineté et à l'efficacité opérationnelle des FC dans les régions éloignées du Nord et le long des côtes du Canada.

Au sujet de l'auteur...

P. Whitney Lackenbauer, Ph.D. (Calgary), est professeur adjoint d'histoire à la St. Jerome's University (University of Waterloo). Il est associé de recherche pour l'Institut arctique de l'Amérique du Nord, le Laurier Centre for Military and Strategic Disarmament Studies et l'Institut de leadership des Forces canadiennes. Son livre intitulé « Battle Grounds: The Canadian Military and Aboriginal Lands » a été publié par UBC Press en novembre 2006. Il rédige actuellement l'histoire des Rangers canadiens et du réseau d'alerte avancé et vous invite tous à lui communiquer vos renseignements et anecdotes à ce sujet à l'adresse suivante : pwlacken@uwaterloo.ca.

Notes

1. Il aurait été impossible de rédiger cet article sans l'aide des 1 GPRC, 4 GPRC et 5 GPRC ainsi que du personnel et des instructeurs des Rangers qui ont pris le temps de transmettre leurs connaissances. Le professeur Jim Miller, la chaire de recherche du Canada (relations entre Autochtones et nouveaux arrivants) à l'University of Saskatchewan et la bourse de recherche de la St. Jerome's University ont appuyé la présente recherche en 2003-2004 et en 2005-2006 respectivement. Une bourse du CRSH (Queen's University) et le Centre for Military and Strategic Studies ont financé la recherche préliminaire en 2000.
2. Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez consulter P. Whitney Lackenbauer, « Les Rangers : une milice "postmoderne" qui fonctionne bien », *Revue militaire canadienne*, vol . 6, no 4 (hiver 2005-06), p. 49-60. Veuillez consulter le site Web officiel pour une introduction aux Rangers : www.rangers.dnd.ca.
3. J. Mackay Hitsman, « The Canadian Rangers », MDN, Quartier général de l'Armée, Section historique, rapport no 92 (1er décembre 1960), Quartier général de la Défense nationale, Directeur, Histoire et patrimoine, Ottawa (Ontario).
4. Pour obtenir de l'information sur cette époque, veuillez consulter Kenneth Eyre, « Forty Years of Defence Activity in the Canadian North, 1947-87 », *Arctic* 40/4 (décembre 1987), p. 292-299; et Robert Taylor, « Eyes and Ears of the North », *Star Weekly Magazine* (22 décembre 1956), p. 2-3. L'auteur écrit actuellement l'histoire complète des Rangers depuis 1947 jusqu'à nos jours.
5. MDN Documentation BG-99.047, « Les Rangers canadiens au Nunavut », le 5 mars 1999; entrevues avec le Col Pierre Leblanc (ANFC) et le Capt Don Finnamore (1 GPRC), 20 mars 2000, le Sgt Dave McLean (1 GPRC), 22 mars 2000, et l'Adjm G.R. Westcott (1 GPRC), 26 février 2004; entrevue téléphonique avec le Sgt J.-F. Gauthier (2 GPRC), 11 mai 2006.
6. Les opérations de souveraineté visent à (a) démontrer la souveraineté du Canada en déployant des forces sur le territoire; (b) mener des opérations militaires de base en toute saison; (c) utiliser et évaluer l'équipement dans le climat de l'Arctique; (d) réunir des soldats qui ont acquis une expérience des opérations dans le Nord; et (e) relever des défis du point de vue du leadership. *Canadian Forces Activities in the NWT and Yukon 1997/98*, 21 mai 1997, Annexe A, QGDN f.4500-1 (G3). Pour obtenir de plus amples renseignements sur les rôles et responsabilités des Rangers, veuillez consulter leur site Web à l'adresse suivante : www.rangers.dnd.ca.
7. « Instruction des Rangers canadiens », http://www.rangers.dnd.ca/pubs/rangers/training/rang-train_f.asp (consulté pour la dernière fois le 13 juin 2006).
8. Entrevues avec l'Adjm G.R. Westcott et l'Adj Kevin Mulhern (1 GPRC), 26 février 2004.
9. Entrevue téléphonique avec le Sgt Joe Gonneau (2 GPRC), 5 mai 2006.
10. En 1999, un quatrième grade, celui de caporal, a été créé pour deux raisons. D'abord, il a permis de créer des patrouilles qui représentaient plusieurs collectivités ou « détachements ». Puis, il a répondu aux critères du Programme des Rangers juniors canadiens; c'est le caporal qui a la responsabilité du programme dans une collectivité. Entrevue avec Finnamore.
11. Rob Marois, O Ops, 1 GPRC, briefing des Rangers, 26 février 2004.
12. Entrevue avec l'Adj Kevin Mulhern (1 GPRC), 26 février 2004.
13. Lackenbauer, « Les Rangers ».
14. Entrevues avec le Sgt Jeff Gottschalk (1 GPRC), 27 février 2004; le Sgt Denis Lalonde (1 GPRC), 2 mars 2004; le

Sgt Bill Lapatourelle (1 GPRC), 1er mars 2004; l'Adj Pete Malcolm (4 GPRC), 14 juillet 2005.
15. Peter Kuniliusee cité dans une entrevue avec l'OM Paul Smith (anciennement du 1 GPRC), 20 février 2006.
16. « Instruction des Rangers canadiens — Intro », http://www.rangers.dnd.ca/pubs/rangers/training/intro_f.asp (consulté pour la dernière fois le 13 juin 2006).
17. Évaluation du commandant, SNFC (Secteur du Nord des Forces canadiennes), Plan d'activités de niveau 1, 2004-2005, le 27 octobre 2003, 1-2. Veuillez également consulter Bob Weber, « Rangers less at home on their range », *Globe and Mail*, 9 août 2004.
18. Sgt Ranger Levi Barnabas, tiré de « Defenders of Canada's North », *Reader's Digest* (1997), cité dans The Ranger Report (30 octobre 1997), p. 13.
19. Pour un exemple d'étude, veuillez consulter Richard G. Condon, Peter Collings et George Wenzel, « The Best Part of Life: Subsistence Hunting, Ethnicity, and Economic Adaptation among Young Adult Inuit Males », Arctic 48.1 (mars 1995), p. 31-46. Le transfert des connaissances traditionnelles est aussi au cœur du Programme des Rangers juniors canadiens, qui ne sera pas abordé dans le présent document. Veuillez consulter l'introduction du site Web officiel (http://www.rangers.dnd.ca/intro_f.asp).
20. Entrevues avec le personnel et les instructeurs du 1 GPRC, 2004.
21. Rupert Ross, *Dancing with a Ghost: Exploring Indian Reality*, Markham, Octopus Books, 1992, p. 12-35 et p. 41.
22. Ross, *Dancing with a Ghost*, p. 35-40. Veuillez aussi consulter Rosalie Wax et Robert Thomas, « American Indians and White People », Phylon 22.4 (1961), p. 305-17. Selon Ross, « quand les Autochtones utilisent l'expression "prise de décision par consensus", ils ne font pas surtout référence au fait que tous s'entendent en fin de compte, mais plutôt au fait que le processus de prise de décision est collectif. Ce processus ressemble au processus de la "réflexion conjointe" par opposition à la discussion de toutes les conclusions concurrentes jusqu'à ce qu'une d'entre elles l'emporte ». *Dancing with a Ghost*, p. 23.
23. « Arctic Operations: Threats to Which the Canadian Forces Are Expected to Respond in Northern Canada », presentation au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, Kingston, 22 octobre 1984, p. 8. Copie de l'auteur.
24. Entrevues avec Gottschalk, Lalonde, Lapatourelle et Malcolm.
25. Entrevue avec Malcolm.
26. Cet aspect correspond aux observations de Ross dans *Dancing with a Ghost*, p. 21-22.
27. Entrevue téléphonique avec Gonneau.
28. Entrevues avec Gottschalk, Lalonde, Lapatourelle et Malcolm.
29. Entrevue avec Lapatourelle.
30. Entrevue avec Malcolm.
31. Entrevue avec l'Adj Dave Gill (5 GPRC), 21 février 2006. Le Cplc Keith Guy se souvient que pendant une entrevue réalisée le 6 mars 2006, « Dave Gill a d'abord essayé de nous transformer en soldats, mais nous l'avons transformé en un Ranger comme nous ».
32. Entrevue avec le Sgt Dan Hryhoryshen (4 GPRC), 13 juillet 2005.
33. Entrevue avec le Sgt Cyril Abbott (5 GPRC), 6 mars 2006.
34. Entrevue avec le Sgt Todd MacWirter (5 GPRC), 21 février 2006.
35. Entrevue avec Gauthier.
36. Entrevue avec McLean. Dans une entrevue, l'Adj Pete Malcolm (4 GPRC) a également précisé que les instructeurs ne devaient jamais réprimander des Autochtones devant les autres.
37. Entrevue avec Mulhern.
38. Marois, briefing des Rangers.
39. Entrevue avec Gill.
40. Entrevue avec McLean.
41. CO 3 GPRC, « The Ranger Mission », http://www.army.forces.gc.ca/3GPRC/English/ mission/ mission_e.shtm (consulté pour la dernière fois le 7 juillet 2004).
42. Jane George, « Nunavik Rangers Honoured in Montreal », *Nunatsiaq News* [Iqaluit], 30 novembre 1999.
43. MDN Documentation, « Les Rangers canadiens », le 18 février 2000.
44. Entrevue téléphonique avec Gauthier. Pour avoir un aperçu des problèmes sociaux dans le Nord, veuillez consulter CRPA, vol. 4 : Perspectives et réalités, chapitre 6 : Le Nord, section 4 : La source des problèmes actuels. Ces documents sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/sg/sj28_f.html (consulté pour la dernière fois le 13 juin 2006).
45. Marc Milner, « Après tout, c'est à qui cette Armée? » *Revue militaire canadienne*, vol. 3, no 2 (été 2002), p. 13.

LE CHEMIN DE L'ENFER, 2e PARTIE : LE CANADA AU VIETNAM, 1954-1973

Lieutenant-colonel Shane B. Schreiber, CD, MSM

(La partie 1 de cet article est parue dans le Journal de l'Armée du Canada 10.1)

La montée de la complicité

Les officiers canadiens au Vietnam n'étaient pas les seuls à être frustrés par l'impasse grandissante. Pearson et Holmes s'inquiétaient eux aussi de plus en plus de l'inefficacité croissante de la Commission internationale de contrôle et de surveillance (CICS) pour le Vietnam et cherchaient une solution. Si l'impartialité du Canada n'avait pas réussi à faire de la CICS une entité efficace, alors peut-être qu'une défense plus soutenue de la position de l'Ouest favoriserait les objectifs de la politique étrangère du Canada. Le « démusellement » de Lett, même s'il avait couvert de honte les Nord-Vietnamiens et leurs supporters polonais, n'avait pas réussi à les faire bouger sur la question de la liberté de mouvement. Le 23 mars 1956, John Holmes, alors fonctionnaire responsable de l'Indochine au ministère des Affaires extérieures, admettait que compte tenu du comportement des Polonais, il était peu probable que la CICS fonctionne à nouveau dans l'unanimité. Il a donc donné instruction à la délégation canadienne (Candel) de « façonner le dossier [chaque fois que c'était possible] de manière à ce que nous ayons de bons motifs de refuser toute autre participation aux fonctions moins utiles de la Commission »[1]. En conséquence de cette directive, le Canada a déposé un rapport minoritaire sur la question de la liberté de mouvement dans lequel non seulement il critiquait le Nord-Vietnam pour son obstruction, mais il affirmait la légalité de la position du président Diem selon laquelle son régime n'était pas lié par les Accords de Genève (ci-après les Accords)[2]. Cette prise de position donnait plus de crédibilité au refus de Diem de tenir les élections prévues par les Accords. Selon Victor Levant, la partisanerie croissante du Canada dans la CICS a permis à Diem de réfuter les Accords et « a saboté la solution politique », ce qui a indirectement pavé la voie à la Guerre du Vietnam[3]. Même si le raisonnement et les preuves à l'appui de M. Levant semblent très persuasifs en surface, celui-ci néglige un élément crucial dans sa condamnation de la politique canadienne : le Canada n'aurait rien pu faire, que ce soit par l'intermédiaire de la CICS ou par des voies bilatérales avec les États-Unis d'Amérique, pour changer les vues de Diem sur la question des élections[4]. Au début de 1956, le Nord-Vietnam aussi bien que le régime de Diem reconnaissaient que les « élections démocratiques libres » prévues par la Conférence de Genève n'auraient jamais lieu. Le chef nord-vietnamien Ho Chi Minh a alors compris qu'il ne pourrait pas réaliser son objectif de réunifier le Vietnam par les voies démocratiques, comme il l'avait espéré, mais qu'il allait devoir le faire par la guerre. C'est ainsi que Ho a commencé à encourager les insurgés Viêt-Cong à s'activer de plus en plus au sud de la zone démilitarisée (DMZ) en préparation à la guerre[5].

La solution, ou plutôt l'absence de solution, au problème des élections signifiait que le recours à la force pour réaliser les objectifs politiques de Ho et des Nord-Vietnamiens devenait presque inévitable. Piégés par la nécessité politique d'appuyer la politique « d'endiguement » de l'Ouest, Pearson et Holmes se sont délibérément retranchés derrière l'ambiguïté des Accords de Genève. Par une autre ironie de l'histoire, la décision du Canada d'appuyer tacitement la position des Américains (et des Sud-

Vietnamiens) est venue miner la légitimité même de la CICS et contribuer à son inévitable échec. Le Canada s'est détourné de son engagement envers les principes démocratiques pour poursuivre des buts plus importants (et peut-être plus fugaces) : la sécurité de l'Ouest et l'endiguement du communisme. Compte tenu de la situation politique et des conditions stratégiques de l'époque, Pearson n'avait pas vraiment le choix de prendre la mauvaise décision pour les bonnes raisons et d'ainsi ouvrir la voie à la guerre[6]. Comme Pearson et Holmes allaient s'en rendre compte, cette voie allait se révéler des plus glissantes.

Un compromis en a inévitablement attiré un autre de la part des décideurs canadiens. Au gré de la lente escalade de la guérilla au Sud-Vietnam à la fin des années 1950, Diem a de plus en plus fait appel à l'aide militaire des États-Unis. En vertu du chapitre 3 des Accords de Genève, toutefois, les forces appelées en renfort ne pouvaient dépasser en nombre les forces présentes en 1954[7]. En conséquence de cette restriction, les États-Unis ne pouvaient pas légalement déployer plus qu'une poignée de conseillers militaires parce que leur groupe-conseil d'assistance militaire [Military Assistance Advisory Group (MAAG)] comptait moins de 400 personnes au moment où les Accords étaient entrés en vigueur[8]. La solution américaine à ce problème légal était simple : faire comme si la CICS n'existait pas. Entre 1956 et 1961, plus de 2 000 conseillers militaires supplémentaires ont été déployés au Sud-Vietnam sous le parapluie du MAAG et dans le cadre de la mission temporaire de récupération d'équipement [Temporary Equipment Recovery Mission (TERM)][9]. Cette arrivée de personnel militaire a déclenché au sein de la CICS un débat acrimonieux avec les Polonais, qui appuyaient vigoureusement l'argument nord-vietnamien selon lequel les États-Unis enfreignaient les articles 16 et 17 de la Charte de Genève. En réponse à ces accusations, les Américains accusaient les Nord-Vietnamiens d'avoir été les premiers à abroger les articles 16 et 17 en soutenant l'insurrection Viêt-Cong au Sud-Vietnam[10]. Les Canadiens, sympathiques à la position américaine, ont alors concocté un argument ingénieux, quoique pas entièrement éthique, pour soutenir leur position proaméricaine. D'abord, les Canadiens avaient de longue date appuyé l'assertion selon laquelle le Nord violait les Accords en soutenant l'insurrection dans le Sud. Deuxièmement, ils ont fait valoir que la disposition des Accords touchant le « statu quo » ne faisait aucune mention précise de nationalité; par conséquent, comme les forces françaises, au nombre de 150 000 au moment où l'Accord était entré en vigueur, s'étaient retirées complètement, les Américains pouvaient légalement affirmer qu'ils ne faisaient que remplacer les forces françaises[11]. Dans les faits, cela signifiait que les Américains pouvaient déployer en rotation jusqu'à 150 000 « militaires de remplacement » au Sud-Vietnam sans que le Canada ne puisse les trouver coupables d'une violation des Accords de Genève. Cet ergotage légaliste a peut-être apaisé la conscience de certains des délégués des Affaires extérieures obligés d'adopter cette ligne de conduite moins qu'honnête pour conforter les relations canado-américaines beaucoup plus importantes, mais il a aussi contribué à faire disparaître l'illusion de la légitimité de la CICS aux yeux de tous les intéressés, et particulièrement aux yeux des belligérants[12].

La décision du Canada de regarder ailleurs pendant la montée en puissance des Américains au Vietnam a été prise avec les meilleures intentions du monde, mais a inévitablement mené au pire des résultats. Comme un homme qui se débat dans le sable mouvant, les efforts bien intentionnés du ministère des Affaires extérieures n'ont servi qu'à alimenter davantage les accusations de collusion et de complicité avec les Américains au Vietnam. Le Canada a fait une autre tentative bien intentionnée pour trouver un règlement négocié en dehors des Accords de Genève et de la CICS, dans le cadre de ce que l'on a appelé la « mission Seaborne ». En 1964, Blair Seaborne, diplomate canadien et commissaire au sein de la CICS, a été mandaté par les États-Unis

Collection de l'auteur

Libération des Capitaines Patton et Thompson et remise à l'équipe de sauvetage canadienne pour le Sud-Vietnam en juillet 1973. Les quatre officiers canadiens de la photo sont, de gauche à droite, le Capt Wayne Denke, le Lcol Lew (chef de l'équipe de l'Ouest), le Capt Ian Patton et le Capt Fletcher Thompson.

comme intermédiaire entre eux et le gouvernement de Hanoï, à la recommandation de Lester Pearson, maintenant premier ministre, et de son ministre des Affaires extérieures, Paul Martin Sr. Grâce à son statut de membre de la CICS, Seaborne avait accès aux dirigeants du régime de Hanoï et était donc en bonne position pour servir d'intermédiaire pour le Département d'État américain. Au début, les Américains ont seulement demandé à Seaborne d'essayer d'évaluer les buts et intentions guerriers du Nord-Vietnam[13]. Plus tard, on lui a demandé de transmettre des offres de paix assorties de menaces à peine voilées d'une escalade des bombardements au Nord-Vietnam[14]. Ce sont ces dernières visites, entre juin 1964 et juin 1965, qui ont soulevé la controverse au Canada lorsqu'elles ont été rendues publiques par la divulgation des *Dossiers du Pentagon* (Pentagon Papers) en 1973. Le gouvernement a alors été la cible d'accusations d'abus de sa position au sein de la CICS et, pour citer encore une fois Victor Levant :

> Si la mission était une initiative de paix, elle échoua lamentablement. (…) Lorsqu'elle fut portée à l'attention du public, elle servit plutôt à affaiblir la position morale du Canada en l'associant plus étroitement à l'effort de guerre des États-Unis[15].

Le Nord-Vietnam, déjà outré par le refus de la CICS de condamner l'intervention américaine dans ce qu'il considérait clairement comme une affaire interne, a été encore plus insulté par l'utilisation faite par Seaborne du statut du Canada au sein de la CICS pour lui transmettre les menaces du président Lyndon Johnson. Alors que la guérilla se métamorphosait en un conflit classique, la CICS est apparue de moins en moins pertinente et légitime aux yeux des Nord-Vietnamiens. En mars 1965, Hanoï a informé la CICS que son quartier général n'était dorénavant plus le bienvenu au Nord-Vietnam; à toutes fins pratiques, la CICS a cessé d'exister à partir de ce moment[16].

En résumé, les décideurs politiques canadiens se sont laissés attirer dans le dossier de l'Indochine en général, et au Vietnam en particulier, pour les bonnes raisons morales et pratiques. Cependant, les insuffisances inhérentes des Accords de Genève,

combinées aux impératifs stratégiques conflictuels du Canada en-dehors du Vietnam, ont conduit Pearson et les Affaires extérieures à adopter une politique délibérément ambiguë dans l'espoir, d'une part, de contribuer à la paix par l'intermédiaire de la CICS, pendant qu'ils minaient, d'autre part, ce même processus de paix en appuyant les objectifs américains (et, par extension, sud-vietnamiens). Une intervention aux visées nobles s'était heurtée aux dures réalités de la guerre et s'était soldée par un accroissement de la confusion, tant au pays qu'au Vietnam et à Washington. Le gouvernement canadien se retrouvait dorénavant dans une situation où il ne pouvait que perdre.

Les activités de la CICS durant la guerre ouverte (1965-1973)

Le spectre de la CICS a continué d'exister après l'expulsion de son quartier général de Hanoï et son déménagement à Saigon. Dans les faits, la Commission n'était plus qu'une tribune pour les querelles incessantes et les confrontations sans issue entre les délégués polonais, indiens et canadiens. Il était devenu à peu près impossible pour le ministère des Affaires extérieures de combler certains des postes vacants au sein de la Commission, car les fonctionnaires du Ministère ne voyaient aucun avantage professionnel à servir au sein de la CICS et considéraient même cette affectation comme un poste dans des conditions difficiles[17]. Entre mars 1965 et son démantèlement final en 1973, la CICS a été totalement inefficace. Robert Bothwell a bien décrit le fonctionnement de la CICS durant cette période : « La vie au sein de la Commission n'était qu'une longue suite de voyages au Nord, de voyages au Sud, de voyages à l'extérieur, de rapports et de débats »[18]. Le Brigadier H. Chubb, conseiller militaire canadien supérieur au sein de la CICS au Vietnam entre septembre 1966 et septembre 1967, a décrit comme suit une réunion typique de la Commission :

> Une réunion plénière de la Commission le matin…. Des masses de papier traversent la table d'un côté à l'autre pour inévitablement produire des résultats à peu près nuls…. Aujourd'hui, c'était le tour des Canadiens de parler fort et de lever les bras au ciel…. Cette comédie absurde doit se poursuivre demain après-midi! La seule proposition raisonnable est restée sans suite. Toutefois, le procès-verbal témoignera que nous avons essayé et c'est tout ce qui compte – du moins c'est ce qu'on me dit[19]! [Traduction]

Pourquoi le Canada a-t-il continué de participer à cette charade futile? Pour un certain nombre de raisons importantes. Premièrement, les décideurs canadiens n'ont jamais cessé d'espérer; durant toute la période de la guerre ouverte au Vietnam, les décideurs des Affaires extérieures ont refusé de quitter la CICS dans l'espoir qu'un jour, d'une manière ou d'une autre, celle-ci pourrait servir de base à un accord de paix, de la même manière qu'elle l'avait fait dans les premiers jours de 1954. John Holmes, peut-être le personnage le plus important de la politique canadienne sur l'Indochine durant les années 1960 rappelle que : « Mike [Lester Pearson] me demandait toujours 'quand vas-tu nous sortir de ce bourbier' »[20]? Holmes répondait toujours la même chose : « Bientôt, mais pas tout de suite ». Il résume ainsi le dilemme de l'espoir : « Nous pensions qu'il y avait peut-être une chance sur 100 que nous puissions contribuer, d'une manière ou d'une autre, à mettre fin à cette terrible guerre…. C'est pourquoi nous restions au sein de la Commission »[21].

De plus, la présence du Canada au Vietnam avait un but réel et utile, mais ce n'était pas celui de faire la paix. Ironiquement, ce but était de fournir des renseignements stratégiques aux États-Unis. Dès le tout début, la délégation canadienne avait été très empressée dans sa coopération avec les Américains à cet égard et, en novembre 1969, le Brigadier Donald Ketchison (CICS 1958-1959) a admis qu'il fournissait régulièrement des renseignements sur les mouvements de troupes à la Central Intelligence Agency

(CIA)[22]. À partir de la fin des années 1950 et durant toutes les années 1960, il est devenu pratique courante d'envoyer à l'ambassade américaine à Saigon un double de tous les rapports canadiens[23]. Lorsque cette activité de cueillette de renseignements a été divulguée dans les médias canadiens, le ministre des Affaires extérieures, Paul martin Sr, s'est empressé de tout nier, mais comme le Brigadier Chubb l'a dit à l'époque :

> Les journaux et reportages étaient pleins d'histoires d'activités d'interférence et d'espionnage de la Commission internationale de contrôle pour le compte des Yankees! C'était vrai, bien sûr, jusqu'à un certain point, mais il était très troublant pour certains de voir cette information en toutes lettres dans les journau[24]! [Traduction]

Le vrai problème qui sous-tend la question de la transmission de renseignements était que les Canadiens, même au sein de la CICS, s'identifiaient tout simplement trop avec les Américains pour agir autrement qu'en lieu et place du « grand frère » au sein de la CICS. Les délégués supérieurs canadiens fréquentaient les Américains, buvaient avec les Américains et s'en remettaient aux Américains pour leur soutien logistique et la prestation de services normalement inaccessibles aux membres de la CICS, et ils trouvaient tout cela parfaitement naturel[25]. Il existait une affinité profonde entre les Américains et les Canadiens, du fait de leur voisinage géographique intime et de leur statut d'alliés partout ailleurs dans le monde sauf au Vietnam, une affinité que les Canadiens ne pouvaient partager avec leurs « frères » de jadis au sein de la CICS. Le Brigadier Chubb, l'un des plus coupables à cet égard, de son propre aveu, a évoqué le problème en 1967 :

> Il est recommandé que nous cessions d'utiliser les transports et les autres installations [américaines] auxquelles la délégation canadienne a si facilement accès alors que la délégation polonaise et la délégation indienne n'y ont pas accès…. Les Canadiens trichent à cet égard depuis des années et notre position serait tout à fait indéfendable…. Renoncer à tout ce soutien logistique serait des plus déplaisants, mais je crois que c'est ce qu'il faut faire[26]. [Traduction]

Les racines de la complicité

Cette renonciation comportait cependant beaucoup plus qu'un simple refus de vols gratuits à bord des avions militaires américains et de l'accès privilégié aux économats américains; elle impliquait le rejet de certaines des valeurs partagées par les Canadiens et les Américains et le déni de la relation naturelle qui existait entre les Canadiens et les Américains à cause de leur histoire commune pendant plus de 200 ans et de leur statut de proches alliés depuis 50 ans. On a peu écrit sur les centaines de Canadiens qui se sont enrôlés dans les forces armées américaines pour combattre au Vietnam, mais un rapide survol des raisons invoquées montre qu'ils se portaient volontaires pour à peu près les mêmes raisons que les jeunes Américains : certains cherchaient l'aventure, mais un grand nombre s'enrôlait pour « combattre le communiste »[27]. De plus, le lien culturel étroit entre les Canadiens et les Américains s'est renforcé dans les années 1960 à cause de la nécessité de se rapprocher encore davantage de la puissance militaire américaine. L'importance croissante du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), du Comité conjoint permanent sur la défense et de l'Accord sur le partage de la production de défense (DPSA) était le reflet de la réalité politique et stratégique qui empêchait les Canadiens de divorcer des États-Unis, une nation sur laquelle ils s'appuyaient si abondamment pour leur propre défense[28]. Les auteurs comme Victor Levant peuvent bien condamner le Canada pour sa « secrète alliance » avec la politique américaine au Vietnam, mais ils négligent de tenir compte des réalités géopolitiques qui limitaient les options du Canada jusqu'à ce que les médias et le public canadiens, fouettés par l'exemple de leurs contreparties aux États-Unis, habilitent une

Collection de l'auteur

Major-général Morton, Colonel Delamere et Lieutenant-colonel Reynolds

autre option[29]. Peut-être encore plus que le président américain Lyndon Johnson, le Canada s'est retrouvé piégé au Vietnam par « un enfer de bonnes intentions »[30].

Donald Ross prétend qu'une autre raison pour laquelle le gouvernement Pearson s'est peut-être senti obligé de rester impliqué au Vietnam et au sein de la CICS était le président Johnson lui-même, à cause de son approche profondément personnelle de l'implication croissante des Américains dans la guerre au Vietnam et de l'impact de cette implication sur les États-Unis. Pearson voulait à la fois être un bon ami et un allié utile et a donc opté pour une politique de « diplomatie tranquille » pour façonner les intentions américaines au Vietnam. Il craignait que les éléments les plus insouciants à Washington, comme par exemple le Général Curtis Lemay de la Force aérienne américaine, poussent le président Johnson à élargir et même à « nucléariser » la guerre, ce qui aurait eu des conséquences dramatiques et peut-être catastrophiques pour le reste du monde, en particulier pour l'équilibre du pouvoir en Europe. Comme toujours, et avec les meilleures intentions possibles, Pearson a invité les Américains à faire preuve de restreinte au Vietnam dans un discours prononcé à l'Université Temple en avril 1965. Malgré le ton poli et même pro-américain de ce discours, le simple fait de mettre en doute les motifs et les méthodes américains au Vietnam a provoqué la fureur de Johnson et l'a amené à réprimander vertement Pearson à Camp David[31]. À cause de la sensibilité de la plaie ouverte que le Vietnam était en train de devenir pour les Américains en général, et pour la présidence de Johnson en particulier, même une « diplomatie tranquille » ne pouvait que dégrader les relations entre une administration américaine obsédée par la victoire et un gouvernement canadien qui cherchait à limiter l'impact et l'étendue de la guerre.

Il y avait une autre raison apparemment bonne pour justifier la poursuite de la participation du Canada au simulacre des commissions : ce statut de membre de la Commission donnait en effet aux politiciens canadiens une bonne excuse pour ne pas

appuyer concrètement l'effort de guerre américain au Vietnam par l'envoi de soldats[32]. Au gré de l'enfoncement militaire américain au Vietnam et en Asie du Sud-Est, Washington s'est mis à accroître ses pressions sur les alliés pour obtenir de l'aide. Paul Martin Sr, ministre des Affaires extérieures en 1965, a envisagé de retirer le Canada de la CICS en juin 1965, mais s'est ravisé, en partie parce que « l'appartenance à la Commission nous permet de résister aux pressions en faveur d'une implication directe du Canada dans la situation au Vietnam »[33]. Cet aspect persistant de la politique étrangère canadienne s'est récemment manifesté de nouveau dans la décision surprise du gouvernement Chrétien d'accepter un rôle dans la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan, une décision qui lui donnait de facto une excuse pour ne pas appuyer plus concrètement les initiatives américaines ailleurs, en particulier en Iraq.

L'étude de Donald Ross sur l'implication du Canada au Vietnam offre une explication éclairante sur les incohérences apparentes de la politique et des attitudes du Canada à l'égard du conflit au Vietnam. Ross prétend que la politique canadienne sur le Vietnam souffrait de la tension et des conflits qui existaient entre trois groupes dominants, non seulement au sein de l'élite des décideurs, mais plus généralement dans l'ensemble de la société canadienne[34]. Le premier groupe, que Ross appelle les « libéraux modérés », inclut des personnages comme Pearson et Holmes. Ce groupe cherchait à trouver une solution pacifique au conflit par un engagement dans les commissions, par des compromis et par une diplomatie prudente auprès des États-Unis. D'un côté du courant central représenté par les libéraux modérés se trouvaient les « libéraux de gauche » (essentiellement les anti-Américains) qui s'opposaient avec véhémence aux interventions occidentales dans les pays en voie de développement, en particulier en Asie. Au sein de ce groupe se trouvaient des membres importants des Affaires extérieures comme Chester Ronning et Escott Reid, ainsi que des écrivains aux opinions anti-guerre comme Clare Culhane et Walter Scott[35]. De l'autre côté du courant central se trouvaient les « conservateurs » (essentiellement pro-Américains), qui estimaient que le Canada se devait au moins d'offrir un appui diplomatique et moral accru à la politique américaine. La citation de Holmes en tête de cet article énonce clairement le dilemme auquel faisaient face les « libéraux modérés ». Le problème auquel étaient confrontés les décideurs canadiens, en particulier Holmes et Pearson, était que leurs compromis « libéraux modérés » suscitaient chez toutes les parties un sentiment de trahison, tandis que leur adoption d'une politique délibérément ambiguë, même si elle pouvait sembler rusée, provoquait la confusion et l'opposition. De l'avis de Robert Bothwell « il y avait par conséquent une contradiction inhérente dans le rôle du Canada au Vietnam »[36] qui exposait le gouvernement à des accusations de complicité. Dans une condamnation cinglante, mais éloquente, de la « diplomatie tranquille » de Pearson, le poète canadien Dennis Lee souligne le coût ultime pour les « libéraux de gauche » du compromis canadien :

In a bad time, people, from an outpost of empire I write
Bewildered, though on about living. It is to set down a nation's
Failure of nerve; I mean complicity…
The humiliations of imperial necessity
Are an old story, though it does not
Improve in the telling and no man
Believes it of himself.
Why bring up genocide? Why bring up
Acquiescence, profiteering?... Doesn't the
Service of quiet diplomacy require dirty hands?[37]

En cette période troublée, d'un avant-poste de l'Empire
Bonnes gens, je vous écris, perplexe, mais toujours préoccupé par la vie.

C'est pour vous raconter l'apathie d'une nation, l'accuser de complicité…
Les humiliations demandées par l'Empire ne sont pas nouvelles,
Et les raconter ne les atténue pas, même si personne ne s'en croit capable
Pourquoi accepter le génocide? L'acquiescement? Le mercantilisme?
Les fins de la diplomatie tranquille ne justifient-elles pas de se salir les mains?
[Paraphrase du traducteur]

En 1966, l'échec de la « diplomatie tranquille » de Pearson et de la mission Seaborne, l'inutilité croissante de la CICS ainsi que l'irrationalité et l'émotivité de plus en plus grandes de l'administration Johnson avaient virtuellement paralysé la politique canadienne sur le Vietnam. Comme Donald Ross le souligne :

> Le gouvernement canadien s'est fait publiquement presque silencieux sur le Vietnam après 1968, aussi bien parce que la question était considérée trop brûlante pour donner lieu à un débat rationnel qu'en raison du fait qu'il n'y avait aucune nécessité pressante pour Ottawa de prendre position sur quelque aspect que ce soit du sordide bourbier de l'Indochine. La CICS sur le Vietnam était effectivement morte depuis 1965…. Il n'y avait littéralement rien d'autre à faire pour le personnel des Affaires extérieures que d'attendre l'invitation à superviser l'armistice[38]. [Traduction]

La poursuite de la participation du Canada à une commission clairement devenue un simulacre de ce qu'elle devait être, ainsi que tous ses autres efforts bien intentionnés font ressortir les problèmes engendrés par une politique fondée sur le dilemme de l'espoir. *L'espoir* est devenu le principe moteur de la politique canadienne sur le Vietnam mais, comme l'avait souligné le Général américain Gordon Sullivan : « l'espoir n'est pas une méthode »[39]. De plus, les motifs altruistes canadiens se sont compliqués davantage du fait de la réalisation pragmatique que les Canadiens et les Américains, en fin d'analyse, partageaient le même objectif stratégique global, à savoir l'endiguement du communisme. Pearson et Johnson divergeaient toutefois de vues quant aux moyens à prendre pour réaliser cet endiguement, en particulier en Asie du Sud-Est, ce qui a suscité incompréhension et rancœur entre les deux chefs comme l'a démontré le discours de Pearson à Philadelphie et la réaction de Johnson.

Il est aussi intéressant de constater que les espoirs si clairement manifestés par Pearson, Holmes et d'autres décideurs des Affaires extérieures n'étaient pas partagés par leurs conseillers militaires. Dès 1959, des officiers supérieurs canadiens avaient exprimé l'avis que le Canada devrait quitter la CICS pour se soustraire aux exigences conflictuelles qu'elle créait. Le conseiller militaire supérieur canadien au sein de la CICS en 1958-1959, le Brigadier D. G. Ketcheson, aurait dit : « la CICS/Vietnam ne sert plus les intérêts du monde libre »[40]. Les contradictions inhérentes et l'ambiguïté délibérée de la politique des Affaires extérieures causaient déjà à cette époque des problèmes au sein du ministère de la Défense nationale (MDN), qui était le plus proche collaborateur des Américains, par nécessité et peut-être par culture. Dans le cas du Vietnam, cette contradiction a débouché sur une divergence de vues ironique entre les « mandarins » des Affaires extérieures à Ottawa et les délégués et officiers sur le terrain au Vietnam[41]. John Holmes, le principal responsable de la poursuite de la participation du Canada à la CICS défendait la politique de partisanerie croissante du gouvernement contre les accusations de « complicité » avec la politique extérieure américaine. Dans un article publié en 1971, Holmes défendait ainsi la partisanerie croissante de la délégation canadienne au sein de la CICS :

> Il serait faux d'attribuer les attitudes canadiennes prudentes au Vietnam aux pressions venant des États-Unis…. Ottawa considère l'intervention américaine comme une réaction à une violation plutôt que comme une expansion

impérialiste calculée…. Le parti pris unidirectionnel des Polonais en faveur d'une partie a poussé les Canadiens à protéger les droits de l'autre partie[42]. [Traduction]

Pour Holmes, la *seule* option qui s'offrait au Canada au sein de la CICS était de se compromettre en appuyant les intérêts de l'Ouest face au parti pris évident de la Pologne en faveur de la position du Nord-Vietnam, ce qui a conduit à l'éventuelle perte de toute légitimité et efficacité de cette instance. Cependant, on peut se demander si la partisanerie accrue du Canada était la seule ou même la meilleure option en l'occurrence. Il peut sembler, rétrospectivement, qu'il aurait été plus efficace pour le Canada de se retirer de la CICS dès le moment où celle-ci s'est révélée désespérément paralysée et contraire aux objectifs plus globaux de la politique extérieure canadienne. Comme je l'ai mentionné précédemment, c'est précisément l'avis qu'avait émis le conseiller militaire supérieur canadien au sein de la CICS, le Brigadier Ketchison, dès 1959. Ce faisant, le Canada aurait peut-être envoyé un message clair non seulement aux belligérants, mais à l'ensemble de la communauté internationale, selon lequel au moins une nation refusait d'être partie au simulacre pathétique de maintien de la paix en Asie du Sud-Est. Face à cet argument, Holmes a admis que :

Le Canada avait encore une arme qu'il aurait pu utiliser : il aurait toujours pu menacer de quitter la Commission si l'attitude des parties présentes était trop outrageante…. Peut-être aurions-nous dû utiliser ce genre de chantage et quitter la Commission, ce qui aurait épargné au Canada la frustration, l'humiliation et les critiques de la Commission pour n'avoir pas accompli ce que personne n'avait jamais attendu d'elle — faire respecter la paix en Indochine…. Nous n'avons jamais quitté la Commission parce que nous craignions le vide que notre départ laisserait…. Peut-être que notre départ n'aurait rien changé, mais je suis convaincu que nous étions fondés de ne pas prendre ce risque[43]. [Traduction]

Holmes poursuit en affirmant que : « presque tous les anciens combattants canadiens de la guerre en Indochine sont revenus au pays plus en faveur de la guerre que le reste de la population au Canada »[44]. Cet argument semble tenter de justifier la politique canadienne en faisant valoir ce que Holmes prétend être les attitudes de ceux qui avaient vu le problème de près et qui étaient par conséquent les mieux placés pour juger. Les déclarations des anciens combattants contredisent toutefois l'affirmation de Holmes. Le chef d'escadron Hugh Campbell, membre de la CICS de 1961 à 1963, a affirmé sans détour :

J'étais profondément honteux des choses que j'étais tenu de faire à cause de la politique du ministère des Affaires extérieures au Vietnam…. Il y a des hommes là-bas, au Vietnam, des Canadiens, qui essaient de se faire une carrière. Le fait de se mettre les Américains à dos aurait été néfaste pour leur avenir. Je ne me souviens pas d'avoir jamais vu quelque directive que ce soit nous obligeant à couvrir les Américains, mais en même temps, si on ne l'avait pas fait, on se serait retrouvé dans une position très difficile[45]. [Traduction]

Le Brigadier Chubb, qu'on pourrait difficilement considérer comme une colombe, a eu une excellente occasion d'examiner de près, avec le bénéfice des meilleures informations disponibles, les effets de la politique canadienne au Vietnam. Ses conclusions sur sa période de service se lisent comme suit :

Personnellement, j'ai le sentiment de partir d'ici plus triste que je ne l'étais à l'arrivée, mais aussi plus sage du fait de cette expérience. Plus triste parce que je trouve qu'il est impossible d'accepter la politique de mon gouvernement. Je suis profondément convaincu que ce n'est pas une politique honnête malgré les efforts déployés par divers dirigeants pour justifier notre présence dans ce malheureux pays[46]. [Traduction]

Pourquoi ce fossé s'est-il développé entre les décideurs et les exécutants? L'attitude de Holmes envers le peuple dont il aidait à façonner la politique étrangère nous fournit peut-être un indice pour comprendre pourquoi il semble y avoir disjonction entre les décideurs de la politique étrangère à Ottawa et les représentants du Canada sur le terrain au Vietnam. Ce qui est le plus frappant est l'attitude étonnamment dédaigneuse de Holmes envers la majorité des Canadiens, qu'il considérait comme : « … la masse moyenne, au cerveau lavé par la télévision, qui est la moins au courant du fait que le Canada n'est pas lui-même impliqué dans la guerre au Vietnam »[47]. Cette déclaration est d'autant plus surprenante que la couverture médiatique du conflit au Vietnam suggère au contraire que le public canadien avait en réalité une assez bonne connaissance de ce qui se passait là-bas. Il est clair que ces déclarations trahissent la frustration ressentie par Holmes dans ses tentatives d'élaborer une politique représentant un compromis efficace et acceptable entre la position de ceux que Donald

Ross appelle les « conservateurs » (pro-Américains) et la position (anti-américaine) des « libéraux de gauche », deux positions en conflit permanent non seulement au sein de la population canadienne, mais au sein des gouvernements canadiens successifs et même au sein du ministère des Affaires extérieures. Les tentatives de compromis de Holmes et de Pearson ont donné naissance à une politique à la fois ambiguë et ambivalente[48]. De plus, ce compromis s'est souvent traduit par une politique difficile à expliquer et à communiquer au public canadien en général et même à ceux qui devaient la mettre en œuvre. Holmes lui-même a admis ce fait dans l'extrait qui suit :

> Lorsque j'ai visité le Vietnam au printemps 1955… le travail efficace de la Commission était terminé et la frustration devenait de plus en plus évidente. Le moral et l'enthousiasme des Canadiens… étaient très remarquables, mais je me souviens d'avoir mentionné à mon retour combien je trouvais qu'il serait difficile pour eux de garder ce moral et cet enthousiasme longtemps à la vue des minces succès que remportait leur travail…. Il est donc très insultant pour eux de se faire dire par des concitoyens qui ne se sont même pas donnés la peine d'étudier le dossier que les Commissions n'ont été rien d'autre qu'une farce et qu'eux-mêmes ont été ni plus ni moins que les agents dociles des Américains[49]. [Traduction]

C'est ainsi que la politique délibérément ambiguë du Canada au Vietnam a mis au jour et amplifié les différences culturelles qui existaient entre les décideurs des Affaires extérieures, apparemment confortables avec les ambiguïtés de ladite politique, et les diplomates et soldats, d'autre part, qui étaient malheureux de cette confusion apparente. Même au sein des Affaires extérieures, ce conflit a miné le consensus et a éventuellement entraîné une « paralysie » de la politique canadienne. Jusqu'à un certain point, l'inertie institutionnelle provoquée par cette paralysie allait, à elle seule, perpétuer pendant presque 20 ans l'implication du Canada dans une commission inefficace et malheureuse, soit jusqu'en 1973[50]. Mais cette paralysie ne pouvait durer éternellement et des événements, aux États-Unis et au Vietnam, allaient secouer la Commission, et le Canada du même coup, hors de sa torpeur.

L'espoir renaît ne meurt jamais — la Commission internationale de contrôle et de surveillance (CICS)

Alors que l'administration Nixon tentait de négocier sa sortie du Vietnam par une « paix avec honneur » à la Conférence de paix de Paris, en 1972-1973, les Canadiens se retrouvaient à nouveau pressés diplomatiquement de servir au sein de l'instance de supervision de la trêve en Indochine. Malgré lui-même, et en dépit de l'histoire ignominieuse de la CICS, le gouvernement du premier ministre Pierre Trudeau a accepté de se joindre au groupe de quatre pays qui allait constituer la « nouvelle » Commission internationale de contrôle et de surveillance « améliorée » aux côtés de la Hongrie, de l'Indonésie et de la Pologne (le groupe CHIP). Les dirigeants américains avaient clairement fait savoir au ministre canadien des Affaires extérieures, Mitchell Sharp, que les fragiles Accords de paix de Paris, si importants au plan politique, seraient en réel danger si le Canada refusait de participer à la CICS. Encore une fois placé devant une offre qu'il ne pouvait pas refuser, le gouvernement Trudeau a accepté de participer à la Commission, ne serait-ce que pour aider les États-Unis à se sortir du bourbier vietnamien qui menaçait maintenant d'autres aspects plus importants des relations canado-américaines. Cependant, les Canadiens n'étaient pas disposés à tolérer un engagement à durée indéterminée et une échéance de deux mois a donc été fixée[51].

S'écartant délibérément de la « diplomatie tranquille » de l'ère Pearson, Sharp et Trudeau ont convenu d'entrée de jeu que la délégation canadienne à la CICS « se considérerait libre de diffuser les débats de la Commission à son gré — ce qui a

éventuellement été baptisé du nom de 'politique de la bouche ouverte' »[52]. Dès le départ, il semble que les dirigeants canadiens, en particulier Mitchell Sharp, étaient pessimistes quant aux résultats de la CICS. Pour donner plus de crédibilité et de pertinence à la CICS, Sharp a déposé un projet de résolution à la Conférence internationale sur le Vietnam (les pourparlers de paix de Paris) en vertu de laquelle la CICS aurait été autorisée à transmettre ses rapports au Secrétaire général des Nations Unies qui pourrait ensuite les acheminer au Conseil de sécurité pour fins de commentaires ou de réaction. Cette résolution a été rejetée sommairement par les deux parties, à la grande déception de Sharp[53]. La nouvelle CICS n'allait pas être plus puissante ou efficace que son prédécesseur.

La nouvelle CICS a repris le travail presque exactement là où l'ancienne avait laissé. Hébergée dans l'édifice de l'ancien quartier général de la CICS à Saigon, et organisée presque exactement comme l'ancienne CICS, sauf pour ce qui est du nombre de nations participantes, quatre plutôt que trois, la nouvelle CICS a été sabotée dès sa naissance[54]. Les officiers hongrois et polonais sur les sites des équipes n'avaient pas reçu de leurs supérieurs le « pouvoir délégué » d'enquêter sur les présumées violations, ce qui fait que les représentants canadiens et indonésiens se retrouvaient souvent seuls à faire enquête[55]. Encore plus frustrante était l'exigence d'unanimité des avis, non seulement à l'égard des conclusions, mais également à l'égard des *preuves*[56]. En réalité il n'y avait pas de trêve à superviser — les deux côtés se livraient des combats majeurs, malgré les Accords de Paris ou la présence de la CICS. Dans une transmission confidentielle à Ottawa, la délégation canadienne auprès de la CICS mentionnait que : « Il est incontestable que le cessez-le-feu n'est pas observé partout au Vietnam… **un total de six mille soixante incidents ont été signalés entre le 28 janvier et le 14 mars** »[57]. Dans un message ultérieur, la délégation canadienne affirmait sans détours que les représentants polonais et hongrois faisaient clairement obstacle à toute action de la CICS, à sa consternation grandissante[58]. Cette fois, cependant, Ottawa a fait connaître publiquement sa frustration, en vertu de sa « politique de la bouche ouverte », mais cette critique publique n'a servi qu'à miner davantage la position du Canada face aux États-Unis et au Vietnam[59]. Suite à la détention de deux officiers canadiens par les Nord-Vietnamiens sous prétexte d'espionnage, et après la mort d'un autre officier canadien lorsque son hélicoptère a été abattu « par erreur », Ottawa a été forcé de réagir[60]. Pour la première fois de son histoire, le Canada s'est retiré unilatéralement d'un rôle de maintien de la paix. Même si le Canada était allé au Vietnam pour les bonnes raisons, il n'avait plus aucune illusion quant à l'efficacité des « Commissions » en Indochine. Le dernier gardien de la paix canadien a quitté le Vietnam en juillet 1973, mettant ainsi fin à près de 20 ans de frustrations et d'échecs.

L'épitaphe de la Commission avait été écrite longtemps avant sa mort par le délégué canadien R.D. Jackson:

> La Commission internationale de contrôle et de surveillance a été, pour une bonne part de son existence, une entité inefficace et plutôt pathétique. Au cours des récentes années, les problèmes internes et externes qui l'accablent en ont fait un véritable légume…. Ses réalisations sont restées pitoyablement en deçà des attentes. Elle a gaspillé son temps, éparpillé ses énergies et consommé ses propres ressources pendant que la fumée et les flammes de la guerre l'engloutissaient. Victime en partie de la perversité des nations, elle est également devenue un triste monument à la gloire des mécanismes internationaux mal conçus et mal utilisés. La délégation canadienne espère qu'elle a au moins réussi à offrir à tous les intéressés une expérience qu'ils pourront exploiter utilement dans l'avenir[61]. [Traduction]

Leçons apprises

Qu'est-ce que nous enseigne l'implication de 20 ans du Canada dans le conflit au Vietnam au sujet de la politique étrangère et de la politique de défense du Canada, et au sujet de ceux qui les élaborent et les mettent en application? Il y a sept leçons qui ressortent du bourbier dans lequel le Canada s'est enfoncé au Vietnam. Premièrement, la politique du Canada au Vietnam, et plus particulièrement la tendance des « libéraux modérés » à appuyer les objectifs de la politique américaine tout en rejetant les moyens militaires pris pour les atteindre souligne sans équivoque la difficile « acceptation du paradoxe » qui est à la fois le cœur et l'énigme d'une bonne partie de la politique étrangère canadienne, comme l'illustre à nouveau le débat actuel sur l'appui à l'intervention américaine en Iraq[62]. Cette « acceptation du paradoxe » et cette tendance des « libéraux modérés » à faire des compromis génèrent souvent une politique étrangère d'apparence réactive, confuse et incohérente tant pour le public canadien que pour l'ensemble du monde. Ce sont précisément ces mêmes accusations qui ont été portées contre le gouvernement Chrétien pour sa politique sur l'Iraq; lorsqu'on lui demandait si le Canada était pour ou contre la position américaine, Chrétien répondait sans ambages « peut-être »[63]. On peut au moins dire que les décideurs politiques du Canada ont été constants dans leur inconstance — s'efforçant véritablement de ne pas prendre parti et maintenant souvent une politique étrangère délibérément ambiguë pour rester en équilibre sur la clôture.

La seconde observation qu'on peut faire à partir de l'histoire de la première CICS et de sa réincarnation est que les soldats canadiens ont joué un rôle important dans la mise en œuvre de la politique étrangère et pas seulement dans le domaine militaire. Les officiers de l'Armée canadienne membres de la CICS devaient être, dans les mots de Holmes, « des soldats, des diplomates et des juges » et, à son avis, les officiers envoyés au Vietnam se sont acquittés de ces rôles souvent complexes et contradictoires avec habileté et aplomb[64]. L'implication du Canada au Vietnam fait donc ressortir une tendance particulière du Canada à envoyer ses soldats faire le travail de diplomates ou de secouristes humanitaires. Comme on l'a vu précédemment, la composante militaire de la CICS, lorsque les conditions préalables requises étaient en place, n'avait aucune difficulté à atteindre ses objectifs. À preuve, le succès des 300 premiers jours de la CICS dans le désengagement des forces françaises et vietnamiennes et dans l'établissement de l'autorité du gouvernement des deux côtés de la DMZ. On ne peut cependant pas s'attendre constamment à ce que les militaires résolvent des problèmes politiques, humanitaires et diplomatiques dépassant leur domaine d'expertise et leur mandat. Ironiquement, comme on l'a vu, le MDN refusait obstinément tout droit de regard officiel sur la politique qu'il devait mettre en œuvre, malgré le fait qu'un engagement de 20 ans au sein des Commissions exerçait une grande pression sur les ressources de l'Armée canadienne dans un théâtre d'une importance stratégique minime pour le Canada. Les soldats canadiens continuent de jouer un rôle dans la mise en œuvre de la politique étrangère du pays, en particulier aux niveaux opérationnel et tactique. Ils accomplissent le miracle de la transsubstantiation de la politique étrangère; ils sont l'expression physique des débats pompeux et des écrits froids de la politique transformés en êtres humains et en faits cruels par la réalité physique. Alors, si les soldats peuvent comprendre et mettre en œuvre la politique canadienne, peut-être doivent-ils aussi avoir une certaine influence sur son orientation. L'expérience du Vietnam suggère qu'à l'avenir, le MDN en général, et les officiers des Forces canadiennes (FC) en particulier, pourraient revendiquer un rôle officiel plus important dans l'élaboration de la politique étrangère de leur nation. Ce changement aurait des incidences non seulement sur la formation des officiers, mais également sur l'interaction plus étroite, ou même sur l'intégration, d'éléments du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et du MDN. Il permettrait aussi une meilleure

harmonisation et synchronisation entre les décideurs politiques et les exécutants, et supprimerait peut-être même une partie des frictions et frustrations si manifestes dans la réaction de membres de la CICS comme le Brigadier Chubb. Une participation accrue aux débats sur la politique étrangère ne peut qu'accroître la capacité des FC et de ses officiers et soldats de mettre cette politique en œuvre[65]. Comme l'a souligné l'historien Harry Summers, les politiciens et les chefs militaires américains ont appris à harmoniser leurs politiques et leurs stratégies militaires à partir de leurs erreurs au Vietnam[66]. Il est peut-être tout à fait à propos que le Canada tire les mêmes leçons du même conflit, mais à partir d'une perspective différente.

Troisièmement, l'expérience canadienne au Vietnam met en lumière le dilemme que pose au Canada le fait d'être un partenaire très secondaire dans sa propre défense. À cause de sa forte dépendance des États-Unis pour sa sécurité, le Canada a été forcé d'afficher une complicité apparente avec la politique américaine au Vietnam et à participer au simulacre des Commissions qui ont été la source de tant de frustrations pour les diplomates et soldats canadiens. La dépendance d'un allié n'est pas en soi un facteur négatif; en fait, d'un point de vue stratégique, géopolitique et économique, une telle dépendance apparaît comme une solution hautement pragmatique au dilemme de la sécurité canadienne[67]. Il faut cependant reconnaître que les avantages économiques et stratégiques associés au fait de pouvoir se fier si énormément à une autre nation pour notre sécurité ne peuvent être obtenus qu'au prix proportionnel d'une abdication partielle de notre souveraineté et de notre indépendance. De plus, la convergence croissante avec les États-Unis dans les domaines de la culture, de l'économie et de la sécurité a, dans les faits, érodé la souveraineté politique du Canada. Le gouvernement canadien peut bien choisir de s'écarter des politiques américaines, mais en raison de nos liens étroits, il y aura inévitablement désaccord et désappointement profonds de part et d'autre de la frontière. Comme l'exprime si justement la citation de John Holmes en prélude à cet article, même le compromis le plus large possible risque d'offenser une importante partie de la population. Le rôle du Canada au Vietnam démontre clairement ce dilemme. En outre, le risque d'offense augmente si une politique au départ controversée est inefficacement communiquée ou maladroitement mise en œuvre. Il est clair que le gouvernement canadien ne devrait pas se laisser pousser par le voisin géant et ami américain à prendre des décisions qui lui sont inacceptables au plan moral ou éthique, mais les décideurs conservent tout de même la responsabilité de communiquer cette politique de manière efficace et compréhensible. Tant dans le cas historique du Vietnam qu'apparemment dans le cas présent de l'Iraq, le gouvernement canadien n'a pas su faire à cet égard.

La « diplomatie tranquille » de Pearson, la réaction de Lyndon Johnson à son discours de Philadelphie et l'échec de la diplomatie « de bouche ouverte » de Sharp à modifier notablement la conduite de la guerre par les Américains nous amènent à conclure que tout désaccord avec les actions américaines doit être exprimé avec tact, à défaut de quoi il y aura inévitablement des conséquences négatives pour les objectifs de la politique canadienne et pour les rapports globaux entre le Canada et les États-Unis. À cet égard, encore une fois, le refus ou l'incapacité de Chrétien de maîtriser les « libéraux de gauche » les plus bruyants de son gouvernement dans leurs attaques anti-américaines émotives et *ad hominem* contre l'administration Bush au sujet de l'Iraq s'est révélé extrêmement néfaste et potentiellement dommageable pour le Canada[68]. Comme le montre bien l'exemple historique du Vietnam, le mastodonte américain est peu sensible au discours noble du Canada et la diplomatie « de la bouche ouverte » est rarement efficace.

La déduction la plus pertinente qu'on peut peut-être tirer au sujet de la brisure actuelle dans les relations canado-américaines à la lumière de l'expérience au Vietnam

est qu'il est fort probable que cette brisure n'entraînera pas de dommages permanents pour l'amitié qui existe entre les deux pays. Malgré les prédictions sinistres de nombreux experts selon lesquelles la position du Canada sur l'Iraq causera des dommages permanents et importants aux relations canado-américaines[69], l'histoire semble indiquer le contraire. Plusieurs gouvernements canadiens successifs ont été en désaccord avec les moyens pris par les Américains pour appliquer leur politique au Vietnam et ont parfois exprimé ce désaccord ouvertement et avec colère. Mais ce désaccord portait sur les *moyens* utilisés et non sur l'objectif ultime — l'établissement d'un Sud-Vietnam libre et démocratique et la solidarité face à la menace communiste. À moins qu'il ne déclare ouvertement son appui au régime de Saddam Hussein, le gouvernement Chrétien ne peut fondamentalement altérer la relation profonde et permanente qui existe entre les peuples des États-Unis et du Canada. Les gouvernements peuvent être en désaccord sur ce sujet en particulier, mais comme l'ont amplement démontré les protestations publiques au Canada et aux États-Unis, les deux peuples de l'Amérique du Nord vont continuer de se considérer comme deux membres de la même famille[70].

Une autre leçon tirée de l'expérience des deux incarnations de la CICS porte sur la difficulté de se fier à des institutions internationales multilatérales qui n'ont ni le désir ni les moyens de faire respecter leur mandat. L'impuissance de la CICS face à l'intransigeance et aux transgressions de toutes parts dans le conflit vietnamien, et l'humiliation et les frustrations que cette situation a engendrées chez les soldats, les diplomates et les politiciens canadiens devraient rappeler crûment aux Canadiens qu'ils devront à l'avenir s'assurer que les institutions internationales au sein desquelles on les convoque disposent des « outils » nécessaires pour exécuter leurs mandats, sans quoi elles seront condamnées au mieux à l'inefficacité et au pire, à un échec abject. L'Organisation des Nations Unies est clairement la plus notoire des institutions multilatérales chéries par le Canada; les diplomates canadiens devraient peut-être se concentrer sur la manière de recréer l'ONU pour qu'elle s'affranchisse de ses erreurs du passé, particulièrement à la lumière de l'impasse en Iraq et de son incapacité de désarmer ce pays. Non moins prestigieux que le précédent Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan a lui-même appelé à cette refonte[71]. D'autres institutions internationales multilatérales soutenues par le Canada doivent passer ce test de l'efficacité, notamment le Tribunal pénal international et le forum de l'Accord de Kyoto. Il faut cependant prendre soin de ne pas miner les organisations multilatérales efficaces sur lesquelles le Canada en est venu à se fier, par exemple l'OTAN. Le chemin de l'enfer n'est pas nécessairement pavé de bonnes intentions, mais il est très certainement emprunté par des organisations qui n'ont ni la volonté ni la capacité de traduire ces bonnes intentions en bonnes actions.

Enfin, malgré les accusations de certains auteurs selon lesquelles la participation du Canada à la CICS originale et à sa deuxième incarnation n'était motivée que par des raisons économiques ou par d'autres facteurs « immoraux », il semble clair que l'implication de 20 ans du Canada au Vietnam traduisait le dilemme de l'espoir et les limites et complexités du rôle de « moyenne puissance ». Pour citer John Holmes : « pour une puissance moyenne en formation, il s'est agi d'une leçon dure mais utile sur la nécessité de vivre avec le paradoxe et de reconnaître qu'en matière de politique internationale, la moralité est prismatique »[72]. Pour le Canada, tout comme pour les États-Unis, l'implication au Vietnam est devenue un « enfer de bonnes intentions ». Les partisans d'une politique étrangère éthique doivent être sensibles à ce piège potentiel et ne jamais oublier que les meilleures intentions peuvent produire les pires résultats si les moyens de réaliser les objectifs nobles visés au départ ne sont pas soigneusement étudiés et laborieusement fabriqués. La plus récente politique étrangère

canadienne, telle que décrite dans *Vivre à l'abri de la peur : La politique étrangère du Canada et la sécurité humaine*, est très idéaliste dans son texte et dans l'intention qu'elle exprime, ce qui suscite chez moi la crainte que les Canadiens n'aient pas appris les leçons du Vietnam, ou de la Bosnie, ou du Rwanda ou de toute une série d'enfers créés par nos bonnes intentions[73]. Dans le monde réel, l'intention compte peu alors que les résultats comptent beaucoup.

Conclusion

Le Canada s'est impliqué au Vietnam pour des raisons valables au plan politique et au plan pratique, mais l'instrument de cette politique — la CICS — était fatalement tarée au départ. Son succès initial dans la supervision du retrait de la France a semé le germe de son propre échec, tout comme la paix militaire créée par les Accords de Genève a ouvert la voie à la possibilité d'élections que ni le régime du Sud-Vietnam, ni les Américains, ni éventuellement le Canada, ne voulaient. À ce stade, le bon choix pour le Canada aurait peut-être dû être de quitter la CICS et d'éviter le paradoxe de la partialité au sein d'une commission supposément impartiale. Le Canada s'est cependant laissé piéger par un dilemme d'espoir. Comme un homme se débattant dans le sable mouvant, les efforts bien intentionnés de Pearson et de Holmes visant l'objectif louable d'aider notre principal allié, tout en restant impartial au Vietnam, ne pouvaient mener qu'à un compromis moral de plus en plus grand. Au fur et à mesure que les Américains s'enfonçaient au Vietnam, ces deux objectifs de la politique canadienne sont devenus de plus en plus mutuellement exclusifs. Les compromis répétés ont mené à une complicité silencieuse et malheureuse qui a inévitablement ouvert la voie au conflit alors que les décideurs politiques canadiens s'efforçaient, l'un après l'autre, de trouver un terrain neutre acceptable là où il n'en existait pas. L'ambiguïté délibérée de la position canadienne a conduit à une politique inconséquente et parfois incohérente qui s'est ensuite embourbée dans la frustration et l'incompréhension tant au Canada qu'à l'extérieur dans les relations avec les États-Unis. C'est seulement lorsque Trudeau et Sharp ont mis fin à l'ambiguïté par leur refus explicite de rester otages de l'espoir en quittant la CICS que le Canada a pu échapper à l'enfer de bonnes intentions qu'était le Vietnam.

Les Canadiens peuvent et devraient tirer de l'expérience unique du Canada au Vietnam de nombreuses et importantes leçons sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique étrangère et sur les difficultés associées au fait d'être un membre secondaire mais souverain de la famille nord-américaine. Bien que la politique étrangère et la politique de défense doivent avoir un caractère éthique, elles ne peuvent reposer sur l'espoir comme instrument central et doivent tenir compte des réalités particulières et pratiques auxquelles fait face le Canada. Au Vietnam, les bonnes intentions du gouvernement canadien ont créé un chemin vers l'enfer rendu encore plus glissant par une politique conçue pour être délibérément ambiguë. Les concepteurs de nos futures politiques étrangères et de défense doivent reconnaître ce piège potentiel et ne jamais oublier que les bonnes intentions ne se traduisent pas facilement, ou même nécessairement, par de bons résultats.

Au sujet de l'auteur...

Le Lieutenant-colonel Shane Schreiber rentre à peine d'une période de service en Afghanistan comme chef des opérations du commandement régional du Sud à Kandahar (Afghanistan). Il détient une maîtrise en Études sur la conduite de la guerre et une maîtrise en Études de la Défense du Collège militaire royal de Kingston. Il sert actuellement comme chef d'état-major du 1 GBMC à Edmonton, Alberta. Son article sur l'expérience canadienne au Vietnam lui a mérité en 2004 la médaille de rédaction militaire Brigadier George Bell qui est décernée par le Collège des Forces canadiennes.

Notes

1. Cité dans Thakur, p. 73.
2. Voir Ross, pp. 203-231; et Levant, pp. 132-133.
3. Levant, pp. 121-141.
4. Pour des preuves de la détermination de Diem à subvertir les élections, voir Stanley Karnow, *Vietnam: A History*. (New York : Penguin, 1983) pp. 213-239. Ross en vient aux mêmes conclusions dans son ouvrage, pp. 181-184.
5. Pour de plus amples informations voir Stanley Karnow, pp. 213-239.
6. Ross se penche en détail sur la question des élections, pp. 160-202.
7. Voir les Accords de Genève dans Thakur, pp. 293-296.
8. Thakur, p. 83.
9. Voir Eayrs, pp. 221-242.
10. Voir Thakur, pp. 82-88.
11. Voir Thakur, pp. 86-88, et Eayrs, pp 225-250.
12. Encore une fois, Ross examine cette question en détail, pp. 221- 254; voir aussi Levant, p. 151-159.
13. Voir *Canada In The Pentagon Papers*, The Canadian Forum, septembre 1973, pp. 9-12. Il s'agit d'une réimpression complète, y compris les parties classifiées, des Pentagon Papers divulgués sans permission par Daniel Ellsberg en 1973. Ils se rapportent particulièrement à la mission Seaborne.
14. Voir *Canada in the Pentagon Papers*, pp. 13-19.
15. Levant, p. 181.
16. Thakur, p. 113.
17. Voir *Chubb's Folly*, Vol. 2, p. 140.
18. Bothwell, p.110.
19. Brigadier H. *Chubb, Chubb's Folly*, Vol. 2, p. 48.
20. Cité dans Eayrs, p. 251.
21. John Holmes, cité dans Eayrs, p. 283.
22. *The Globe and Mail*, 28 janvier 1970; pour un examen plus détaillé, voir Levant, pp. 191-196, et Eayrs, pp. 242-250.
23. Voir Levant, pp. 194-196.
24. Brigadier H. Chubb, *Chubb's Folly*, Vol. 2, p. 87.
25. Le Brigadier Chubb recevait les Américains, ou était reçu par eux, pratiquement à chaque jour et trouvait cela « tout naturel » de donner un briefing sur les activités de la CICS et sur le régime de Hanoï à l'ambassade américaine; voir *Chubb's Folly*, Vol. 2, p. 8, ainsi que Bothwell, p. 110.
26. Brigadier Chubb, *Chubb's Folly*, Vol. 2, pp. 144-145.
27. Voir la collection de souvenirs des anciens combattants canadiens du Vietnam de Fred Gaffen intitulée *Unknown Warriors: Canadians in the Vietnam War* (Toronto : Dundurn, 1990), ou Tracey Arrial *I Volunteered: Canadian Vietnam Vets Remember* (Watson and Dwyer, 1996).
28. Cette connexion étroite a été examinée en profondeur par de nombreux auteurs; voir, par exemple, James Eayrs, *In Defence of Canada, Volume 4: Growing Up Allied*. (Toronto : Université de Toronto, 1980), et *In Defence of Canada, Volume 3: Peacemaking and Deterrence*. (Toronto : Université de Toronto, 1972); voir également James Minifie, *Peacemaker or Powder-Monkey: Canada's Role in a Revolutionary World*. (Toronto : McClelland Stewart, 1960), et J. Granatstein, *Canadian Foreign Policy since 1945: Middle Power or Satellite?* (Toronto : Copp Clark, 1969).
29. C'est le titre du livre de Levant sur le Vietnam; voir ci-dessus la référence. Voir également Ross, pp. 324-375.
30. Voir Karnow, pp. 383-474.
31. Voir Ross, pp. 258-263, et Charles Ritchie, *The Day LBJ confronted LBP*, Maclean's, janvier 1974.
32. Granatstein, Did Canada Make a Difference, p. 226.
33. Note de service du DEA intitulée *Vietnam: Future of the Commission*, citée dans Bothwell, p. 109
34. Voir Ross, pp. 4-34.
35. Voir le livre de Claire Culhane, *Why is Canada in Vietnam? The Truth about our Foreign Aid* (Toronto : NC Press, 1972). L'ouvrage de Levant *Quiet Complicity*, est le meilleur exemple de ce point de vue; voir aussi les articles par exemple de Walter Stewart, *Proudly We Stand as Butcher's Helper in Southeast Asia*, Maclean's, mars 1970; Jim Lotz, *A Modest Proposal*, dans The Canadian Forum, septembre 1969; et Fred Knelman, *Canadians Find Profit in the War Business*, Toronto Star, 1er octobre 1970, tous ces articles sont repris dans l'ouvrage intitulé *International Involvement*, éd. Hugh Innis (Toronto : McGraw-Hill Ryerson, 1972) pp. 47-56.
36. Bothwell, p.110.
37. Dennis Lee, *Civil Elegies*, cité dans la préface de l'ouvrage de Charles Taylor.
38. Ross pp. 23-24.
39. Général Gordon Sullivan, *Hope is Not a Method* (New York : Random House) 1996.
40. Cité dans un rapport de l'ambassade américaine à Saigon, 28 janvier 1959, dans Bothwell, p. 110.
41. Voir aussi Bothwell, p. 99.
42. John Holmes, *Canada and the Vietnam War, War and Society in North America*, éditeurs J. Granatstein et R. Cuff. (Toronto : Thomas Nelson and Sons, 1971) pp. 186-188.
43. Holmes, *Geneva*, p. 75
44. Holmes, *Canada and the Vietnam War*, p. 189.
45. The Globe and Mail, 16 février 1966, cité dans Levant, p. 174.

46. Brigadier Chubb, *Chubb's Folly*, vol. 2. p. 212.
47. Holmes, Canada and the Vietnam War, p. 196.
48. L'ouvrage de Ross intitulé *In the Interest of Peace* jette un regard brillant et détaillé sur la tension entre ces trois points de vue de la politique étrangère canadienne; voir particulièrement pp. 2-34.
49. Holmes, *Geneva*, p. 72.
50. Pour une étude de cette paralysie, voir Ross, pp. 22-323; Bothwell, pp. 99-112.
51. Mitchell Sharp décrit l'évolution de la participation du Canada en détail dans ses mémoires, *Which Reminds Me*… (Toronto : University of Toronto Press, 1991) pp. 212–216. Voir également l'Honorable Mitchell Sharp, *Viet-Nam : participation à la commission internationale de contrôle et de surveillance telle qu'envisagée par le Canada du 25 octobre 1972 au 27 mars 1973* (Ottawa : Information Canada, 1973). Pour un autre point de vue, voir W.M. Dobbell, *A 'sow's ear' in Vietnam*, International Journal, Volume 24, no 3 (été 1974), pp. 359-362.
52. Sharp, *Reminds*, p.213.
53. Sharp, *Reminds*, pp. 214-215.
54. Voir par exemple le Colonel D.G. Loomis, *An Expedition to Vietnam: the Military Component of the Canadian Delegation* (MCCD), 1973, dans la Revue canadienne de la défense, Vol. 3, no 4 (printemps 1974), pp. 35-39, et *International Commission of Control and Supervision Military Component Canadian Delegation Vietnam Yearbook* (pas de date pas d'éditeur) dans la bibliothèque du CFC.
55. Voir ICCS (Vietnam) LORE Team, *Canadian Land Ordnance Engineers in Vietnam*, 1973 (partie 1), dans la Revue canadienne de la défense, Vol. 5, no 1 (été 1975) pp. 45-51.
56. LORE Team report, pp. 50-51.
57. Message : CANDELSAIGON to EXTERNAL AFFAIRS OTTAWA 21 MARS 1973, présenté dans une annexe de *Report on Vietnam*, Sharp, p. 32.
58. Message, CANDELSAIGON to EXTERNAL AFFAIRS 26 MARS 1973, dans Sharp, *Report on Vietnam*, pp. 40-51.
59. Voir Levant, p. 235-239, et Dobbell, pp.362-365 et 390-392.
60. Pour de plus amples informations sur ces incidents, voir Loomis, *An Expedition*, pp. 37-29, et Levant, pp. 234-239 et 247-250.
61. R.D Jackson, *ICSC for Vietnam, Minutes*, 770e réunion, 13 mars 03, DEA Files, 2-500052-A-12-40, cité dans Ross, p. 24.
62. C'est en réalité le titre d'un recueil d'essais en l'honneur de John Holmes tiré d'un passage écrit par Holmes dans son ouvrage intitulé *The Better Part of Valour*.
63. Voir par exemple Daniel Leblanc, *Mixed Messages on Where Ottawa stands, and sails*, The Globe and Mail, 29 mars 2003, p. A11.
64. Holmes, *Geneva*, p.70.
65. Ces conclusions sont reprises par de nombreux officiers après environ une décennie d'expérience dans les Balkans et ailleurs. Voir, par exemple, Major-général Lewis Mackenzie *Peacekeeper: The Road to Sarajevo*. (Toronto : Douglas and McIntyre, 1993) pp. 330-334; ou Colonel Mike Ward, *La force opérationnelle au Kosovo : adapter les opérations à un contexte de sécurité en évolution*, Revue militaire canadienne, Vol .1, no 1. pp. 67-74.
66. Voir Harry Summers, *On Strategy: A Critical Analysis of the Vietnam War* (New York : Dell Publishing, 1984), et *On Strategy II: A Critical Analysis of the Gulf War* (New York : Dell Publishing, 1992), pp. 1-138.
67. Pour une excellente étude de cet aspect voir Joel Sokolsky, *Clausewitz à la mode canadienne*, dans la Revue militaire canadienne, Vol. 3, no 3 (automne 2002) pp. 3-10.
68. Voir, par exemple *What the Liberals have said about the U.S.*, National Post, 26 mars 2003, p. A1.
69. Voir J.L. Granatstein, *The Empire Strikes Back*, National Post, 26 mars 2003, A17.
70. Voir Granatstein, *The Empire Strikes Back*, et Terence Corcoran, The US was there for Canada, National Post, 26 mars 2003, p. A17. Pour un point de vue semblable mais légèrement différent, voir Jeffrey Simpson, *They're Mars, we're Venus*, The Globe and Mail, 21 mars 2003, p. A21.
71. Voir Kofi Annan, *U.N. must rediscover unity of purpose*, Déclaration au Conseil de sécurité, 28 mars 2003, Toronto Star, 29 mars 2003.
72. Holmes, cité dans Eayrs, p. 283.
73. *Vivre à l'abri de la peur : La politique étrangère du Canada et la sécurité humaine* (Ottawa : Ministère des Affaires extérieures et du Commerce international, 2002).

NOTE AU DOSSIER — AFGHANISTAN : CE QUE NOUS PENSIONS QUE NOUS SAVIONS DE L'EXPÉRIENCE SOVIÉTIQUE

M. Sean M. Maloney, PhD

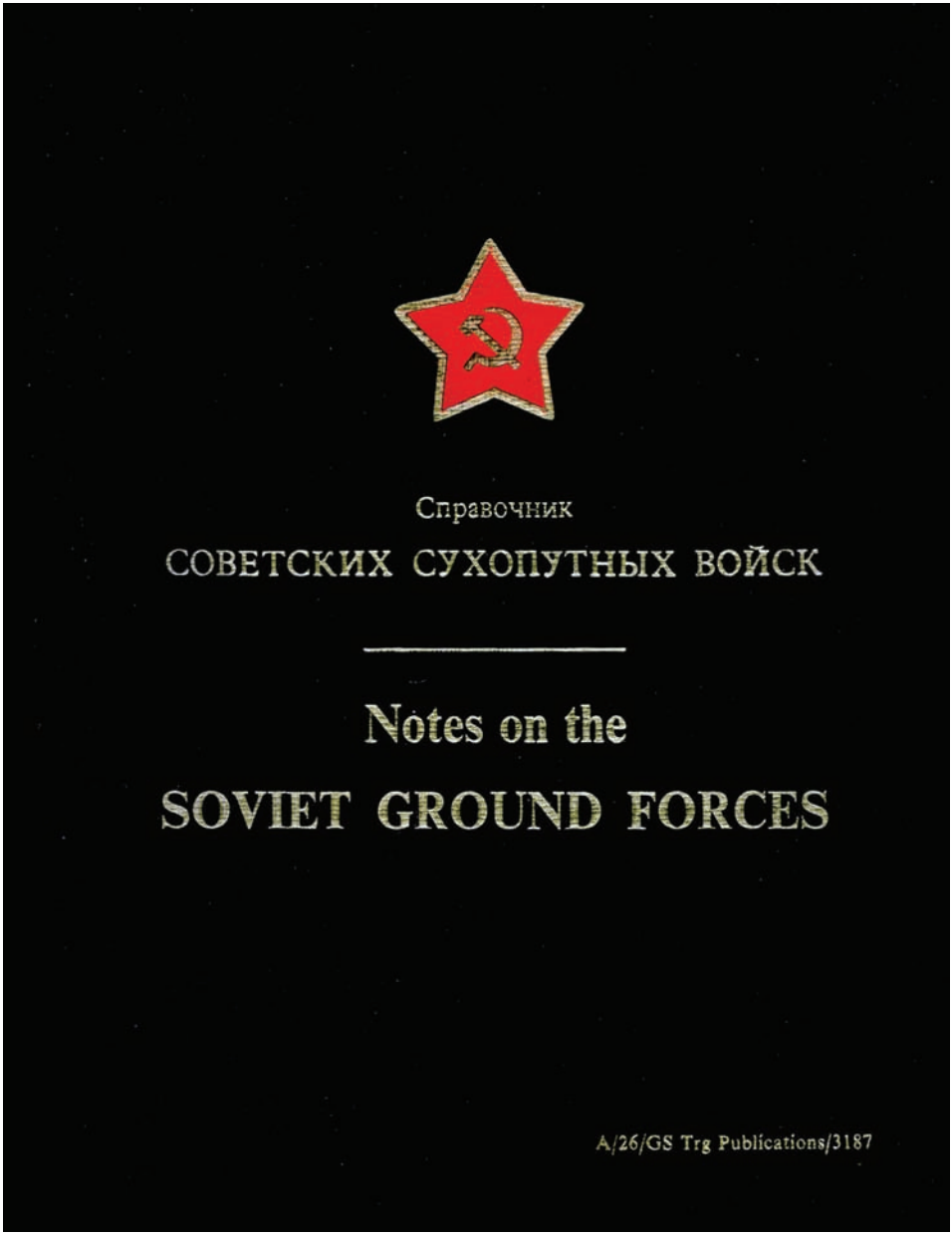
C'était le début des années 1990, l'Allemagne n'était plus seulement l'Allemagne de l'Ouest et les premiers membres canadiens de la Mission de surveillance de la Communauté européenne étaient déployés dans ce qui était sur le point de devenir l'ex-Yougoslavie. Au sein de la Forêt noire (Schwarzwald) était cantonné le 4e Groupe-brigade mécanisé du Canada, dont les membres s'interrogeaient sur l'avenir de la formation après la chute du mur de Berlin. On comptait encore 200 000 soldats russes en Allemagne de l'Est et le personnel du renseignement les tenait à l'œil, même s'il s'employait surtout à préparer des guides de reconnaissance des véhicules yougoslaves. Les Soviétiques avaient quitté l'Afghanistan près de deux ans auparavant : c'était de l'histoire ancienne. Pourtant, quelqu'un a monté un dossier d'information intitulé « Leçons retenues par les Soviétiques en Afghanistan[1] » qui allait finir par dormir dans les archives du 4 GBMC à partir du moment où l'état-major du renseignement de la Brigade a déclassé le document à des fins historiques et en a édité une portion très minime.

J'ai pris ce dossier d'information original et j'en ai fait un document cohérent [auquel j'ai ajouté mes commentaires entre crochets]. Tout comme pour tous les produits de cette époque, les auteurs canadiens sont inconnus. Soulignons à titre de mise en garde qu'il existe de nombreux ouvrages sur l'expérience soviétique en Afghanistan : Les Grau et David Isby sont les auteurs les plus connus. Leurs ouvrages sont essentiels pour comprendre l'expérience soviétique en Afghanistan et il faut lire ce qui suit de concert avec ces ouvrages.

Leçons retenues par les Soviétiques en Afghanistan

Après l'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979, l'intention de Moscou était de se borner à appuyer l'armée afghane en occupant les villes, en assurant la couverture aérienne et en établissant des positions défensives [NOTA : cette intention est similaire à la stratégie actuelle de la FIAS dans le sud de l'Afghanistan]. La force soviétique initiale provenait principalement d'unités de réserve de l'Asie centrale constituées de personnel ethniquement apparenté aux Afghans. Ces unités se sont révélées peu efficaces et ont vite été remplacées par des unités régulières des forces soviétiques. Tout au long du conflit, les Soviétiques se sont concentrés sur cinq objectifs fondamentaux : contrôler les villes; protéger les lignes de communications; chasser les rebelles vers des zones isolées afin de les éloigner de leur population et de leur soutien; éliminer les centres de résistance; interdire l'accès à toute aide extérieure et à des sanctuaires.

Les Soviétiques n'ont pas très bien réussi à atteindre complètement l'un ou l'autre de ces objectifs, notamment parce que les Moudjahidines sont libres d'agir dans la plupart des villes et qu'ils ont même pris le contrôle de certains secteurs des villes que les Soviétiques occupaient. De plus, comme les lignes de communications sont régulièrement perturbées par des attaques de guérilla, l'autoprotection devient pour les Soviétiques une tâche principale. Fait plus important, le Pakistan est resté la source des armes des rebelles et, pour ces derniers, un sanctuaire [NOTA : les Talibans actuels et les rebelles qui leur sont associés n'ont pas réalisé la première de ces conditions, mais la deuxième et la troisième, en particulier le problème lié au Pakistan, existent actuellement]. Malgré les bombardements (bombes aériennes et sabotage), le Pakistan est resté une voie d'approvisionnement. Ces mesures avaient pour but de soumettre le Pakistan à des pressions politiques, pas à des pressions militaires; autrement dit, elles n'avaient pas pour but de mettre fin à l'approvisionnement par la destruction du matériel.



Les Soviétiques avaient dès le début l'intention de donner à la guerre « un visage afghan » en constituant un bouclier militaire derrière lequel le régime et ses forces de sécurité pourraient se renforcer au point où les Moudjahidines ne constitueraient plus une menace mortelle pour leur survie; leur deuxième intention était d'affaiblir la résistance plutôt que de la défaire. Les forces afghanes devaient se charger de l'élimination finale des Moudjahidines à partir du moment où les forces soviétiques se seraient désengagées des combats. Les opérations de protection consistaient en un mélange d'opérations offensives limitées et de déploiements défensifs visant en priorité les bases et les garnisons soviétiques, les lignes de communications venant de l'URSS, les principaux centres urbains afghans et, par-dessus tout, Kaboul.

La doctrine soviétique normale n'a pas fonctionné en Afghanistan et même les autorités soviétiques les plus hautes l'ont reconnu. Le commandant en chef du Pacte de Varsovie, le Général Koulikov, a déclaré en avril 1987 qu'il « est en général difficile d'appliquer l'expérience de l'Afghanistan à une guerre moderne du genre de celle qui pourrait être livrée en Europe… la guerre en Afghanistan est très étrange ».

Même si le but des Soviétiques était d'appuyer l'armée afghane, un des grands problèmes qu'ils avaient était leur incapacité de transformer les forces armées afghanes en une force de combat indépendante viable [NOTA : la FIAS fait aujourd'hui face à ce problème]. Le KHAD, le Sarandi [les forces de sécurité afghanes communistes], les tribus acquises à leur cause et les milices ont été aussi importants, sinon plus, que l'armée proprement dite.

Les Soviétiques avaient initialement espéré une victoire rapide, car ils pensaient que la seule présence de la machine de guerre soviétique éliminerait l'activité rebelle. Dès 1980-1981, ils avaient compris qu'une victoire rapide n'était pas possible et ont cessé d'essayer d'en obtenir une. Ils estimaient qu'il leur faudrait au moins 400 000 soldats pour maîtriser la situation. Ils en ont en fait déployé 120 000, ce qui est nettement inférieur à ce que les analystes occidentaux jugent nécessaire. Leur but était en fait de limiter les pertes soviétiques.

La campagne consistait en général en opérations prudentes, planifiées avec soin et exécutées au niveau tactique (c'est-à-dire des opérations de faible envergure) conditionnées par des forces limitées, un terrain difficile, l'ennemi et le désir de limiter les pertes [NOTA : encore une fois, ces conditions s'appliquent à la situation canadienne actuelle]. Les Soviétiques n'ont pas essayé de décentraliser les activités de commandement, contrôle et communications en Afghanistan. En fait, les modifications apportées au système de C3 avaient pour but d'améliorer le contrôle centralisé au plus haut niveau [NOTA : situation qui existe lorsque certaines divisions américaines commandent les opérations OEF (Operation Enduring Freedom) en Afghanistan]. Les Soviétiques se concentraient sur la préparation de plans détaillés, un meilleur soutien dans le domaine du renseignement, des communications ininterrompues et un appui-feu centralisé. L'efficacité de la force a souffert, tout au long de la guerre, d'une souplesse limitée et d'un manque de capacité de réaction et d'initiative. Les améliorations locales ne s'appliquent guère contre des forces de l'OTAN dotées de capacités de haute technicité de guerre électronique et de lutte contre les moyens de C3 [NOTA : l'OTAN dont il est question ici est l'OTAN de l'époque de la guerre froide, pas celle d'aujourd'hui].

Les Soviétiques ont vite abandonné le char en tant qu'arme principale utilisée sur le terrain en Afghanistan. Ils ont retiré les régiments de chars de leurs divisions de fusiliers motorisés et les ont remplacés par des régiments de fusiliers motorisés ordinaires, ce qui a donné des divisions comptant quatre régiments de fusiliers motorisés. Les régiments de fusiliers motorisés ont cependant conservé leur bataillon de chars. Comme au Vietnam, l'hélicoptère est devenu un des principaux moyens d'attaque au sol, de transport de troupes et de ravitaillement. Les hélicoptères, de même qu'un nombre accru de Spetznaz [NOTA : les forces d'opérations spéciales soviétiques] ont permis l'exécution de missions de reconnaissance, d'embuscades, de patrouilles et d'opérations d'assaut aérien et d'interdiction des caravanes [NOTA : les mêmes missions que les forces d'opérations spéciales de la coalition exécutent aujourd'hui]. Des brigades indépendantes comptant un régiment de fusiliers motorisés, un bataillon d'assaut aérien et une batterie de lance-roquettes multiples ont été formées [NOTA : les Américains ont utilisé en Iraq des combinaisons similaires qui lient les forces d'opérations spéciales au système de lance-roquettes HIMARS][2]. Les opérations interarmes exécutées par des aéronefs, de l'infanterie motorisée (accompagnée de chars lorsque le terrain le permet) et d'éléments d'artillerie, d'assaut aérien et du génie

sont devenues la norme, mais les opérations de grande envergure n'ont pas fonctionné. Les unités classiques de fusiliers motorisés ont surtout été affectées à des tâches moins compliquées telles que les mouvements en convoi, la sécurité de la zone arrière et la défense périmétrique des positions clés [NOTA : sensiblement les mêmes que pour le 3 PPCLI et le contingent roumain à l'aérodrome de Kandahar]. Les troupes d'élite étaient chargées d'exécuter des opérations spécialisées, mais elles continuaient de faire preuve d'une grande prudence.

Les chasseurs-bombardiers rapides et les hélicoptères ont été abondamment utilisés. L'addition du Stinger et du Blowpipe à l'inventaire des rebelles a forcé les FLOGGER, FITTER et FROGFOOT [chasseurs-bombardiers soviétiques] à larguer leurs armes de haut (c'est-à-dire avec une précision réduite) et a très considérablement limité le temps d'attente des hélicoptères. Les Soviétiques ont bien amélioré leurs tactiques de suppression de la défense antiaérienne par le recours à une quantité considérable de paillettes et de leurres et à des dispositifs de suppression de la signature infrarouge (voir le Mi-24 HIND). La supériorité aérienne n'a jamais vraiment été un problème, sauf le long de la frontière du Pakistan, qui a été la scène de nombreuses violations. Exception faite de la menace terrestre aux environs de Kaboul et dans le cadre proprement dit du combat, les missions aériennes ont été exécutées virtuellement sans opposition. Les nouveaux aéronefs à hautes performances n'ont pas été nécessaires ni utilisés.

Après 1984, les Soviétiques ont amélioré à plusieurs égards leur puissance de feu et leur mobilité sans accroître de façon substantielle leurs effectifs proprement dits. Ils ont remplacé les pièces d'artillerie tractées par des pièces automotrices; remplacé le BMP et le BMD par le BMP-2 [Nota : ce dernier était armé d'un canon de 30 mm qu'il était possible de pointer à un angle élevé en terrain montagneux]; ajouté le mortier automatique Vasilek de 83 mm; ajouté des mortiers de 250 mm [Nota : pour des tirs plongeants désespérément nécessaires en terrain montagneux et dans les zones bâties]; ajouté de nouveaux canons de 152 mm et ajouté le SU-25 FROGFOOT [NOTA : qui est semblable à l'A-10 WARTHOG américain]. Même si ces améliorations n'ont pas été réalisées de façon particulière en fonction de l'Afghanistan, ce pays s'est révélé être un terrain d'essai valable du nouveau matériel et des nouvelles tactiques d'utilisation de base. Ces modifications étaient liées davantage à la disponibilité de la technologie déjà en cours de mise au point qu'à une menace particulière. La guerre des mines a joué un rôle important. Les Soviétiques ont utilisé les champs de mines à profusion à des fins d'interdiction de zone, de protection des garnisons et d'interdiction. Ils ont utilisé des mines posées à distance (MPD) pour isoler les forces ennemies et les couper de leurs ressources et de leur soutien.

Les capacités multidisciplinaires technologiquement avancées de recherche du renseignement des Soviétiques n'étaient pas conçues pour détecter et suivre un ennemi non classique très dispersé [NOTA : pas plus que celles du Canada ne le sont]. Le renseignement humain (HUMINT) est la principale source de renseignement dans ce genre d'opération [NOTA : mais le Canada ne s'en sert pas de façon efficace]. Les Soviétiques ont effectivement établi des réseaux considérables d'espions et d'informateurs et ils avaient aussi accès au renseignement de combat normal. Leur aptitude à mettre cette grande quantité d'information en corrélation en temps utile est le même problème auquel nous sommes confrontés [NOTA : et auquel le Canada continue aujourd'hui d'être confronté]. Les Soviétiques ont adopté un système de reconnaissance visuelle accrue, aussi bien des airs qu'au niveau du sol (sensiblement comme les Américains l'ont fait au Vietnam) afin de rechercher et de détruire les poches ennemies.

Le manque d'initiative, au niveau des chefs subalternes, a toujours existé au sein de l'armée soviétique et rien n'a été fait pour corriger cette situation en Afghanistan.

Pour les Soviétiques, ce n'est pas considéré comme un problème dans un conflit de haute intensité contre l'OTAN. Ce leadership déficient se manifestait aussi évident dans la piètre discipline et dans l'affreuse gestion du personnel. Dans l'armée soviétique, l'instruction n'a pas été modifiée de manière à donner une force de contre-insurrection efficace. Même si certains soldats reçoivent une instruction relative aux opérations en montagne, l'accent porte encore sur les opérations menées contre un ennemi classique. En revanche, des exercices récents traduisent un recours accru à des opérations spéciales, comme les assauts aériens exécutés par de petites unités.

Il semble que, pour l'armée soviétique, les opérations qu'elle mène en Afghanistan n'ont pas un caractère particulier et qu'une doctrine de contre-insurrection n'est pas non plus nécessaire [NOTA : tout comme pour l'Armée canadienne]. Les écoles militaires soviétiques n'ont pas pris les exigences particulières de ce type de combat en considération et les auteurs militaires soviétiques n'ont pas révélé l'existence d'une doctrine, de forces ou d'une instruction spécialisées concernant la conduite de ce genre d'opération. Les Soviétiques ont communiqué leur expérience à des États clients qui font face à des rebelles, comme l'Angola et l'Éthiopie.

Du côté positif, les Soviétiques ont tiré des leçons de leur expérience dans plusieurs domaines. Quelque 10 p. 100 des officiers en service ont l'expérience du combat. Des armes nouvelles ont été éprouvées au combat. La recherche et l'exploitation du renseignement se sont améliorées au niveau tactique. Les tactiques aériennes ont été modernisées, du moins contre une menace terrestre limitée. Les procédures de mobilisation ont été améliorées pour les rendre plus difficiles à détecter. En fait, une division a été mobilisée sans que les services occidentaux du renseignement la détectent jamais durant la phase de la mobilisation. Les expériences soviétiques en Afghanistan ont eu peu d'impact sur la doctrine, les tactiques et l'organisation globales des forces soviétiques qui font face à l'OTAN et il n'était pas indiqué qu'elles en aient. Les Soviétiques sont probablement mieux préparés à faire face à des problèmes de sécurité intérieure qu'avant l'invasion et auront probablement la chance de confirmer ça si la situation en Arménie ne s'améliore pas [NOTA : quatre conflits distincts allaient éclater dans le Caucase au cours de l'année suivante].

Conclusion

Comme tout lecteur le comprendra, cette analyse canadienne avait pour but d'évaluer l'expérience soviétique du point de vue de ses liens avec la situation de l'OTAN dans la Région du Centre durant la guerre froide. Elle omet des aspects importants relatifs aux efforts soviétiques dans ce que nous appellerions aujourd'hui la COCIM et l'aide au développement. Point plus important, elle n'étudiait pas et n'avait pas pour but d'étudier la façon dont la campagne militaire soviétique en Afghanistan tenait compte des origines ethniques et du tribalisme dans la région et de l'effet que ces facteurs avaient sur le désir de combattre. De fait, l'étude de l'islamisme radical, du financement assuré par l'Arabie saoudite, de la scène politique pakistanaise et ainsi de suite aurait dans tous les cas été du ressort d'autres spécialistes. Cela dit, l'étude nous procure tout de même une comparaison intéressante, à certains égards essentiels, avec la situation dans laquelle l'Armée canadienne se trouve aujourd'hui dans le sud de l'Afghanistan.

Notes

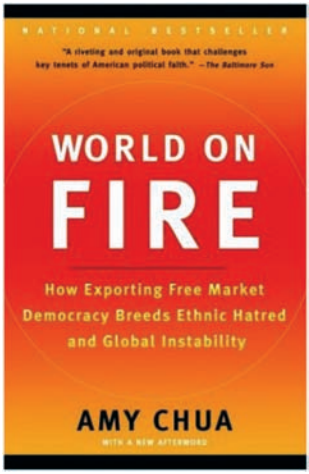
1. 4CMBG Assessment « Afghanistan — Soviet Lessons Learned », pas de numéro de dossier, 1991 (collection de l'auteur).
2. Voir Patrecia Slayden Hollis, *OIF Hallmarks: Integrated Joint and Coalition Operations with Adaptable Commanders and Agile Planning and Execution*, Field Artillery Journal, 3/1/2004.

— CRITIQUES DE LIVRES —

WORLD ON FIRE: HOW EXPORTING FREE MARKET DEMOCRACY BREEDS ETHNIC HATRED AND GLOBAL INSTABILITY

CHUA, Amy. New York, Doubleday, 2003, 368 pages. 21,00 $CAN

Critique préparée par le Lieutenant-colonel Michael Rostek



La fin de la guerre froide, en 1989, a dégagé le monde de l'emprise du cadre politique bipolaire, annonçant ainsi un nouvel environnement global de sécurité. La paix et la prospérité devaient caractériser ce nouvel ordre mondial. La mondialisation — c'est-à-dire l'intégration des secteurs des télécommunications et de l'économie qui a en fait commencé dans les années 1970 et 1980 — était dorénavant libre de croître sans contrainte. Le monde est toutefois devenu un endroit beaucoup plus dangereux où les conflits nationaux basés sur la haine et la violence ethniques prédominent. Ce désordre est encore aujourd'hui en évidence et c'est lui qui sert de toile de fond à l'ouvrage d'Amy Chua, *World On Fire*.

Sa thèse — à savoir que la recherche du libre marché et de la démocratie lorsqu'une minorité ethnique domine l'économie a entraîné des conflits ethniques — va à l'encontre de la croyance mondialiste selon laquelle l'économie de marché constitue le système le plus efficace au monde du point de vue économique et de la croyance anti-mondialiste selon laquelle la démocratie est le régime politique le plus juste du monde. Le lien qu'elle établit entre la violence ethnique et à la fois la démocratie et le libre marché dans tout le monde non occidental en développement semble avoir échappé à de nombreux auteurs favorables et opposés à la mondialisation et il offre à ce titre une perspective intrigante et relativement nouvelle sur les effets de la mondialisation.

Les conséquences non intentionnelles[1] de la mondialisation, en particulier la propagation d'une économie de marchés et de la démocratie, continuent de se manifester sous diverses formes autour du monde. Amy Chua fait ressortir très clairement cet aspect grâce à son analyse singulière de la domination de l'économie par des minorités ethniques — c'est-à-dire celles qui dominent économiquement des majorités indigènes pauvres — qui existe principalement, bien que pas exclusivement, dans l'ensemble des pays en développement du monde non occidental. Dans bien des États, l'actuelle économie de marchés concentre la richesse dans les mains d'une minorité ethnique et la recherche de la démocratie concentre le pouvoir politique dans les mains de la majorité indigène pauvre, ce qui mène à un « conflit ethnique ». Amy Chua soutient qu'une collision entre l'économie de marchés et la démocratisation est un phénomène mondial qui s'étend des Chinois en Asie du Sud-Est aux « Blancs » en Amérique latine, aux Juifs en Russie et aux Libanais en Afrique occidentale. Après avoir exposé son point de vue au niveau de l'État, Amy Chua étend sa thèse à des minorités régionale — Israël — et mondiale — les États-Unis — qui dominent l'économie. Ce jeu réciproque entre les « marchés », la « démocratie » et l'« ethnicité », qui sont des concepts notoirement difficiles à définir[2], a pour résultat des « mouvements de ressac » contre le marché, la démocratie ou la minorité qui domine l'économie. Amy Chua

prescrit avec optimisme une formule qui permet d'affronter directement les minorités ethniques qui dominent l'économie en prenant en considération « les tendances et les dangers inhérents de l'économie de marché et de la démocratie »[3]. Elle prend toutefois aussi soin de souligner ce qu'elle « n'affirme pas »; autrement dit, que sa théorie n'est pas universelle, les conflits ethniques ne surgissent pas seulement lorsque des minorités ethniques dominent l'économie et ce phénomène a plus d'une cause. Amy Chua jette à ce titre un regard provocateur sur les conséquences non intentionnelles qui résultent de la mondialisation ou, plus précisément, la recherche d'une démocratie fondée sur le libre marché lorsque des minorités ethniques dominent l'économie.

Beaucoup d'ouvrages ont été publiés sur la mondialisation et les effets de l'économie de marché et de la démocratie, en particulier depuis la fin de la guerre froide. *The Coming Anarchy*, de Robert Kaplan, et *The Lexus and the Olive Tree*, de Thomas Freidman, ont précédé le *World on Fire* d'Amy Chua, mais on compare souvent tous ces ouvrages parce qu'ils traitent de questions semblables[4]. Keith Porter fait à ce sujet une comparaison éloquente entre Freidman et Chua dans sa description métaphorique d'un parcours en automobile par Chua et Freidman vers la liberté politique et économique : « Alors que Freidman… enfoncerait l'accélérateur, Chua ferait ralentir le véhicule et ferait preuve de prudence »[5]. De plus, Amy Chua fait elle-même plusieurs fois référence à Freidman et à Kaplan dans son livre (respectivement à Freidman lorsqu'elle parle des partisans de la mondialisation[6] et à Kaplan lorsqu'elle parle des tendances démographiques mondiales)[7]. L'ouvrage d'Amy Chua est toutefois le premier qui établisse un lien entre d'une part la prolifération actuelle de la haine et de la violence ethniques et d'autre part les minorités ethniques qui dominent l'économie et la propagation en apparence irresponsable de la démocratie.

La thèse d'Amy Chua est bien défendue dans l'ensemble du livre; elle l'énonce toutefois de façon répétitive au point que le lecteur est sûr de recevoir le message même s'il lit le livre de façon superficielle. Comme le dit Michelle Goldberg, « [s]a tendance à résumer et à réitérer beaucoup trop souvent son argument à la manière d'un avocat est le plus grand défaut de l'ouvrage »[8]. Amy Chua répète en outre ce qu'elle « ... n'affirme pas dans le présent livre. Je n'affirme nullement que les minorités qui dominent un marché sont la source de tous les conflits ethniques ou qu'elles sont les seules cibles de la persécution ethnique »[9]. Même si le lecteur est conscient de cet aspect répétitif durant la lecture, cela ne nuit pas dans l'ensemble à l'exposé de la thèse et aide en fait le lecteur à faire le lien entre les nombreuses études de cas provenant des diverses régions du monde qu'Amy Chua présente. De ce point de vue, la nature répétitive de ce qu'elle affirme ou n'affirme pas n'a pas de grandes conséquences et peut en fait aider la personne qui en fait une lecture superficielle. De fait, c'est peut-être à cet aspect même que *World On Fire* doit en partie d'être honoré par *The Economist* à titre de meilleur livre de l'année[10].

Les arguments d'Amy Chua concernant la recherche d'une démocratie fondée sur le libre marché lorsque des minorités ethniques dominent l'économie sont bien construits dans tout l'ouvrage et particulièrement convaincants dans le cas des Chinois en Asie du Sud-Est. Ainsi qu'elle l'affirme, « … aucune minorité en Asie n'est, ou n'a jamais été, aussi remarquablement riche ou ne domine de façon aussi tranchée l'économie que les communautés d'origine chinoise d'Asie du Sud-Est… »[11]. Même si elle indique que ce phénomène n'est pas la source de tous les conflits ethniques, son argument tend à faiblir légèrement lorsqu'elle l'étire au niveau mondial pour faire des États-Unis (É.-U.) une minorité qui domine l'économie. Après tout, les É.-U. ne sont pas un groupe ethnique et il n'existe pas de démocratie mondiale. Elle explique toutefois ensuite que les É.-U. constituent de façon générale « … pour le reste du monde "un

peuple" et, plus précisément, "un peuple blanc"[12] et que l'Assemblée générale des Nations Unies constitue pour eux "... ce qui se rapproche le plus d'un gouvernement démocratique mondial" [13]». Elle ne craint ni n'hésite jamais dans l'ensemble de l'ouvrage, comme dans le cas qui précède, à présenter les deux côtés de l'argument. C'est à mon avis la plus grande qualité du livre même si, parfois, elle peut sembler provoquer ouvertement le lecteur.

La couverture qu'Amy Chua fait des conflits mondiaux pour soutenir sa thèse est impressionnante. Elle cible la majorité des conflits ethniques survenus au cours de la dernière décennie en Asie du Sud-Est, en Amérique latine, en Russie, en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient. Ses données non scientifiques sont étayées par 38 pages de notes, ce qui démontre de sa part une recherche d'une ampleur et d'une qualité assez impressionnantes. Même si Amy Chua démontre avec à-propos l'existence de minorités ethniques qui dominent l'économie, elle n'explique que sommairement la façon dont ces minorités ethniques dominantes sont apparues. Disons à son crédit qu'elle affirme effectivement que « ... l'omniprésence de minorités ethniques qui dominent l'économie dans tout le monde en développement est un des héritages les plus négligés et les plus destructeurs du colonialisme »[14], dans le chapitre sur l'Afrique, comme il se doit. Il aurait toutefois été instructif d'approfondir les liens entre le colonialisme et les minorités ethniques qui dominent l'économie en raison des arguments relatifs au néocolonialisme[15], terme qui, fait intéressant, ne figure pas dans l'ouvrage d'Amy Chua.

Les onze premiers chapitres de l'ouvrage d'Amy Chua servent à décrire sa thèse au moyen d'une multitude d'études de cas intéressantes et instructives. Elle ne prend toutefois qu'un chapitre pour discuter des solutions possibles, ce qui donne aussitôt l'impression que la solution est peut-être trop simple. Cette impression ne saurait être plus éloignée de la vérité. Elle réussit toutefois à offrir une stratégie raisonnable qui, bien que les détails manquent (pour ce qui est de la mise en ouvre des stratégies), est facile à comprendre et à suivre. Elle souligne rapidement qu'il n'existe pas de « panacée » et que la solution réside en fait dans le domaine du libre marché et dans celui de la démocratie, dont la forme actuelle doit cependant changer. Elle attire l'attention sur « … le moment de rare réconciliation ethnique de l'Afrique du Sud qui a aidé à soutenir jusqu'à maintenant sa fragile démocratie »[16] et ajoute que si les démocraties occidentales ne sont pas apparues du jour au lendemain, nous ne devrions pas aujourd'hui nous attendre à plus des pays en développement et de ceux du monde post-communiste[17].

World On Fire porte sur les conséquences non intentionnelles de la mondialisation depuis la fin de la guerre froide. Ouvrage très intéressant rédigé dans un style simple, il permet au lecteur d'en absorber le contenu vite et facilement. Il arrive au bon moment, car son argument principal concerne la haine et la violence ethniques croissantes dont nous avons été témoins au cours de la dernière décennie. Le tour d'horizon qu'Amy Chua fait des cultures, des régions et des États du monde pour défendre sa thèse donne aussi un instantané des conflits mondiaux, ce qui est en soi instructif et intéressant. Bien que les détails manquent, son optimisme, en ce qui concerne l'économie de marchés et la démocratie, est conditionnel à la prise de mesures pour corriger les tendances actuelles de l'économie de marchés et de la démocratie. Elle dit très clairement qu'il n'existe pas de « solution magique » et prévient que sa thèse n'aborde qu'un aspect de la question. Le temps va être un facteur capital. *World on Fire* est un effort remarquable qui mérite son statut de succès de librairie. Même si cet ouvrage est incontestablement pertinent pour les étudiants et les spécialistes des domaines de la politique, de l'économie ou des relations internationales, il est également intéressant à lire pour l'observateur occasionnel des affaires mondiales.

Notes

1. Selon la loi des conséquences non intentionnelles, qui est souvent citée mais rarement définie, les actions des personnes — et en particulier du gouvernement — ont toujours des effets qui sont imprévus ou « non intentionnels ». Les économistes et d'autres spécialistes des sciences sociales tiennent depuis des siècles compte de son influence alors que, depuis tout aussi longtemps, la classe politique et l'opinion publique ne le font guère. Rob Norton, *The Concise Encyclopedia of Economics*, consulté le 12 octobre 2004 à <http://www.econlib.org/library/Enc/UnintendedConsequences.html>.
2. Amy Chua, World On Fire: How Exporting Free Market Democracy Breeds Ethnic Hatred and Global Instability (New York, Doubleday, 2003), p. 13.
3. Ibid, p. 264.
4. L'auteur n'a lu que des critiques et des extraits de *The Coming Anarchy* et de *The Lexus and the Olive Tree*. Les critiques de World on Fire comparent toutefois à plus d'une reprise les trois ouvrages.
5. Keith Porter, critique de *World On Fire*, consultée le 29 septembre 2004 à <http://globalization.about.com/cs/greatarticles/a/worldonfire_p.htm>.
6. Amy Chua, *World on Fire*, p. 9.
7. Ibid, p. 257.
8. Michelle Goldberg, critique de *World On Fire*, consultée le 29 septembre 2004 à <http://www.salon.com/books/review/2003/01/13/democracy /print.html>.
9. Amy Chua, *World on Fire*, p. 174.
10. Writer's Representative, consulté le 29 septembre 2004 à <http://www.writersreps.com/live/catalog/authors/chuaa.html>.
11. Amy Chua, *World on Fire*, p. 46.
12. Ibid, p. 236.
13. Ibid, p. 238.
14. Ibid, p. 121.
15. Pour une définition du néocolonialisme, voir <http://encyclopedia.thefreedictionary.com/Neo-colonialism>, consulté le 4 octobre 2004.
16. Amy Chua, *World on Fire*, p. 286.
17. Ibid, p. 194.

SAINTS, SINNERS, AND SOLDIERS: CANADA'S SECOND WORLD WAR

KESHEN, Jeffrey A. Toronto, UBC Press, 2004, 389 page. 34,95 $CAN

Critique préparée par le Major Helga Grodzinski

Publié en association avec le Musée canadien de la guerre dans le cadre de son excellente série « Studies in Canadian Military History », *Saints, Soldiers, and Sinners* est un ouvrage précurseur dans l'histoire canadienne. Bien qu'on puisse trouver un grand éventail d'ouvrages sur la stratégie, les opérations et la tactique durant la Deuxième Guerre mondiale, très peu de livres, à l'exception de récits anecdotiques, se sont penchés sur la conduite et l'expérience de la guerre loin du champ de bataille. L'ouvrage de Jeffrey Keshen est sans conteste un ajout magistral à la littérature et il se distingue en raison de son style recherché et impeccable.

L'ouvrage porte sur la Deuxième Guerre mondiale considérée sous l'angle du front intérieur, c.-à-d. au Canada, et couvre des aspects divers tels que la mise sur pied de programmes de loisirs et de garderies pour enfants, le rôle de la femme à la maison et au travail, les efforts pour lutter contre les maladies transmises sexuellement et la délinquance juvénile ainsi que l'évolution commerciale du Canada, auparavant simple producteur de matières premières devenu géant de l'industrie.

Il est possible que les lecteurs de la génération du baby-boom et des générations subséquentes ignorent que bien des politiques et des programmes que nous tenons maintenant pour acquis, comme les allocations familiales, ont été mis en place à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale pour répondre à certains besoins inhérents à la guerre. Il est intéressant de découvrir, par exemple, comment une solution provisoire visant à accroître la main-d'ouvre a provoqué un changement social irréversible en incitant les femmes à délaisser les tâches ménagères pour aller travailler dans des manufactures, fréquenter l'université et s'enrôler dans les forces militaires.

L'auteur aborde à plusieurs reprises le fait que les politiques et les programmes sociaux et économiques développés durant la Deuxième Guerre mondiale étaient principalement fondés sur les leçons retenues au lendemain de la Première Guerre mondiale. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les programmes élaborés pour réintégrer les anciens combattants dans la société d'après-guerre. La Charte des anciens combattants, qui a eu un effet profond et durable sur notre société et nos forces militaires, n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

L'auteur n'hésite pas à aborder des questions difficiles, comme le racisme, le sexisme, la propagande, les mours sexuelles ainsi que la corruption, de manière factuelle et pondérée. Il n'y va pas de main morte et il explore carrément le sujet de l'inconduite de civils au pays et de militaires au pays et à l'étranger. Cependant, il ne ménage pas ses efforts pour trouver l'équilibre entre le bon et le mauvais et il appuie ses affirmations, dont certaines sont surprenantes, par de solides preuves statistiques, documentaires et empiriques. Dans l'ouvrage de Keshen, les entrevues et les informations anecdotiques sont particulièrement révélatrices et recoupent de manière précise et dynamique les faits indéniables consignés dans des tableaux et des statistiques. Beaucoup de passages feront sourciller les lecteurs, en particulier les jeunes générations qui considèrent souvent les personnes âgées comme étant totalement intègres.

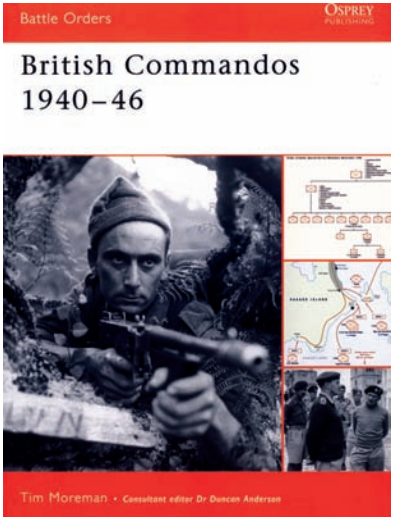
Le livre est très bien structuré; le chapitre d'introduction fournit un excellent aperçu et la conclusion se veut une bonne synthèse. De plus, chaque chapitre fait l'objet d'une introduction et d'un résumé clair. L'ouvrage comporte 389 pages, dont 101 sont consacrées à des notes et à un index — le livre est en réalité un outil de référence détaillé qui offre la possibilité de pousser les recherches. On y trouve très peu de fautes rédactionnelles et la couverture est attrayante, de même que les photographies, et les tableaux et graphiques sont fort utiles. L'auteur a rédigé un livre qui s'apparente à une thèse de doctorat, mais dont le style est limpide et captive l'intérêt du lecteur malgré l'aridité des faits, des chiffres et des tableaux.

Les mordus d'histoire militaire ne trouveront pas de récits de batailles et de campagnes dans ce livre. Ils trouveront toutefois des histoires empreintes d'une grande richesse — celles de gens qui ont combattu et trouvé l'amour durant la guerre, de gens qui ont servi leur pays et d'autres qui ont valorisé leurs intérêts personnels au détriment du reste. Ils découvriront également l'origine sociale et politique, le prototype en quelque sorte, du Canada d'aujourd'hui.

BRITISH COMMANDOS : 1940-1946

MOREMAN, Tim. Oxford, Osprey Publishing, Battle Orders 18, 2004, 96 pages.
33,95 $CAN

Critique préparée par le Lieutenant-colonel Robert S. Williams, MSM, CD



Comme les opérations expéditionnaires sont d'actualité, l'ouvrage de Tim Moreman présente de façon très opportune l'histoire des opérations « combinées », ou « interarmées » comme on les appelle aujourd'hui, ainsi que des problèmes/défis posés par l'éloignement à la logistique et au commandement et contrôle. Étant donné que bon nombre de forces militaires occidentales expérimentent actuellement un processus de réorganisation ou de transformation, les diagrammes organisationnels et la doctrine de base exposés dans ce court ouvrage devraient servir de point de départ ou, à tout le moins, d'outil de réflexion. Pourquoi réinventer quelque chose qui n'a pas fonctionné dans le passé? Que pouvons-nous retenir du passé?

L'ouvrage contient une description chronologique de la période 1940-1946 et porte à la fois sur l'armée britannique et des unités de commandos. Les premiers chapitres abordent des éléments de doctrine et d'instruction, de tactique, d'armement et de commandement et contrôle. L'auteur présente également des opérations de commando moins connues, entre autres les raids de Vaasgo, de Dieppe et de Saint-Nazaire, ainsi que le soutien fourni par les commandos à l'opération Overlord de façon à ouvrir l'appétit du lecteur et à l'inciter à approfondir ses recherches. Les cartes et les photos fournissent suffisamment de détails et un aperçu de la vie militaire qui saura plaire tant au novice qu'au mordu d'histoire militaire qui connaît probablement déjà les faits exposés.

Pour ceux qui souhaitent passer tout de suite aux points saillants d'enseignements tirés de l'expérience ou éviter de répéter les erreurs du passé, le court chapitre sur les leçons retenues est un incontournable. La partie consacrée aux symboles militaires permet aux néophytes de déchiffrer rapidement et facilement les divers organigrammes. Une courte chronologie complète cet excellent compte rendu du développement des unités de commandos de l'armée britannique, depuis leur création en 1940 jusqu'à leur démantèlement en 1946. Bien que l'ouvrage de Moreman contienne une grande quantité d'information, la façon dont il est structuré permet une assimilation progressive.

Ce court ouvrage s'adresse aux gens intéressés par la planification des forces spéciales durant des opérations expéditionnaires ainsi qu'à tous ceux et celles qui veulent en apprendre davantage sur l'histoire des unités de commandos de l'armée britannique, leurs tableaux d'effectifs et de dotation et leurs principaux honneurs de guerre. Que ce soit à titre de référence pratique pour mettre sur pied une organisation ou comme point de départ d'une réflexion approfondie, l'ouvrage *British Commandos : 1940-1946* est chaudement recommandé.

THE RED MAN'S ON THE WARPATH: THE IMAGE OF THE "INDIAN" AND THE SECOND WORLD WAR

SHEFFIELD, Scott R. Toronto, UBC Press, 2004, 232 pages. 29,95 $CAN

Critique préparée par le Capitaine Darren Bromley

Étant d'origine autochtone, j'ai d'abord remarqué le livre en raison du titre. Je m'attendais à lire des récits d'actes héroïques posés par des Autochtones durant la Deuxième Guerre mondiale, mais quelle ne fut pas ma surprise de constater que l'ouvrage, bien écrit, traitait plutôt de certains aspects de la lutte menée par les Autochtones et qui sont habituellement laissés de côté.

Bien que la lutte des Autochtones soit aussi complexe et diversifiée que les peuples qui y sont mêlés, M. Sheffield fait la lumière sur des questions cruciales pour la compréhension de la situation des Autochtones. En se basant sur des articles de journaux parus partout au Canada et sur des documents officiels couvrant une période de 18 ans (1930-1948), l'auteur fournit une analyse de l'idée des Autochtones que se faisaient la population et le gouvernement.

L'ouvrage expose les faits de manière chronologique et trace un portrait précis de l'« Indien » aux yeux des Canadiens anglais, l'« Indien de l'administration » et l'« Indien du grand public », puis il montre comment chacune de ces représentations a été remodelée à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Vu que le titre du livre peut décourager plus d'un lecteur, il est important de mentionner que l'auteur met le mot Indien entre guillemets, un procédé littéraire destiné à attirer l'attention du lecteur sur le sentiment raciste de l'époque.

L'expression « Indien du grand public » a été créée de toutes pièces par l'auteur à la suite d'une analyse des journaux canadiens sur une période de 18 ans. Son étude minutieuse des articles de journaux au sujet des Autochtones permet de présenter l'opinion que la majorité des Canadiens anglais blancs avaient en principe à cette époque des Autochtones. L'image de l'Autochtone en noble sauvage, en guerrier acharné, en délinquant alcoolique, en parasite paresseux et en victime sont davantage le reflet d'un cliché journalistique que l'opinion de la population en général.

Après avoir étudié des documents officiels durant la même période, l'auteur a créé l'expression « Indien de l'administration » pour qualifier l'Autochtone aux yeux du gouvernement. En présentant des extraits de la correspondance officielle de la Division des affaires indiennes et du Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes chargé de réviser la *Loi sur les Indiens*, l'auteur permet au lecteur d'en apprendre davantage sur les objectifs que s'était donnés le gouvernement fédéral en matière de respect des traités conclus avec les groupes autochtones au Canada.

De manière très factuelle, l'auteur associe les expressions « Indien du grand public » et « Indien de l'administration » à la période ayant mené et ayant suivi la Deuxième Guerre mondiale. Il fait valoir que cette série d'événements a radicalement changé la vision que les Canadiens anglais blancs avaient des Autochtones, et ce, de façon positive. Les lecteurs pourront juger du bien-fondé de cette affirmation en fonction des préjugés qu'ils entretiennent à l'égard des questions autochtones.

Bien que cet ouvrage soit une étude très structurée d'aspects précis de la relation des autochtones avec le Canada, il ne possède pas une grande valeur sur le plan de

l'histoire militaire. Étant donné que les articles de journaux et les documents officiels ne sont pas à mes yeux des sources incontestables, je ne recommanderais pas ce livre comme ouvrage de référence aux lecteurs ayant une connaissance limitée de la lutte menée par les Autochtones. Dans l'ensemble, toutefois, l'ouvrage de M. Sheffield est un bon ajout à la bibliothèque des gens qui manifestent un intérêt pour l'histoire autochtone au Canada.

POURQUOI A-T-ON FERMÉ LE COLLÈGE MILITAIRE DE SAINT-JEAN?,

CASTONGUAY, Jacques. Montréal, Art Global, 2005, 92 pages. 25,00 $CAN

Critique préparée par M. Roch Legault, PhD

Jacques Castonguay est un auteur prolifique, au surplus polygraphe, qui a été amené à travailler souvent sur le métier à tisser de l'histoire. Cette fois-ci, il nous présente son dernier projet sur un épisode dramatique de l'histoire des institutions militaires canadiennes. Dans l'ouvrage au titre provocateur *Pourquoi a-t-on fermé le Collège militaire de Saint-Jean?* Castonguay s'interroge sur la façon dont on a fermé le Collège militaire royal de Saint-Jean (CMR), sur la responsabilité de la fermeture et sur la raison invoquée à l'époque pour le faire, qui était celle d'épargner de l'argent au gouvernement fédéral. Ce faisant, il se propose d'écrire le dernier chapitre de l'histoire du CMR, car manquer de le faire «serait contribuer à ajouter la dernière pierre sur l'ouvre de ceux qui décrétèrent sa disparition». L'auteur ajoute au sujet de l'institution d'enseignement supérieure que «Pire encore, la priver du sens qu'il faut donner à sa mort serait la faire mourir une deuxième fois». (p.11)

D'une façon méthodique, avant d'arriver à ses réponses qu'ils se proposent de nous partager, l'auteur rappelle l'histoire de l'institution qu'il a dirigée à titre de recteur. Sa fondation (chapitre premier), son développement en une université autonome (chapitre deuxième), le succès de ses programmes (chapitre troisième), l'annonce de sa fermeture (chapitre quatrième), les réactions enfin (chapitre cinquième). Les faits marquants de cette histoire sont d'ailleurs repris dans une chronologie détaillée de six pages à la fin de l'ouvrage.

À la veille de sa fermeture rappelons que le CMR octroyait un baccalauréat en sciences, en science physique, sciences générales et en science spatiale. Il comprenait quatre départements qui constituaient la faculté des sciences de l'administration et des humanités sociales : études littéraires, les sciences de l'administration, les études stratégiques et les sciences sociales. Le Collège était devenu une université indépendante et à part entière en 1988 avec la possibilité de décerner ses propres diplômes. La fermeture du Collège militaire royal de Saint-Jean fut annoncée 22 février 1994 et la fin de ses activités prévues l'année suivante le 31 août 1995. Une annonce qui prenait bien des gens par surprise. En effet, rien ne laissait entrevoir cette décision. D'abord un rapport du gouvernement conservateur avait assuré les autorités militaires que le système des trois collèges était là pour rester. Ensuite, les dépenses d'infrastructures pour le CMR demeuraient élevées comme en témoignait l'ouverture d'une nouvelle salle de cafétéria au début de l'année académique 1993-1994, quelques mois avant l'annonce.

C'est à partir de la page 49 du chapitre 6 intitulé « Pourquoi et comment on a fermé le CMR » que l'auteur aborde le vif du sujet. Dans ce chapitre et les chapitres

subséquents, le « comment » reçoit la plus grande part du traitement. Le « pourquoi » obtient des réponses très satisfaisantes parce que les diverses explications de l'époque et les hypothèses avancées depuis lors sont exposées. Les raisons de faire des économies en procédant à la fermeture du collège de Saint-Jean sont ainsi écartées d'une façon convaincante par l'auteur. Cependant les réponses manquent de clarté pour ce qui est de la responsabilité, c'est-à-dire du « qui ». Selon l'historien, plusieurs personnes participèrent à cette décision, aussi bien au niveau du ministère de la Défense qu'au niveau du gouvernement. C'est ainsi que, tel un jeu de dominos, la demande du ministre des Finances, Paul Martin, de réduire les dépenses du ministère de la Défense a entraîné la division du personnel des forces canadiennes puis le général John de Chastelain, chef de l'état-major, puis le ministre David Collenette et enfin le Premier ministre lui-même à proposer et entériner la fermeture des collèges militaires de Saint-Jean et de Royal Roads.

S'agirait-il d'une responsabilité collective des dirigeants politico-militaire de l'époque? Enfoui à la page 56, l'auteur écrit que le Premier ministre Jean Chrétien a une part de responsabilité assez grande car il a avoué qu'ultimement la décision fut la sienne comme toutes celles de son gouvernement. Toutefois, Castonguay s'empresse d'ajouter que : «Si l'on considère par ailleurs, que cette décision a probablement été pensée ou élaborée au ministère de la Défense, il faut nuancer notre réponse» (p.56). C'est peut-être alors vers le Chef d'état-major de la Défense qu'il faut se tourner. Le général John de Chastelain avait d'ailleurs dès 1991, invoqué la fermeture d'un ou de plusieurs collèges militaires (p.50). C'est toutefois sur la reconnaissance de cette responsabilité par quelques personnes que se limite l'enquête historique sur le rôle du général : « Pour les journalistes avertis et quelques autres, il n'était pas facile d'oublier ce jour-là que le nom du général était difficilement dissociable des fermetures à venir. » (p.71).

Le seul véritable reproche au livre est sans doute sa pudeur à étaler certaines disputes importantes entourant le dossier de la fermeture. Les disputes de famille : celle de la classe politique d'une part et celle du réseau des collèges militaires d'autre part. Ainsi, pour trouver les déchirements au sein du gouvernement et du parti libéral, le lecteur doit chercher à la page 58 au milieu du troisième paragraphe. De même, le rôle du frère ennemi, le Collège militaire royal du Canada (à Kingston), qui a fait preuve de « bonne volonté » (p.76) selon l'un des sous-titres de l'auteur. À l'évidence, il y a eu des gagnants dans cette épisode : le clan Chrétien au sein du gouvernement et le Royal Military College de Kingston. L'auteur laisse l'une des charges les plus directes, celle qui clôt le volume, à un autre historien, Serge Bernier. Ce dernier constate en effet que c'est le RMC qui a été récompensé et ce en dépit de ses insuccès, comparativement au CMR, à former des officiers bilingues.

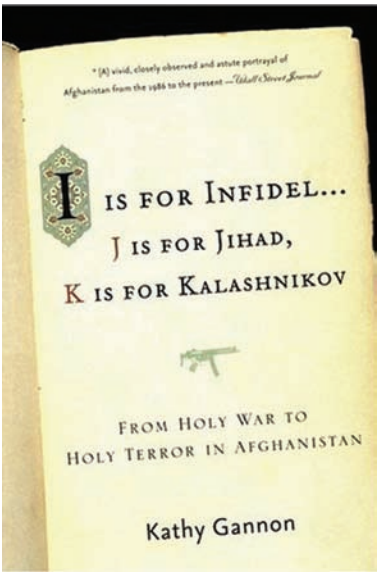
Il faudra attendre encore quelques temps avant d'avoir plus de réponses sur l'histoire de la fermeture du CMR. Dans ce petit livre, monsieur Jacques Castonguay a en effet brillamment résumé ce que nous savons à ce jour de cet épisode historique. Il a aussi ouvert plusieurs pistes d'enquêtes que d'autres se chargeront, on l'espère, d'exploiter. Toutefois, pour le moment, l'auteur a bien marqué notre incapacité d'en savoir plus lorsqu'il nous fait part de la réponse qu'il a reçue du Conseil privé en 2005 lors de ses recherches : les documents deviendront accessibles au public que dans 20 ans. Vingt longues années encore…

I IS FOR INFIDEL: FROM HOLY WAR TO HOLY TERROR

GANNON, Kathy. New York, Public Affairs, 2005, 177 pages. 32,95 $CAN

Critique préparée par M. Craig Stone, PhD

Correspondante à l'étranger, Kathy Gannon a passé 18 ans de façon intermittente en Afghanistan. Cas unique parmi les journalistes occidentaux , Gannon est arrivée en Afghanistan durant le déclin de l'Union soviétique. Son rôle de correspondante à l'étranger l'amène à témoigner des combats sanglants des seigneurs de guerre, de l'avènement des Talibans, de l'arrivée des Arabes et de Oussama ben Laden et de la « transformation du pays en plaque tournante d'une guerre sainte islamique mondiale ».



Cet ouvrage trace l'histoire de l'Afghanistan après le départ de l'Union soviétique et met particulièrement en évidence la façon dont les Talibans, autrefois considérés comme une solution de rechange raisonnable aux seigneurs de guerre, sont devenus partisans du terrorisme et ont donné asile à Oussama ben Laden. Plus important encore, Gannon soulève un certain nombre de questions concernant la crédibilité du régime en place en tant que gouvernement et l'influence du Pakistan qui, dans le contexte de la guerre mondiale au terrorisme, semble avoir beaucoup de liens avec les Talibans.

Le récit de *I is for Infidel* est présenté en ordre chronologique et débute par l'arrivée au pouvoir des moudjahidines à la suite de l'effondrement du gouvernement communiste en Afghanistan, en 1992. Gannon soutient que le monde entier a essentiellement tourné le dos à l'Afghanistan après le retrait des troupes soviétiques. Les Américains voulaient quitter la région et étaient heureux que les moudjahidines prennent le pouvoir. Gannon fait valoir que c'était une erreur puisque cela a « ouvert la voie au chaos qui a mené les Talibans au pouvoir par la suite ». En gros, Gannon prétend que l'Afghanistan est tombé entre les mains d'un groupe de seigneurs de guerre qui n'étaient pas intéressés à instaurer un gouvernement unifié en Afghanistan. Elle remarque que bon nombre des individus qui avaient livré de chaudes luttes avant l'arrivée des Talibans ont, encore une fois, été mis dans des postes de pouvoir et d'influence au sein du nouveau gouvernement.

Gannon aborde ensuite la façon dont les Talibans en sont arrivés à exercer un pouvoir absolu sur l'ensemble du pays. Fait ironique toutefois, au départ les Talibans se sont manifestés pour contrer la brutalité associée à l'anarchie violente des commandants moudjahidines. À l'origine, les Talibans formaient un mouvement nationaliste dirigé par le mollah Omar et mis sur pied dans le but de mettre fin à l'anarchie. « Les Talibans sont le fruit d'une révolte contre les commandants moudjahidines qui étaient devenus des voleurs de grand chemin », affirme Gannon. Ce n'est que plus tard que les Talibans ont formé un régime répressif associé au terrorisme et à Oussama ben Laden. En réalité, Gannon insiste sur le fait que « l'interprétation rigide de l'islam à laquelle les Talibans ont finalement adhéré avec force était véhiculée par des gens de l'extérieur, c'est-à-dire des Afghans instruits dans des *madrassas* au

Pakistan puis, par la suite, par des adeptes de l'austère philosophie wahabiste telle qu'elle était pratiquée en Arabie saoudite […]. »

En ce qui concerne la chute des Talibans et le développement des circonstances actuelles, Gannon soulève un certain nombre de questions au sujet des dirigeants de l'armée pakistanaise et de leurs liens avec la religion et le Jihad islamique. Dans ce contexte, on pourrait considérer que l'opinion de Gannon est quelque peu biaisée et que la journaliste ne croit pas tellement aux efforts du Pakistan pour régler le problème du terrorisme. Gannon fait un certain nombre d'observations et fournit des exemples pour montrer de possibles contradictions entre les efforts pour faire la lutte aux terroristes et les activités du Pakistan à l'appui de tels groupes. Par exemple, elle constate que les combattants islamiques au moment de la guerre en Afghanistan ne sont pas recherchés par les forces de sécurité et de renseignement du Pakistan, mais qu'ils seraient emprisonnés si jamais les États-Unis les retrouvaient. Gannon considère que l'un des plus grands problèmes est que la politique militaire du Pakistan a fait recours, et c'est toujours le cas, à des combattants islamiques pour ses guerres par procuration avec l'Inde.

La dernière partie du livre de Gannon porte sur la situation en Afghanistan quatre ans après les attaques de septembre 2001. Elle prétend que le fait que l'Afghanistan n'ait jamais eu de valeur comme tel pour les grandes puissances est la vraie tragédie. En tant que nation, l'Afghanistan a « joué le rôle de pion à maintes reprises dans les luttes de pouvoir […] ». De plus, elle fait valoir que les États-Unis font fausse route en croyant que l'ennemi de leur ennemi est leur ami en ce qui concerne le Pakistan et l'Afghanistan. En réalité, ces deux nations sont formées d'individus et de combattants « qui entretiennent un mépris à peine caché pour l'Occident et sont enfoncées jusqu'au cou dans le commerce de la drogue ». Ils n'ont aucun désir de nouer des liens avec l'Occident, en particulier les États-Unis.

Tous ces points amènent Gannon à discuter du point probablement le plus crucial de son livre. Les musulmans considèrent que les États-Unis sont la source de la majorité des problèmes concernant la lutte au terrorisme. L'Occident, les États-Unis en tête, continue d'avoir deux poids deux mesures en matière de politique étrangère. Par exemple, Gannon déclare que ses informateurs musulmans lui ont fait remarquer que toutes les attaques commandées par l'Occident sont dirigées contre les musulmans. Par conséquent, de plus en plus d'individus sont prêts à prendre les armes pour se battre contre l'Occident. Elle soulève également d'autres questions liées à ce même contexte, notamment pourquoi Israël et l'Inde auraient le droit de développer des armes nucléaires, mais pas le Pakistan? De plus, les États-Unis ont attaqué l'Irak en raison de la présence présumée d'armes de destruction massive, mais ils n'ont pas attaqué la Corée du Nord. Voilà quelques exemples de points abordés par Gannon dans la dernière partie de son livre. Bien qu'on puisse être en désaccord avec les points qu'elle soulève, il est difficile d'en faire abstraction puisqu'ils sont justement la source de frustration des musulmans modérés.

Quatre ans après le 11 septembre 2001, Gannon affirme que, à l'exception de Kaboul, l'Afghanistan n'a pas vraiment changé depuis 1992, période à laquelle le livre débute. *I is for Infidel* est un ouvrage bien écrit et un récit facile à comprendre de l'expérience d'une journaliste en Afghanistan. Il soulève un certain nombre de points importants à considérer étant donné que le Canada poursuit son engagement envers l'Afghanistan. Cependant, on sent une critique sous-jacente de la politique étrangère des États-Unis et de la diplomatie américaine dans cette région du monde. Il est recommandé de lire ce livre ainsi que d'autres ouvrages pour s'assurer de développer une bonne compréhension d'un ensemble de questions très complexes.

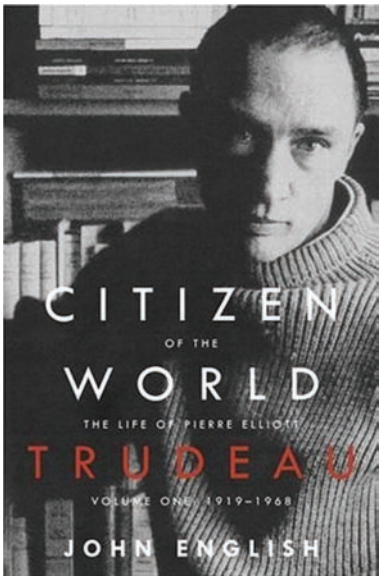
CITIZEN OF THE WORLD — THE LIFE OF PIERRE ELLIOT TRUDEAU VOLUME ONE: 1919-1968

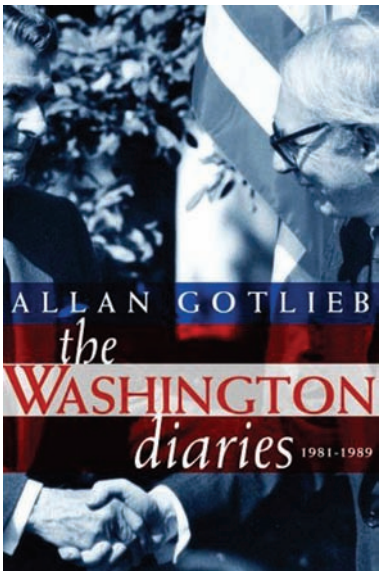
ENGLISH, John. Toronto, Knopf Canada, 2006, 576 pages. 39,95 $CAN

WASHINGTON DIARIES, 1981-1989

GOTLIEB, Alan. Toronto, McClelland & Stewart, 2006, 656 pages. 39,99 $CAN

Critique préparée par le Major Gord P. Ohlke, CD





L'ancien ambassadeur du Canada aux États-Unis, Alan Gotlieb, et l'historien John English ont produit deux ouvrages qui se complètent. Gotlieb a publié ses notes personnelles prises durant ses années passées à Washington où il était le principal point de contact pour toutes les questions canadiennes en sol américain. Pour sa part, English a rédigé une biographie très détaillée de Pierre Elliott Trudeau. Les deux ouvrages ont à peine retenu l'attention des médias, ce qui n'est pas sans surprise si l'on considère la place qu'occupe Trudeau dans le subconscient national ainsi que la fascination qu'on éprouve pour la représentation que se font les Américains du Canada et des Canadiens. Le fait que Trudeau et Gotlieb aient travaillé ensemble à des moments très intenses fait des deux livres des portraits d'une époque.

English transporte le lecteur dans la vie souvent éclectique de Trudeau et dévoile un personnage qui se transforme au fil des ans. Au moyen des extraits de journaux de bord et de la correspondance personnelle de l'ancien premier ministre, nous découvrons un jeune Trudeau qui participe à des émeutes à Montréal au cours desquelles des biens appartenant à des Juifs sont intentionnellement détruits. Nous apprenons qu'il rêvait de mener une armée de libération. Au fil de ses voyages et de ses études, Trudeau subit un processus de maturation qui lui permet de se libérer du nationalisme et de l'isolationnisme oppressants de ses jeunes années. Pour ceux qui se souviennent du battage politique entourant l'« exubérant premier ministre » et ses décisions souvent étatistes, comme la politique du « gel des prix et des salaires » et la « politique nationale sur l'énergie », il est surprenant de voir le contraste entre ce personnage et le jeune Trudeau qui, durant ses études de 2e cycle à Harvard (1944-1946), avait demandé la permission à un évêque de lire des écrits politiques marxistes dans le cadre d'un cours.

Il semblerait également qu'il a eu sa première relation amoureuse uniquement à la fin de la vingtaine.

Gotlieb révèle peu de choses sur sa jeunesse qui ne sont pas liées à son ascension professionnelle. Fils d'agriculteurs juifs allemands installés au Manitoba, Gotlieb obtient une bourse à Rhodes (Oxford) et arrive à tirer profit de sa double origine avec succès. Il parvient non seulement à entrer dans les cercles intimes de la société de Washington, mais également dans ceux de l'élite juive américaine. Il se rend compte que les deux mondes ne font souvent qu'un. À cet égard, il révèle beaucoup de choses concernant le fonctionnement interne des cercles de Washington et de New York, le congrès américain, les ministères fédéraux, les agences et les relations intergouvernementales nationales, les grandes entreprises et le rôle des médias. Son récit renseigne sur la personnalité de figures dominantes, comme le président Ronald Reagan, James Baker et Colin Powell.

D'un bout à l'autre du livre, les comparaisons qu'il fait entre la culture et la société américaines et canadiennes sont nombreuses. Parfois, elles sont peu flatteuses pour le Canada, surtout en ce qui concerne les médias.

D'un point de vue professionnel, les lecteurs militaires s'apercevront rapidement que les rapports du Canada avec les États-Unis sont l'équivalent d'une « grande stratégie » et que Trudeau et Gotlieb ont tous les deux compris l'élément stratégique militaire de ces rapports. L'ouvrage de Gotlieb montre que pour les Américains, le Canada est un pays très important et un partenaire de choix, en dépit du fait qu'ils ne nous comprennent pas toujours et qu'ils sont souvent déconcertés par nos élus et nos représentants nommés. Chacun à sa manière, Trudeau et Gotlieb l'ont également constaté — Trudeau, qui était bien plus ami avec les États-Unis que les médias canadiens le laissaient souvent entendre, et Gotlieb, le modèle de réussite du service extérieur canadien, qui délaissait l'idée de « puissance moyenne » de Pearson au profit d'une vision de « grande puissance » ambitieuse.

Les deux livres fournissent plein d'informations et de détails souvent intéressants. Lus en parallèle, ils fournissent un riche aperçu de l'histoire canadienne pas si lointaine et de certaines personnalités clés qui l'ont façonnée.

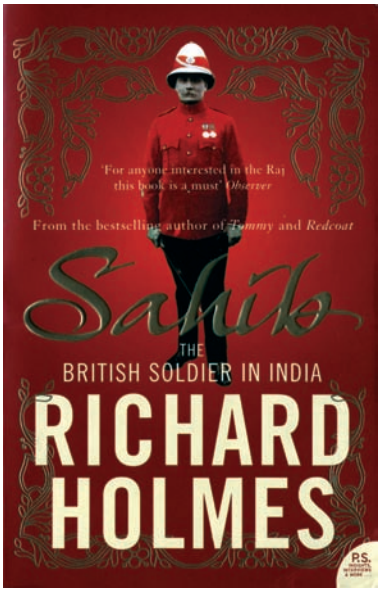
SAHIB: THE BRITISH SOLDIER IN INDIA

HOLMES, Richard. New York, Harper Collins, 2005, 572 pages. 19,95 $CAN

Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, PhD

Militaire et historien, Richard Holmes est déjà renommé pour ses études sociales étoffées et détaillées sur l'armée britannique. Il est l'auteur de *Redcoat: The British Soldier in the Age of Horse and Musket* et de *Tommy: The British Soldier on the Western Front*, deux ouvrages exceptionnels qui portent sur le personnel subalterne de l'armée britannique à diverses périodes de l'histoire. Dans son dernier livre, *Sahib: The British Soldier in India*, Holmes transporte le lecteur dans ce que plusieurs qualifient de « joyau » de l'Empire britannique. En effet, tous s'entendent pour dire que la conquête de l'Inde par l'Empire britannique et sa domination durant presque trois cents ans est l'une des grandes épopées de l'histoire et l'ouvrage d'Holmes nous présente cette période d'un point de vue strictement militaire.

À l'image de ses autres études sociales mettant en vedette le soldat britannique, l'auteur de *Sahib* ne suit pas de parcours chronologique ou géographique précis. Au lieu de cela, après avoir captivé l'attention du lecteur dans le prologue où il décrit en détail



la bataille de Sobraon (10 février 1846) durant la première guerre anglo-sikh, Holmes poursuit durant plus de vingt chapitres qui développent approximativement un certain thème. Il aborde des sujets divers allant du parcours pour se rendre à destination aux conditions de vie, en passant par les femmes et la religion. Chacun des chapitres plonge le lecteur dans certains aspects particuliers de la vie militaire indienne, lesquels sont souvent appuyés par une citation tirée des mémoires d'un personnage réel ou d'un témoin de l'époque. En réalité, ces entrefilets constituent le fil conducteur du livre puisqu'ils deviennent des observations qui captivent l'intérêt du lecteur et le lient au récit.

Holmes a bien choisi les récits qu'il souhaitait relater étant donné qu'ils sont souvent aussi divertissants qu'informatifs. Il montre avec aisance le côté frivole du dangereux trajet par bateau entre Portsmouth et Bombay. Dans un passage du livre, il parle du Lieutenant Lambrecht du His Majesty's 66th, qui était intelligent et bien instruit, mais affecté par la sophistique sentimentale et sensuelle de l'école philosophique française; il était beaucoup plus aimable lorsqu'il était à jeun et il devenait à moitié fou lorsqu'il buvait du vin. En état d'ébriété, il a un jour poussé le marin qui tenait la barre et pris sa place en disant au capitaine furieux que la canaille qu'il venait tout juste de virer ne connaissait rien à son travail. [Lambrecht] a été pardonné la première fois qu'il a fait cela, mais il a été mis aux arrêts de rigueur la fois suivante[1]. Un peu plus loin, l'auteur raconte l'histoire d'une mascotte régimentaire plutôt triste. Dans le bataillon de Frank Richard des Royal Welch Fusiliers, un homme avait un singe vêtu d'un manteau rouge, d'un pantalon bleu et d'un tambourin et qui pouvait faire des exercices de maniement d'armes avec un petit fusil en bois. Malheureusement, la bête avait goûté aux plaisirs de la bière et, comme bon nombre de ses compagnons humains, elle est finalement morte d'une surdose d'alcool. Les soldats du bataillon de Richard étaient d'avis que c'était la façon la plus belle et la plus noble pour un homme ou un singe de succomber[2].

En même temps, Holmes n'hésite pas à aborder des questions beaucoup plus sérieuses comme la rébellion indienne de 1857. Probablement considérée comme l'un des débats politiques et sociaux les plus complexes à la fois dans l'histoire militaire britannique et l'histoire nationale indienne, la rébellion est relatée de façon respectueuse par l'auteur et avec autant d'objectivité que ses sources de première main le lui permettent. Holmes admet librement que les récits traditionnels de l'événement ne doivent pas masquer le sens profond de la Rébellion, mais qu'il reste tout de même optimiste en avançant que les rapports entre les autorités britanniques et indiennes se sont par la suite améliorés au lieu de se dégrader. Il fait remarquer que l'événement a marqué un tournant dans l'histoire, lequel a permis d'amorcer le processus d'indépendance de l'Inde qui a abouti près d'un siècle plus tard.

Comme les ouvrages précédents du même auteur, ce livre est détaillé, vaste, perspicace et intéressant à lire. Il est bien documenté et c'est une référence utile pour les gens qui font des recherches sur ces événements. La lecture de ce livre est recommandée.

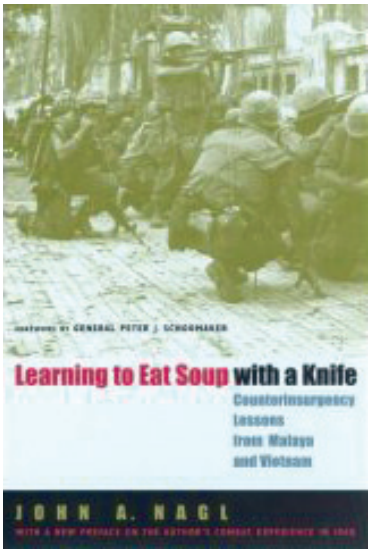
Notes

1. Richard Holmes, Sahib: The British Soldier in India, p. 106.
2. Ibid, p. 174-175.

COUNTERINSURGENCY LESSONS FROM MALAYA AND VIETNAM: LEARNING TO EAT SOUP WITH A KNIFE.

NAGL, John A. Westport, Praeger / Greenwood, 2002, 249 pages. 19,29 $CAN

Critique préparée par le Capt Nils N. French



Dans *Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, John Nagl, un lieutenant-colonel en service actif de l'armée américaine, s'emploie à expliquer pourquoi deux armées occidentales ont obtenu des résultats si différents dans deux situations similaires de contre-insurrection. L'auteur procède par comparaison. Il analyse plus précisément l'expérience des Britanniques en Malaisie, de 1948 à 1957, et celle des Américains au Vietnam, de 1950 à 1972. Son intention est d'expliquer « comment, pourquoi et avec quel degré de succès » chaque armée s'est adaptée à la guerre révolutionnaire qu'elle livrait. L'ouvrage révèle l'importance d'une culture institutionnelle qui permet à l'organisation de tirer des leçons et de s'adapter à la situation qu'elle vit. Le livre du Lieutenant-colonel Nagl est en même temps une excellente introduction à la contre-insurrection en général et il illustre à l'occasion certaines subtilités.

Le Lieutenant-colonel Nagl structure bien son ouvrage. Il commence par décrire la théorie relative à la manière dont les armées tirent des leçons et les fondements des activités de contre-insurrection, puis il examine succinctement l'histoire pertinente des armées britannique et américaine et l'effet que leur histoire a eu sur la culture des deux armées. L'ouvrage analyse ensuite la situation de la Malaisie puis celle du Vietnam, qu'il décrit de façon chronologique. Il se termine par un résumé et une explication des leçons qui en ont (ou n'en ont pas) été tirées et suggère celles que nous devrions nous-mêmes tirer de tout cela. Le tout s'enchaîne sans problème grâce à des titres clairs qui divisent le texte de façon logique. La seule interruption de la logique de l'auteur se trouve dans son chapitre sur les leçons de la contre-insurrection, où il présente une question ou un cadre par rapport auquel les deux armées vont être évaluées dans tout le reste de son livre. Le Lieutenant-colonel Nagl soutient qu'il a élaboré son cadre à partir d'une analyse des objectifs et des techniques de la contre-insurrection, « fortement éclairée » par les cinq principes du général britannique sir Robert G. Thompson[1], mais le lien entre les deux est très ténu. Étant donné l'importance de son raisonnement, l'auteur aurait dû l'expliquer plus en détail.

Les recherches approfondies du Lieutenant-colonel Nagl sont tangibles dans tout l'ouvrage. Il a analysé plus d'une centaine d'entrevues, passé en revue des caisses et

des caisses d'archives et obtenu accès à des sources d'information qui n'avaient jusque-là jamais servi. Ses connaissances proviennent aussi de discussions directes avec des personnes qui ont pris part à ces campagnes, aussi bien au niveau stratégique qu'au niveau tactique. Le résultat est un coup d'œil détaillé sur les situations vécues en Malaisie et au Vietnam qui reste très concis et agréable à lire. L'auteur parvient à nous mettre mentalement dans la situation à l'étude pour que nous puissions comprendre ses idées dans le contexte qui convient.

Dans les chapitres sur la Malaisie, l'intérêt du lecteur reste élevé grâce au recours à des anecdotes colorées et à des extraits de correspondance personnelle qui font connaître les leaders en cause, ce qui nous aide à comprendre les subtilités de leur personnalité. Le Lieutenant-colonel Nagl inclut le fait que, lorsqu'il est arrivé en Malaisie pour assumer le commandement, le Général sir Gerald Templer s'est rendu à sa résidence dans la voiture percée de balles dans laquelle son prédécesseur avait été assassiné. Nous lisons que le Général Templer se tient debout sur le bureau de son chef de police, qu'il patrouille avec les Gurkhas et qu'il se promène à dos d'éléphant. Ces vignettes nous aident à comprendre ces événements mieux que même la série d'adjectifs la plus détaillée ne pourrait jamais le faire. Elles établissent aussi le degré élevé de compréhension de la situation qui est nécessaire pour saisir les éléments les plus subtils en cause.

Il faut toutefois noter un point qui aurait dû être approfondi. Le Lieutenant-colonel Nagl écrit que le Général Templer n'a pas pris part à la campagne de la Seconde Guerre mondiale contre l'Allemagne à cause d'une blessure « associée à un champ de mines et à un piano » et ne va pas plus loin. C'est intéressant, mais le lecteur reste sur sa faim. On note aussi que, à côté de tout ce qui a été écrit sur Templer, sir Robert Thompson n'est pas mentionné dans les chapitres sur la Malaisie. Comme l'auteur base toute son analyse sur les cinq principes de la contre-insurrection de Thompson, on s'attendrait à plus. Nous devons aussi tenir compte du rôle essentiel que Thompson s'attribue dans *Defeating Communist Insurgency*. Il aurait certainement dû avoir une plus grande place dans les chapitres sur la Malaisie.

Dans l'ensemble, l'analyse que le Lieutenant-colonel Nagl fait de la situation en Malaisie est organisée et perspicace. L'examen des mesures les plus importantes prises par les leaders donne en quelque sorte une liste de contrôle très utile. Les personnes qui vont se retrouver dans des situations similaires vont vouloir la consulter. Les personnes qui étudient la contre-insurrection peuvent apprendre beaucoup de choses concernant la privation de nourriture, les couvre-feux, le vote au scrutin secret, les peines collectives, les techniques du renseignement et la nécessité d'élaborer et de diffuser rapidement la doctrine pertinente. L'auteur démontre clairement (à l'aide d'un tableau utile) que l'armée britannique était une institution qui apprend durant ses dernières années en Malaisie, même s'il prend soin de noter que certains officiers britanniques étaient réticents à s'éloigner de l'approche classique.

Le Lieutenant-colonel Nagl présente dans le cas du Vietnam une conclusion différente. Il décrit dans son analyse une culture institutionnelle qui a empêché l'armée américaine d'être une institution qui apprend durant la guerre du Vietnam. En fait, la résistance aveugle des dirigeants de l'armée américaine à l'égard d'une réforme désespérément nécessaire est par moments étonnante. Le Lieutenant-colonel Nagl montre que les avertissements étaient là, les conseils nombreux et les preuves solides mais que les généraux américains tels qu'Abrams et Westmoreland ont poursuivi aveuglément leur œuvre de destruction, réduisant ainsi en fait leurs propres chances de succès. Nous voyons la résistance des dirigeants de l'armée américaine à s'adapter à

la contre-insurrection (même malgré les ordres du président) et à abandonner leur attitude profondément ancrée. Certaines des citations que le Lieutenant-colonel Nagl utilise pour l'illustrer semblent a posteriori presque absurdes, ce qui montre clairement que toute une série de concepts leur a complètement échappé. Ce passage constitue un cas d'école en matière d'étroitesse d'esprit.

Le Lieutenant-colonel Nagl prend soin de veiller à ce que les cas où l'armée américaine a innové ne passent pas inaperçus. Il parle des pelotons d'action combinée et des équipes d'action civique des Marines et mentionne des articles de journaux et la correspondance de dissidents pour montrer que, aux niveaux subalternes, certaines personnes avaient la bonne idée. Il note aussi que plusieurs percées technologiques et tactiques ont été réalisées et sont encore utilisées de nos jours.

Les chapitres sur le Vietnam montrent une organisation qui n'a pas tiré les leçons requises durant la guerre et qui, ce qui est étonnant, ne l'a pas non plus fait après la guerre. Il n'est pas difficile de voir comment le désir « d'aller combattre l'ennemi sur son terrain », avec un mépris presque total pour les dommages collatéraux, a entraîné une défaite globale. Les personnes qui étudient la contre-insurrection peuvent faire de cette étude un exemple de ce qu'il ne faut pas faire. L'armée américaine n'était pas une institution qui apprend au Vietnam.

Le Lieutenant-colonel Nagl conclut en disant que des cultures institutionnelles différentes ont joué un rôle capital dans l'issue de chacune des contre-insurrections. Plus précisément, la culture de l'armée britannique lui a permis d'être une organisation qui apprend en Malaisie, tandis que celle de l'armée américaine l'a empêchée d'en faire autant au Vietnam. Il nous présente aussi l'affirmation selon laquelle la culture qui a mené à la défaite au Vietnam exerce en fait une influence positive sur la capacité de l'armée de combattre dans un conflit classique. Le Lieutenant-colonel Nagl présente certains arguments superficiels selon lesquels l'armée américaine a été plus efficace que l'armée britannique durant la Seconde Guerre mondiale et il suggère ensuite qu'il est difficile pour une force qui est organisée et entraînée en vue d'un combat classique de s'adapter au combat non classique. Il semble indiquer que les deux capacités s'excluent mutuellement, d'où une certaine confusion des idées lorsque l'on parle de la capacité de s'adapter à n'importe quelle situation — cette incompatibilité semble écarter toute adaptation. Néanmoins, la majorité des idées de l'auteur sont claires. Le lecteur retire certaines connaissances essentielles sur la façon dont il faut livrer combat dans une situation de contre-insurrection et une certaine compréhension de l'importance de s'adapter à la situation. On ne peut qu'espérer que ces leçons sont actuellement mises en application en Afghanistan et en Iraq. *Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam* est un bon livre qui se dévore pour des officiers qui désirent éviter les écueils du passé.

Note

1. Voir sir Robert Grainger Ker Thompson, *Defeating Communist Insurgency: Experiences in Malaya and Vietnam* (Study in International Security, Londres, Chatto & Widus, 1966).

GIBRALTAR, 1779 — 1783: THE GREAT SIEGE

CHARTRAND, René. Oxford, Osprey Publishing, Campaign Series No. 172, 2006, 96 pages. 26,95 $CAN

Critique préparée par le Major John R. Grodzinski, CD

Les habitants de l'Amérique du Nord oublient souvent de situer les conflits qui se déroulent sur ce continent dans le contexte d'événements plus larges; c'est particulièrement vrai dans le cas de la guerre de l'Indépendance américaine, car les textes et les analyses examinent la guerre en vase clos. Il se passait en fait beaucoup de choses à l'époque et, pour la Grande-Bretagne, c'est une période où elle faisait non seulement face à une insurrection de grande envergure dans les Treize Colonies, mais où elle était aussi en guerre contre la France, l'Espagne et la Hollande, et contre la confédération des Marathes en Inde. C'est une période qui a été dure et la guerre déclarée par l'Espagne en 1779 a rendu encore plus compliquée la situation découlant des revers subis en Amérique du Nord, dans les Antilles et dans les Indes orientales. Peu après, des forces franco-espagnoles ont mis Gibraltar en état de siège et cette entreprise militaire allait durer quatre ans.

Les forces britanniques et hollandaises ont d'abord pris Gibraltar en 1704, durant la guerre de Succession d'Espagne. Des actions navales et terrestres combinées ont enlevé aux Espagnols cet endroit d'importance stratégique et, en 1713, Gibraltar a été formellement cédée à la Grande-Bretagne, dont elle est depuis ce temps la possession, malgré des contestations occasionnelles de son autorité. Une de ces contestations a eu lieu en 1779. L'année précédente, la France s'était alliée aux Américains et s'était jointe à la guerre dans les colonies contre la Grande-Bretagne, suivie l'année suivante de l'Espagne. La France et l'Espagne travaillaient de concert, car elles cherchaient à chasser les Britanniques de la Manche et de la Méditerranée. L'Espagne espérait aussi chasser la Grande-Bretagne de ses territoires d'Amérique du Nord bordant le Mississippi et le golfe du Mexique et reprendre Minorque et Gibraltar. C'est relativement à ce dernier objectif que l'Espagne allait trouver les Britanniques déterminés : Gibraltar serait tenue coûte que coûte. C'est ainsi qu'a commencé un siège qui allait durer quatre ans et même si, à la fin, l'Espagne a récupéré Minorque, Gibraltar, qui était la plus importante des deux, parce qu'elle commandait l'entrée de la Méditerranée, est restée britannique.

René Chartrand est un auteur pigiste du domaine militaire bien connu du Canada. Il a passé trois décennies à Parcs Canada et est finalement devenu conservateur principal spécialiste de la culture matérielle, c'est-à-dire de la tenue, de l'équipement et des armes militaires. Il a accumulé une masse d'information à ce sujet et a dernièrement rédigé un ouvrage ou plus par année pour Osprey, qui publie des ouvrages à caractère militaire. René Chartrand a aussi rédigé deux excellents ouvrages intitulés *Le Patrimoine militaire canadien, volume I : 1000-1754 et volume II : 1755-1871*. Patrice Courcelle est l'auteur d'un grand nombre des illustrations du présent ouvrage et est illustrateur professionnel depuis quelque 20 ans. Son travail figure dans beaucoup de publications militaires.

Le présent ouvrage fait partie de la série d'Osprey sur les campagnes militaires, qui compte de très bonnes études de diverses campagnes et batailles, bien que quelques-unes soient ratées. Il respecte la formule qu'Osprey utilise dans chaque série, à savoir *Men-at-Arms* (hommes en armes), *Fortress* (forteresse), *Campaign* (campagne), *Essential Histories* (histoires essentielles) et d'autres. La série sur les campagnes a pendant un moment été globalement sous la direction d'une personne, ordinairement bien connue, comme David Chandler, mais ce n'est plus le cas. René Chartrand est un des meilleurs auteurs de la maison Osprey, car il s'appuie sur des documents de première main, connaît très bien le champ de bataille parce qu'il l'a souvent visité, a le don de comprendre les soldats et l'art militaire et écrit dans un style agréable. Cela reste vrai dans le cas du présent ouvrage, où René Chartrand décrit un effort espagnol qu'il qualifie de faible et qui s'améliore seulement à partir du moment où non seulement les Français se joignent au siège en 1782 mais où ils assument aussi le commandement global de l'opération. Le récit général est très bon et il est très instructif, bien que la description des défenses de Gibraltar laisse beaucoup à désirer; on se demande si les exclusions sur cet aspect résultent d'une décision de l'éditeur prise dans le but d'encourager les lecteurs à acheter l'ouvrage de la collection *Fortress* sur Gibraltar. Après tout, le présent ouvrage inclut effectivement une liste de titres connexes d'Osprey que les lecteurs pourraient vouloir acheter.

Un passage décrit la « grande attaque », au cours de laquelle les Espagnols ont rassemblé 10 navires de bombardement comptant un total de 212 canons et 5 260 officiers et hommes sous le commandement du Contre-amiral Buenaventura Moreno. La force est arrivée au large de Gibraltar le 13 septembre 1782 et a commencé un intense bombardement de la ville. Beaucoup de choses ont mal fonctionné pour les Espagnols, que les Français n'ont pas beaucoup aidés. Il est si bon d'avoir des alliés. Le lendemain, les Britanniques ont envoyé 12 canonnières portant 250 hommes attaquer les batteries flottantes. À la fin de la journée, les tirs provenant des canonnières et de Gibraltar avaient détruit la totalité des batteries ennemies flottantes et les Britanniques avaient obtenu une importante victoire.

Le siège a en fin de compte pris fin lorsque les Britanniques ont réussi à renforcer Gibraltar. La question a enfin été réglée en 1783, lorsque les combattants ont convenu de faire la paix. L'Espagne a conservé la Floride et récupéré Minorque, tandis que la position de la Grande-Bretagne était désastreuse. Elle avait perdu les Treize Colonies, les Français avaient pris plusieurs îles des Antilles et les positions britanniques des Indes orientales étaient menacées. Gibraltar représentait le seul succès réel de la guerre. L'ouvrage conclut par une description intéressante de l'apparence actuelle du champ de bataille et inclut un guide à l'intention des visiteurs.

Les cartes en couleurs sont excellentes, mais les illustrations en couleurs de la sortie britannique de novembre 1781 et de l'attaque des batteries flottantes sont médiocres et le fait qu'elles sont à cheval sur la ruelle (c'est-à-dire le milieu) du livre empire les choses. Deux autres dessins en trois dimensions qui montrent la sortie et un autre qui montre l'attaque des batteries flottantes de septembre 1782 souffrent aussi du même problème. Pourquoi la maison Osprey tient-elle à gâter de cette manière des schémas si utiles? Une bonne illustration montrant l'ensemble des défenses de Gibraltar, y compris la position et le nombre des pièces d'artillerie, aurait été très utile, mais j'imagine qu'il faut acheter l'ouvrage de la série *Fortress* pour l'avoir.

Ces lacunes ne condamnent pas cet ouvrage à l'étalage des soldes et les personnes qui s'intéressent à cette période vont constater que celui-ci, au même titre que tous les ouvrages de Chartrand, est agréable à lire et qu'il constitue un ouvrage de référence utile pour plus tard.

TRIBUNE LIBRE

Commentaires,opinions et contestations

FAÇONNER L'HISTOIRE : LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES DU CANADA

L'historien et auteur Ken Joyce, écrit…

J'écris en réponse à la critique de mon livre, *Snow Plough and the Jupiter Deception*, rédigée par le Colonel Horn et parue dans le *Journal de l'Armée du Canada (JAC)*, vol. 9.2, été 2006.

Bien que je sois d'accord que la première partie du livre est parfois « incohérente », j'estime que l'information donnée est suffisante et assez détaillée pour que le lecteur puisse suivre le fil des événements. L'« incohérence » est due au fait qu'il m'a fallu couvrir une multitude de faits qui se sont produits à peu près en même temps. J'ai cru important de conserver l'ordre chronologique des événements au risque de chevauchements inévitables. Il peut être difficile pour un chercheur, un auteur et un éditeur d'éviter ces pièges.

Dans la hâte d'imprimer le livre, des erreurs ont été commises. Certaines sont imputables à l'auteur, d'autres à l'éditeur. Par exemple, le Midland Regiment n'est pas parti d'Ottawa, mais de Calgary. En plus, j'ai omis de préciser que le 4th Ranger Battalion a été finalement intégré à la First Special Service Force (FSSF) à Anzio. Les honneurs de guerre canadiens ont été à tort assimilés à ceux des unités américaines. La photo de Prince recevant l'étoile d'argent n'est pas celle de Prince, mais celle d'un autre combattant de la FSSF à qui l'on décerne une médaille lors de la même cérémonie. Cet ouvrage a été très difficile à écrire, et il est tellement facile de perdre le fil dans la complexité des événements que j'ai pu commettre des erreurs flagrantes à mon insu. Les rapports complexes entre la levée de troupes de parachutistes au Canada et la mise sur pied de la FSSF et leur participation à l'Opération *Jupiter* — qui a servi d'opération de déception — ont rendu l'histoire de ces unités difficile à relater. Néanmoins, j'ai refusé d'éluder les incessantes questions restées sans réponses depuis la dissolution de ces forces d'opérations spéciales.

D'abord, j'ai estimé qu'il était important de remonter aux origines des opérations interalliées et de parler de ceux qui les ont conçues, car ce sont eux qui ont initialement exposé le plan. Cette recherche met en lumière l'évolution de ces opérations et montre les types d'opérations établis par l'organisation qui a immédiatement précédé — et influencé — la mise sur pied de l'Opération *Plough* et de la FSSF. Il a été tout aussi important de parler de Lord Mountbatten, une des figures de proue dans ce récit.

Je ne comprends pas la critique voulant que je ne donne pas assez de détails sur les premières opérations alliées. Comme il s'agit d'une question secondaire dans l'histoire de la FSSF, elle n'a pas à être traitée en détail. À part les Opérations *Plough*, *Jupiter* et *Torch* — qui sont traitées dans l'ouvrage — ,l'Opération *Sledgehammer* est la seule qui mérite d'être mentionnée. Toutefois, tel qu'il a été précisé, l'Opération *Torch* et un raid prévu contre Dieppe ont eu préséance. Tout cela ne faisait pas partie de la planification déjà en cours de l'Opération *Roundup*, renommée ultérieurement *Overlord*. Dans le contexte de la FSSF, ce que j'ai mentionné est pertinent au récit.

Quant à la critique suivante : *Joyce a de plus mis énormément l'accent sur la FSSF et sur son lien constant avec la Norvège*, je n'arrive pas à comprendre en quoi cela pose problème dans le livre. Il s'agit d'un élément crucial dans l'histoire de la FSSF — d'où

le titre — qui n'a été mentionné dans aucune autre publication. D'après les commentaires d'autres lecteurs, cette observation présente un vif intérêt et apporte des éclaircissements. Je pense que, pour les anciens combattants, ce fait est très intéressant, car il leur explique — en détail — la raison d'être véritable de leur formation. Jusqu'à présent, on a écrit beaucoup de « sornettes », certaines laissant croire que ces combattants auraient été envoyés au suicide. Comment arriveront-ils à sortir de la Norvège? Il est maintenant facile de répondre à cette question. Jamais n'a-t-on eu l'intention de les envoyer en Norvège — du moins dans le cadre de l'Opération *Plough*. L'emploi de la FSSF et d'autres formations entraînées à la guerre en hiver, américaines, canadiennes et britanniques, dans le cadre de la guerre de déception n'a jamais été mis de l'avant. Les faits ne peuvent pas être plus clairs. Du début à la fin du récit, j'amène le lecteur à découvrir la vérité sans que j'aie nécessairement à préciser les évidences. Oui, Churchill rêvait de plans intéressants. Toutefois, les historiens qui n'ont pas « fouillé » la guerre secrète ont parfois de la difficulté à comprendre les tenants et aboutissants de ces plans. Les plans de Churchill à l'égard de la Norvège étaient sérieux. En envisageant toutes les possibilités, Churchill voulait garder tous les atouts dans son jeu. Toutefois, dans le cas qui nous occupe, il a continué à insister pour que les forces alliées mettent sur pied des unités formées à la guerre en hiver qui puissent être utilisées principalement comme moyens de déception permanents. Aurait-on envisagé d'intervenir en Norvège si les autres plans avaient échoué? Ce n'est pas impossible. La preuve ne repose pas sur les simples propos de Churchill, mais sur de nombreuses autres sources, notamment la correspondance et les discussions entre le président Roosevelt et les chefs d'état-major interalliés. Ce fait est également bien consigné dans des ouvrages portant sur le renseignement et la déception britannique au cours de la Seconde Guerre mondiale, y compris la série de volumes de F. H. Hinsley intitulée *British Intelligence in the Second World War*; les ouvrages de M. Howard, *Grand Strategy* et *Strategic Deception*; le livre de R. Lewin, *Ultra Goes to War* et celui de J. C. Masterson, *The Double Cross System*, entre autres. Cet événement est raconté en détail dans l'histoire de la *London Controlling Section*, qui comprend des piles de documents ennemis déchiffrés trouvés durant la guerre. Dans un message déchiffré Ultra, on fait clairement référence à la FSSF dans le cadre de l'Opération *Jupiter* et non de l'Opération *Plough* :

> *Le 6 janvier [1943] Bucarest a informé Berlin qu'elle avait appris de la légation de Suède sur place qu'une force était en état de préparation entre Onega Bay et d'autres endroits avoisinants dans le but de percer le front Nord par des attaques simultanées lancées de la Fisherman's Peninsula et de Kola à la fin de janvier, alors que des commandos canadiens et américains lanceraient simultanément des attaques d'envergure dans le nord de la Norvège. (NA CAB154/94 London Controlling Section — Ultra Reactions — 6 janvier 1943)*

Ces messages déchiffrés prouvent l'existence et l'utilisation de cette déception aux yeux de l'ennemi. Je pense que j'ai très bien expliqué l'intention de Churchill et que j'ai fourni la preuve historique qui la confirme, et ce, à partir non seulement de faits reliés aux Britanniques, mais également de soupçons exprimés par des membres du gouvernement canadien et du chef d'état-major général. En outre, dans le livre, je relate avec précision l'épisode où Churchill informe le Général McNaughton que les préparatifs en vue de l'Opération *Jupiter* ne devraient pas être un renseignement gardé trop jalousement. M. Horn doit se rappeler que même les généraux de Churchill n'étaient pas toujours dans le secret de ce type d'information. Par conséquent, l'analyse de ces généraux n'est pas toujours bien fondée.

Quant à la dernière critique concernant l'abandon de l'Opération *Plough*, il est très clair que toute intention d'utiliser la FSSF en Norvège après septembre 1942 ne visait

simplement qu'à envoyer cette formation au Royaume-Uni où elle pourrait poursuivre l'effort de déception. Sinon, pourquoi la FSSF a-t-elle continué de s'entraîner à la guerre en hiver et en montagne jusqu'en février 1943? Pourquoi la FSSF se préparait-elle à se rendre au Royaume-Uni avant les opérations de Kiska et même après? Ce ne serait que pures spéculations de croire qu'elle avait effectivement entrepris une opération de commando en Norvège. Toutefois, si l'on porte attention à ce qui est écrit, il est évident que Churchill a exercé un contrôle sur la FSSF jusqu'au déploiement de cette dernière en Italie. Il est absurde de prétendre que, même en Italie, la FSSF était « devenue partie intégrante » de l'ordre de bataille américain. Elle n'a jamais été intégrée à un ordre de bataille quel qu'il soit, mais a toujours combattu comme groupe autonome qui pouvait facilement être déplacé de formation en formation ou même hors de l'Italie, au besoin. La FSSF était sous le contrôle général de Churchill et de Roosevelt. Sur le plan opérationnel, elle était contrôlée par les chefs interalliés. Les Britanniques, plus précisément Churchill, relâchèrent leur emprise seulement lorsque la guerre a pris un autre tournant et que la FSSF a commencé à éprouver ses propres difficultés. Fait intéressant, une des principales difficultés de la FSSF au combat était, au début, son incapacité de coopérer avec d'autres organisations parce qu'elle s'entraînait constamment comme formation autonome destinée à des missions individuelles. Churchill avait l'intention d'envoyer la FSSF et ses véhicules en Écosse où elle aurait commencé à s'entraîner à la guerre en hiver aux côtés d'autres formations en vue de l'Opération de déception *Jupiter*, mais elle ne s'est jamais rendu au Royaume-Uni. À part l'entraînement en vue de percer l'encerclement d'Anzio, la FSSF n'a jamais été assez bien équipée ou entraînée pour mener des opérations aux côtés d'autres unités et formations en étant intégrée à l'ordre de bataille américain. Pour l'attaque contre Rome, elle a été morcelée, et les divers groupes ont servi d'éléments de tête aux diverses divisions. L'entraînement, les tactiques et, dans certains cas, les armes de la FSSF étaient différents de ceux des autres unités américaines. La FSSF a toujours été une entité autonome. C'est là un des faits intéressants de son déploiement opérationnel.

Une fois en Italie, les problèmes de la FSSF ont continué de s'intensifier, et toutes les instances intéressées ne cessaient de réclamer sa dissolution. Toutefois, comme il fallait envoyer des unités en Italie — après de lourds combats dans le sud et le long de la ligne de fortifications allemandes (Ligne d'hiver) — l'envoi de la FSSF à Anzio s'avérait nécessaire. Entre-temps, les Britanniques avaient d'autres moyens de poursuivre leurs opérations de déception, et la FSSF n'était pas nécessairement requise à cette fin. Comme il est mentionné dans le livre, on envisageait de constituer une deuxième force d'opérations spéciales à même les Lovat Scouts en Alberta. Même si, après le Jour J, Churchill a continué de penser à la Norvège, il n'était plus nécessaire, vu le succès de l'opération, de garder un aussi grand nombre d'unités en appui d'un éventuel plan de déception. C'est pourquoi une grande partie des formations de guerre en hiver mises sur pied dans le cadre de l'Opération de déception *Jupiter* a été envoyée combattre en Italie ou en France, plus tard en 1944. Un joueur clé — la 52nd Lowland Division britannique — était à l'entraînement en Écosse en tant que formation de guerre en hiver. Lorsqu'on abandonna l'idée de l'utiliser dans le cadre du plan de déception de Churchill, cette division a été envoyée en France en août 1944. La 10th Mountain Division américaine n'avait même pas encore livré de combat jusqu'à son arrivée en Italie en décembre 1944. Les unités américaines formées dans le cadre d'une légion américaine multinationale — qui comprenait le 99th Battalion (Separate), composé de Norvégiens — avaient également été mises sur pied précisément dans le but de participer au plan de déception. Elles ont également été utilisées comme bases de recrutement pour le Office of Strategic Services (OSS). Le 99th Battalion a été appelé peu après la FSSF et envoyé en France après les débarquements du Jour J. Toutefois,

la guerre tirant à sa fin, les yeux se sont tournés encore une fois vers la Norvège. Les Allemands lanceraient-ils une dernière offensive à cet endroit? Dans cette éventualité, bon nombre des unités mises sur pied en vue de l'Opération de déception *Jupiter* ont été regroupées au sein du 12th Army Group commandé par le Général Bradley. Toutefois, après qu'on a réalisé que le dernier soubresaut du Troisième Reich n'aurait pas lieu en Norvège, un grand nombre des unités mises sur pied dans le cadre du plan de déception de Churchill ont été néanmoins envoyées en Norvège pour contrôler et surveiller le rapatriement des troupes ennemies en Allemagne.

Vous noterez également que M. Horn se contredit lorsqu'il soutient que les opérations en cours du Special Operations Executive (SOE) ont mis un terme à tout autre projet d'utilisation de la FSSF en Norvège. Cela entre en contradiction avec son affirmation concernant les craintes de représailles allemandes. N'y aurait-il pas eu de représailles de toute façon? Encore une fois, on ne peut prétendre que la FSSF faisait simplement partie d'un plan de déception — le plan était bidon et uniquement destiné à tromper l'ennemi. J'irais même jusqu'à soutenir qu'une fois déployée en Italie, la FSSF a véritablement donné un élan à la guerre. Il n'était pas du tout certain que les invasions prévues en France auraient été couronnées de succès. Je le répète, il est bien établi dans les documents que les Britanniques ont sérieusement envisagé de mener une opération en Norvège ou même au Moyen-Orient, dans les Balkans et en Autriche, si le Jour J avait échoué.

Dans mon ouvrage, je souligne également de nombreux faits d'armes des troupes aéroportées canadiennes, faits qui ne figurent pas dans les ouvrages historiques antérieurs qui leur sont consacrés. Il faut mentionner, entre autres, que les premiers parachutistes de l'Armée canadienne ont été entraînés afin d'être intégrés à la FSSF et non au 1er Bataillon canadien de parachutistes. En cela, j'entends que le groupe s'est entraîné à Ringway, Angleterre. Ce fait donne un tout autre éclairage à l'histoire de l'origine des forces canadiennes aéroportées et du bataillon canadien de parachutistes. En fait, une des principales raisons justifiant la mise sur pied d'un bataillon de parachutistes était de dissimuler l'établissement de la FSSF; mais, à partir d'août 1942, cette force n'était pas un secret et faisait partie d'un plan de déception. À preuve la une des journaux des 5, 6 et 7 août 1942 et des jours suivants. En outre, le fait est que la FSSF n'était pas un élément de parachutistes et que, par la suite, le Canada n'a jamais possédé un corps de parachutistes.

J'apprécie les commentaires de Bernd et tous ses bons mots au sujet de mon livre; toutefois, à mon avis, il a omis un des points les plus importants à l'origine de l'établissement de la FSSF. Je crois avoir rétabli les faits. J'aurais aimé en dire davantage, mais j'avais un budget à respecter et je n'avais pas accès à tous les documents et à toute l'information que j'ai obtenus depuis. J'ai l'intention de publier une édition revue de mon livre dès que je le pourrai.

RAPETISSER POUR CROÎTRE : GESTION DE LA DISPONIBILITÉ OPÉRATIONNELLE, RESTRUCTURATION DE LA FORCE ET DÉBAT NÉCESSAIRE

Le Capitaine Jonathan Hubble, O Rens, 2 R22eR, écrit…

Dans le numéro de l'été 2006 du Journal de l'Armée du Canada (JAC, vol. 9.2), le Lcol McIlroy traite de la question extrêmement importante du plan de gestion de la disponibilité opérationnelle (PGDO)[1]. Bien qu'il offre de nombreux avantages, ce plan a révélé quelques lacunes dans sa forme actuelle. Les commentaires du Lcol McIlroy sont opportuns, et la discussion est extrêmement pertinente. En qualité d'officier subalterne de premier niveau, j'aimerais donner mon point de vue sur cette question et proposer une solution à court et à long terme concernant le PGDO. Bien que les propositions du Lcol McIlroy soient très persuasives lorsque nous les envisageons à long terme, j'estime que nous devons réduire l'effectif du Corps d'infanterie à court terme si nous voulons établir les conditions propices à la réussite d'une expansion de la force à long terme.

La solution à court terme aux problèmes de dotation en personnel du Corps d'infanterie consiste à réduire le nombre de bataillons d'infanterie. Actuellement, les bataillons d'infanterie ne sont pas des utilisateurs de la force, mais des « générateurs » de force pour les forces opérationnelles (FO). Par exemple, la FO 3-07 comprend une compagnie d'infanterie provenant de chacun des trois bataillons d'infanterie du 5e Groupe-brigade mécanisé du Canada (GBMC). Dans la foulée de la mise sur pied d'une solide FO 3-07 fondée sur la structure du 3 R22eR, les deux autres bataillons du Régiment ont été sérieusement affaiblis sur le plan du personnel, si bien qu'ils ne sont pas déployables, sauf dans des circonstances exceptionnelles, et ce, avec l'apport de renforts de la Réserve.

En plus du 10 % à 15 % de personnel non déployable, il faut tenir compte du personnel en perfectionnement professionnel ou affecté à des tâches d'appoint dans la solution au problème de dotation. En période intensive de recrutement, les initiatives d'instruction individuelle et de transformation, ainsi que les affectations individuelles prennent des proportions gigantesques. Le Lcol McIlroy précise avec justesse et diplomatie ce qui suit : « Comme les tâches d'instruction de l'été sont habituellement nombreuses pour satisfaire les besoins en matière d'instruction, cet aspect pourrait avoir un effet imprévu sur la capacité de l'Armée de terre d'appuyer ses objectifs d'instruction globaux ou de les atteindre et risque d'imposer une cadence élevée de soutien de l'instruction au personnel au cours des phases de la reconstitution et de la récupération du cycle de gestion de la disponibilité opérationnelle »[2]. Par exemple, la période de l'assignation des tâches de l'été 2006 comprenait entre 3 000 et 4 000 tâches individuelles dont la plupart ont été exécutées par des remplaçants provenant des armes de combat des unités opérationnelles. Par définition, les FO sont à l'abri de la « tyrannie des affectations », mais les bataillons qui restent sont réduits à l'état squelettique.

Ces bataillons d'infanterie réduits à leur plus simple expression exercent néanmoins de fortes pressions sur l'infrastructure et sur le personnel administratif. Les compagnies de commandement et de services ainsi que les compagnies à effectif réduit ont besoin d'un minimum de leadership pour arriver à fonctionner tant bien que mal. Le résultat final est que des bataillons non déployables réduits à leur plus simple expression ont toujours des besoins importants en matière de leadership et d'infrastructure. Les compagnies d'infanterie sont rendues au point où elles doivent fournir du personnel pour répondre à des assignations de tâches, tout en ayant des demandes énormes sur le plan administratif. En même temps, le nombre minimal de chefs nécessaire au maintien d'un semblant de bataillon d'infanterie n'est pas disponible pour emploi ailleurs.

Lacunes structurelles fondamentales

Pourrait-on imaginer une entreprise commerciale compétitive qui recourt à un système d'assignations de tâches comme celui en vigueur dans les Forces canadiennes (FC)? Le sous-effectif structurel d'importantes institutions de l'Armée de terre comme le système d'instruction repose sur le principe fondamental que les bataillons d'infanterie peuvent être dépouillés de leur personnel. Cette façon de faire sape la capacité opérationnelle des bataillons d'infanterie : seuls les bataillons protégés par leurs commandants contre les assignations de tâches demeurent à vrai dire aptes au combat sur le plan opérationnel.

Supposons que toutes les organisations dans les FC soient « assignables à des tâches » et ne soient pas seulement des unités opérationnelles. Ce type de système ne durerait pas très longtemps. Le Lcol McIlroy souligne la pénurie structurelle de personnel dans les institutions d'instruction à laquelle nous devons remédier à long terme par du personnel additionnel : « […] l'Armée de terre doit consacrer des ressources au système de l'instruction et le renforcer pour éviter d'imposer des tâches d'instruction à nos forces prêtes à prendre part à des opérations et pour préparer une reconstitution et une récupération véritables »[3]. Le Col M.P. Jorgensen et l'Adjuc L.A. Topp précisent que le plus grand défi auquel fait face le système d'instruction individuelle de l'Armée de terre est la pénurie de personnel : « Les instructeurs de tout le système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre travaillent d'arrache-pied. Il est indéniable que la cadence des opérations, dans toute l'Armée de terre, est élevée, mais nous voyons chaque jour des signes de stress touchant les instructeurs. L'augmentation — ou le soutien de l'instruction, comme nous nous plaisons maintenant à l'appeler — reste une source de friction et de négociations d'état-major interminables entre le Système de l'instruction individuelle de l'Armée de terre et ses clients, c'est-à-dire la force de campagne »[4] L'assignation de tâches doit être considérée comme une solution sous-optimale à court terme.

À court terme, on doit regrouper les unités pour obtenir des efficiences administratives et maximiser l'emploi des chefs de l'Armée de terre. Le Lcol McIlroy apporte des arguments convaincants en faveur d'une sur-dotation des bataillons correspondant à 115 % de l'effectif afin de tenir compte du personnel non disponible pour un déploiement. À court terme, on devrait regrouper deux unités en sous-effectif afin d'obtenir une seule unité en effectif complet ou en sureffectif; les chefs seraient ainsi disponibles pour assignation à des tâches importantes d'instruction et de transformation de la force. Le point central qui émerge de l'expérience des Marines[5] est que l'élément constitutif fondamental des forces de combat demeure toujours le bataillon d'infanterie — « pas des parties du bataillon »[6].

L'ajout de trois bataillons d'infanterie comme le propose le Lcol McIlroy est une excellente idée dans le contexte de la structure de l'expansion de la force. Compte tenu de la vision inhérente au PGDO, il ne fait pas de doute qu'il faut un plus grand nombre de bataillons. Toutefois, ne constituons pas plus de bataillons en sous-effectif immédiatement. Ces bataillons « squelettiques » suscitent des besoins administratifs et d'infrastructure sans véritablement apporter de solutions immédiates. À court terme, l'Armée de terre devrait réduire le nombre de postes de commandement de bataillon et revenir au modèle de quatre compagnies d'infanterie par bataillon jusqu'à ce qu'on obtienne une dotation à 115 % de l'effectif dans ces bataillons. Une fois les niveaux de dotation stabilisés, l'Armée de terre pourra alors commencer à ajouter des bataillons un à un et constatera qu'un système d'instruction bien doté en personnel est synonyme de meilleur potentiel de croissance. Par stratégie de croissance à court et à long terme, on entend : réduire le nombre de bataillons d'infanterie en sous-effectif, renforcer le système d'instruction et mettre sur pied des unités de combat robustes et en sureffectif un à un jusqu'à ce qu'on arrive à un état de stabilité et que l'Armée de terre puisse atteindre ses objectifs de mise sur pied de la force.

Notes

1. Lcol Rob D. McIlroy, « Restructuration de l'Armée de terre : la clé d'une gestion de la disponibilité opérationnelle qui fonctionne vraiment », Le Journal de l'Armée du Canada, 9:2, 2006, p. 168-173.
2. Ibid, p.169-170.
3. Ibid, p. 171.
4. Col M.P. Jorgensen et Adjuc L.A. Topp, « Le point de vue du CIC sur la modernisation de l'instruction individuelle », Le Journal de l'Armée du Canada, 9:2, 2006, p. 19.
5. D'après des conversations entre des cadres du USMC et l'auteur au cours de la participation à l'exercice de l'experience intégrée des effets tactiques (EIET) de la Force opérationnelle permanente de contingence (FOPC), Halifax, N.-É., USS Gunston Hall, et à l'exercice au Camp Lejeune, NC, septembre-novembre 2006. Également d'après des observations de McIlroy, p. 170.
6. McIlroy, p. 170.

COMMENTAIRES SUR: NOTE AU DOSSIER — L'ÉVOLUTION DU SOUTIEN DU RENSEIGNEMENT AU SEIN DE L'IFOR

Le Major Christopher Young, officier de liaison des Forces canadiennes au U.S. Army Armor Centre, écrit…

J'ai lu avec intérêt l'article intitulé *Note au dossier — L'évolution du soutien du renseignement au sein de l'IFOR*, et je désire formuler quelques observations, non seulement au sujet du soutien du renseignement, mais aussi d'autres points abordés dans l'article.

En avril 1997, le Groupement tactique (GT) du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) a été déployé en Bosnie dans l'enclave de Bihac. La mission précise du GT consistait à « faire respecter les aspects militaires de l'Accord-cadre général sur les ex-factions belligérantes (en anglais : Former Warring Factions ou FWF) ». À mi-chemin de sa période de service, notre prédécesseur, le GT 1 PPCLI, avait mis sur pied une cellule des opérations des factions, dirigée par le Capitaine Tony Turco. Au départ, cette cellule était chargée de trouver un moyen de faire le suivi des stocks dans les lieux d'entreposage ainsi que des mouvements à destination et en provenance de ces derniers. Le Lcol Tim Grant, commandant du GT du Strathcona, a élargi le rôle de la cellule des opérations des factions et lui a confié la responsabilité de l'assurance de la qualité.

Le but de ce rôle élargi était de s'assurer que les inspections des sous-unités étaient effectuées de façon précise et correcte et que les sous-unités étaient au courant des procédures uniformisées d'inspection des lieux, de l'équipement et des mouvements, et, en fin de compte, des procédures d'amnistie des armes à feu, et les respectaient. La cellule a été chargée de faire le suivi de tous les mouvements à destination et en provenance des lieux d'entreposage afin de s'assurer de la conformité des ex-factions belligérantes (FWF) et de conseiller le commandant sur les questions relatives à la confiscation des armes.

Au début, le GT du Strathcona a affecté à la cellule un officier des opérations supérieur détenant le grade de capitaine (moi-même), l'adj des opérations du GT et un commis (cplc). Très vite, lorsque les chauffeurs du QG AR du GT avaient terminé leurs tâches principales, on leur assignait des tâches secondaires au sein de notre cellule, y compris le poste de s/off responsable des armes confisquées (ce qui comprenait le suivi de toutes les armes confisquées et détruites ainsi que l'identification de toutes les armes expédiées au Canada à l'intention des musées, etc.).

Dans leur article, le Lcol Williams et le Maj Godefroy mentionnent que l'entreposage des armes lourdes des FWF exigeait « le calcul du nombre d'ensembles militaires dont disposait chaque faction pour établir son ordre de bataille ». En fait, ce n'est que lorsque la cellule dirigée par le Capitaine Turco a été mise sur pied qu'on a

tenté d'officialiser la comptabilisation des stocks des FWF. Jusque-là, les registres des sous-unités étaient les seuls registres plus ou moins exacts, et ils étaient souvent modifiés au moment de la relève d'un GT. Les discussions avec la cellule des opérations des factions de la DMN(SO) ont révélé qu'elle ne s'intéressait qu'à ce que les transferts d'armes soient effectués à temps et conformément aux règlements.

Notre GT a pris la relève du Capitaine Turco et a fait de l'établissement des stocks de référence notre priorité absolue. J'ai pu collaborer avec de hauts dirigeants du 5e Corps pour élaborer non seulement la liste des stocks de référence pour tous les lieux d'entreposage situés dans notre ZResp, mais plus important encore, établir une relation personnelle de confiance avec ces représentants. Le résultat final de nos discussions avec les représentants du 5e Corps a été acheminé aux sous-unités chargées des inspections quelques jours avant la date prévue de ces dernières afin qu'elles en prennent connaissance et se familiarisent avec ce dernier. Dans la mesure du possible, j'ai essayé d'assister à l'inspection d'un lieu d'entreposage, principalement dans le but d'apporter mon aide.

On peut affirmer avoir obtenu la confiance des FWF, mais jusqu'à ce que le GT du Strathcona ait établi une liste de références des stocks des FWF, qui a été coordonnée par l'intermédiaire de la cellule des opérations des factions, les FWF n'avaient aucun intérêt à se montrer coopératives en déclarant leurs stocks exacts. Avant notre participation au déploiement, les confiscations étaient fréquentes et, à nos yeux du moins, semblaient dépendre des registres de l'ONU, qui n'étaient pas particulièrement exacts. Non seulement l'ONU risquait-elle de perdre sa crédibilité en la matière, mais les FWF profitaient rapidement, chaque fois que c'était possible, de toute faiblesse ou confusion apparente. Il était assez embarrassant de discuter avec un commandant des FWF quand sa liste, fondée sur l'évaluation de ses stocks faite par notre QG supérieur, ne correspondait pas avec les registres de la sous-unité locale.

Le meilleur exemple de l'importance d'établir une base de référence précise des stocks des FWF s'est produit durant les premiers mois de notre période de service. Le 5e Corps avait demandé la permission de déplacer des munitions de mortier de 81 mm de deux lieux d'entreposage situés à Sanica jusqu'à sa caserne principale à Bihac, la caserne Adil Besic. Il a demandé l'autorisation de déplacer environ 300 projectiles de plus que ceux qu'il était censé détenir selon nos listes de stock. Nous avons interrogé la DMN(SO), par l'entremise de notre officier de liaison divisionnaire, le Capitaine Keith Foster (un Britannique), au sujet des montants de munitions, mais la demande n'a pas été modifiée. La cellule des opérations des factions a alors averti l'escorte de l'écart entre les montants (l'esc reco jouait le rôle de l'escorte) et lui a demandé de surveiller étroitement les cargaisons.

Il est à noter que dans ce cas, le GT a plutôt accompli une tâche de surveillance qu'une tâche d'escorte. Pour surveiller les cargaisons, il fallait poster des patrouilles à des carrefours clés, le long d'un itinéraire déclaré, pour confirmer que la cargaison en question avait effectivement franchi les carrefours clés. Les véhicules contenant les cargaisons des FWF devaient respecter un horaire, mais leur déplacement pouvait être interrompu dans le cadre de ce créneau, à condition qu'ils ne s'écartent pas de l'itinéraire en question.

Une fois que les cargaisons ont été déchargées, il est devenu évident que des munitions supplémentaires avaient été chargées à un moment donné en transit. Après en avoir informé la DMN(SO), le commandant a ordonné à l'esc reco de confisquer les munitions supplémentaires. Cela s'est fait sans incident.

Environ un mois plus tard, le CEM du 5e Corps a demandé à notre GT d'organiser une rencontre avec l'officier responsable de l'esc reco pour discuter de la confiscation (les munitions n'avaient pas encore été détruites en attente d'un appel du 5e Corps, ce qui était probable vu la valeur monétaire des munitions à l'époque). On a ordonné à la

cellule des opérations des factions d'assister à la rencontre. Le CEM du 5e Corps s'est présenté accompagné de deux commandants de brigade (à qui les munitions étaient destinées) et leurs états-majors ainsi que d'individus armés jusqu'aux dents qui semblaient surtout avoir pour rôle de nous intimider. En tout, il y avait plus de 15 officiers du 5e Corps et autres individus, qui voulaient tous notre peau. Durant la réunion, on a expliqué clairement au CEM que les listes des stocks de référence de notre cellule étaient exactes (puisqu'elles avaient été établies conjointement avec son propre état-major) et que la confiscation était justifiée. Le CEM a clôturé la réunion en admettant un élément capital, c'est-à-dire que « les munitions en question avaient peut-être été embarquées le long de l'itinéraire », ce qui a mis fin au problème.

Cette confiscation s'est avérée essentielle parce qu'elle a prouvé aux représentants du 5e Corps que nous étions sérieux à propos des mesures que nous prendrions au sujet des écarts en matière de munitions, tout en leur faisant comprendre que le GT tenait désormais des listes de stocks uniformisées et exactes. Les procédures de comptabilisation du 5e Corps ont commencé à se resserrer considérablement (il est à noter à quel point cela était essentiel parce que leurs procédures de comptabilisation comprenaient des comptes du grand livre remplis à la main) et les équipes d'inspection ont commencé à constater que les stocks étaient en ordre, que des registres ou des étiquettes exacts étaient attachés à chaque différente rangée de munitions ou d'équipement et qu'on attachait maintenant plus d'importance à un art jusqu'ici négligé : celui du magasinier dont le travail pouvait désormais faire la différence entre une inspection réussie ou une confiscation qui pourrait entraîner une perte de milliers de précieux dollars.

Je dois mentionner un dernier aspect des activités de la cellule qui est devenu important : le rôle d'éducateur. En général, ce n'était pas un aspect posant problème, mais il a fallu parfois rappeler aux gens d'être courtois avec le personnel des FWF. Cela peut sembler une question de bons sens, mais nous avons constaté que quand ce dernier était traité avec courtoisie et de façon décente, il était dans de meilleures dispositions. Selon moi, nous avons évité de nombreux problèmes en adoptant une attitude non conflictuelle. Par exemple, un jour, on nous a remis des mitraillettes Scorpion et des fusils de tireur d'élite Steyr SSG munis d'une lunette (d'une valeur approximative de 5,000 $ chacun) qui avaient été découverts récemment dans un poste de police, dissimulés dans un coin. Au lieu de confisquer les armes, le Lcol Grant a décidé, sur la recommandation de notre cellule, qu'il était préférable de ranger les armes dans un lieu d'entreposage et de les comptabiliser plutôt que de risquer une confrontation à propos d'armes qui avaient été remises de bonne foi. Cette attitude a porté ses fruits par la suite durant notre programme d'amnistie.

Le résultat final du travail de la cellule des opérations des factions au niveau du GT a été la reconnaissance, par la DMN(SO), que notre travail était couronné de succès. Je n'ai pas encore parlé des programmes d'amnistie fructueux du GT, qui ont été par la suite adoptés avec beaucoup de succès comme modèle par la division. Notre travail auprès de l'état major du 5e Corps a aussi pavé la voie au regroupement éventuel des lieux d'entreposage, un point avantageux pour les deux parties, mais davantage pour notre GT.

J'ai retenu deux leçons de mon travail comme O Ops des factions : premièrement, que la détermination et l'honnêteté ont permis de gagner la confiance des FWF et que la communication combinée à la coopération a entraîné la conformité, qui, en fin de compte, était notre objectif. Grâce à la relation que nous avons établie avec le 5e Corps, les membres de ce dernier sont demeurés satisfaits et il n'y a pas eu de problème majeur dans la ZResp de Bihac. S'il en avait été autrement, leur mécontentement aurait occasionné de graves troubles civils.